

J. ZVRITA

CUADERNOS DE HISTORIA

4-5

1953



Institución «Fernando el Católico» de la Excma. Diputación Provincial
Zaragoza, 1954

JERONIMO ZURITA

Cuadernos de Historia

4-5

1953



Institución «Fernando el Católico» (C. S. I. C.)
de la Excma. Diputación Provincial de Zaragoza

1956

Cuadernos de Historia "Jerónimo Zurita" no se identifica con las opiniones o juicios que los autores exponen en uso de la libertad intelectual que cordialmente se les brinda.

Este volumen de Cuadernos de Historia «Jerónimo Zurita» constituye la publicación número 172 de la Institución «Fernando el Católico».

INDICE GENERAL

PAGINAS

E	
STUDIOS	7 - 108
WILHELM REUSCH. Germania romana. Pp. 7-18.	
ANGEL CANELLAS LOPEZ. La instauración de los Trastámara en Aragón. Pp. 19-38.	
MIGUEL GOMEZ DEL CAMPILLO. Glosas del señor rey Fernando II de Aragón. Pp. 39-54.	
FELIPE MATEU Y LLOPIS. La regalía monetaria en la Corona de Aragón, y en especial en el reino de Valencia hasta Fernando el Católico. Pp. 55-79.	
JOSE MARIA MILLAS VALLICROSA. La cultura cosmográfica en la Corona de Aragón durante el reinado de los Reyes Católicos. Pp. 81-90.	
FERNANDO SOLANO COSTA. La fundación de Nuevo Madrid. Pp. 91-108.	
NOTAS	111 - 139
A. BELTRAN. Nota sobre pinturas del siglo iv en Tréveris. Pp. 111 - 113.	
FELISA LAGUNA MALLEN. Sobre el origen y composición de la curia regia navarra. Pp. 114-120.	
PAOLO REVELLI. La terra di Aragona nel manoscritti dell'Ambrosiana. Pp. 121-123.	
ELISA CALVET BAZAN. La población de la parroquia de la Magdalena en 1543. Pp. 124-130.	

Índices

ÁNGEL CANELLAS. Aragón en la historiografía de
1950. Pp. 131-139.

CRÍTICA 143 - 171

Generalia. Pp. 143-147.

Europea. Pp. 148-155.

Ibérica. Pp. 155-159.

Aragonensia. Pp. 160-162.

Americana. Pp. 162-171.

CRÓNICA 175 - 205

Hechos de la Cultura. Pp. 175-180.

Revista de Libros. Pp. 181-190.

Revista de Revistas. Pp. 191-205.

Publicaciones recibidas. Pp. 205-206.

Índice analítico 209

Índice general 215

GERMANIA ROMANA

por Wilhelm Reusch

1. *La Germanie de l'Ouest au temps des Romains.*

L'expansion de Rome à l'Ouest, qui commence au début du 2ème siècle av. Jésus-Christ avec l'intégration de l'Espagne dans l'Empire prend fin au 1er siècle ap. J. C. avec la création de deux provinces germaniques. La sécurité de ces 2 provinces de l'Ouest, leur développement économique et culturel sont liés étroitement avec les événements historiques qui se déroulent alors en Germanie occidentale. Sur le Rhin, se décide le sort de l'Empire romain de l'Ouest qui, au 4ème siècle, s'étend de l'Ecosse au sud de l'Espagne, et dont Trèves, la ville la plus ancienne de la Moselle, est à la fois la capitale et la résidence impériale.

Etant donné l'importance de ces faits, il nous est très utile de faire le point des recherches archéologiques et historiques.

En 55-53 av. J. C., Rome, pour la première fois dans son histoire, pénètre en Germanie. C'est Jules César qui au cours de ses campagnes en Gaule, arrive de l'Ouest et franchit le Rhin afin de reconnaître le terrain. Il avait ainsi écarté pour plusieurs siècles le danger d'une invasion germanique dans l'Empire romain, bien que cette poussée sur la rive droite du Rhin n'ait été que symbolique. Les pays de la rive gauche du Rhin, maintenant aux mains des Romains, seront fortifiés par la suite. Mais l'Empereur Auguste ne se contenta pas de faire du Rhin une ligne de défense; il avait des projets beaucoup plus vastes qu'il réalisa entre 16 et 13 av. J. C., lors de son séjour en Gaule. A partir de cet instant, nous assistons à un renversement complet de la politique de Rome à l'égard de la Germanie. Pour préserver la rive gauche du Rhin et l'arrière-pays gaulois, la ligne de démarcation devait être, par-delà le Rhin, repoussée vers l'Est jusou à l'Elbe. La nouvelle ligne de défense devait joindre l'Elbe et le Danube. L'Empereur confia la réalisation de ce plan à Drusus et à Tibère.

Pour mener à bien cette entreprise, les deux généraux créent des bases d'opération: en Basse-Germanie, le camp de Vetera sur le mont Fürstenberg près de Xanten; sur le Rhin-moyen, Mogontiacum

(Mayence) en face de l'embouchure du Main. En 15 av. J. C., grâce à la conquête de la Rétie et de la Vindélicie, le Danube devient le fleuve frontière de la Germanie du Sud. Après la mort de Drusus, en 9 av. J. C., son frère Tibère usa surtout de diplomatie et obtint ainsi de grands succès. Il sut exploiter habilement au profit de Rome les continuelles querelles des peuplades germaniques et réussit à les monter les unes contre les autres. Tibère atteignit enfin la Weser et pour la première fois, établit au coeur de la Germanie un camp d'hiver romain. Les Chérusques et quelques autres tribus reconnurent l'autorité de Rome. Les fils du chef chérusque Segimer Arminius et Flavius entrèrent au service de Rome et se familiarisèrent avec la technique de guerre romaine qui était très au point. De graves désordres en Pannonie rappelèrent brusquement Tibère loin de la frontière du Rhin et les plans militaires subirent de ce fait à l'Ouest des contre-coup sensibles.

Le successeur de Tibère en Germanie était P. Quintilius Varus. Sous son commandement, les armées romaines subirent une défaite lourde de conséquences. Au cours de la mémorable bataille de la Teutoburger Wald, en 9 ap. J. C., Varus perd trois légions. Son adversaire, le prince chérusque Arminius, qui connaissait à fond la technique de guerre romaine, est salué comme le libérateur de la Germanie et le fondateur de l'Unité allemande.

Rome ne renonçait pas pour cela à la rive droite du Rhin et Auguste n'avait nullement l'intention d'évacuer cette contrée. Au nombre des pays pacifiés, il compte expressément les territoires à l'Ouest de l'Elbe. Entre 10 et 12 ap. J. C. Tibère, revenu entre temps sur le Rhin, a fort à faire pour rétablir l'ordre. Il élève à 8 légions les effectifs de l'armée du Rhin et en remet la gestion et le haut-commandement à Germanicus, fils de Drusus. Germanicus entreprend plusieurs campagnes plus ou moins couronnées de succès. Il délivre le prince chérusque Ségeste, ami des Romains, qui était assiégé par Arminius et lui offre l'hospitalité en Gaule du Sud. Thusnelda par contre, fille de Ségeste et épouse d'Arminius, est faite prisonnière. Au cours d'un combat, Germanicus se rend sur le champ de bataille de Varus et fait ensevelir en grande pompe les ossements des soldats morts pour la Patrie. Malgré quelques victoires isolées, l'oeuvre de Germanicus reste incomplète. Des attaques combinées de l'armée de terre et de la Marine échouent. Tibère rappelle Germanicus et organise un triomphe en son honneur où il est représenté comme le vainqueur de toutes les tribus germaniques à l'Ouest de l'Elbe. La guerre était ainsi officiellement terminée, Germanicus n'avait pas réussi à tirer parti de ses succès militaires ni à assurer les positions conquises.

Tibère devenu empereur après la mort d'Auguste survenue en 14 ap. J. C., change radicalement de politique. Après le rappel de Germanicus, il abandonne les peuplades germaniques à des divisions

intestines dont Rome saura tirer profit. Arminius est assassiné par des hommes de sa tribu. Marbode, le chef puissant des Marcomans, doit fuir devant une conjuration et se réfugier à Rome, son ennemi de toujours, où on le reçoit amicalement et lui paye une pension.

Tibère répartit le haut-commandement des armées du Rhin, jusqu'ici aux mains d'un seul chef (Germanicus), entre 2 légats, dont l'un établit son quartier-général à Cologne et l'autre à Mayence. En créant ces 2 gouvernements militaires, Tibère renonce pratiquement à la «*Provincia Germania magna*» qui avait été le rêve d'Auguste. Rome se contente de consolider ses positions sur la rive gauche du Rhin. Sous le règne de Claude, de Néron et de Vespasien, les place-fortes sont plus nombreuses et mieux défendues; le réseau routier est amélioré; le long de la rive droite du Rhin, une mince bande de terrain est dépeuplée et sur les points stratégiques, les têtes de pont sont fortifiées, par exemple Deutz (*Divitensium*) en face de Cologne. Les camps du Rhin et du Danube deviennent des villes de garnison florissantes qui obtiennent fréquemment droit de colonie. Cologne, dont les forces armées furent bientôt transférées à Bonn et à Neuß, passait pour la ville de commerce la plus riche de Basse-Germanie.

Par la suite, surtout à partir de Domitien, les territoires de la rive droite du Rhin sont peu à peu intégrés dans le système de défense des Romains. Une ligne de démarcation qui joint Rheinbrohl sur le Rhin à Hienheim sur le Danube, englobe l'angle Rhin-Danube. Cette ligne frontière, couramment désignée «*limes*», consiste tantôt en un rempart précédé d'un fossé, tantôt en une solide muraille renforcée par de multiples tours de guet et des bastions avancés. Sous le règne des Flaviens, sans doute du temps de Domitien, les pays du Rhin conquis par les Romains sont définitivement partagés en 2 provinces: la «*Haute-Germanie*» (capitale Mayence), la «*Basse-Germanie*» (capitale Cologne).

L'histoire de la Germanie romaine va maintenant de pair avec celle du Limes de la Haute-Germanie et de la Rétie. Au 2ème siècle, le limes subit à plusieurs reprises des changements et des améliorations qui concordent avec une réorganisation militaire et qui témoignent des efforts de l'empereur pour maintenir le limes en continuel état de défense.

Pendant le règne de Caracalla, le limes est rudement éprouvé. Les Chattes et les Alamans l'attaquent en commun, mais sont tout d'abord repoussés. Néanmoins la menace continue à peser et vers 260, les peuplades germaniques percent dans le limes une large brèche qui leur ouvre à l'Ouest les portes des territoires de la rive gauche du Rhin occupés par Rome. Le danger qui va grandissant exige la création en Gaule d'un Empire gaulois autonome ayant pour mission de défendre la ligne du Rhin ainsi que l'arrière-pays gaulois. L'empereur Postume, qui a vraisemblablement résidé à Trèves,

arrêta le flot des tribus germaniques libres qui déferlaient sur l'empire. La menace continuelle d'une invasion rend bientôt nécessaire la présence d'un empereur près des points d'un grand intérêt stratégique et politique.

Ceci nous explique pourquoi Trèves devient résidence impériale après les grandes réformes entreprises par Domitien. Constance Chlore et Constantin le Grand, son fils et successeur, partent de Trèves pour mener contre les envahisseurs des campagnes couronnées de succès. Des place-fortes nouvellement établies dans l'arrière-pays protègent les routes; mais à la longue, elles ne sont plus en mesure d'arrêter le flot humain qui déferle. Après la victoire de Julien sur les Alamans près de Strasbourg au milieu du 4ème siècle. Valentinien I et son fils Gratien sont les derniers empereurs d'occident à prendre des mesures défensives efficaces et à être encore une fois capables de faire front à l'attaque des Alamans. Après l'invasion des Goths venus du Sud-est, la situation politique devient de plus en plus critique, si bien que l'administration centrale de l'empire doit être transférée à Arles. L'armée du Rhin est rappelée en Gaule et la défense des frontières confiée aux Germains alliés de Rome. Le front du Rhin est ainsi dégarni de ses troupes et livré aux tribus germaniques. La dernière heure des provinces romaines de la Germanie est venue.

Les Alamans, les Burgondes et les Francs s'installent dans la plaine fertile du Rhin et dans l'arrière-pays Ouest.

Nous trouvons un écho de cette lutte continuelle entre Rome et la Germanie dans les innombrables trésors que le sol de ces contrées nous ont révélés. Des camps datant de Drusus (Celui de Vetera ou bien des camps établis bien au-delà de la rive droite du Rhin, en plein coeur de la Germanie, comme Oberaden et Haltern) et le camp de Holtershausen entre Haltern et Wesel, découvert tout récemment, ont été fouillés à fond, et, à côté de révélations très importantes sur la façon dont les Romains construisaient leur camps, on a retrouvé de nombreux objets provenant de ces temps reculés. On a fouillé aussi systématiquement les innombrables bastions du limes construits entre le 1er le 3ème siècle après J. C.; les résultats de ces recherches ont été publiés dans le vaste ouvrage en plusieurs volumes «Der obergermanisch-raetische Limes im Roemerreich». «Le limes de la Haute-Germanie et de la Rétie dans l'Empire romain». Ces bastions avaient avant tout un caractère défensif; il en est de même pour les places fortifiées du 4ème siècle qui, une fois qu'on eut renoncé au Limes, servaient à protéger les voies de retraite, et qui étaient situées dans la partie ouest de l'arrière pays. De cette époque datent les place-la partie ouest de l'arrière pays. De cette époque datent les place-fortes de Neumagen sur la Moselle, de Bitbourg et de Jünkerath dans l'Eifel, de Pachten sur la Sarre et bien d'autres.

La rencontre des civilisations gauloise et germanique avec la culture méditerranéenne apparaît dans les innombrables découvertes faites dans le sol. Au I^{er} siècle ap. J. C., les marchands et les artisans livrent encore aux armées du Rhin des articles de première nécessité provenant des pays méditerranéens ou du sud de la Gaule, mais dès le 2^{ème} siècle, un artisanat indigène se développe dans les régions nouvellement conquises. Des poteries qui travaillaient tout d'abord dans le sud et l'est de la Gaule, sont transférées plus loin vers l'est. De vastes ateliers produisant des céramiques fines ou ordinaires en Terra Sigillata s'établissent à Trèves et dans les environs, à Blickweiler, Rheinzabern, Mayence, Cologne et en maints autres endroits.

Très tôt la population indigène fait sienne l'excellente technique des Romains et la perfectionne selon son idée; ceci s'applique surtout à la céramique (cf. la production belge). Les produits ordinaires importés des pays méditerranéens (surtout la terre sigillée d'Arrezzo), comme nous en trouvons dans les camps de Drusus par exemple, disparaissent peu à peu pour faire place à la fabrication indigène. Certaines industries prennent une extension considérable; nous pensons aux verreries de Cologne, la capitale de la Basse-Germanie dont les verres sont exportés bien au-delà des frontières de l'empire romain.

Un réseau routier excellent, aux ramifications nombreuses, permettait des communications rapides et sûres avec les parties les plus éloignées de l'Empire. Un grand nombre d'inscriptions, de colonnes milliaires, de relais et de tronçons de routes nous renseignent sur le tracé des anciennes voies et l'esprit d'organisation des Romains; elles rapprochaient les peuples et favorisaient les échanges culturels. Une foule bigarrée et diverse déferlait ainsi en *Germania romana*. Les troupes romaines et les mercenaires venus de tous les coins de l'Empire entraînaient à leur suite dans les pays du Rhin et du Danube des marchands et des artisans, des techniciens et des architectes, des artistes et des savants: des Grecs, des Thraces, des Asiatiques d'Asie mineure, des Syriens, des Africains, des Italiotes, des Espagnols, des Gaulois et des Brites.

A côté de maintes nouveautés techniques et autres, les cultes méditerranéens et orientaux pénètrent par cette voie en Germanie. En marge de la religion officielle incarnée par la Triade Capitolaine, naissent les cultes locaux gaulois et germanique. Venus de ces religions orientales Mithra, Jupiter, Dolichenus et d'autres mystères trouvent de nombreux adeptes. Mais à la fin la religion chrétienne l'emporte et évince le paganisme. Le grand nombre des temples, des sanctuaires, des inscriptions votives et des offrandes sont un signe de la multiplicité et de la diversité des religions dans la Germanie romaine pendant les quatre (4) premiers siècles ap. J. C. Le Chris-

tianisme survit à l'effondrement de l'Empire romain et devient la cellule mère de la culture occidentale. Au cours de ces événements, Trèves jouera un rôle tout particulier.

2. Trèves, résidence impériale.

La ville doit son nom à la tribu mixte germano-celte des Trévires établis dans cette région avant l'ère chrétienne. Auguste comprit combien la position de cette région serait favorable pour réaliser ses ambitions politiques et il lui donna beaucoup d'avantages. Cité purement civile à l'origine et nullement fortifiée, Trèves devient colonie dès la milieu du I^{er} siècle et porte dès lors le titre de «*Colonia Augusta Treverorum*». Grand centre de ravitaillement des armées du Rhin et métropole commerciale du pays des Trévires, la ville se transforme très vite en une communauté florissante. Des vestiges de grandioses édifices ornés de précieuses mosaïques, des peintures murales et des sculptures, des pierres tombales et un mobilier funéraire très riche révèlent l'aisance de Trèves pendant les 3 premiers siècles ap. J. C. Pendant les troubles politiques du troisième quart du troisième siècle, la ville de Trèves devient pour un temps le siège du gouvernement gaulois. L'Empereur Postume y réside à plusieurs reprises (258-268) ainsi que ses successeurs Victorinus et Tétrique. En 275-276, la ville est gravement endommagée par les Francs et les Alamans.

Seule la vaste oeuvre de réforme de l'Empereur Dioclétien rétablit l'unité de l'Empire. Constance Chlore, le nouvel César de l'Ouest, nommé en 293, choisit Trèves comme résidence, qui devient dès lors, comme du temps de Postumus, le siège de la cour impériale et de la haute administration civile; grâce à son excellente situation géographique, elle remplit toutes les conditions requises pour cette fonction. Située derrière une chaîne de collines, à l'entrée de la plaine lorraine, elle se trouve à presque égale distance des deux métropoles frontières rhénanes Cologne et Mayence. Constance Chlore commence par construire sa résidence; il fait relever l'Amphithéâtre et les Thermes Barbara et bâtir le grand cirque, le «*Circus Maximus*», qui, selon le panégyrique devait ressembler à celui de Rome. Constantin le Grand poursuit, d'une façon grandiose, la construction de Trèves. Le quartier des Palais impériaux, dont quelques édifices sont encore visibles de nos jours (le noyau romain de la cathédrale, L'Aula Palatina, dite Basilique, et les Thermes Impériaux) date de ce temps. Pendant près de cent ans, jusque vers la

fin du 4ème siècle, Trèves traverse une période de prospérité éblouissante, comme elle n'en connaîtra plus par la suite. Quelque 50 ans plus tard, les Thermes impériaux sont complètement transformés et utilisés à d'autres fins. Près du pont romains de la Moselle s'élèvent les Horrea, vastes greniers. Entre temps, la ville se pourvoit de murs solides, afin de faire front aux attaques des Germains qui pénètrent toujours plus avant en Germanie. Dans le mur nord s'ouvre une porte d'apparat, la «Porta nigra», ornée d'une façade somptueuse donnant à la ville un cachet tout particulier.

Sous le Cathédrale subsistaient des vestiges d'une salle de réception avec un plafond à caissons sur lequel on avait peint, en plus grand que nature, les membres de la famille de Constantin le Grand. Cette salle magnifique faisait partie d'un palais privé démoli du temps même de Constantin et remplacé par une double cathédrale chrétienne.

Tout près du quartier des Palais impériaux, on a découvert une mosaïque à personnages représentant la naissance des Dioscures. Le sujet de cette fresque a trait, selon toute vraisemblance, à la célébration d'un mystère dont les initiés se réunissaient dans la maison retrouvée ici-même. Sans doute s'agit-il d'un Colegium Castorum qui subsista encore longtemps après la construction de la double église chrétienne.

La cour impériale et l'administration civile exigeaient naturellement la présence d'un grand nombre d'employés et la capitale exerçait un grand pouvoir d'attraction. D'importantes personnalités appartenant à l'élite intellectuelles viennent à Trèves; citons entre autres Lactance et plus tard Ausone. Pour maintenir sa suprématie et son hégémonie, la ville subventionne quelques hautes écoles, ainsi que l'attestent des trouvailles archéologiques et des oeuvres littéraires. Les hauts dignitaires des diverses provinces de l'Empire, mais aussi des éléments indigènes et des nouveaux riches, composent la classe supérieure. La noblesse sénatoriales gallo-romaine, originaire des régions situées par-delà la Loire sur le Rhône et sur la Saône, s'établit dans le pays et entretient de ce fait d'étroits rapports entre Trèves et le sud de la France (l'Aquitaine). L'exemple le plus frappant en est Ausone, professeur d'une haute Ecole de Bordeaux, appelé à la cour de Trèves pour remplir les fonctions de précepteur de Gratien. La nouvelle Eglise chrétienne reçoit aussi du Sud de la France un apport très précieux, si nous considérons que les Evêques de Trèves, Maximin, Paulin et Léonce son originaires d'Aquitaine.

Très vite, Trèves devient un des centres du Christianisme naissant au nord des Alpes. Les premiers Evêques de Trèves, Eucharius, Valerius et Maternus, exercent leur charge pendant la seconde moitié du 3ème siècle. Alors qu'Eucharius vient sans doute de Lyon, tout porte à croire que ses deux successeurs appartenaient à des familles trévéroises. Leurs tombes se trouvent dans le quartier sud de

la ville, en dehors de l'enceinte murale romaine, près de l'actuelle église abbatiale de Saint-Mathias. Agritius, l'Evêque qui succède à Maternus, prend part dès 314 au synode d'Arles. Pendant son Episcopat, il entreprend la construction de la double cathédrale que, selon la tradition, Hélène, la mère de l'Empereur, a rendue possible, en faisant don d'un palais. En fait, les fouilles sous la Cathédrale — mentionnées plus haut — ont mis au jour les peintures d'un plafond d'une salle d'apparat qui faisait partie d'un palais privé remontant à Constantin le Grand. L'Evêque Maximin achève cette construction. D'après le récit de sa «Vie» (Vita), un grand nombre d'Aquitains, parmi lesquels Saint-Quiriacus, l'auraient suivi à Trèves où vivait au même moment St. Athanase qui combattit avec succès la doctrine erronée d'Arrianisme; l'Empereur Constantin l'avait banni à Trèves. L'Evêque Paulin qui avait pris ouvertement parti pour Athanase contre Constance II, devait quitter Trèves et mourir en exil en Asie Mineure. Le décret du Papa Léon le grand, nomma l'Evêque Léonce de Trèves (1ère moitié du 5ème siècle) président de l'Eglise gauloise, nous fait saisir toute l'importance de la ville épiscopale au sein de l'Eglise.

En dehors d'Athanase et de Hiéronymus, d'autres grands docteurs de l'Eglise, Ambrosio et Martin, ont résidé à Trèves au 4ème et au 5ème siècles. Le père d'Ambroise remplissait là les fonctions de «Praefectus Praetorio Galliarum», si bien qu'il y a de fortes chances pour que le Père de l'Eglise milanaise soit né à Trèves. Une telle ville ne pouvait pas rester fermée à l'idéal ascétique, à une vie passée dans le recueillement. Sous l'influence des prêtres de Trèves qui l'ont fortement impressionné pendant son voyage d'études sur les bords de la Moselle, Hiéronymus décide de se retirer dans la solitude et l'ascétisme pour servir Dieu. On s'explique aussi qu'Agustin ait pu renoncer au monde pour se vouer au culte de Dieu et de son Eglise quand il connaît la force de la jeune communauté chrétienne de Trèves.

De nombreux faits nous confirment le rôle décisif de cette ville dans l'histoire du Christianisme naissant. Rien qu'à Trèves, le nombre des premières inscriptions chrétiennes dépasse de beaucoup celui de toutes les pierres tombales trouvées jusqu'à ce jour en Rhénanie. Les métiers d'art se mettent au service de l'idéologie chrétienne. Des statuaires ont créé dans un atelier trévérois des oeuvres qui disent leur grande habileté. On connaît le sarcophage retrouvé presque intact dans la nécropole sud (près de St. Mathias) et représentant l'Arche de Noé. La crypte de St. Maximin dans la nécropole nord renfermait la partie inférieure d'un sarcophage illustrant trois scènes de la Bible «Le Pêché Originel», «Le bon Pasteur», et «Les trois Jeunes Gens livrés aux flammes»; ce sarcophage en pierre pourrait être celui de l'Evêque Agritius. L'artisanat fait également appel à des motifs chrétiens. Mentionnons en premier lieu les ferru-

res en or et en argent du cercueil en cèdre de l'Évêque martyr Paulin; on y voit, en travail repoussé, la «Résurrection de Lazare» «Adam et Eve», et l'inscription «Martiniani manus vi(v)at», une scène de chasse et, à plusieurs reprises, le Christogramme. Les récipients en terre cuite et les lampes portent aussi des emblèmes chrétiens; une coupe en verre taillé peint le Sacrifice d'Abraham. Près de Notre-Dame (Liebfrauenkirche), on a découvert les restes d'une fabrique de verres, remontant au début du Christianisme. Une coffret cylindrique en ivoire, provenant des caves de l'arène de l'Amphithéâtre représente «Les Jeunes Gens livrés aux flammes» et «Le sacrifice d'Abraham».

Les vestiges d'anciennes églises chrétiennes sont innombrables à Trèves qui semble pour sa part en avoir possédé au moins huit vers la fin de l'Empire romain. Les cimetières chrétiens s'étendaient en dehors des murs, à l'extérieur de la ville. Il est impossible de dénombrer toutes les antiquités et les documents littéraires qui attestent l'activité de la Communauté chrétienne. Car Trèves au 4ème siècle n'était pas seulement le siège du pouvoir impérial, mais aussi le berceau du Christianisme naissant dans la partie occidentale de notre continent.

3. *L'administration des Musées et le service des fouilles en Rhénanie.*

Pendant plus de 400 ans, les pays du Rhin ont été le théâtre de la lutte entre les Romains, les Celtes et les Germains. Après leur rattachement à l'Empire romain, ils connaissent une fortune très diverse. A une période de prospérité économique extraordinaire succèdent sur le plan politique et militaire des défaites qui entraînent tout d'abord des troubles et des désordres et, au début du 5ème siècle, la ruine définitive de la domination romaine sur le Rhin. A part quelques vestiges encore visibles de nos jours, les fiers édifices romains sont tombés en ruine et reposent sous la terre. Mais le sol nous livre si souvent ses secrets qu'il est difficile de recenser les trésors retrouvés au cours des siècles et conservés depuis.

Jusqu'au XIXème siècle, les collections d'art étaient le privilège presque exclusif des cours princières protectrices des Arts. Mais on s'intéressait uniquement à des oeuvres de haute qualité, choisies pour leur seule beauté plastique. Aussi les collections princières ressemblaient-elles à des Cabinets de raretés. Des objets de grande importance historique et culturelle, mais sans valeur artistique par-

ticulière, trouvaient rarement place dans ces collections, qui d'ailleurs n'étaient pas accessibles à tous. C'est seulement dans la seconde partie du XIX^{ème} siècle qu'on fonde en Rhénanie des Musées ayant pour tâche de réunir dans leur circonscription les vestiges de civilisation disparues. Ils reçoivent l'appui de sociétés qui travaillent aussi à rassembler des antiquités régionales; grâce à des dons, elles les aident à acquérir des collections, ou à les agrandir, favorisent la publication d'ouvrages spécialisés ou les éditent elles-mêmes.

L'histoire de chaque musée pris en particulier est très différente et très variée. Parfois propriété, privée, ils appartiendront beaucoup plus tard à une municipalité, à un arrondissement ou à un service de l'Etat. C'est ainsi que naît le type du «Musée pour savants» qui attire tout d'abord un petit cercle de spécialistes et de gens cultivés; nous sommes encore loin du musée actuel qui, dans un tout autre esprit, s'adresse à un large public.

Le nouveau «Musée populaire» s'efforce de faire sentir, même au visiteur non prévenu, la valeur éducative des objets trouvés dans le sol et veut éveiller son intérêt pour les richesses de son pays. C'est pourquoi chaque musée comporte de nos jours deux sections bien distinctes: la collection réservée au public, la collection d'étude réservée aux chercheurs.

La collection ouverte au public présente sous une forme concise et sommaire une sélection de pièces particulièrement suggestives. Il faut avant tout éviter d'écraser le visiteur par la profusion des objets exposés. De cette façon, on présente au public un aperçu vivant, de bon goût, rendu intelligible par de brèves notices explicatives.

La collection d'étude au contraire englobe sans restriction ni distinction toutes les autres trouvailles. Elle est classée selon un ordre purement scientifique et sert surtout aux spécialistes qui désirent pousser plus avant leurs recherches. Naturellement il n'est pas question d'une exposition qui flatte l'oeil ou mette chaque détail en valeur, puisqu'elle sert à comparer plusieurs représentations d'un même type d'objets (mêmes vases, etc.).

Grâce à cette distinction, les musées sont de nos jours d'un abord facile et compréhensibles pour le grand public. L'homme moyen, ignorant à peu près tout de ces questions, peut maintenant sans connaissances préalables se familiariser avec l'évolution historique et culturelle de son pays.

Dans la plupart des cas, les objets trouvés dans le sol ont besoin d'être nettoyés, remis en état et conservés. On a doté dans ce but plusieurs musées d'ateliers de restauration qui occupent des modèles, des préparateurs et des restaurateurs. L'argent destiné aux dépenses personnelles et autres, est de l'arrondissement remis aux

musées soit par la municipalité, soit par l'administration du district, soit par le Ministère de l'Education Nationale selon l'autorité dont ils dépendent. Les musées ne pouvant se suffire à eux-mêmes reçoivent, dans la mesure où ils ne sont pas musée d'Etat, des subventions du Ministère de l'Education Nationale.

Cinq (5) des huit (8) musées les plus importants de Rhénanie (Cologne, Bonn, Trèves, Coblenze, 2 à Mayence, Worms et Spire) ont été gravement endommagés par la guerre. Deux (2) d'entre eux le Musée germano-romain de Cologne et le Musée municipal des Antiquités de Mayence sont complètement détruits et n'ont pas été reconstruits depuis; leurs collections, dont une partie exposée tour à tour dans les grandes villes d'Allemagne n'ont pas encore trouvé de place fixe. Seul le Musée historique palatin de Spire fut épargné. La reconstruction de ces «Temples de la Culture» avance lentement et aucun de ces musées n'a encore retrouvé son visage d'avant-guerre.

Les musées ne se contentent pas d'acheter des collections mais entreprennent eux-mêmes des fouilles. Un administrateur du service des Monuments Historiques et des fouilles, fonctionnaire de l'Etat, est chargé de la surveillance des Bâtiments historiques et des fouilles; il est appelé à cette fonction par le Ministre de l'Education Nationale et nommé par un arrêté ministériel. A de rares exceptions près, cette charge est purement honorifique et exercée la plupart du temps par un conservateur de musée assisté de son personnel technique. Ainsi le Directeur d'un musée municipal peut fort bien être en même temps administrateur des Monuments Historiques et des fouilles, c'est-à-dire fonctionnaire de l'Etat. Pour ses tournées d'inspection, l'administrateur d'une assez grande circonscription (une circonscription archéologique) dispose d'une voiture de service. Les fonds nécessaires aux fouilles sont compris dans le budget des musées. Dans certains cas exceptionnels, le gouvernement (le Ministère de l'Education Nationale) accorde des subventions spéciales.

Une loi (la loi sur les fouilles) protège l'administration des Monuments Historiques, les fouilles et la surveillance archéologique. Chaque découverte faite au cours des travaux de déblaiement —mur, mosaïque, peinture murale, restes de poteries et de tuileries, fontaines et menus objets— chaque découverte donc doit être déclarée sur le champ au commissariat de police le plus proche ou au service officiel compétent (l'administration des Monuments Historiques et des fouilles). Les fouilles personnelles menées dans un but scientifique —quand elles ne sont pas entreprises par l'administrateur ou l'un de ses subordonnés— doivent être obligatoirement agréées par le délégué du district (Regierungspraesident),— après entente avec les personnes autorisées (la surveillance archéologique et le service des fouilles).

L'administration des Monuments Historiques et des fouilles et les Musées travaillent pour un même but: arracher au sol les témoins muets d'un passé grandiose, les conserver, leur insuffler une vie nouvelle pour les mettre à la portée de l'homme moderne; les musées remplissent ainsi leur véritable fonction, à savoir donner à chacun, même au profane une solide connaissance de l'histoire, de la civilisation et des conditions économiques de son pays pendant les temps préhistoriques et protohistoriques. Ces «temples de l'esprit» deviennent les médiateur entre le passé et le présent, non seulement parce qu'ils instruisent, mais parce qu'ils encouragent l'homme dans son élan créateur.

LA INSTAURACION DE LOS TRASTAMARA EN ARAGON

por Angel Canellas López

I. ARAGON EN 1410

1. *La opinión pública aragonesa ante el interregno.*

ARAGON tuvo conocimiento de la voluntad del rey Don Martín sobre la sucesión en el trono, y no aplaudió aquella fórmula incierta de que otros designasen para rey a «aquel que por justicia deba»¹. ¿No sabía el rey quién debía ser su sucesor? ¿No se atrevió a pronunciarse por una persona determinada? La conducta anterior de Don Martín inclina a pensar en lo primero². Pero al confiar la designación de rey a juicio de los súbditos, eran presumibles las disensiones, y quién sabe si la guerra civil; el reino de Aragón se había mantenido tranquilo y próspero bajo Don Martín, y la opinión pública, acostumbrada a esta paz, aspiraba a quemar etapas en la empresa de proclamar sucesor por las vías más pacíficas. De otra manera se avecinaban dos graves calamidades: recrudescimiento de los viejos bandos, endémicos en la tierra, que amparados en el problema sucesorio buscarían sus proyectos particulares, y de otra parte una mala época para las libertades políticas, pues un vencedor, como tal, impondría nueva ley y forma de gobierno.

La opinión amiga de la paz y libertad de Aragón pronto comprendió su deber político: evitar cualquier género de guerra, y para ello dar apoyo decidido a las autoridades establecidas.

La idea de confiar la declaración de justicia en la sucesión a un Parlamento general se abrió paso pronto: era necesario concordar las voluntades de los países de la Corona de Aragón en negocio de tanta monta, y de este sentimiento participaron los más a medida que el desarrollo de las facciones probó que la guerra civil

¹ Cfr. Jerónimo Zurita: «Anales de Aragón», XI, II.

² Recuérdese el testamento del rey Don Martín, en vida de su hijo el rey de Sicilia, lleno de incertidumbres.

sólo beneficiaría al pretendiente de mayor osadía; y decididos por convicción, cuando no por interés, a la vía parlamentaria, todos los interesados en el negocio ambicionaron la participación más activa posible.

2. *El orden público, alterado.*

Aragón se encontró por obra del interregno a merced de toda clase de desórdenes públicos: sus fronteras castellana, francesa y catalana, eran otras tantas puertas abiertas a los planes ofensivos de los pretendientes al trono vacante. Gentes de armas extranjeras, con su presencia dentro de Aragón, eran manifiesto indicio de la extremada debilidad del poder público aragonés, y por añadidura algunas de estas compañías de gente armada esparcida por Aragón «andaban en almogavería, como si fuera en frontera del reino de Granada»³.

Los más de los nobles se encerraron en sus estados; otros jugaron su partida en la contienda sucesoria; algunos lucraron de la incertidumbre política para acrecer egoísmos insatisfechos. El pueblo, sin papel político propio, soportó la opresión doblada en miseria. La autoridad constituida no pudo evitar la llamarada de los desórdenes y luchó penosamente por sostener la autoridad de la justicia.

3. *Los bandos nobiliarios.*

Los bandos dividían a las familias de ricoshombres del reino aragonés. Entre otras desavenencias de menor monta para la política general⁴, dos bandos notables agitaban la paz aragonesa: la parcialidad de los Luna y la de los Urrea; ante el interregno, la lucha se recrudecerá, y sus banderas, además, encarnarán, junto a

³ Cfr. Jerónimo Zurita: «Anales de Aragón», XI, LXXXV.

⁴ Pleito entre Don Pedro Galcerán de Castro y de otra parte Don Pedro de Urrea y Don Lope de Gurrea; pleito entre Don Fernán López de Luna y de otra parte Don Juan Fernández de Heredia sobre la tutela del Conde de Luna, etc.

los tradicionales pleitos particulares, el singular de la sucesión al trono⁵. Era una lucha vieja y sin otra salida que la suerte de la guerra, con poca estima, pues, del provecho público.

Los escenarios de las armas en lucha fueron: Calatayud, propicia a la revuelta al amparo de dos bandos locales: los de Liñanes y Sayas, amigos respectivos de Lunas y Urreas; la zona montañosa de Jaca y Huesca, región propicia a las parcialidades de los Luna, y la propia capital del reino aragonés, pues Zaragoza añadía a las rivalidades nobiliarias la alteración de la masa popular, aficionada de antiguo a sonadas protestas. El conflicto nobiliario, embebido pronto en la ardua cuestión sucesoria, sembró el desorden y la delincuencia común en todo Aragón⁶.

4. *La autoridad aragonesa.*

Las vicisitudes del interregno, sin un rey en el trono, fueron a recaer sobre las magistraturas supremas del gobernador y del justicia de Aragón, que representaban la jurisdicción y preeminencias reales. Su autoridad, cuando los negocios públicos se encaminaron por vía parlamentaria a deliberaciones de los estamentos del reino en Cortes, tropezó en más de una ocasión con la que asumían estos estamentos que encarnaban la jurisdicción y preeminencia del mismo reino, máxime en tiempos excepcionales de trono vacante.⁷

El principio de autoridad lo encarnaba, en primer término, la magistratura del gobernador general de Aragón⁸; este cargo, salvo caso de primogenitura real mayor de los catorce años, no lo podía desempeñar ricohombre, y sólo caballero aragonés; de donde que Aragón no reconociese como gobernador general suyo a Don Jaime de Urgel, a pesar de haberlo designado el propio Don Martín, y en su defecto daba su favor al lugarteniente del gobernador general por entonces, Don Gil Ruiz de Lihori, de prestigioso y dilatado his-

⁵ Punto a dilucidar es la veracidad de una tregua entre los bandos, en 1410, que afirma Alvar García de Santa María, y que Jerónimo Zurita pone en duda por falta de pruebas; cfr. este último autor, «Anales de Aragón», XI, XV.

⁶ Interesaría un estudio de la delincuencia en Aragón durante el interregno: insultos, incendios, raptos, robos a mano armada, etc.

⁷ En el acto decisivo de designar compromisarios para el negocio de la sucesión, los estamentos confiaron la ardua tarea a las autoridades reales, precisamente al gobernador general y justicia de Aragón.

⁸ En ausencia del rey ejercía la suprema autoridad el lugarteniente general del reino; pero en 1410 Aragón no reconocía por tal a Don Jaime de Urgel; interesaría el análisis de algún aspecto legal: si con la muerte del rey expiraba el mandato del lugarteniente general; si el oficio en Aragón sólo era admisible para negocios de guerra, etc.

torial político⁹. Esta animadversión legal¹⁰, cuando no política¹¹, de Aragón hacia Don Jaime de Urgel se hizo patente en los primeros pasos de éste en calidad de gobernador general de Aragón al fallecer el rey Don Martín¹². La villa de La Almunia de Doña Godina, de la Orden de San Juan, es su sede permanente; y con escándalo de los más¹³, apoyado en gente de su parcialidad, comenzó el ejercicio de su cargo. Pero Zaragoza estuvo siempre en poder de los contrarios a este gobernador general, y con la cabeza del reino de Aragón comulgaban en opiniones otras importantes poblaciones.

El lugarteniente del gobernador general de Aragón, Don Gil Ruiz de Lihori; el justicia de Aragón, Don Juan Jiménez Cerdán; el arzobispo de Zaragoza, Don García Fernández de Heredia, y Don Berenguer de Bardají, «muy señalado varón en presencia, letras y consejo», fueron los magistrados que emprendieron la tarea pública del momento: ofrecieron cauces de justicia para solventar el problema político y procuraron esperanzas de digna defensa del reino aragonés, caso que las armas hubieran de alumbrar camino a la justicia.

5. *Un asesinato político.*

Pasando a vías de hecho, Don Jaime de Urgel, a mano armada, intentó la ocupación de Zaragoza; Don García Fernández de Heredia, arzobispo de la ciudad, asumió entonces la capitania general; pero la opinión pública zaragozana no vió con simpatía la gestión del capitán general, molesta por ciertas exacciones impuestas por el arzobispo; y por añadidura, el poderoso e inquieto bando de los Luna le hizo objeto de su furibunda enemistad, culminada en el

⁹ Cfr. una breve semblanza en Jerónimo Zurita: «Anales de Aragón», XI, XXXVI.

¹⁰ El reino de Aragón firmó ante el Justicia estar a derecho con Don Jaime de Urgel sobre la sucesión al reino; en tanto, no debería ejercer la gobernación general; cfr. la famosa «Letra intimada» de Don Juan Jiménez Cerdán a Don Martín Diez de Aux, en donde el primero relata el asunto.

¹¹ ¿Qué opinión popular había en Aragón sobre Don Jaime de Urgel? Frente a ciertas virtudes y a su indudable agrado personal, al parecer se contrapuso su propio arriscamiento, la dilapidación de la fortuna que heredó, y tenerlo por capaz de buscar ayudas en gentes perdidas, indignas y extranjerías. Cfr. Jerónimo Zurita: «Anales de Aragón», XI, XV.

¹² Interesantes las peripecias de su lugarteniente, Don Gil Ruiz de Lihori, que estaba en Barcelona al fallecimiento del rey Don Martín. Cfr. relato detallado en Lorenzo Valla: «Historia de Ferdinando Aragoniae rege».

¹³ De interés: el apoyo de Fray Pedro Ruiz de Moros, castellán de Amposta y dueño de La Almunia de Doña Godina, y de la franca oposición al Conde de Urgel por parte de la representación oficial del Principado de Cataluña.

escandaloso crimen en que perdió la vida¹⁴. El asesinato¹⁵ rubricó sin género alguno de duda, como esperanza muy lejana, que se llegase a solución pacífica y por vías de justicia en el problema sucesorio, y con ello los odios de los bandos nobiliarios se acrecieron.

II. EL PROBLEMA SUCESORIO

6. *Las Cortes de Aragón ante el problema sucesorio.*

La voluntad del rey Don Martín imponía determinar en justicia al sucesor en el trono; la vía parlamentaria, para dar cima a este propósito, se abrió paso en Aragón en diciembre de 1410, traída a Zaragoza por una embajada del Principado de Cataluña y estimulada por el Pontífice Benedicto XIII, que a la sazón visitaba Zaragoza. Y así nació la convocatoria de un Parlamento general de la Corona de Aragón, a celebrarse en Calatayud en febrero de 1411, y que se proponía «entender en lo que tocaba a la justicia de la sucesión juntamente con los otros reinos».

Con estos propósitos, el lugarteniente del gobernador general y el justicia de Aragón convocaron a los estamentos del reino¹⁶ para Cortes en Calatayud, cuyas deliberaciones se extendieron del 8 de febrero al 31 de mayo de 1411, bajo la presidencia de ambos oficiales reales¹⁷

¹⁴ En el cargo de la Capitanía General de Aragón sucedió al arzobispo su sobrino Don Blasco Fernández de Heredia en 1411.

¹⁵ Por dilucidar algunas circunstancias de detalle en la perpetración del asesinato; también la posible dependencia de Don Antonio de Luna respecto del arzobispo de Zaragoza; interesa la revisión de los puntos de vista de Don Antonio de Luna, reflejados en sus descargos ante el Parlamento aragonés de Calatayud. También es de interés el estudio de la sentencia dictada por Don Juan Ximénez de Huguet, vicario general de Zaragoza, en 26 de agosto de 1411. Sobre las consecuencias de la sentencia cfr. algunos documentos, tal en el archivo de Daroca, uno de 2 de junio de 1413, alusivo a la confiscación de bienes a Antonio Martínez de la Torre, Antonio de Sanchaznar y Juan Martínez de Abadía, habitantes de Daroca, como cómplices en el asesinato; Don Fernando I dispone que Jimeno Aznar, que por comisión real tenía una casa de la Torre en confiscación, la entregue para destinarla a cárcel, por lindar con la casa del Concejo.

¹⁶ Cfr. la relación de esta convocatoria en la «Letra intimada» de Juan Jiménez Cerdán a Martín Díez de Aux; también el fondo documental en parte inédito del antiguo archivo de la Diputación de Aragón, en Zaragoza, donde consta el proceso del Parlamento de Aragón y Cataluña sobre la sucesión del trono (antigua alhacena de Zurita, núm. 325).

¹⁷ De interés es el estudio de las dilaciones en concurrir a las Cortes del arzobispo de Zaragoza y los síndicos de esta ciudad por causa de los negocios arduos de la capital; las dificultades puestas a Don Antonio de Luna y al castellán de Amposta para su entrada en Calatayud; la conducta y móviles de Don Juan de Valtierra, obispo de Tarazona, que encabezó la oposición en la delegación aragonesa; la disensión inicial de Huesca y otras villas altoaragonesas que no concurrieron a la convocatoria.

El tema sustancial era proveer por vía legal la convocatoria del Parlamento general de la Corona de Aragón, que entendería en la definición de la sucesión. Lo cual suponía designar el lugar de la reunión, que en principio pareció oportuno perteneciese al reino de Aragón, en razón de ser cabeza de los demás países de la Corona; designar la presidencia y determinar las garantías para la guarda militar del lugar durante la celebración de las Cortes generales. Estos dos últimos puntos eran arduos, y pareció prudente confiar su estudio y resolución a una comisión reducida de dieciocho personas.

Pero hasta las Cortes de Calatayud llegó la malicia del momento político, y las disensiones desbarataron pronto aquel sensato prólogo que iniciaba el encauzamiento por vía legal del problema sucesorio.

7. Don Jaime de Urgel y Aragón.

Los pretendientes al trono de Aragón calaron en medida desigual en la opinión aragonesa, y algunos de ellos no suscitaron intereses ni parcialidades en el país. La candidatura de Don Fadrique de Aragón, conde de Luna, pudo ser, en un aspecto estrictamente político y aragonesista, la más apta para haber logrado en otras circunstancias el triunfo en este reino; pero le faltaba edad para cobrar fuerzas y, con éstas, autoridad. La impopularidad del conde de Urgel¹⁸ en un sector importante de Aragón y los recelos ante un infante castellano que difícilmente asimilaría la idiosincrasia política de su nueva patria, pudo beneficiar a Don Fadrique; pero todo quedó en posibilidad fallida, y de poco le sirvió la afición y afecto hacia su padre, Don Martín de Sicilia, y su abuelo el rey Don Martín¹⁹. Por ello, enfocado el interregno desde el solar aragonés, importa sólo

¹⁸ Deliberadamente se sustrae el debate historiográfico en torno a la figura del conde de Urgel, pues excede de los límites geográficos impuestos a este estudio. Cfr. sobre el tema de la bibliografía clásica: el proceso contra el conde de Urgel y su familia, editado en la Colección de documentos inéditos del Archivo de la Corona de Aragón, vols. XXXV y XXXVI, y los trabajos de Andrés Giménez Soler: «Scriptura privada o La fi del conde d'Urgel, crónica del siglo XV, estudio crítico». Madrid, 1901, y posteriormente, «Don Jaime de Aragón, último conde de Urgel». Barcelona 1901. También debe recordarse Francisco Carreras Candi: «Dos mujeres célebres de la casa de Urgell (siglo XV)», Barcelona, 1929, referente a doña Leonor, hermana, y Leonor, hija del conde de Urgel.

¹⁹ Notable fué el cuidado y diligencia de los compromisarios de Caspe para dotar de oficio de procuradores y letrados la candidatura e intereses de Don Fadrique, conde de Luna; cfr. Jerónimo Zurita: «Anales de Aragón», XI, LXXXI.

a este estudio atender la apetencia fallida del conde de Urgel y el sagaz triunfo del infante de Antequera ²⁰.

Don Antonio de Luna es la cabeza visible del movimiento urgelista aragonés. Cuenta este partido con una importante fracción de territorio y un considerable sector de la opinión nobiliaria y popular.

En el ámbito territorial, Don Antonio de Luna cuenta con el señorío de una línea de fortalezas aragonesas desde Almonacid, en la raya de Castilla, hasta la misma frontera pirenaica de los estados del conde de Urgel ²¹. En estas fortalezas hallan fácil acogida y tránsito los urgelistas, y hay que aumentarlas con las jurisdicciones y territorios de los demás parientes y amigos aragoneses del conde de Urgel ²². En su fracción nobiliaria militan dos grandes casas aragonesas: la de los Luna y la de los Alagón, sus figuras sobresalientes; Don Artal de Luna y su hijo Don Artal y el hermano de aquél, Don Francés de Alagón; Don Pedro de Alagón; Don Fernando López de Luna y su hijo Juan; Don Juan de Híjar; Don Pedro Fernández de Híjar; Don Gullén Ramón de Moncada; Don García López de Sesé y su hijo García; Don Guillén de Palafox y su hijo Ramón ²³. En cuanto a la opinión popular, se distinguen Pedro Cerdán y una fracción del pueblo zaragozano, la ciudad de Huesca y gran parte de la montaña oscense.

La causa urgelista en Aragón cuenta también con sus planes estratégicos, que desenvuelve en dos fases: la militar y la política. En el campo militar aspira a ocupar Zaragoza y algún punto fronterizo importante, tal como Albarracín, para completar las líneas de sus fortalezas propias, y en el terreno político suscita en Mequinenza la reunión de unas Cortes aragonesas disidentes, para lo cual explotan el apoyo legal de que el propio Don Antonio de Luna y Fray Pedro Ruiz de Moros, castellán de Amposta, también de la facción, son diputados del reino en 1411, y en calidad de tales extienden cartas de convocatoria ²⁴.

La empresa militar tuvo réplica rápida y adecuada: el lugarte-

²⁰ Sobre el candidato Don Luis, duque de Calabria, cfr. José María Madurell: «La reina Violante de Bar y el pleito sucesorio de la Corona de Aragón», Barcelona, 1946; se recogen catorce cartas en las que la viuda de Don Juan I se interesa por su nieto.

²¹ Interesaría trazar el cuadro geográfico de las fortalezas de Don Antonio de Luna: Almonacid, Morés, Puisec, Agón, Pola, Alcalá, Sobradiel, Bolea, Loarre, Torres de Galindo, El Frago, Sangarrén, Pequera, Barbués, Torres, Apiés, Planas, Pradilla, media Plasencia, Purroy, la morería de Sabinán, etc.

²² Ariza, Montalbán, Almuniante, Mequinenza y Ballobar, Sobre los parientes de Don Antonio de Luna, cfr. Jerónimo Zurita: «Anales de Aragón», XI, XXXI.

²³ En el Parlamento de Mequinenza se unieron otros caballeros; cfr. la lista en Jerónimo Zurita: «Anales de Aragón», XI, XLIX, quien los califica «de muy pocas prendas pero de gran empresa». En esta facción urgelista tiene particular relieve el apoyo del linaje Sesé, que tanto combatió por aquella causa; cfr. «ibidem», XI, LI.

²⁴ Siguen entregados al juicio de foralistas algunos temas, tales: ¿Qué valor tienen ante el Derecho aragonés los argumentos que esgrime el Parlamento de Mequinenza? ¿Tenían entonces o no los diputados del reino de Aragón competencia exclusiva para convocar las Cortes? ¿Era parcial el Parlamento de Alcañiz?

niente del gobernador de Aragón, con auxilios castellanos, limpia los reductos principales de los urgelistas al Sur del Ebro (acciones de Morés, Alcalá, Pola y Belchite), y la facción urgelista se acoge al sector oscense.

8. Don Fernando de Antequera y Aragón.

No es del caso el examen de los fundamentos jurídicos de las pretensiones de Don Fernando de Antequera al trono de Aragón²⁵ ni las razones políticas que desde Castilla estimularon la prosecución de su candidatura ya en vida del rey Don Martín. Sí, en cambio, interesa precisar la postura aragonesa ante el pretendiente castellano.

Para la autoridad constituida, el problema inmediato del orden público lo resolvía el de Antequera; la gente que alteraba el reino de Aragón con toda suerte de tropelías sólo se domeñaría con la llegada de gentes de armas de Castilla, y, culminado el desorden en el resonante asesinato del arzobispo de Zaragoza, el propio lugarteniente del gobernador de Aragón pidió al infante castellano que enviase compañías ya aprestadas en la frontera²⁶.

Por otra parte, un bando nobiliario importante prefería la guerra civil, en apoyo del castellano, a una instauración pacífica del conde de Urgel: así sentían los Urreas y los Heredias²⁷ y cuantos consideraban la poca seguridad y ejemplo de ciertas gentes enroladas a la bandera urgelista y las posibles represalias de un conde de Urgel triunfante contra los que se opusieron a su lugartenencia general ya en vida de Don Martín; en contraste, esperaban del infante de Antequera gobierno sincero y justo.

Pero más allá de las conveniencias inmediatas del orden público se abría el meollo de la cuestión, pues no es menos cierto que, aunque los aragoneses no recelaban de las compañías castellanas, no comulgaban con la instancia y apremio con que los catalanes sos-

²⁵ Breve síntesis en Jerónimo Zurita: «Anales de Aragón», XI, XXXII, según las declaraciones de los embajadores del pretendiente ante el Parlamento de Cataluña en 8 de junio de 1411.

²⁶ Están por considerar los móviles de Don Gil Ruiz de Lihori, cuñado del arzobispo asesinado; además de los de justicia y aun de venganza familiar, ¿hasta qué punto se buscaba paliar el éxito político que los urgelistas buscaban explotar con este asesinato? También interesaría valorar en todo su alcance la tesis de Don Fernando de que estas tropas castellanas, además de beneficiar al orden público, favorecieron y aun determinaron la declaración en justicia del problema sucesorio.

²⁷ Interesaría la presentación del partido castellanista, sus intereses personales, sus entronques familiares, su preocupación aragonesista.

tenían la oportunidad de que evacuaran Aragón, y por otra parte, aun en los incondicionales aragoneses del de Antequera latía cierto recelo anticastellanista.

Al parecer, en Aragón molestaba la idea de que el de Antequera confiase, además de en la justicia de su derecho al trono, en la autoridad y prestigio de Castilla, que le avalaba, y sobre todo le parecía que un rey de estirpe castellana amenazaría la continuidad del gobierno tradicional aragonés y trasplantaría al país exóticas privanzas y monarcas arrogantes a la usanza de Castilla.

III. SOLUCION DEL INTERREGNO

9. *Las Cortes de Alcañiz.*

De 10 de septiembre de 1411 a la proclamación de Don Fernando como rey de Aragón hubo Cortes aragonesas en Alcañiz²⁸, mudadas a Zaragoza en abril de 1412. Se decidió su convocatoria en 11 de agosto del año 1411 en la ciudad de Zaragoza²⁹, con el propósito de que se perfeccionasen las deliberaciones malogradas de Calatayud, pues se insistía en confiar la declaración de sucesor en el trono a la libre deliberación de un Parlamento general de la Corona de Aragón, único capaz de decidir en justicia asunto tan trascendental y sin precedentes históricos ni cauces jurídicos predeterminados. El Parlamento aragonés habría de alumbrar cauces para ello en esta nueva oportunidad de Alcañiz.

En el éxito de este Parlamento colaboró Benedicto XIII: por su mediación se logró que concurrieran algunas ilustres personalidades, y facilitó la colaboración de su consejero Don Francés de Aranda, de la Cartuja de Porta Coeli, que tanto hizo por el éxito de la difícil empresa.

Trasladado el Parlamento a Zaragoza se plantearon dos problemas importantes: el primero, el de las personas que habrían de

²⁸ Cfr. Manuel Dualde: «La concordia de Alcañiz», en Anuario de Historia del Derecho español. XVIII, 259-340.

²⁹ A título de estudio jurídico interesa la revisión de las gestiones que llevaron al acuerdo de la convocatoria: conflicto entre la Diputación del Reino de Aragón y los delegados de las Cortes de Calatayud; alcance de la reunión de 24 de julio de 1411 en Eplla; valoración de la ausencia de una fracción de los delegados de las Cortes de Calatayud en la reunión de 8 de agosto en Zaragoza.

convocarse³⁰; el otro, el de las garantías militares para la independencia de las Cortes reunidas³¹, tanto en los caminos de acceso a lo largo del valle del Ebro, por los que se movilizaron milicias locales para la guarda del orden en los términos y los caminos, como en el propio Alcañiz, su castillo, murallas y orden general de la villa.

Este Parlamento de Alcañiz se enfrentó con varios problemas episódicos al lado del esencial de la sucesión en el trono; en primer término, padecía de la ausencia de ciertos sectores: destacaba la defección general de los ciudadanos oscenses, superada, al final, cuando llegaron síndicos que se adhirieron a los acuerdos tomados en su ausencia; tuvo que hacer frente a la reunión de Mequinenza hasta que al fin se desautorizó; hubo de dictar medidas para la guarda del orden interior de Aragón, movilizando las Juntas de defensa con cuantos recibían caballerías del reino³².

Para la solución del interregno, Aragón dió muestras en el Parlamento de Alcañiz de, al menos, tres indudables aciertos: el primero fué su delicadeza extremada para eludir las presiones de los pretendientes al trono³³; el segundo fué su extraordinaria capacidad política para aunar voluntades de los otros estados de la Corona de Aragón; y justo es resaltar el excelente ánimo de Cataluña, en contraste con Valencia, escindida en bandos y quejosa del concierto previo a que habían llegado Aragón y Cataluña en su ausencia³⁴; el tercero fué alumbrar la fórmula del compromiso³⁵, que halló franco eco en los catalanes; y lo que es más, su labor para la rápida puesta en práctica sin atender a una pacificación previa de los partidos que alteraban la paz del reino en nombre de ciertos pre-

³⁰ De interés, el estudio de la ecuanimidad y justicia de las exclusiones: los pretendientes Don Alfonso de Gandía y Don Fadrique de Luna; o de sujetos a la justicia: el castellán de Amposta, Don Pedro Fernández de Híjar, comendador de Montalbán; Juan Ruiz de Luna. También interesa la preocupación y gestiones de las autoridades aragonesas para que concurrieran ciertas personas de nota.

³¹ Importaría un cuadro del dispositivo militar aragonés en 1411: guarniciones en Zaragoza, en la frontera valenciana de Morella, en la catalana de Fraga, en las zonas de Alcañiz y Mulesa, sublevadas por Juan Ruiz de Luna.

³² Debe profundizarse en el mapa nobiliario de Huesca, Jaca, Norte de las Cinco Villas, Fraga y Litera, cuyos síndicos no se decidían a concurrir a Alcañiz; y sobre las personas e intereses de los disidentes aragoneses congregados en Mequinenza.

³³ Temas interesantes a este respecto son: la embajada de Don Fernando de Antequera, en diciembre de 1411, ante el Parlamento de Alcañiz, cuyo plenipotenciario, Don Sancho de Rojas, obispo de Palencia, expuso un importante y meticuloso estudio del problema sucesorio en su aspecto legal y aun político; y también la embajada de Doña Violante de Aragón, reina de Jerusalén.

³⁴ La voluntad firme en Alcañiz de los aragoneses en pro de la declaración por justicia de la sucesión al trono, le hubiera llevado, caso de no entender en ella con los otros países de la Corona, a hacer uso «de su preeminencia y libertad», según declaró el Parlamento aragonés al Embajador de Don Fernando de Antequera, Don Sancho de Rojas.

³⁵ Expuesta por Berenguer de Bardají ante los representantes del Parlamento catalán en Tortosa, en 17 de diciembre de 1411. La figura de este aragonés y la de otro personaje de nota en la negociación de Alcañiz, Don Francés de Aranda, merecen sendos estudios.

tendientes, y su magnanimidad política —no compartida por todos— cuando antepuso el bien público de tener rey a la previa salvaguarda de sus fueros y libertades.

10. *El Compromiso de Caspe.*

Pocos son los temas concretos que en torno al Compromiso de Caspe ³⁶ y su fallo importa recoger dentro de los propósitos de este estudio, pues circunscrito al reino de Aragón, debe tan sólo anotar, en primer término, que a Berenguer de Bardají se debe la sugerencia de que los Parlamentos de la Corona de Aragón se reunieran en lugares cercanos entre sí, aunque distintos, y confiasen a comisiones respectivas la decisión de los medios idóneos para declarar la justicia en la sucesión del trono ³⁷. Y que no menos notable fué la decisión aragonesa para llevar a feliz término el problema de la sucesión.

Decisión enérgica, hasta el punto de obtener propósito, que se declaró públicamente, de entender por sí mismo como Parlamento privativo del reino de Aragón en la solución de aquél, si los Parlamento en los restantes estados de la Corona no querían entender en el mismo.

También es notorio acierto aragonés que el lugarteniente del gobernador del reino y el justicia de Aragón formularon, en 14 de marzo de 1412, una candidatura de compromisarios tan ponderada y ecuaníme que coincidió con la designada por los veinticuatro representantes del Parlamento catalán; y el reino de Valencia también se atuvo a la misma propuesta.

Finalmente, elegido Caspe para asiento de los compromisarios,

³⁶ Además de la bibliografía tradicional publicada entre 1848 y 1933 (1848: «Parlamento de Cataluña y Compromiso de Caspe»; 1855, Florencio Janer: «Examen... del Compromiso de Caspe; Carta avisando de la elección de compromisarios», editada en 1871; 1873, José Masferrer: «Lo parlamente de Caspe»; 1889, Salvador M. Fabregues: «El Parlamento de Caspe»; 1899, Cayetano Soler: «El fallo de Caspe»; 1909, Luis Araujo: «El Compromiso de Caspe»; 1911, Luis Jiménez Fayos: «El Compromiso de Caspe»; 1912, Leonardo Sancho: «Historia del Compromiso de Caspe»; 1913, Ricardo del Arco: «El Obispo de Huesca Don Domingo Ram y el Compromiso de Caspe»; 1914, D. Girona: «El Compromiso de Caspe»; 1930, Ll. Doménech: «La iniquitat de Casp i la fi del comtat d'Urgell», y M. de Esplugues: «Pàgines vives de la nostra historia: el Compromis de Caspe», año 1933. Cfr. últimamente los trabajos de Manuel Dualde: «El Compromiso de Caspe: continuidad y legitimidad en la crisis de una monarquía», Madrid, 1948, y «La elección de los compromisarios de Caspe», Zaragoza, 1948.

³⁷ El arbitrio de compromisarios formulado por Benedicto XIII en documento enviado al Parlamento de Alcañiz es pieza capital para la génesis de la reunión de Caspe, pero también excede de este estudio; cfr. Jerónimo Zurita: «Anales de Aragón», XI, LXVI.

las autoridades aragonesas cuidaron de las prevenciones militares pertinentes para garantía de la libertad del juicio; suministraron gentes de armas y cuidaron del clima pacífico que rodeó la labor de los nueve compromisarios ³⁸.

Es de justicia recordar el acertado juicio de Manuel Dualde sobre la elección unánime de compromisarios por los Parlamentos de los tres estados: «es el triunfo de la decisión aragonesa, del espíritu de sacrificio de Cataluña y de la tardía, aunque sincera, concordia de los valencianos».

IV. ARAGON Y FERNANDO I

11. Aragón opina de Don Fernando I.

¿Qué parecer mostró Aragón ante el hecho de la proclamación de Don Fernando I? Prudente salvedad aquella de ZURITA sobre el juicio político del pueblo ³⁹, mal juez para lo justo, pues la opinión aragonesa en 1412, aunque aplaudió la elección del infante castellano, abrigó serios temores ante la política futura del nuevo rey. La confianza suma de Aragón afincaba en la prudencia que adornaba a Fernando I, virtud política preciosa para el reino aragonés, donde los súbditos vivían por costumbre y fuero ni en libertad ni en sujeción al rey. Era lógico que Aragón celebrase más que Valencia, y por supuesto mucho más que Cataluña, la designación de Don Fernando. En el haber positivo del rey contaban también los aragoneses el beneficio de la pacificación: quedaban conjuradas, al menos eso se creía en 1412, las luchas civiles.

Pero en otro extremo de la balanza, Aragón sentía serias preocupaciones políticas: unas emanaban del hecho mismo de la elección. El nuevo rey tuvo conciencia desde el primer momento del interregno de la excelencia de su derecho, y el mero hecho de elegirlo por compromisarios podía darse a injuria y menoscabo de sus títu-

³⁸ Los procesos y registros del Compromiso de Caspe fueron extendidos por el notario Berthon Vincent, del Justiciazgo aragones y de sus diputados; estos registros al morir el notario, se los quedaron sus hijos y no pudo recuperarlos el justicia Juan Jiménez Cerdán; cfr. en la «Letra intimada» de éste. Una de las actas del proceso, sin duda, la entregada a Don Domingo Ram para el reino aragonés, continúa en poder privado de la misma familia; cfr. «Revista de Aragón», III, 1902, pág. 479.

³⁹ «El pueblo siempre suele ser muy mal juez de lo que es justo y honesto, y sin consideración se mueve con impetu en cualquier novedad», Jerónimo Zurita: «Anales de Aragón», XII, V.

los jurídicos y políticos; por añadidura, proclamado rey, la autoridad que le entregaban, aun en la meticulosa Constitución aragonesa, le otorgaba indiscutidos poderes para premiar o castigar; y aunque triunfante, al no haber contado con la opinión unánime de sus súbditos, bien podía sentirse capitán de la fracción que le fué amiga y desplegar una política de represión hacia los enemigos de ayer, aun cuando éstos aceptasen ahora el fallo de Caspe.

Otros temores eran anejos a la condición extranjera del rey. Era un infante castellano curtido en el gobierno de su país de origen; por ser castellano se le consideraba altivo; por ser un castellano ya ducho en el arte de gobernar, difícil sería que olvidase el modo de ser y política de su tierra, y antepusiese a lo que era habitual en el reino aragonés la autoridad, la usanza castellana de la soberanía. Por añadidura, el nuevo rey traería al país que lo elegía para monarca un equipo de colaboradores castellanos, y por supuesto a sus hijos, que eran cinco infantes y dos infantas, acostumbrados a patrimonios y a rentas superiores a las que les podía dispensar este Aragón, país tan pobre; pensaban, pues, que Don Fernando y su familia acabarían despreciando a Aragón, que se les antojaría prenda harto modesta para las riquezas a que estaban hechos; y por supuesto, el país padecería menoscabo en sus libertades públicas.

12. *Don Fernando I cumple con Aragón.*

El recelo anticastellano de los aragoneses pronto tuvo mentís evidente en la conducta del rey electo: Don Fernando, que en principio pensaba venir a Aragón con copia de castellanos, se sintió anegado por la concurrencia de autoridades y estamentos aragoneses, que desbordaron su residencia de Cuenca en cumplimientos; de modo que despidió a muchos magnates castellanos de su séquito. En la frontera del reino, al que venía con su mujer, la reina Doña Leonor, y sus siete hijos, la representación del país de Aragón penetró en la tierra castellana al besamanos, y este gesto acortó distancias y anudó los primeros afectos; la ciudad de Zaragoza festejó su entrada, y el rey acometió los primeros actos de su gobierno.

La plana de autoridades supremas de Aragón experimentó algunos cambios: prudencia política —¿y por qué no pensar que también un sentimiento sincero?— llevó a Don Fernando a nombrar para los oficios de Aragón a quienes ya se distinguieron en el des-

empeño de ellos durante el reinado de Don Martín⁴⁰. La estancia regia en Zaragoza, cabeza del reino, durante el verano de 1412, transcurrió en la convocatoria y celebración de Cortes de Aragón, para recibir el juramento de los estamentos como rey y señor natural. Y a ellas concurren en bloque unido los amigos y los antiguos desafectos del bando castellano, salvo Don Antonio de Luna⁴¹.

En la sesión inaugural, en 30 de agosto, el rey alabó la lealtad y fidelidad de los aragoneses, y las Cortes le requirieron al acostumbrado juramento de los fueros, privilegios, usos y costumbres de Aragón, y de la unión e incorporación de los reinos de la Corona, que el rey prestó en 3 de septiembre y acató días después su hijo primogénito, el príncipe Don Alfonso.

Pero el interés de estas Cortes de Zaragoza estriba en el programa de gobierno esbozado por el rey, ya recibido y jurado por tal: inauguradas las sesiones ordinarias de las Cortes, el discurso de Don Fernando en 10 de septiembre equivale a la declaración de tal programa. Su oferta es servir al bien público y a la justicia; para ello cuenta con su experiencia de gobernante en Castilla, y si allí cumplió, con más ahínco buscará cumplir en Aragón, que es su reino propio y que por otra parte le brinda el estímulo de súbditos mejores para regir que los castellanos⁴².

⁴⁰ Con el lugarteniente del gobernador general, Don Gil Ruiz de Lihori, cumplió dándole el oficio de camarlengo mayor, tierras en Castilla y dote para una hija; la lugartenencia la concedió al hijo, Don Blasco Fernández de Heredia. A Berenguer de Bardaji, tan distinguido en la empresa de la sucesión, le concedió 40.000 florines, que se agradecieron, aunque se tuvo por recompensa tacaña para el servicio que le había hecho el de Antequera.

⁴¹ Dieron ejemplo de sumisión Don Alfonso, duque de Gandía y conde de Ribagorza, y el representante de Don Fadrique, conde de Luna, que de pretendientes pasaron a sumisos vasallos. Nómina de los asistentes en Jerónimo Zurita: «Anales de Aragón», XII, I; cfr. entre documentación de Tarazona, el requerimiento que, a 4 de agosto de 1412, hizo Don Fernando I al obispo de Tarazona para que concurriese en Zaragoza a la jura de Don Alfonso.

⁴² En las provisiones sustanciales de estas Cortes, además del nombramiento obligado de su Diputación y el servicio correspondiente de florines, interesa la cuestión del nombramiento de investigadores del patrimonio real, en lo que al fin triunfó el deseo de Fernando I de que las Cortes delegasen en él la designación de los mismos: fueron Juan Sobirats, Berenguer de Bardaji y Francisco Zarzuela; cfr. el correspondiente acto de Corte, en la «Colección de Fueros, Observancias y actos de Corte de Aragón», edición de Savall y Penen, Zaragoza, 1866.

V. ALTERACIONES DE ARAGON

13. *Don Antonio de Luna.*

Don Antonio de Luna y Ejerica⁴³ mantuvo su rebeldía tras la elección de Don Fernando, a pesar de que éste, ante los desafectos a su partido, se mostró benigno⁴⁴; pero topó con el desamor recalcitrante del inquieto Luna, al que siguieron cuantos habían hecho de la guerra civil conducta política y, sobre todo, provecho personal; el vulgo de la montaña pirenaica tuvo por lícita aquella postura política, y el orden público padeció con la osadía del bandidaje que se parapetó tras el disfraz de aquélla.

Don Antonio de Luna, persistente en su devoción urgelista, contaba con importante dispositivo militar propio en la montaña oscense⁴⁵, y con la eventual acción de otros urgelistas aragoneses refugiados en Navarra. La vía de Francia, para él expedita, facilitaba la contrata de compañías reclutadas en Gascuña, de las que abundaban para servicio de Inglaterra. Menaut de Favars, Basilio de Génova, Angelot y Gracián de Agramonte fueron los más destacados capitanes a sueldo de la rebeldía de Luna⁴⁶.

La acción militar desde Navarra fué efímera; tras la sorpresa del castillo fronterizo de Trasmoz mediaron excusas del rey de Navarra, e incluso se brindó a vigilar la zona de Ansó para evitar la llegada de compañías extranjeras; por añadidura, fué apresado en Navarra García López de Cabañas, uno de los implicados en el asesinato del arzobispo de Zaragoza.

Toda la esperanza de Don Antonio de Luna estuvo puesta, pues, en la rebeldía militar de la montaña oscense: los efectivos extran-

⁴³ Su gran pretensión fué la de suceder en los importantes estados de su abuelo Don Pedro de Ejerica; importante tener presente su genealogía y parentesco con los Martínez de Luna, señores de Illueca, con los Moncadas y con los Folch de Cardona; cfr. además la monografía de Miguel Sancho Izquierdo: «Ensayo de una biografía de Don Antonio de Luna y de su influencia en el Compromiso de Caspe», Madrid, 1914.

⁴⁴ En verdad, la postura política de los urgelistas de Aragón, salvados excesos y delitos comunes, no constituía crimen de lesa majestad, pues en los tiempos anteriores el de Antequera no era rey de Aragón ni señor natural de aragoneses; por tanto, la clemencia de Don Fernando, al olvidar lo pasado, desmerece en la medida que no era posible otra conducta conforme a la ley del reino.

⁴⁵ Contaban los urgelistas con apoderarse de Lérida y Huesca, con lo que cobrarían reputación en Cataluña y Aragón, y auxilio extranjero. También importa no olvidar el cuadro geográfico de las fortalezas del Luna: Loarre, La Peña, Marcuello y Biniés, que le garantizaban el tránsito de las gentes de armas desde Bearne, por el valle de Tena, hasta las sierras de La Peña y Guara.

⁴⁶ Es interesante considerar los tratos de los urgelistas aragoneses en Francia, sus relaciones con Inglaterra, los contratos de gascones e ingleses, las dificultades financieras para atender a los compromisos adquiridos, las rutas transpirenaicas empleadas, etc. Cfr. una «Carta de Don Fernando el de Antequera sobre una derrota de los ingleses en Aragón en el año 1413», que editó Ramón Álvarez de la Braña, Madrid, 1902.

jeros llegaron sin dificultad, por los puertos de Ansó y Hecho, a la canal de Jaca hacia el mes de junio de 1413, y los focos principales de la rebelión fueron Montearagón⁴⁷ y Loarre. Las gentes de Don Antonio de Luna excitaron a secundar la rebelión armada a buen número de puntos fuertes de los Pirineos aragoneses (tales Erla, Basa, Serrablo, Sarsa, Larrés y Javierre) con resultados alternos.

El rey contó con la devoción de las autoridades de Zaragoza y el socorro de la gente de armas de Castilla; el gobernador de Aragón, Don Blasco Fernández de Heredia, cuidó de la buena guarda de la capital, donde se implantaron medidas severas y se reprimieron con mano dura los brotes de opinión urgelista y de disconformes con el fallo caspolino. En Castilla se apercibieron gentes de los estados patrimoniales de Don Fernando, que recibieron orden de concentrarse en Zaragoza, para desde allí socorrer a Huesca⁴⁸, y la propia comarca amenazada se encargó de cerrar un amplio arco defensivo —Cinco Villas, Ayerbe, Huesca, Jaca— en perpetua alerta. Nobles y caballeros también concurrieron a la defensa del reino.

La campaña contra los urgelistas se desarrolló en la montaña de Jaca, donde batieron a los mercenarios extranjeros en retirada, y en la comarca de Huesca, amagada entre las fortalezas rebeldes de Montearagón y Loarre. En este último escenario se consiguió interceptar y exterminar a los extranjeros que pretendían conectar con los urgelistas de Cataluña: victoria de consideración, pues aniquiló el mítico miedo a los invasores transpirenaicos. Más ardua fué la empresa de reducir Loarre: el poderosísimo castillo se mantenía en armas, aun tras la conquista del reducto de Balaguer, y sólo avanzado el invierno del año 1413 vino a rendición.

Esta empresa guerrera valió a Don Antonio de Luna el destierro⁴⁹ y la pérdida de su cuantiosa fortuna, como reo juzgado en rebeldía en la causa del asesinato del arzobispo de Zaragoza⁵⁰

⁴⁷ Sobre la acción de Montearagón, detalles en Jerónimo Zurita: «Anales de Aragón», XII, XIII y XVII.

⁴⁸ Los contingentes castellanos fueron valiosos; cfr. capitanes y tropas en Jerónimo Zurita: «Anales de Aragón», XII, XVII.

⁴⁹ A Don Antonio de Luna acompañaron, entre otros aragoneses de su parcialidad: García López de Sesé, Pedro Jiménez de Embún, el señor de Gordún y Juan de Ordás; en diciembre de 1415 falló un intento de apresarle en Narbona; cfr. Jerónimo Zurita: «Anales de Aragón», XII, LVIII.

⁵⁰ La sentencia de Gil Ruiz de Lihori no lo declaró traidor ni lo condenó por tal; pero el juez eclesiástico que entendió en el proceso por asesinato del arzobispo de Zaragoza impuso penas que le llevaron, junto con el abono de deudas, dotes, etc., a la venta de importantes lotes de la fortuna de Don Antonio de Luna. Por otra parte, derribadas en Zaragoza unas casas suyas, vulnerando fueros del reino, dió aquello pie a reclamaciones de sus sobrinos e hija ante las Cortes de Zaragoza de 1414; también sostuvo la familia la ilegalidad del embargo sobre ciertos bienes del mayorazgo; cfr. Jerónimo Zurita: «Anales de Aragón», XII, XXXV.

14. *Reflejos en Aragón de la rota del Conde de Urgel.*

La rebelión armada de Don Jaime de Urgel contra Don Fernando I es periférica a los límites geográficos de este estudio. Importa, sin embargo, recoger algunos aspectos que entroncan a Aragón con el tema.

Cuadra a Aragón en este asunto aquel parecer que imputa el fracaso urgelista al fallo «las voluntades y afición de los súbditos»; y sin embargo contó Don Jaime con valedores aragoneses esforzados. Descontado el núcleo de los Luna Ejerica, va examinado, si contemplamos el escenario catalán más propicio a la causa, a pesar de ser notoria su rebelión, desde el momento que el conde simuló someterse a Don Fernando, hay buena partida de aragoneses en las gentes armadas de Balaguer⁵¹, y varios pueblos aragoneses de la cuenca del Cinca mantuvieron su causa hasta rendirse a partido.

En el bando leal al rey Don Fernando, también Aragón prestó ayuda eficaz a la lucha contra el conde de Urgel: capitanes aragoneses, encabezados por el propio gobernador general de Aragón; ricoshombres de singular relieve; compañías levantadas por villas aragonesas, especialmente por Zaragoza; gentes de relieve que brillaron en el consejo del rey durante aquellas penosas jornadas.

El propio Don Jaime de Urgel, vencido y preso, camino de su primera prisión de Uruña, suspiró en vano porque fuera Zaragoza la ciudad que le guardara.

VI. UN BREVE REINADO

15. *La última coronación aragonesa.*

La ciudad de Zaragoza, considerada cabeza del reino, tenía que quedar vinculada a la solemne coronación de Don Fernando I. El palacio real de la Aljafería acogió al rey desde el 15 de enero de

⁵¹ Don Martín López de Lanuza, por otro nombre Don Galacían de Tarba, se mantuvo fiel al de Urgel hasta el final de la guerra; Don Artal de Alagón, sobrino de Don Antonio de Luna, Juan Jiménez de Embún, Juan de Sesé y otros muchos, permanecieron cercados en Balaguer hasta su defección paulatina; sobre los dos primeros los de más nota, cfr. Jerónimo Zurita: «Anales de Aragón», XII, XXVII y XXVIII.

1414, y la ciudad fué lugar de cita para innumerables señores y caballeros de muchos reinos; que, atraídos por la magnificencia de la ceremonia, la singularidad de la elección y el prestigio de la Corona de Aragón, conocieron los rigores del invierno zaragozano⁵². Pero los contemporáneos no podían imaginar que iba a ser la última coronación aragonesa, pues las de los sucesores desmerecieron en magnificencia y solemnidad, por cuya razón tiene interés superior al episódico de crónica social o al documento de ceremonial cortesano la descripción de tan compleja ceremonia (velatorio de las armas, misa de alba, ceñimiento de la espada, calzado de las espuelas, vestes reales, procesión solemne, unción, misa, coronación y entrega de los atributos de la realeza)⁵³, así como la creación, en aquella ocasión, del Principado de Gerona para el primogénito real. Añádase la creación de varios caballeros castellanos, la fantástica cabalgata regia que desfiló desde La Seo a la Aljafería, el banquete oficial de la coronación, la misa mozárabe en la capilla de San Martín, dentro del palacio, y la solemne coronación de la reina Doña Leonor⁵⁴.

16. Cortes de Zaragoza de 1414.

Coincidió con la estancia del rey en Zaragoza para su coronación. Inauguradas el 17 de febrero en el monasterio de Predicadores, duraron hasta el 12 de junio. Don Fernando manifestó en ellas: primeramente, el gran servicio rendido por los aragoneses en las pasadas alteraciones, tanto por su resistencia a las compañías extranjeras que invadieron el Norte del país como por su esfuerzo militar en las acciones represivas (Trasmoz, Montearagón, Loarre y Balaguer); en segundo lugar, su deseo de que designasen tratadores para adoptar ciertas medidas de gobierno para Aragón⁵⁵.

Aquellas Cortes se enfrentaron también con el encauzamiento de los rebeldes al rey; la opinión aragonesa deseaba el perdón para los yerros pasados y justicia para sólo los cabecillas notoriamente

⁵² Cfr. un detallado programa de los festejos, justas, etc., en Jerónimo Zurita: «Anales de Aragón», XII, XXXIV.

⁵³ Cfr. Jerónimo Zurita: «Anales de Aragón», XII, XXXIV.

⁵⁴ Cifó la corona de Juan I de Castilla, enviada a Aragón para estas ceremonias por la reina viuda de Castilla, y que más tarde se tuvo por símbolo de la unión de ambos reinos.

⁵⁵ Si los encabeza un prelado castellano, el obispo de Zamora, Don Diego de Fuensalida, le secundán aragoneses del relieve de Don Francés de Aranda, Gil Ruiz de Lihori y Berenguer de Bardaji.

rebeldes⁵⁶; también aquellas Cortes, asistidas por Don Juan Jiménez. Cerdán, justicia de Aragón, acordaron algunos nuevos fueros encaminados a garantizar el orden público⁵⁷.

17. *Semblanza de Don Fernando I.*

Don Fernando fué hombre amigo de grandes empresas, para las que no siempre contó con los medios necesarios. La Corona de Aragón le proporcionó colaboradores; pero careció de años de vida dilatados, ni tampoco tuvo abundantes medios económicos para lograr sus ideales. Contó el rey con la colaboración entusiasta de ilustres aragoneses: destacan Don Gil Ruiz de Lihori, su camarlengo; Don Juan Fernández de Heredia; Don Berenguer de Bardají, sabio, prudente y letrado; Don Juan Fernández de Híjar, que puso sus familiares y su hacienda al servicio de la causa fernandina, y quien le premió con honores, encomiendas y cuentas importantes; Don Domingo Ram, el ilustre obispo oscense, más tarde promovido a la sede de Lérida, y que disfrutó de poderes de virrey en Sicilia; Don Juan de Moncayo, mayordomo real, señor de Maleján y teniente del castillo de Mallén, emparentado con los Gurrea de Aragón y los La Carra de Navarra; éstos, entre otros muchos, merecerían sendas biografías.

Afortunado en hombres a su devoción, no lo fué tanto en medios económicos para sus empresas. Aunque sus estados patrimoniales de Castilla rentaban sumas de consideración, vivió este egregio personaje en perpetua deuda. Su ruda labor de gobernante en Castilla, y por supuesto de insigne guerrero, en la memoria de Don Juan II, le valió importantes recompensas de la reina viuda; pero Aragón era país pobre para nivelar sus finanzas, y como murió antes de lo que podía imaginar, cumplidos los treinta y siete años, forzosamente dejó deudas, algunas de singular valor político⁵⁸.

⁵⁶ Actuó de oficio el procurador fiscal Ramón de Torrellas y el rey encargó el examen de la causa a Juan de Funes, Domingo Lanaja y Pelegrin de Jasa.

⁵⁷ Se establecieron por cinco años fueros especiales para restaurar el orden público, quebrantado en bandos y crímenes. Respecto de bandos se dispuso que nadie pudiera guerrear contra otros si no precedía desafío, y se dieron garantías para causar los menores daños personales materiales posibles en cuanto a crímenes, se procuró evitar argucias procesales, y, por la nómina del fuero, los crímenes más frecuentes eran disparo de armas en poblado, incendio, asalto a casa ajena, rapto de mujeres, robos y hurtos, y los quebrantos de paces, treguas y seguros. También se prohibieron las taturerías una vez más, con una agravación de penas; se permitían solamente los juegos de tablas.

⁵⁸ Tal la suma de 150.000 florines del seguro mutuo que cruzó Don Fernando de Antequera con Doña Violante de Sicilia para compensación de los gastos ocasionados al perdidoso en la sucesión por esta empresa.

Hay que dejar a un lado los gastos de su candidatura, los discretos sobornos a gentes aragonesas, y pensar también en el papel económico de la llegada de nobles castellanos a Aragón, que consigo traían caballos, ganados y la renta de sus trigales, amén de metal oro y plata amonedado.

Hay una leyenda negra antifernandina que escapa a los propósitos de este artículo (abuso de confianza con su sobrino Don Juan II de Castilla para favorecer su pleito sucesorio; codicia para hacer reyes a sus hijos; desagradecimiento hacia Benedicto XIII, su gran valedor en las horas difíciles, etc., etc.). Visto el rey desde Aragón, ofrece virtudes que desde otros países de la Corona aragonesa tal vez sólo se atisbaron difuminados: no se olvide que Don Fernando pecó de poca familiaridad y trato con los súbditos, en contraste con las prácticas tradicionales de la fenecida dinastía indígena. Su formación política castellana no admitía un reino como el aragonés, donde el poder del rey escapaba a manos de jurisdicciones propias, singularmente de núcleos urbanos muy celosos de sus prerrogativas, aunque aquello en tantas ocasiones quebrantase la paz y aun la justicia. Si los detractores del reinado presentan guerras civiles, conquistas, pobreza y peste, también es de justicia recordar un fin feliz del cisma de la Iglesia y el asombroso lanzamiento de Aragón hacia la política europea a las puertas del nuevo mundo renacentista.

GLOSAS DEL SEÑOR REY FERNANDO II DE ARAGON

por Miguel Gómez del Campillo

EL Colegio de Aragón se ha propuesto en este acto recordar y enaltecer una vez más la personalidad egregia del último rey de Aragón; pero temo que al designar al colegial que ha de ser instrumento de tan justo deseo sufriera notorio error, porque en estos casos ni la buena voluntad ni el acendrado sentimiento patriótico son suficientes, cuando falta el ingenio, para hablar como se merece de un personaje que no ha sido ciertamente un favorito de la severa Clío, porque cuando ésta ha allegado conjuntos documentales incontrovertibles, algún espíritu travieso se ha entretenido en tergiversarlos al menor descuido de la musa, que ya no es quien patrocina su historia, sino acaso Penélope, deshaciendo lo hecho, a fin de que siempre quede duda de lo que con pruebas indiscutibles estaba ya cimentado.

Pero con todos esos inconvenientes, una reunión como ésta, integrada totalmente por amantes y fieles del Rey Político, ha de ser más agradable a su recuerdo que las acrimonias de otros, buscando siempre la ocasión de aminorarlo; y no pudiendo ser estas palabras fruto maduro de una investigación documental, que aun siendo limitada faltaría el tiempo para realizarla, deberá por tanto reducirles de una glosa de distintos aspectos del rey de Aragón, según lo conocido por testimonio de historiadores y documentos fidedignos, con algunas observaciones deducidas de unos cuantos autógrafos reales, de los que por su insignificancia nadie se ha ocupado, y otras relativas a América y la unidad nacional.

Afortunadamente, la bibliografía fernandina es copiosamente abrumadora, y en el largo camino de esa historia deben considerarse como hitos fundamentales, justos o injustos, favorables o adversos; a los cronistas coetáneos y al aragonés Jerónimo Zurita, que no necesita adjetivos. Hacia la mitad de la jornada aparece el ampuloso P. Gracián, el que dice: *opongo un Rey a todos los pasados, propongo un Rey a todos los venideros: Don Fernando el Católico!*

aquel gran maestro del arte de reinar, el oráculo mayor de la razón de Estado.

Aunque en este caso acertó Gracián, no deben tomarse como artículos de fe sus asertos que no tengan comprobación, porque más adelante, en las páginas de su *Político*, en el mismo tono semiheroico, dice: *el gran Felipe IV de las Españas, porque lo es todo (es decir, político, batallador, sabio, gobernante, recto, prudente y justiciero), ha tenido un ministro, digo un archiministro, el excelentísimo señor Don Gaspar de Guzmán, Conde-Duque de Olivares, eminente en todo, ministro grande del monarca grande, verdadero gigante de cien brazos, de cien entendimientos, de cien prudencias.* No cabe equiparación entre Fernando II, Felipe IV y Olivares, pero el jesuita aragonés se deja llevar del conceptuosismo barroco de su época, rayano en la adulación, tan extraño a la severa y concisa precisión que acostumbraron a usar los grandes escritores de nuestra tierra, que huyeron siempre de las exageraciones en su lenguaje. Para entender bien a Gracián y perdonarle sus excesivos ditirambos hay que estudiarlo teniendo al lado las obras tan interesantes de Ferrari, *Fernando el Católico en Baltasar Gracián*, y la de nuestro Blecua, *El estilo de Gracián*.

Don Diego Saavedra Fajardo tampoco necesita adjetivos; a los efectos de ahora basta con recordar la dedicatoria a Felipe IV de su *Razón de estado del Rey Don Fernando el Católico*:

«Señor: Muchos escribieron la vida de un príncipe, no como fué, sino como debía ser, intento que les salió vano, porque... la verdad sola del caso es la que mueve y enseña. Yo, pues, que buscaba un príncipe en cuyas partes y gobierno se viesen practicados los preceptos de mis *Introducciones a la política*, lo hallé en el rey Don Fernando el Católico... idea verdadera de gran gobernador, valeroso y prudente, a quien debe V. M. la fábrica de su monarquía de ambos mundos».

Aparece después el con justicia famoso P. Flórez, que en sus *Reinas Católicas*, al escribir la apología de Isabel de Castilla, no concede al rey mayor importancia que a cualquiera de aquellos turbulentos prelados y maestros de la época; este criterio le induce a consignar observaciones como algunas recordatorias que copio: *No miró en su casamiento (la Reina) sino el bien y utilidad de los Reinos, por lo que «añadía» con esto a la Corona de Castilla; su unión no permite a veces discernir el triunfo de cada uno. La Reina gobernaba de tal suerte que parecía ser el Rey el que gobernaba. En las dudas que ocurrieron sobre el modo de gobierno, se disgustó algo el Rey, por lo mucho que daban a la Reina; mas ésta le habló con tanto amor, dulzura y eficacia, que luego le aquietó, persuadiéndole a que ella sólo sería la Reina donde él fuese Rey.*

Aun en estas (las armas) tenía gran parte Doña Isabel... pasó diligente a Tordesillas para proveer en la mayor novedad... En Tordesillas «supo» la victoria del Rey contra los portugueses.

Turbaciones en Andalucía... las aplacó... después que el Rey llegó también a Sevilla, donde fué recibido con singulares momentos de alegría por tener ya removidos los motivos de los sustos.

...Siendo en los Consejos de guerra su dictamen como el de un experto general y de propio soberano; así se vió en el Consejo, donde se trataba de asolar a Alhama, pero prevaleció el voto de la Reina sobre que era mejor ganar los pueblos comarcanos para mantener la conquista. Prosiguió la Reina haciendo guerra a los enemigos con sus acertadas direcciones.

En la toma de Alora escribió al Rey que, pues tenía tan buen ejército y el tiempo le favorecía, no perdiera tiempo en la empresa principal; y añade: aviso por quien se escribe que tornaron todos atrás con harta vergüenza de ser engañados por una mujer.

Después de leer al P. Flórez en la citada obra no es de extrañar el mediano o depresivo concepto que del rey se esparció por todo el mundo en épocas en que estaba profundamente coartada la libertad de escribir de los españoles, lo que fué bien aprovechado por escritores extranjeros, todavía dolidos por el prolongado imperio español; y por eso no se debe creer, por verlo impreso, que los antiguos gobernantes españoles fueran tan negligentes, tan ignorantes, tan pésimos como algunos quieren. Pueden excusar en parte esos errores la carencia de libros históricos españoles desde el primer tercio del siglo XVII en adelante, el decreto de Felipe IV (no inspirado ciertamente en escrúpulos del Tribunal del Santo Oficio, sino en las relaciones con Portugal) *prohibiendo*, según consulta del Consejo de Estado, *que se publicasen libros de Historia sin que dicho Consejo declarase que no había perjuicio nacional en darlos a luz; y así la Historia prefirió guardar silencio a que sus fastos se convirtieran en negocio de Estado.*

Todavía el 19 de julio de 1756 se imprimieron las Instrucciones que de orden del Consejo (de Castilla)... ha formado el Señor Don Juan Curiel... superintendente General de Imprentas sobre el modo y método con que los censores deberán examinar y dar su censura en los libros que se les remitieren.

Entre otras cosas se mandaba que si alguna obra tuviera conexión con materias de Estado, tratados de paces o se tratara del Santo Misterio de la Inmaculada Concepción, o de cosas de Indias, comercio, fábricas, metales o regalías de la Corona, lo advirtiesen para que el Consejo tomara la providencia que correspondiere.

No podía causar sorpresa alguna, con tantas trabas y permisos el que la producción histórica y científica sufriera considerable marasmo.

Perdonad esta digresión que me ha parecido necesaria, y seguiré con estos ligeros toques bibliográficos. El camino que habíamos imaginado termina por ahora en una gran plaza en que autores del mayor valer han levantado fortísimos e incontrovertibles monumentos en loor y honra de Don Fernando II de Aragón. Sólo mencionaré los más completos, sin que esto signifique olvido de los restantes: Ricardo del Arco, aragonés por adopción, en su obra *Fernando el Católico* compendia, con verdadera imparcialidad histórica y observaciones del mayor interés toda la vida y hechos del rey, y estudia con sano criterio la bibliografía real, la favorable o justa como la calumniosa y despectiva; D. Eduardo Ibarra, que, en *Don Fernando el Católico y el descubrimiento de América*, declaró para siempre la participación importante del rey y de Aragón en el providencial suceso; Víctor Pradera, en su obra *Fernando el Católico y los falsarios de la Historia*, que se refiere exclusivamente a Navarra; D. José María Doussinague, que, en sus cuatro magistrales obras: *Fernando el Católico y Germana de Foix*, *Fernando el Católico y el cisma de Pisa*, *La política internacional* y el *Testamento político* del mismo rey, ha difundido tal luz en la persona, pericia y honradez política de Don Fernando, que nunca será posible obscurecerla; y el primero de los modernos historiadores, romano-aragonés, Antonio Ballesteros y Beretta, que, en su *Historia de España* y en otras obras, habla del rey en la ecuaníme imparcialidad que su alteza de miras y profundos conocimientos históricos le imponían. El no citar otras obras de singular mérito no supone preterición alguna, puesto que no se trata de trazar un completo ni siquiera aproximado cuadro bibliográfico.

Entre esa copiosa cantidad de autores y de libros es casi siempre olvidado u omitido un gran historiador español: nada menos que D. Antonio Cánovas del Castillo, el cual, a pesar de que la política activísima en que toda su vida se ocupó le restó la mayor parte de su tiempo, no pudiéndolo emplear del todo en la investigación histórico-documental, sigue siendo uno de los primeros y más sagaces historiadores españoles, en especial de la época de la decadencia, que en gran parte dejó estudiada. En su lugar se le mencionará con el respeto y la estimación que merece.

Y es de notar una curiosa particularidad en muchos de los autores que pretenden historiar hechos del glorioso reinado de los Reyes Católicos: el espíritu parcial en favor de uno u otro (más de parte de la reina), que les impide precisar la obra de cada cual; y cuando se deciden a atribuir a alguno todos los aciertos, no le queda al otro sino el papel de invisible fantasma que pasa por los días y por los hechos sin la más mínima participación.

Entre esos frondosos hitos se esparce la frondosa bibliografía fernandina, aragonesa, española y extranjera, gran parte de ella singularmente apasionada, pues si la italiana y portuguesa y mucha

española, además de apasionada, es injusta, no falta tampoco entre la nacional la exclusivamente elogiosa y la prudente en demasía para reconocer defectos y deficiencias tan connaturales en los hombres. Personalmente, siempre me ha parecido indiscreto y poco edificante el pretender llegar hasta los menudos e íntimos hechos de la vida de un personaje, que no han de llevar, salvo que fuera un santo, a su mayor enaltecimiento, porque al juzgar a hombres que por designios de la Providencia ocuparon las más altas cumbres del poderío o del saber, el juicio y la investigación no debían, en mi opinión, descender a aquellos defectos o cualidades que pudieran influir en la bondad o malicia de sus actos; los demás pueden omitirse por entrar en lo vulgar y corriente.

Sin duda como dice Corona Baratech en *«El Rey de España Don Fernando el Católico»*, *el rey tuvo defectos, como todo ser humano, y no se trata de disculpar ni ocultarlos tras un tapiz espeso de excelencias; sería infantil negar que los tuvo; sin embargo, es de ley restaurar las cosas en su punto rechazando esa imagen falsa, deformada y calumniosa, tejida por sus enemigos.*

Y aquí no estará de más anotar otra principal circunstancia que con frecuencia ocurre en la historia de Don Fernando: Merced a los esfuerzos de investigadores de primera calidad, hay muchos hechos importantes de su vida que fueron documentalmente probados. Sin embargo, con cualquier pretexto u ocasión, como ahora, lo probado se pone en duda, lo aclarado se oscurece y basta una opinión, lanzada por el capricho o el afán de presumir, para que de nuevo se ponga en tela de juicio lo acordado. Por eso, al principio me atreví a comparar con el tejido de Penélope algunos capítulos de la historia de Don Fernando.

Al ser encargado de dirigiros estas palabras, recordé que cuando hace algunos años se iba a celebrar un Congreso de Historia de la Corona de Aragón, que no tuvo realidad, había reunido unos apuntes para una comunicación donde pretendía exponer ideas derivadas de documentos que luego mencionaré, intentando demostrar cómo el espíritu político del joven primogénito de Aragón se sobreponía a sus íntimos afectos. Nunca mejor ocasión para exponer esos apuntes, concisamente renovados.

Fernando II, pese a cuantas disculpables exageraciones se han escrito para enaltecerlo en todo y por todo, fué en su origen totalmente castellano: castellanos de sangre fueron sus padres y abuelos y hay que llegar a su bisabuela Doña Leonor para encontrar alguna sangre de los descendientes de Doña Petronila y de Ramón Berenguer IV, conde de Barcelona, que después de casado se llamó *Dominator Regni Aragonensis*. ¡Qué espanto y anatema no se hubiera producido si Don Fernando, como rey de Castilla, usara algún dictado análogo!

Su tío Alfonso V y su padre se inmiscuyen siempre que pueden en los asuntos interiores de Castilla; y el primero, cuando es rey de Aragón, pronto se va a Italia, dejando la lugartenencia a su consorte y prima-hermana Doña María, hija de Enrique III; y en cuanto a Juan II, tanto o más se interesa por las banderías castellanas que por los asuntos de sus propios reinos.

El atavismo de la sangre es tan fuerte en las familias, y más en las que se vinculan la grandeza y el poder, que el atractivo que el reino de Castilla tiene para Fernando el de Antequera, Juan II y el propio Fernando II, se repite siglos después, cuando, instaurada en España la dinastía borbónica, hay momentos abundantes en Felipe V y Carlos III, al ver en el horizonte y en sus sueños, más que en la realidad, el trono de Francia, cómo se desviven, intrigan y trabajan aquella ilusoria pretensión de conquistar de alguna manera el solar de donde salieron sus descendientes y cuyo apellido de origen llevaban.

Cabe pensar, pues, que las características aragonesas de Fernando II se formaron, no obstante los contrarios atavismos de la sangre, en sus primeros años, pasados en plena efervescencia, desde su nacimiento, en 1452, hasta diecisiete años después, en que casa con la hermana de Enrique IV; su padre, al tomar posesión de la Corona de Aragón en 1458, le concede los títulos de conde de Montblanch, conde de Ribagorza y Señor de la ciudad de Balaguer; en 1465, a la muerte de su hermano el desdichado príncipe Carlos de Viana, es jurado como primogénito y heredero en las Cortes de Catalunya y luego en Lérida; pero el Principado estaba muy revuelto por el recuerdo de Carlos de Viana, y Don Fernando, con su madre, hubo de retirarse a Gerona, donde empezó a conocer los azares de la guerra. Más tarde, en el ejercicio de la lugartenencia del reino, aun sin tener edad para ello, vuelve a Cataluña en plena guerra civil, capitaneando el ejército real, y gana en 1465 la batalla de Calaf, en que los rebeldes quedan notablemente derrotados, aunque prosiguió la guerra.

Estando en ella, el 10 de junio de 1463 fué nombrado rey de Sicilia. Sobre esta promoción, Vicéns Vives, en *El Príncipe Don Fernando (el Católico) Rey de Sicilia*, ha demostrado cumplidamente que no le fué dada esta corona para realzarlo en su posible matrimonio, sino que fué efecto de la política siciliana, no obstante la afirmación de Zurita. Los documentos alegados no dejan ninguna duda.

Poco después recibía Don Fernando a los emisarios castellanos con la aceptación de su persona por parte de Isabel de Castilla. Estos años de la juventud del rey, pasados entre el trato de las gentes diversas en la guerra y en las Cortes, como lugarteniente general, gobernador y jefe de ejércitos, rey de Sicilia después, fueron, sin duda, los que forjaron su carácter irreductible aragonés, aunque luego,

en el matrimonio, pudiera parecer en algo sometido o demasiado deferente con la reina.

Como es sabido, el monasterio cisterciense de Nuestra Señora de Poblet fué en la Corona de Aragón el cenobio más importante, hasta en sentido político, por poseer considerables riquezas territoriales, con los derechos feudales atenuados, que persistieron en Cataluña, y ejercer sus abades a perpetuidad el cargo de limosneros de los reyes de Aragón, que, después de San Juan de la Peña, lo eligieron para panteón real. Todos los reyes se comunicaron con los abades para multitud de asuntos políticos, financieros y particulares y no habían de faltar cartas de Don Fernando, como primogénito de Aragón y, antes de ser rey de Castilla, por su matrimonio. A ellas voy a referirme, no en los asuntos que en este caso no interesan, sino sencillamente en los encabezamientos y en las suscripciones, que encontré muy significativas.

La primera carta es de Tárrega, el 15 de febrero de 1465, y se encabeza *Lo princep primogenit*, y la firma «*Princeps Ferdinandus*».

En 3 de marzo de 1466 es *Lo Princep primogenit lochtinent general*, con igual firma, y así continúa con el aditamento de *Gobernador*, desde julio hasta 3 de agosto de 1468, en Cervera, cuando es *Lo Rey de Sicilia, primogenit et lochtinents general* y con la firma «*Rex Ferdinandus*».

En 16 de diciembre de 1468 usa de sus títulos y preeminencias en esta forma: *Lo Rey de Sicilia ab lo Serenisime Senyor, pare nostre colendisimo, en lo mateix Regne de Sicilia corregentis e corragnantis e in tots los regnes e terres sues Primogenit, governador e Lochtinent general, Princep de Girona, Duch de Montblanch, comte de Ribagorça e Senyor de la Ciutat de Balaguer*, firmando *Rex Ferdinandus*; alguna vez repetido en su integridad, pero en la mayoría sólo como rey, primogénito y lugarteniente, y siempre la firma habitual.

Pero se celebra el matrimonio, y el atavismo castellano surge poderoso en la carta de 21 de julio de 1470 desde *Duenyes*, del *Príncipe de Castilla, Rey de Sicilia y primogénito de Aragón*, al abad de Poblet, en creencia de Mosén Juan Aymerich, «el cual va bien instruído de las cosas de aquí» y con la firma, al estilo castellano: *Yo el Príncipe y Rey*.

Creo que no es aventurada mi opinión del castellanismo familiar y dinástico de Fernando II, aprendido seguramente de sus padres, al verse por su casamiento príncipe y futuro rey de Castilla, el reino dorado y deseado, que en poco estuvo que no le llegara por derecho propio. Yo no sé si podrá explicar esta obsesión a la inversa la tendencia notoria, que se mantiene tácita, pero real, en toda la Edad Media, de que los poseedores de las mesetas

centrales se creían los dueños naturales de todo el litoral peninsular.

El documento citado no es una distracción, que no cabía en secretarios y cancilleres tan diligentes y entendidos como los que tuvo el rey de Aragón, sino premeditado efecto de la euforia ancestral de poderse llamar y firmar Príncipe de Castilla, tanto de hecho, por su matrimonio, como de derecho, por su sangre, sin querer considerar que con ello posponía su dignidad de rey de Sicilia a la principesca castellana.

Sin embargo, la alegría y el entusiasmo castellanos no le hacían olvidar su buena política, porque si sigue escribiendo sus cartas en la forma dicha, cuando se dirige, podríamos decir, al interior de la península, en 1474, que ha de escribir al Papa, al Colegio de Cardenales y a su Procurador en Roma, cartas fechadas, por cierto, en Medina de Ríoseco, las encabeza como era lógico: *Ferdinandus Rex Sicilie, Princeps Castella, aragonensisque Primogenitus*, de manera que el rey político se antepone a las tendencias efectivas.

Pasaron unos meses, y el rey de Sicilia recibe una carta, que publicó Zurita y también Giménez Soler, que decía: *Muy alto e muy poderoso Principe, Rey e senyor: Vuestra alteza sepa que hayer domingo a las dos horas de la noche falleció el sennor Rey, llamado por otro que todos los Reyes teneys por mayor; fágolo saber a vuestra Real sennoria la qual me parece que luego, sin ningún detenimiento se deue partir para aca a mas andar, porque asi cumple al servicio vuestro; y por agora no es menester más, Nuestro sennor vuestra Real persona guarde e por muchos tiempos prospere e conserve.*

De Alcalá a XII de diziembre 1474.

*De vuestra alteza muy humilde servidor
Archiepiscopus toletanus*

Al muy alto e muy poderoso Principe, Rey e sennor mi sennor el Rey de Castilla e de Leon e de Sicilia principe de Aragón.

No insistiré en la malicia, egoísmo, falta de consideración y de respeto, o como quiera llamarse, que supone el no ser avisado el rey por quien y quienes tenían el deber de hacerlo; ese momento está bien considerado por juiciosos cronistas y escritores. El rey salió para Castilla después de haber comunicado a su hermano el arzobispo de Zaragoza y a sus consejeros y diputados la muerte de Enrique IV.

El 3 de enero de 1475 fué jurado, y el 8, desde Segovia, en medio del hervor de las intrigas de la Corte castellana, de los malos consejos a la reina y de su violenta situación, que le inducía a romper con todo y retirarse a su buen reino de Aragón, su proverbial sentido político se eleva sobre el marido, el rey y hasta el hombre y escribe la siguiente carta que no he visto publicada:

Lo Rey de Castilla, de Leon e de Sicilia, primogenit de Aragón: etcétera.

Venerables religiosos, nobles, magnífichs, amants e feels del Señor Rey e nostres.

Vostra letra de XVIII de dehembre prop pasat hauem rebuda ab la qual significan a la Majestat nostra la alegria que hauen pres en la bonaventurada sucesio nostra en aquestes nostres Regnes de Castilla... certificant vos per maior consolatió de vosaltres com soms stats rebuts en aquestes dits nostres regnes ab grandissima alegria e nos e la Serenisima Reyna nostra molt cara e molt amada muller soms stats jurats per tota los duchs, marquesos, comtes, vescomtes, ciutats e terres ab gran concordia e uniformitat sens discrepació de persona alguna axi com Deu a la justicia nos ho donauen e vuy no y tenin a Deu gracias contradicció alguna...

Bien sabía Don Fernando cuán pronto sería conocida esta carta en sus propios reinos y cómo se aumentaría su prestigio y autoridad; la mejor habilidad política es convencer con la verdad, siempre que el hombre de Estado sepa guardar en sí las amarguras y disgustos que puedan sobrevenir.

Pero estos comienzos del gran político Don Fernando no son nada, comparativamente, a lo que en el transcurso de su vida había de pensar, negociar y realizar en gran parte, con la serenidad y confianza de un estadista que ve de lejos y presiente con singular acierto lo que como consecuencia de lo presente pueda venir después.

D. José María Doussinague, en sus citadas obras, y muy especialmente en *La política internacional de Fernando el Católico*, expone con clara justicia, y copiosamente documentada, toda su activa y acertada política, basada en dos ideas fundamentales de las que nunca se separó ni olvidó: la paz general entre los príncipes cristianos y la guerra contra los infieles enemigos de nuestra fe.

Divide espiritualmente Doussinague el reinado de los Reyes Católicos en cuatro etapas:

1.^a De 1474 a 1482, en que se preocupan especialmente de su consolidación en el trono con la guerra a los portugueses invasores y a la rebeldía de los nobles, poniendo orden en el interior del país y librándole de la situación lastimosa en que estaba a la muerte de Enrique IV.

2.^a Dedicada a la reconquista cristiana en todo el ámbito peninsular hasta 1492.

3.^a De proyección al exterior de los propósitos españoles, siempre fundamentalmente mediterráneos, con las guerras de Italia contra Carlos VIII y Luis XII de Francia.

4.^a Desde 1504, muerte de Doña Isabel, hasta la del rey, en 1516, en que puede observarse *en toda su espléndida floración la*

actividad diplomática de Fernando; aquí Doussinague clasifica las actividades de ambos consortes diciendo: *Si Isabel la Católica fué indudablemente la que durante toda su vida ejerció personalmente la actividad en cuanto se refería a la vida interna de Castilla, de la que ella como una gran ama de casa dedicada enteramente a los asuntos domésticos, toda la política internacional de España en aquellos días se ve influenciada por las concepciones aragonesas que consigo ha traído Fernando II a aquel matrimonio... es Fernando quien dirige casi exclusivamente la política internacional de completo acuerdo con... su esposa.* Bien se puede decir que si España tuvo la suerte providencial de poseer una reina como Isabel de Castilla y sobre todo un rey como Fernando de Aragón, éste, al fin, después de siglos, ha conseguido ser estudiado en su diplomacia, como mereció y España estaba obligada, por un diplomático también, y de primer orden, español además, tal cual es D. José María Doussinague.

EL REY Y AMERICA

Está ya tan dilucidada la intervención de Aragón por el rey y sus aragoneses en la iniciación del descubrimiento de América, que basta citar los nombres de Eduardo Ibarra y de Andrés Giménez Soler para que no merezcan honor de discusión las dudas injustas que pudieran oponerse a sus fundadas conclusiones.

A esos autores, que detallan los pormenores de las andanzas de Colón, sus entrevistas y desmesuradas pretensiones y las ocasiones y medios que Aragón, el rey y otras personas facilitan para la solución del asunto, hay que añadir a D. Antonio Cánovas del Castillo en una conferencia titulada *Criterio histórico con que las distintas personas que en el descubrimiento de América intervinieron han sido después juzgadas*, rara vez mencionada, a pesar de contener observaciones y juicios tan ponderados y exactos como podréis notar si tenéis la bondad de seguir escuchando, habida cuenta que cuando Cánovas leyó esa conferencia (1891) no se había aclarado todavía documentalmente la intervención aragonesa.

Paso adelante en esta reproducción, más que comentario, de las políticas opiniones de D. Antonio Cánovas:

«Acá, en España, no sé qué hada benéfica ha sabido apartar de su frente hasta aquí los dardos que la moderna crítica prodiga. ¡Mas cuánta no ha sido, en cambio, la desdenosa injusticia o el antihumano rigor con que a propósito de Colón se ha tratado por los propios

«españoles a aquel admirable político que por excelencia lleva el nombre de Rey Católico!»

«Era un hombre de Estado Fernando el Católico, y grande hombre de guerra, sin duda alguna; pero no sólo en este descubrimiento, sino en los demás negocios públicos, representó siempre un segundo papel mientras Doña Isabel vivió, y no a los ojos de los castellanos únicamente, sino a los de sus propios súbditos aragoneses».

¿Y de qué dependía eso?

Del magnánimo corazón, como alguien dijo, o sea del carácter decidido de la reina, al cual constantemente se sometía su esposo por amor o por prudencia... Para Colón y para el descubrimiento no hay que decir que dicha sumisión fué circunstancia dichosa. Porque nadie afirma que llegara a persuadirse Don Fernando de que el descubrimiento de América era infalible, y menos de que los premios que Colón demandaba, y obtuvo en Santa Fe y en Barcelona, fueran juiciosos y en buena política posibles.

«Tampoco consta que pusiera grandes obstáculos al cumplimiento de la voluntad de su mujer. Lejos de eso, contribuyó a prepararlo por todos los medios. Faltóle sólo, en suma, el entusiasmo ciego. De ningún otro delito se le puede acusar».

»Es de observar que a un príncipe aragonés, nacido con inclinaciones mediterráneas y europeas, como sus ilustres ascendientes, no le debían ser tan simpáticas como a la reina las conquistas sobre el Atlántico. El peculiar teatro de las glorias de la casa de Aragón era el Mediterráneo, donde ya poseía Cerdeña, Sicilia y Nápoles; estaba todavía en la memoria de todos cómo los almogávares catalanes y aragoneses habían hecho bambolear un día el imperio griego con sus terribles chuzos, enseñoreándose, además, de la Grecia clásica. La posterior política de Don Fernando en Italia patentiza, por otra parte, que, cuando nadie lo imaginaba, él supo que en aquella dirección habían de buscar las naves catalanas y mallorquinas la gran posición política que mantuvo España por tres siglos, y de que tanto se envanece aún. *Política sin nada de prodigioso ni de poético, sino tal cual debía concebirla e iniciarla un verdadero hombre de Estado*».

Acaso Don Fernando resumió su dictamen en los dos conceptos, vulgares en apariencia, pero de incontestable buen sentido:

«Muy problemático, se diría, es lo que Colón ofrece; pero lo que para el caso que se obtenga es tal, que si realmente se lo diésemos, nada ganaríamos los Reyes en el descubrimiento ni ganaría España».

Porque lo que pedía Colón y le concedieron los reyes, fué: los oficios de almirante, virrey y gobernador del mar Océano, islas y tierra firme para sí, sus hijos descendientes y sucesores, para siempre jamás; con facultad de nombrar lugartenientes, alcaldes, alguaciles; con jurisdicción civil y criminal, alta y baja, y mero y mixto

imperio; con facultades de sustanciar todos los pleitos civiles y criminales.

«La función de soberanía que se reservaron los reyes fué que las cartas o provisiones se expidiesen con sus nombres y con sus sellos, condición que parecía más propia que para verdaderos súbditos, para príncipes confederados».

Pero, «¿habría sido el hombre de Estado que fué Don Fernando, si desde el principio no sospechara que el cumplimiento de semejante pacto era imposible?».

Firmóse, sin embargo, con el mudo asentimiento del rey, ya que no tenía por costumbre resistir a la voluntad magnánima, por no llamarle imperiosa, de su esclarecida mujer, cosa que, por lo ordinario, no debe disminuir su personal mérito».

No es hora de buscar en otras causas que la «informalidad y la supuesta perfidia de Don Fernando» las desdichadas diferencias que sobrevinieron más tarde.

La causa principal fué «la propia naturaleza del pacto, por lo menos en su parte política».

No se concibe siquiera que la descendencia de Colón conservase hasta nuestros días los derechos soberanos que en Barcelona se le concedieron. ¿Se hubieran sometido a su autoridad los conquistadores posteriores como Hernán Cortés, Pizarro, Almagro, Alvarado, Valdivia, Ximénez de Quesada y otros?

Los marinos y aventureros que iban a conquistar y poblar el Nuevo Mundo, ¿venderían a los Colón la obediencia que negaban poco tiempo después al legítimo soberano en Medina del Campo, Tordesillas, Toledo y Villalar?

En algunas obras históricas se difundió la creencia de que, por despecho, quisieron entregar aquellos territorios a otras naciones.

«Los súbditos nativos de los Reyes Católicos se soportaban mal unos a otros; los hombres de mar y tierra eran por entonces de áspera condición... pero ¿qué tiene que ver todo ello con la supuesta ingratitud y perfidia del rey Don Fernando?»

Los escándalos de Santo Domingo fueron tan grandes, que hasta el mismo Colón pidió a los reyes el nombramiento de un juez pesquisador (con lo cual, de hecho, quedaba roto todo pacto de soberanía), que fué Bobadilla, el cual, cumpliendo su deber, triste deber si se quiere, lo envió a España encadenado, de donde surgió otra novela contra Don Fernando; pero el apologista de Colón, Bernáldez, el Cura de los Palacios, llama a Bobadilla noble y virtuoso y demuestra que no se le reputó en España de injusto y mucho menos de prevaricador. «Y si malo era el juez, ¿cómo había de ser el rey responsable de los malos hechos, de la rudeza y poco tacto del descubridor?»

También en lo del descubrimiento de América y facultades que

los reyes concedieron a Colón no hay más remedio que recordar el clásico tejer y destejer.

Es comprensible la dificultad y trabajo que supone la necesidad de consultar muchos documentos y obras impresas para poder fijar la certidumbre y verdad de un hecho grande o pequeño; pero parece que algunas personas que han hablado de esos momentos no se han enterado de la existencia de dos volúmenes titulados *Los pleitos de Colón*, publicados por la Real Academia de Historia, ni han hojeado los *Autógrafos de Cristóbal Colón y papeles de América* que publicó la duquesa de Berwick y de Alba, y otras obras.

Yo, señores, no quisiera fatigaros; pero no desisto de leeros parte de una carta de nuestro Don Fernando, de Burgos, 23 de febrero de 1512, donde está bien clara su voluntad, a Don Diego Colón, hijo de Don Cristóbal, sobre una de tantas quejas promovidas:

«Para que las cosas vayan como conviene a mi servicio y vuestro provecho y honra no debéis poner os en estas preeminencias de poca sustancia, diciendo que el Comendador mayor (Bobadilla) lo hacía, porque vos sabéis muy bien que cuando la Reina (q. s. g. h.) e yo, le enviamos por gobernador a esa isla a causa del mal recaudo que vuestro padre se dio en ese cargo que vos agora teneis, estaba toda obrada y perdida y sin ningun provecho y por esto fue necesario darle al Comendador Mayor el cargo absoluto para remediarlo, porque no había otro remedio ninguno, ni había caso para que se pudiese dar ninguna orden ni concierto desde acá por las causas susodichas y también porque no tenía yo noticia ni información ninguna de las cosas de esa isla para poderlas proveer.

Agora, gracias a Dios, las cosas de esas partes las entiendo yo como las de Castilla y están de manera que se puedan poner en orden y concierto; para que Nuestro Señor sea servido y vuestras rentas acrescentadas, los vecinos y naturales de esa isla, deben estar como vasallos y no como esclavos, según los tuvieron en tiempos pasados y por esto he de mandar proveer las cosas como viere que convengan al servicio de Nuestro Señor e bien de la tierra, y si vos quereis pensar en ello, esto es vuestra honra y salud de vuestra alma y acrescentamiento de vuestra hacienda y seguridad de vuestro estado...

Mucho vos ruego y encargo que de aquí adelante obreis de manera que sea excusado de mandar os escribir yo cartas como esta, porque por cierto, por el amor que a vuestra persona tengo y por la crianza que en mi casa recibisteis, deseo vuestro acrescentamiento y haceros mercedes¹.

No obstante, siguieron los pleitos.

LA UNIDAD NACIONAL

Nada más que unas líneas para terminar, y al mencionar esta capital cuestión española debo consignar una pregunta que muchas veces ocurre al leer obras serias e importantes en que paladinamente se declara que bastó el matrimonio de los reyes de Aragón y de Castilla, y cuando por muerte de ambos los hereda su hija Doña Juana, para que quedase hecha la unidad nacional en el interior de España.

No convencido, la pregunta ha seguido viva: ¿cuándo se verificó real y espiritualmente la unidad nacional?

En la actualidad, según un gran político, Cánovas, puede entenderse que nación es un conjunto de hombres reunidos por comunidad de raza o parentesco y de lengua que habiten un país más o menos extenso, y que, por determinadas circunstancias históricas, están sometidos a un mismo régimen y gobierno.

Pero a juicio de otros, y de aquí procede la pregunta, son algunos más los caracteres necesarios para definir una nación; y para evitar confusiones, y por no tratarse de una disquisición filosófica, es conveniente y práctico unir en su significado inmediato los vocablos o conceptos nación y patria.

No es la raza estrictamente peculiar de la nación, porque en Aragón y Castilla hubo súbditos moriscos y judíos, aunque luego fueron expulsados unos y otros; ni la lengua une tanto que no pueda escindir en diversas nacionalidades, como sucedió con las antiguas provincias, hace años naciones independientes, y con las colonias inglesas y norteamericanas; ni la religión, puesto que en Aragón convivieron en paz cristianos, mahometanos y judíos; y en la península ibérica, salvo el califato unido o desmembrado, llegó a haber cinco agrupaciones o reinos independientes, todos cristianos: Aragón, Navarra, León, Castilla y Portugal; ni la geografía o lo que se llaman fronteras naturales, porque, en realidad, en nuestra península no hay otras fronteras de esa especie que los Pirineos y el mar, con cualquier nombre que se le distinga.

Hubo también diversos intentos de unificación, de todos conocidos, pero ningún efectivo, salvo en la vida de un rey, y si hubo alguno que se llamó Emperador no tuvo otra significación; y si el Compromiso de Caspe tuvo realidad relativa fué porque la Providencia así lo dispuso después de los siglos.

De todo esto puede deducirse que debe haber otras esencias, espirituales y materiales, que distinguieron unas naciones peninsulares de otras, más precisamente a Aragón y Castilla. ¿No podrían ser el régimen jurídico (fueros y leyes) y las ordenaciones económicas?

Es evidente que ambos Reyes Católicos pusieron la primera piedra del grandioso edificio de esa unidad, pero desgraciadamente no siguió la construcción sobre ella y quedó aislada en las personas de los reyes durante siglos, asemejándose a los granos de trigo que en ocasiones se encuentran en molinos romanos, sanos, fuertes y completos, que germinan, puestos en tierra conveniente, después de cientos de años de existencia.

Es indudable que después de consumada, dicen, la unidad nacional con Doña Juana, sigue habiendo Cortes de castellanos, aragoneses, catalanes, valencianos, y no de españoles; y los reyes no se titulan de España, sino reyes de Castilla, de Aragón, de León, **de Valencia, etc., etc.**, hasta llegar a condes de Barcelona y señores de Vizcaya y de Molina (que por graciosa incongruencia se llama de Aragón), lo cual no indica unidad, sino simplemente yuxtaposición de reinos y señoríos con la misma persona al frente; existen aduanas interiores, y los recursos económicos de una nación no se confunden con los de otra, hasta el punto de que Carande, en sus estudios, dice y demuestra que durante siglos los reinos conservaron su independencia económica; y hay límites políticos como de impuestos; y se conserva el sistema de gobierno, y los oficios de cada nación han de ser desempeñados por naturales de ella, surgiendo graves cuestiones y pleitos en la provisión de prebendas eclesiásticas.

Los órganos centrales de gobierno son distintos también, porque si hay un Consejo Supremo de Castilla, los hay también de Aragón, de Italia, de Portugal y de Flandes en sus tiempos.

¿Es esto unidad nacional?

¿Y qué quieren decir las separaciones de Portugal; las alteraciones de Cataluña; la unanimidad casi absoluta durante la guerra de sucesión de Aragón, Cataluña y Valencia en favor de la dinastía austriaca y en contra formal y activa de la borbónica?

¿Puede decirse que había unidad nacional?

¿Qué unidad nacional podía haber, ni qué podían opinar las gentes bajo el despotismo más o menos ilustrado de los Borbones del siglo XVIII, en que se establece un formidable centralismo a estilo francés; ni qué podían pensar de aquellas guerras de Italia, promovidas sin más objeto que colocar en tronos a los hijos de Isabel Farnesio, malbaratando o poco menos la herencia espiritual y material de la recia y avisada política de Don Fernando II, llegando la imitación gálica y la adulación hasta el extremo de que los secretarios del despacho, embajadores, ministros, etc., hablan en nombre del *Rey su amo*? A los reyes de Aragón se les llamaba el *Rey*, el *Señor Rey*, de todos y de ninguno amo.

Indudablemente, era necesario que pasara más tiempo para cuajar la unidad nacional, y que llegase un período en que el extranjero amenazara a todas las regiones de España (fueran o no antiguos

reinos), merced al error, la ignorancia o la traición, para que todas unánimes y sin ponerse de acuerdo, porque se sintieron heridas a la vez en un sentimiento *patriótico*, antes disgregado o amortecido, clamaran la voz de *España* hasta en los pueblos más oscuros y remotos de la nación, esta vez ya *nación una* y unida en la desgracia, y quedara, por fin, formada, y Dios quiera que para siempre, lo que tal vez soñaran San Vicente Ferrer y sus compañeros del Compromiso de Caspe y lo que por ella tuvo que soportar y sufrir el buen Rey, el Señor Rey Don Fernando, último de Aragón: la unidad nacional.

LA REGALIA MONETARIA EN LA CORONA DE ARAGON, Y EN ESPECIAL EN EL REINO DE VALENCIA HASTA FERNANDO EL CATOLICO

por Felipe Mateu y Llopis

LA institución monetaria, como expresión de soberanía, ha nacido siempre con los Estados que llegaron a alcanzar tal condición de independencia política, ya de una sola vez —emancipaciones, desgajamientos, creaciones— ya por lenta evolución conducente a aquella situación definitiva.

La moneda —el *ius monetae*— fué en todo tiempo una de las características de la soberanía y uno de los derechos de las coronas, o de los reyes, mantenido a ultranza, tanto menos compartido cuanto mayor era la autoridad y más firme la realeza.

Los casos de diarquías o sunarquías confirman el principio general, y las divisiones internas de un país, hasta el extremo de originar dualidad de poderes en guerras civiles intestinas, lo comprueban aún más.

En presencia del *ius monetae*, de la existencia de la institución monetaria y del examen de la pieza —las monedas físicas hoy conservadas— caben muy diversas investigaciones: a) la *artística*, al estudiar la evolución de los tipos, su belleza, su técnica, su presentación; b) la *metrológica*, al averiguar los marcos, los pesos, los sistemas monetarios, los precios y los valores; d) la *política*, al considerar los signos expresivos de soberanía, imágenes, intituciones; e) la *corporativa* o gremial, al analizar qué estamento la producía, con arreglo a qué régimen, qué organización presidía la producción de la moneda del Estado. Finalmente, y aparte de otros puntos de vista que todavía caben, la investigación puede considerar la *regalia* propiamente dicha lindando con el aspecto político y económico y centrándose en la emanación del poder que autorizaba las acuñaciones los beneficios que de ellas derivaban y sus beneficiarios.

Es desde este último punto de vista desde donde va a ser considerada la moneda, la institución monetaria en la Corona de Aragón, y en especial en el reino de Valencia, por cuanto las otras cuestiones, ya fueron estudiadas, o planteadas al menos en otras ocasiones ¹.

1. Las regalías.

Desde las mencionadas en las *Partidas* —moneda, justicia, fonsadera y los *yantares*— hasta los tratados que en el siglo XVIII defendían los derechos de la Corona sobre rentas y señoreajes que integraron el real patrimonio, en todas las épocas de nuestra historia cuidaron los monarcas, y aun mucho antes del Código alfonsino, de establecer o de fijar y conservar las regalías que les eran tan fundamentales.

Cuando, por consecuencia de la guerra de Sucesión y de los decretos de Nueva Planta, cesaron las acuñaciones de tipo tradicional en los Estados de la Corona de Aragón y desaparecieron o se transformaron los órganos de la administración pública y, particularmente, de la Hacienda, ante los perjuicios que derivaron por desconocimiento de las rentas antiguas, surgieron tratadistas como D. Vicente Branchat, asesor del Real Patrimonio, Generalidades y Amortización, y obras como la suya titulada *Tratado de los derechos y regalías que corresponden al Real Patrimonio en el Reyno de Valencia y de la jurisdicción del intendente como subrogado en lugar del antiguo bayle general*, publicada en 1784.

Ya no quedaba incluído entre aquellos derechos en aquel reino el de la moneda, por haber cesado ésta en el mismo en 1719; pero sí se recordaba el que nació justamente con el *ius monetae*, el de los pesos y medidas.

Por lo que al reino de Valencia se refiere, al ser la tierra del rey por conquista y al cumplir lo prometido en las Cortes de Monzón, que prepararon la liberación de aquel reino, como antiguamente ocurrió en Barcelona, y poco antes en Mallorca, fué formándose el patrimonio real al reservarse el monarca el libre uso y retención de las heredades cuyos beneficiarios no se hallaban en el país, *apud Valentiam non fuerunt*, como decía en 1260 ².

Por el testamento del Conquistador —1272—, el pago de deudas y legados del monarca había de hacerse con las que tenía en la ciudad de Valencia —las salinas y Albufera—, las de Zaragoza con las salinas del Castellar, de Polo y de Remolinos, con el peaje de la misma ciudad.

¹ Véanse, por si se consideran de interés, nuestras aportaciones referentes a esta época: «La Ceca de Valencia y las acuñaciones valencianas de los siglos XIII al XVIII» (Valencia, 1929), y «Los privilegios de los monederos en la organización foral del reino de Valencia», en «Anuario de Historia del Derecho Español» (1950), págs. 70-136.

² Branchat: «Tratado», tomo 2. pág. 5.

de Zaragoza y de sus bailías, así como las rentas de Barcelona y Montpellier³.

Constituían la herencia para el primogénito Don Pedro el reino de Aragón, el de Valencia, el condado de Barcelona y los territorios de Ribagorza, Pallars, Valle de Arán y Condado de Urgel, correspondiendo a Don Jaime el reino de Mallorca con las islas de Menorca e Ibiza, los condados de Rosellón y Cerdaña, Conflent, Colibre, el señorío de Montpellier y el vizcondado de Carlades.

Los reinos de Aragón y Valencia y el condado de Barcelona serían de un solo señor rey de Aragón, constituyendo un solo señorío, que no podría ser dividido ni repartido entre los hijos de aquél.

Esta disposición constitucional, base y fundamento de la Corona de Aragón, implicaba un solo monarca, pero no una sola entidad administrativa; la triple moneda, aragonesa, barcelonesa y valenciana, era la expresión más clara de la diversidad territorial en la unidad señorial.

Branchat admite que antes de 1342 ya ejercía el baile general su oficio y jurisdicción ordinaria, civil y criminal, así en las causas entre moros y judíos como entre los contraventores de las provisiones reales en el mar y sus riberas en perjuicio del real patrimonio, siendo de aquel año una declaración de Pedro IV en las Cortes de Valencia en este sentido, y apareciendo por vez primera la mención del baile en la rúbrica 3.^a del cuerpo de los Fueros⁴.

Entendía el baile en la facultad de armar bajeles —1283—; en los pleitos entre mujeres retiradas a la Casa de Penitencia —1369—; en las causas de contención entre los alcaldes de la ceca —1488—; en las licencias para sacar cosas vedadas —1371—; en el conocimiento de los pleitos procedentes de actos mercantiles y marítimos —1474—; en las causas sobre tesoros y bienes vacantes, naufragios, aguas públicas y ríos; en la regalía de establecer éstas y los hornos; en aguas y tierras baldías; en los tercios —diezmos—, pesca del mar y de la Albufera; pescaderías y reales acequias de Moncada y Alcira. Era juez privativo en las causas de interés bursático de S. M., siendo el oficio de la bailía de los primeros y más notables del reino, según real provisión de Don Martín, de 1399, declarado ya en 1340 el baile general como procurador fiscal del rey y pudiendo proceder contra los varones, caballeros y personas eclesiásticas que ocupaban los derechos reales. Fernando el Católico, en 1510, aprobó y confirmó la real

³ Pág. 20.

⁴ Sobre el baile, véase Piles Ros (Leopoldo), «El Baile General del Reino de Valencia» (inédito), y los distintos avances de tan transcendental estudio publicados por su autor. Pueden ser útiles nuestras «Notas sobre los Archivos de la Bailía, la Generalidad y la Gobernación del Reino de Valencia», en «Revista de Archivos, Bibliotecas, y Museos» (1950), págs. 5-35; «Notas sobre la documentación postforal del Archivo del Reino de Valencia», «Revista de Archivos, Bibliotecas y Museos» (1947), págs. 345-360, y «Alfonso V de Aragón y el Archivo del Reino de Valencia», en «Anales del Centro de Cultura Valenciana» (1945), con referencia al archivo de la Bailía.

provisión de Fernando I, de 4 de septiembre de 1414, sobre la jurisdicción y potestad del baile⁵.

Una de las regalías de la amortización era el derecho de la soberanía sobre la facultad de las manos muertas para poder adquirir y poseer bienes sitios y raíces para la propia subsistencia. Don Jaime, al establecer esta ley, quiso precaver los perjuicios que podían seguirse al erario de las ilimitadas adquisiciones por aquel concepto —*de rebus non alienandis*—, disponiendo que fuesen vendidas las posesiones *dins un any*⁶.

Escribía Branchat en su citada obra: «Tienen los príncipes, por razón de la suprema potestad, un dominio general en todas las tierras, montes, leñas, yerbas y pastos de sus Reynos, en virtud del cual todas estas cosas se entienden y presumen ser suyas e incorporadas a la Corona de tal manera, que siempre que se ofrece duda sobre el todo o parte de ellas, entran fundando su intención contra cualquiera que no exhiba privilegio o título que acredite la legítima pertenencia. Esta regalía, que es general a todos los reyes y soberanos, tiene particular lugar en el Reyno de Valencia, porque habiéndolo reducido de su dominio el rey don Jaime I con la fuerza de sus armas, adquirió un derecho absoluto para disponer de todo lo conquistado como lo hizo repartiendo entre los prelados, ricoshombres y soldados que le acompañaron en su expedición casas, tierras, castillos y pueblos en justa recompensa de sus servicios»⁷. Los derechos del rey fueron expuestos concluyentemente por Branchat. Habían surgido, apenas conquistada la ciudad de Valencia, concesiones de pastos, uso de prados, leñas y hierbas, aguas, etc., dando a los habitantes de la ciudad, en 13 de enero de 1239, la gracia de exención de *carnage, montage, herbage* y otros derechos del real erario⁸.

Era regalía la concesión de establecer hornos, molinos, baños y otros ingenios. Una licencia dada en 1258 para montar un molino de dos muelas implicaba la obligación de contribuir anualmente con la mitad de los derechos⁹; un horno abierto en el mercado de Valencia en 1270 en el lugar señalado por el baile general tenía un censo de cuatro morabetinos¹⁰; el baile conocía en las causas de estos establecimientos. Los ríos y aguas públicas del reino de Valencia eran del rey; «regalía del príncipe, que puede disponer de ellas a su arbitrio y ningún otro sin real licencia», al decir de Branchat. Era también real el lago de la Albufera con su dehesa, estableciendo Jaime I, en 21 de enero de 1250, la décima de la pesca para el rey¹¹.

⁵ Branchat: «Tratado», págs. 83 y siguientes.

⁶ Tomo 2, pág. 427.

⁷ Tomo I, págs. 207-208.

⁸ Págs. 208 y tomo III, pág. 4.

⁹ Tomo I, pág. 244.

¹⁰ Pág. 244.

¹¹ Pág. 339.

Las regalías fueron clasificadas por Matheu y Sanz en dos clases: las de la primera eran inalienables, intransferibles, «*veluti pretiosissimae gemmae et uniones diadematis Principis, ita ossibus ipsius inhaerentes*», incommunicables por privilegios; las de la segunda, eran comunicables por privilegio o posesión si su concesión no redundaba en perjuicio o en daño del reino, definiciones hechas de acuerdo con Belluga, Morlá y otros tratadistas de los siglos XVI y XVII¹².

2. *La regalía de los pesos y medidas.*

Los tratadistas reconocían todos como regalía la concesión de pesos y medidas. El conceder medidas y pesos públicos es regalía del príncipe, vienen a decir Ripoll, Montano, Matienzo y otros¹³. Don Jaime se reservó la regalía de las pesas y medidas por el Fuero I, rúbrica 25, *de pondere et mensura*: «prometem que el pes o la almudafía de la ciutat de Valencia o de alguna vila o loch del Reyne no darem ne otorgarem, ne vendrem, ne empenyorarem ne en ninguna altra guisa alienarem ni transportarem a cavallers ne a persones eclesiástiques ne seglars ne a alcu o a alguns altres a temps o a per tots temps»¹⁴.

El peso real de la ciudad se mantuvo unido a la Corona; Jaime II, en 1327, hizo donación al infante Don Juan, su hijo, de 4.000 sueldos sobre los réditos de dicho peso¹⁵. Pedro IV concedió en 1356 a Raymundo Borrell el peso del carbón, aunque hubo de revocar dicha gracia en 1358 por oponerse al privilegio de que gozaba la ciudad¹⁶.

El baile general, en 1453, estableció el peso del aceite de la Alhóndiga de Valencia a censo enfiteútico de siete sueldos en favor de S. M., que en 1489 fué cabrevado por la curadora y herederos de Bernardo Blasco.

Alfonso III de Valencia, el Magnánimo, se reservó el dominio directo con censo anuo enfiteútico de diez sueldos al conceder a la Comunidad de pescadores los pesos, bancos y otros derechos en 1454¹⁷.

El Almudín de la ciudad de Valencia se consideró siempre regalía del rey, que percibía el derecho de almodinaje de todo el grano que allí se vendía, para cuya cobranza había administrador nombrado por el monarca¹⁸, siendo también regalía los pesos y medidas de

¹² Matheu y Sanz: «De Regimine Regni Valentiae, de regalibus».

¹³ Véase Branchat: «Tratado I», pág. 377, con referencias a Ripoll, «De regalibus»; Horacio Montano, «De regalibus»; Matienzo, «Recop.»

¹⁴ Tomo III, pág. 570.

¹⁵ Tomo III, pág. 571, doc. del libro I de «Enajenaciones», del Archivo del Reino de Valencia, fol. 287.

¹⁶ Tomo I, pág. 382.

¹⁷ Tomo I, pág. 386.

¹⁸ Pág. 388.

las ciudades y villas del reino, aunque algunos fueran establecidos en enfiteusis a favor de los mismos pueblos; pero la mayoría eran administrados por el Real Patrimonio, como consta por las cuentas que rendían los bailes locales ante el maestro racional ¹⁹.

3. Otras regalías.

Eran igualmente regalías los diezmos que databan de la concesión hecha por el Papa Alejandro II al rey Sancho Ramírez y por Urbano II a Pedro I de Aragón, como cita Branchat con referencias a Matheu y Sanz ²⁰.

Eran también regalías el derecho de establecer escribanías que los reyes concedieron en enfiteusis ²¹; así la de la bailía y la del Tribunal de la Gobernación, que pasó de Luis Jafer a Pedro Jafer, en 1484 ²².

El establecimiento de carnicerías era derecho reservado ya por Jaime I en 21 de diciembre de 1238 ²³, como el *tirage* y *barcage* del Grao, el primero de 6 sueldos y 8 dineros por caballerías de tránsito, y el segundo de 1 sueldo por libra, por embarcar mercaderías ²⁴.

4. Las regalías monetarias hasta el siglo XIII.

La regalía monetaria en los condados de la Marca Hispánica nace con el *comitatus*.

a) La condal.

La concesión por el conde Suñer en 934 a la iglesia de Gerona de un tercio de la moneda que se acuñara en aquella ciudad, cabeza del condado de su nombre, era el ejercicio de la soberanía al ceder en un tercio la regalía del beneficio de la acuñación. La reserva que se hacía el conde de su facultad de juzgar a los falsificadores era el ejercicio también del *ius monetæ*; entonces se mencionaba por primera vez la moneda de Gerona.

¹⁹ Pág. 412.

²⁰ «De Regimine», cap. 2, 5, núms. 4 y 20.

²¹ Branchat: «Tratado», tomo I, pág. 423.

²² Pág. 425.

²³ Pág. 431.

²⁴ Pág. 442.

b) *Intervención pontificia.*

Las concesiones de tercios beneficiarios eran confirmadas por los Pontífices; así, Silvestre II confirmó en 1002 la concesión hecha en 934²⁵.

c) *La regalía del «rey».*

El Fuero romanceado de Jaca dice: «Fur antich es que cant playra al Rey puyra mudar sa moneda; et si vol, en cada cipdat establira sa tabla et totz aquels que voldran cambiar la moneda viejlla per la nova deven aylli venir cambiar et deu tenir lo rey aquella tabla XL dies per for et no mas»²⁶.

5. *La regalía monetaria desde Jaime I a Alfonso III. (1213 - 1291).*

Pedro II de Aragón, al poner bajo su real protección a los monederos de la ceca de Barcelona en 1208, ordenaba que cuantos trabajaban al servicio de la moneda quedasen salvos y seguros de todo daño y servidumbre, eximiéndoles de *host y cavalcada*²⁷, lo que significaba la especial condición de quienes tenían en sus manos la moneda del rey.

Al crear Jaime I en 1247 la moneda valenciana lo hacía *deliberato consilio providentes*, mandando acuñarla *sub signo salutifere crucis supra florem et nomen regni Valentie posita nostre etiam ymaginis et nominis insignis figura*²⁸.

La soberanía real estaba expresa claramente en el preámbulo del privilegio de confirmación de la misma moneda, de 14 de abril de 1266: «Quecumque a regibus et principibus statuuntur in una debent soliditate ac firmitate consistere», por lo que entregaba a la escritura, para librar del olvido del tiempo, aquella decisión llevada a cabo por el rey «consideratione inducti habitis deliberatione et tractatu, consilio ac assensu» de los infantes Pedro y Jaime sus hijos, «ac proborum hominum ac civium civitatis valentie et regni ac villarum eiusdem», así como los mismos prohombres de la ciudad y reino de Mallorca y de sus islas²⁹.

²⁵ Documentos en Botet y Sisó: «Les monedes catalanes», tomo I. Véase «El ius monetæ en el obispado y condado de Ausona», en «Numario Hispánico (1954)».

²⁶ Beneyto Pérez, J.: «Textos políticos españoles de la Baja Edad Media», página 163, con remisión a Ramos, 11.

²⁷ Salat, «Tratado de las monedas labradas en el Principado de Cataluña», tomo II, página 2.

²⁸ «Aureum Opus regaliū privilegiorum civitatis et regni Valentie», fol. IX. Véase «Sobre la política monetaria de Jaime I y las acuñaciones valencianas de 1247 y 1271», en «Anales del Centro de Cultura Valenciana» (1947).

²⁹ «Aureum Opus», fol. XIX y XX.

a) *La acuñación de moneda, acordada.*

En virtud de los dos privilegios citados, el de 1247 y el de 1266, la creación primeramente, la confirmación después, de la moneda, siendo regalía indiscutible, aparece acordada entre el monarca y sus consejeros primero —*habito consilio*— y entre el mismo y los prohombres y ciudadanos, Concejos de las ciudades de Valencia y Mallorca después, juntamente con los infantes hijos del rey.

El documento de 1266 explica claramente la tramitación habida, pues el rey «assensu et consilio omnium predictorum et ad instantiam et requisicionem iam dictorum omnium proborum hominum civium et aliorum habitantium» en las ciudades y reinos predichos a «suplicación» y «petición unánime» concedía que la moneda no fuese alterada en su figura, peso y ley.

b) *La fórmula paccional.*

El monarca se reservaba, no obstante, la facultad de volver a acuñar moneda y aun de disminuir su peso y ley, pero se comprometía a hacerlo sólo en la ciudad de Valencia en presencia de dos representantes de la misma, «*bene adhibitibus ex probis hominibus Valencie duobus qui custodient et intersint et videant ut ipsa moneta cudatur fideliter prout debet*».

c) El «*monetaticum*».

Todavía el monarca se comprometía también a obtener del Sumo Pontífice la confirmación de la propia moneda.

Los cuatro jurados de Valencia, el escribano y los ciudadanos que representaban «*ipsius civitatis universitatem*», como los de Játiva, Murviedro y Burriana, además de los de Mallorca, se obligaban y comprometían a que los habitantes de los dos reinos pagasen el tributo del *morabetí*: un morabetino septenalmente cada uno de aquellos cuyos bienes valiesen 15 morabetinos o más³⁰.

El monedaje quedó establecido desde la inmediata Navidad, a razón de 7 sueldos de la moneda valenciana, de septenio en septenio. Establecía el monarca por su parte que sus herederos y sucesores, al tiempo de obtener el juramento de fidelidad de sus súbditos, dieran el suyo de tener la predicha moneda firme y estable.

³⁰ Véase «La Ceca de Valencia», pág. 19.

d) *El señoreaje, «obragium et bratagium».*

Para organizar las cecas de Aragón, Cataluña y Reino de Valencia, Jaime I concedió, en 1 de junio de 1270, que los maestros de aquéllas pudieran designar alcaldes «in quocumque loco dominacionis nostrae» en que se acuñara moneda³¹. Establecíase que fuese dado a cada obrero o monedero semanalmente el *obragium et bratagium*, esto es, el *obraje* y *braceaje* o parte que correspondía por su labor³². Para el rey quedaba la parte llamada *señoreaje*, o beneficio habido en la acuñación, descontados los gastos necesarios.

6. *De Jaime II a D. Martín.* (1291 - 1410).

Si la acuñación de la moneda era regalía, las condiciones en que aquélla se llevara a cabo era acuerdo bilateral entre el rey y la ciudad; y no solamente la labra y puesta en curso de la acuñación, sino también el establecimiento de cambios determinados y de la introducción de valores extraños a un reino.

a) *Acuerdo del cambio de la moneda jaquesa en 1310.*

Jaime II solicitó de los jurados y prohombres de la ciudad de Valencia que quienes habían acudido a la conquista de Almería pudiesen cambiar en la primera ciudad citada a razón de 12 dineros jaqueses por 18 dineros o reales valencianos. Los jurados accedieron a la petición real porque el rey les aseguraba que «nullum preiudicium privilegiis, foris, libertatibus vel franquitatibus vestris possit in posterum ganari». Tan importante acuerdo pasó a figurar entre los privilegios de la ciudad³³.

b) *La confirmación de la moneda, obtenida en Cortes.*

Las Cortes celebradas en la catedral de Valencia en 1336 «in curia—*prelatorum, nobilium militum, civium et hominum villarum et locorum ipsius regni Valentie convenerat maxime multitudo*», los jurados y síndicos de la ciudad y de las villas del reino, suplicaron al rey, antes que prestasen el juramento de fidelidad, que se dignase

³¹ Véase «Los privilegios de los monederos», citado en la nota I.

³² Doc. en Salat: «Tratado», tomo II, doc. XIV, pág. 14 A. C. A. «Diversorum» Jaime I, fol. 245. «Títulos y enajenaciones» del A. R. V., fol. 118, citado en un contrato de 1459: Item altre trellat autentic de hun privilegi del rey en jaume dat. en Valencia calendes juni mil CCLXX.

³³ «Aureum Opus», fol. L. priv. XLIII.

confirmar el privilegio de Don Jaime de 8 de las calendas de mayo de 1266, lo que hizo solemnemente el monarca en aquel día, 14 de septiembre del citado año 1336³⁴.

c) *Queja de la ciudad de Valencia por extralimitaciones del monedaje.*

El mismo Pedro el Ceremonioso hubo de dar una declaración *super solutione morabetini*, a causa de que por los enviados de la ciudad —*nuntios*— le habían sido presentadas quejas —*fuit expositum querelosam*— porque los colectores del morabetí lo habían exigido en otros lugares que los convenidos en 1266 y porque *secundum foros, non usus sed abusus sit reputandus*, lo que se practicaba por aquéllos³⁵.

d) *Concepto real de las prerrogativas monetarias.*

Las necesidades económicas del monarca chocaban con las limitaciones impuestas por las concesiones monetarias paccionadas en Cortes o dadas por privilegios. En 1339, el Ceremonioso, en las *Ordinacions* de la ceca de Barcelona, decía: «Solicitament considerant que per a suplir la falta corporal on se vulla la qual per comutacions de les coses ab altres coses naturals antigament los homens se provehien en aliments, es estat necessari trobar monedería y diverses maneres de monedes, ab les quals se lleve la pesadumbre de les comutacions y perillosos comodys y la gent se puga mes comodament y facilment, ahon se vulla, subvenirse al profit de sa vida. Per lo qual los reys y princeps de la terra, tenint respecte a la utilitat publica y be comú han volgut decorar de moltes libertats privilegis e immunitats specials a tots los encunyadors y obrers de la moneda...»³⁶

El concepto regalista del soberano era tal que exceptuaba a los monederos del fuero común del almotacén —*mustaçaf*—, incluso en aquello que afectaba a las mismas regalías de pesos y medidas «en falses mercaderíes, pesos y mesures»³⁷.

Esta concesión a los monederos de Barcelona fué tenida como propia por los de Valencia³⁸.

³⁴ Aureum Opus, fol. CV, priv XV. Archivo Municipal de Valencia, tomo de Privilegios de Alfonso II y Pedro II, fol. 92: «Quod moneta regalium Valentie non possit mutari minui nec augeri».

³⁵ «Aureum Opus», fol. CXXVII.

³⁶ Archivo Catedral de Valencia, «Baldufari», fol. 12-19.

³⁷ El Baldufari de la Ceca, del Archivo Catedral de Valencia, fué utilizado al redactar el artículo «Los privilegios...», citado en la nota 1.

³⁸ Citada en un inventario de la Ceca, Bailía, año 1459, fol. 1613, toma de posesión de Andréu Catalá: Primo hun privilegi o traslat del Rey en Pere, capitulat en forma de libre ab sagell pendent de plom en veta groga e vermella dat en Barcelona a viij kal. novembris anno domini M.CCC.XXXVIIIj.

e) *La acuñación del croat barcelonés, privativa de aquella ciudad.*

Pedro el Ceremonioso, en 1362, dirigió una carta a los *concellers* de Barcelona pidiéndoles permiso para batir en la ciudad hasta la suma de cien mil marcos de *croats*³⁹.

f) *El permiso de circulación de metales, privativo del rey.*

Cuando era necesario para las necesidades del monarca se prohibía la extracción de vellón y de moneda labrada, así en 1365, permitiéndose solamente la salida de florines labrados en Perpiñán para sufragar los gastos de la guerra contra el rey de Castilla⁴⁰. En 1370 se dió nueva provisión para prohibir la extracción del oro y plata en pasta, permitiendo solamente la de los florines que entonces se labraban⁴¹.

En las Cortes de San Mateo, de dicho año, los tres brazos pidieron «que argent ne coure no sia tret de la terra del senyor rey», lamentándose de ciertas licencias dadas por el mismo. «Item senyor com per vos ab certes crides sia estat ordenat e inhibit que algun argent o coure no sia tret per alcuna persona fora del vostre realme e senyoria, sost certa pena, la qual cosa es contra libertat dels vostres sotsmeses e no contrastant la dita inhibicio e ordenatio per vos senyor feta se sia seguit es seguexca que alcunes persones ab permissio o licencia vostra o de vostres officials de gracia special e per reempço o datio dalcuna quantitat de moneda, que donen e han a donar a vos, senyor, o als dits officials vostres, trahen lo dit argent e coure de la dita vostra terra e senyoria per lur propi profit, la qual cosa redunde en gran perjudici e dan de la vostra cosa publica e dels singulars de aquella perço senyor supliquen que sia vostra merce proveir ordenar e manar que licencia o gracia alguna no puxa esser feta a ninguna persona per alcuna manera de servir o de altra reemço o satisfactio de traure lo dit argent o coure de la dita vostra terra e senyoria durant la dita inhibicio ans en cas que de feyt alguna gracia permissio o licencia ne sia otorgada aquella no contrastant lo extrahent e faent traure lo dit argent o coure sia encorregut en pena de cent morabetins dor; e ultra aço lo dit argent e coure sia confiscat pagadors e applicadors en la meytat a vos senyor e en laltra meytat a obs e profit del general del dit regne, axi que remissio o gracia alguna de la dita confiscacio no puxa esser feta».

Pero el monarca no accedió sino circunstancialmente: «Lo senyor rey diu que depuys que per la cort li fon suplicat non ha dada li-

³⁹ Heiss: «Descripción», tomo II, pág. 437.

⁴⁰ Salat: «Tratado», tomo II, pág. 39. doc. XXXVIII.

⁴¹ Pág. 41.

cencia a nengu; ans li sap mal si nengu na tret e punira aquells que sabra que tret najen. E la dita licencia daqui avant no enten a dar pero nos toldria son poder ne a aço se restrenyeria»⁴².

g) *Un caso de recuperación de diezmo de beneficios.*

Las concesiones a los obispos de tercios del beneficio de la acuñación de moneda arrancaban de la época carolingia. En 1365 se dió el caso de reclamación por parte del rey, no del tercio, que ya no se daba, sino del diezmo que percibía el obispo sobre los beneficios del batimiento de moneda a favor del monarca para proseguir la guerra contra el de Castilla⁴³.

h) *La acuñación del oro, exclusiva del monarca.*

En 22 de agosto de 1369, Pedro el Ceremonioso procedió a arrendar «les seques de Valencia, de Barchinona e de Çaragoça» por documento en cuyo preámbulo se decía «circa iurum nostri patrimonii incrementum, ut convenit, intendentes», con referencia a las labras realizadas en Perpiñán⁴⁴.

El rey podía prohibir que la moneda de oro fuese rechazada bajo pretexto de no sonar, o de tener hendiduras y quebraduras; así se hizo en 1370⁴⁵.

i) *Decisiones monetarias tomadas por el rey, contrafuero.*

Al rey estaba reservada la acuñación del oro, pero no podía establecerla si era contra el privilegio de la moneda de una ciudad o reino. En las Cortes de San Mateo, terminadas en 20 de febrero de 1370, los tres brazos elevaron al rey la siguiente súplica: «Item senyor com en gran dan e perjudici de la cosa publica del dit vostre Regne de Valencia e dels habitants en aquell en lesió e derogació de privilegis e provisions reals feyts e atorgats vos senyor salvant vostra Excellencia façats fer e batre en la dita ciutat de Valencia moneda dor e dargent e daltra ley e de menys valor. E aço que pijor es per via de billo façats fondre de la moneda menuda corrible en la dita ciutat

⁴² «Capitula per tria brachia domino regi Petro oblata in curia generali quam regnicolis dicti regni celebrare incepit in villa Sancti mathei quasque mutavit et continuavit ad civitatem valentie: et postea finivit illas in dictavilla sancti mathei cum suis provisionibus. Anno a nativitate Domini MCCCcix», Capítulo XVIII en el fol. 134 del vol. de «Furs del Rey en Jacme I y Corts de Valencia fins MDCXLVI».

⁴³ Salat: «Tratado», tomo II, pág. 37. Heiss, «Descripción», tomo II, págs. 437-438, doc. dado en Tortosa a 22 de febrero de 1365.

⁴⁴ Archivo del Reino de Valencia: «Títulos y enajenaciones», II, fol. 22.

⁴⁵ Salat: Tratado», II, pág. 40.

e en tot lo regne contra forma e prohibicio dels dits privilegis e provisions reals en gran diminucio e destructio de la dita moneda menuda horrible per tal los dits braços suppliquen a vos senyor que us placia per merce cessar e fer cessar les dites coses e provehir perpetualment que daqui avant aytals o semblants coses no sien ne puxen essar feytes per vos senyor ne per successors vostres, ne per altra persona en loch vostre o lur».

A lo que se contestó:

«Plau al senyor rey que moneda real de Valencia ni barceloneses menuts ni grosses no puxen esser fusos per manament seu ni encara per moneders ni per argenters ni per altre algu. E si es confrafet lo senyor Rey ab crida publica ordenara que sien punits los contrafahents en persones e en bens. E no resmenys si lo senyor Rey fara moneda dor o dargent o altra aquella no fara pendre per força sino segons que cascu la voldra pendre»⁴⁶.

j) *Las acuñaciones reales del florín, impugnadas por la Ciudad.*

Las Cortes de Valencia de 1374 suplicaron lo siguiente:

«Item com lo dit senyor Rey en gran dan e perjudici de la cosa publica del dit regne e dels habitants en aquell e en lesió e derogació de privilegis e de provisions reals faça e permeta fer e batre en la dita ciutat moneda dor que no es de la ley del dit regne e jatsia los habitants en aquell no sien ne puixen esser astrets a pendre si nos volen la dita moneda empero encara lo batiment daquela moneda torna en lur gran e importable dan e perjudici per dues rahons la primera car la dita moneda es de molt menys valor que comunament se met e la segona car no es de la ley del regne e per consequent se bat contra expressa prohibició de privilegis perco suppliquen ut supra que sia merce de vos senyor manar de fer cessar de tot en tot lo batimen e factio de la dita moneda e provehir perpetualment que aquella o altra contra disposicio de privilegis no sia batuda o feta en lo dit regne».

La petición fué atendida así:

«Respon lo senyor Duch que li plau que tot lo que sera fet contra furs e privilegis statuits sobre les dites coses en lo dit capitol contengudes, sia haut per cas e nulle e que daqui avant contra los dits furs e privilegis res no sia feyt»⁴⁷.

⁴⁶ «Fori Regni Valentiae, Capitula per tria brachia» y de «crim de fals e de falsa moneda», fol. CXCI, lib. IX, tit. III, cap. XIII.

⁴⁷ «Fori Regni Val. De crim de fals e de falsa moneda», fol. CXCI, lib. IX, tit. III, cap. xiiii. (Véase la «Ceca de Valencia»).

k) *La acuñación del «flori d'Aragó» expresión absoluta del poder real.*

Ningún aspecto de las regalías tuvo expresión más absoluta que la acuñación del *flori d'Aragó*, título oficial de la moneda de oro. Reservada la plata y el vellón para las ciudades cabezas de reino —Barcelona, Zaragoza, Valencia—, con plata desde Juan I ésta—, las labras del florín eran dispuestas y administradas directamente por el rey. Así en 1382 se llevaba el *libre de compres fet per en Francech Trepat escriba per lo senyor rey en la segua dels florins dor darago quis baten en la ciutat de Valencia per lo dit senyor*⁴⁸.

Para esto el monarca disponía de las monedas de oro coetáneas: doblas moriscas, reales de Mallorca, florines de Florencia, genovines, etc., que se compraban para ser fundidos. Para esto también había dado el año anterior una pragmática.

El rey podía arrendar las cecas del florín, percibiendo los correspondientes emolumentos.

l) *Las minas, regalía.*

El beneficio de las minas era de concesión real. Pedro el Ceremonioso dió en 1381 facultad para que Miguel Durán, padre e hijo, pudieran buscar metales de oro, plata, cobre, etc., en todo el reino de Aragón, en el de Valencia y el principado de Cataluña, y otra Real Orden mandando que nadie se atreviera a beneficiar las minas del reino de Aragón sino Miguel Durán, padre e hijo, «escudero del señor Rey», bajo la pena de mil morabetinos de oro, y de caer en la indignación real⁴⁹.

En 1382, el rey dió una carta dirigida al gobernador y veguer de Barcelona y Vallés para que mandara publicar el bando por el cual se prohibía la extracción del oro de sus reinos, revocando las licencias concedidas para su extracción, exceptuando el florín de Aragón, que circulaba entonces⁵⁰.

⁴⁸ Archivo del Reino de Valencia, M. R., leg. 2.020. Sobre el florín pueden ser útiles nuestros artículos: «La introducción del florín en Aragón y Navarra», en «Principes de Viana», año VII, núm. XXV; «Un manuscrito de moneda aragonesa conservado en el Museo Arqueológico Nacional (Notas sobre la historia monetaria de Aragón), en «Hispania» (1943), págs. 580-597.

⁴⁹ Salat, «Tratado», tomo II, pág. 42.

⁵⁰ Salat: Tomo II, pág. 45.

ll) La «senyoria» del rey, territorio del florín.

Las cecas del florín no eran particulares de cada reino, sino *seques de la sua senyoria en les quals son acostumats de batre florins darago*. El florín se llamó *d'Aragó*, como propio del rey, siendo el marco oficial del mismo el de Perpiñán.

m) La moneda acordada en 1266, confirmada en 1393 y 1402.

Un siglo y cuarto después del privilegio, de carácter constitucional, de Jaime I, de 1266, Juan I de Aragón confirmaba aquél, jurando no alterar la moneda del reino y guardar los fueros del mismo, en 11 de enero de 1393⁵¹.

Todavía nueve años después, en 1402, Doña María, como madre, tutora y curadora del rey Don Martín, confirmaría a la ciudad de Valencia el mismo privilegio.

n) El «flori d'Aragó», admitido por los reinos.

La oposición manifiesta en 1374 por la ciudad de Valencia por ser el florín de mucho menos valor que el que allí comúnmente se le daba, dejó de producirse treinta años más tarde cuando, a principios del siglo xv, en 1405 y después de la ordenación de Juan I de 1388 para la acuñación de florines, éstos eran tan necesarios para el comercio que la ciudad, en 26 de septiembre de aquel año 1405, escribía al honorable Francesc Ferrer, maestro de la ceca, quien se hallaba ausente, para que volviese a la misma, pues eran muchos los mercaderes que tenían doblas por venta de telas sin poderlas convertir en moneda del país⁵². A 22 de octubre siguiente, el rey Don Martín arrendó «les seques del or de les ciutats de Barchinona e de Valencia e de Mallorca e de la vila de Perpinyá e de les altres ciutats e viles e locs de la senyoria de dit senyor axí deça mar com della mar»⁵³, expresión exacta, como no podía ser menos, de lo que llamamos Corona de Aragón y que entonces no tenía las arbitrarias denominaciones dadas modernamente, tales como «confederación catalanoaragonesa» y otras.

ñ) Apelación a la regalía monetaria.

Si en 1247 Jaime I —*habito consilio*— había decidido crear la moneda valenciana, y en 1266, de acuerdo con el Concejo de la ciudad, la

⁵¹ Archivo Municipal de Valencia, priv. núm. 17; A. C. A., reg. 1904, fol. 173.

⁵² Archivo Municipal de Valencia: «Lletres misives», 8 g. 3.

⁵³ «Títulos y Enajenaciones», tomo II, fol. 123. Archivo del Reino de Valencia.

había confirmado, recibiendo por ello el monedaje, en 1390 Juan I mandaría batir moneda de plata por crearlo conveniente a sus intereses y en 1407 lo dispondría Don Martín diciendo:

«Congrua es a la Real dignitat ab pensa curosa provehir e socorrer a la indempnitat e profit de sos naturals e sotmeses e de la cosa publica de sos regnes e terres. Attenents donchs que per rao de la gran inopia e fretura de moneda menuda que es al temps present en la ciutat e Regne de Valencia los habitadors e negociants dins aquell sostenen grans dispendis e dampnatges com no puguen dins gran dificultat trobar cambi de menuts a flori, per fer pagues e despeses a aquells necessaries, si ja no es a gran menyscapte e abatiment del flori per manera que si per nos sobre les dites coses no era provehit de remey condescent los dits habitadors mercaders e negociants en lo dit Regne serien costrets por la dita raho cessar de mercadeiar e fer sos trafechs segons havien acostumats en gran e irreparable dan daquells e qui reebrien en aquets cas no poca disminucio».

Pero también ahora el rey oía, antes de legislar, el debido consejo: «Per tal volens segons se conve provehir degudament en les dites coses haut sobre aço gran e solemne consell ab tenor de la present volem provehim statuim e ordenam que daçi avant en la secca de la dit ciutat de Valencia sie batuda moneda de Reals dargent appellats dehuytens del pes, talla e figura que ça enrera es acostumat fer e batre. Empero pertal que fer e batre los dits Reals de ley de onze diners e sis grans dos grans mes o menys segons fins açi es estat fet e acostumat no poria esser fet sens gran dan de nostres drets e Regalíes, com segons es notori largent al temps present sie en maior preu e valor que no era en lo temps que fon dada e ordenada la dita ley dels dits Reals perço volem ordenam statuim ab aquesta mateixa que per tal que la dita moneda puxa esser fabricada sens dan e disminucio de nostres Regalies, aquella sia feta e batuda dargent de ley de onze diners dos grans mes o menys e quels dits Reals que daçi avant seran batuts del dit argent correguen e vallen dehuit diners menuts Reals per tot lo dit Regne de Valencia, Ciutats, viles, castells e lochs de daquell segons quels altres Reals dargent han valgut e valen»⁵⁴.

7. *La regalía monetaria desde Fernando I a Juan II. (1412-1479).*

La confirmación del privilegio de Jaime I de 1266, que venía haciéndose al jurar cada nuevo monarca, significaba que Valencia te-

⁵⁴ A. C. A., reg. 2.260 S. 94. Publicado por Botet y Sisó: «Les monedes catalanes», tomo III, pág. 372.

nia, como tal reino, moneda propia, sin que aquella renovación impidiera las grandes innovaciones monetarias llevadas a cabo en el transcurso de los siglos.

Don Alfonso, luego V de Aragón, confirmó en 1415, como lugar-teniente de su padre, la moneda de Valencia.

a) *El príncipe puede acuñar toda clase de monedas, salvo si era contrafuero.*

Si la política monetaria de Pedro IV el Ceremonioso es conocida y los casos de arbitrio por decisión propia fueron muy numerosos, también ahora se darían las mismas o parecidas decisiones. Alfonso el Magnánimo ordenó en 1428 al maestro de la ceca de Valencia fabricar cuños de moneda de plata como la que corría en el reino de Granada y batir con ellos 500 marcos, con la misma ley, peso y forma que la granadina⁵⁵. Esta imitación o más bien reproducción de la moneda nazarita obedecía a las necesidades políticas del monarca.

b) *El monarca autoriza la reforma en la moneda a petición de las ciudades, y le da nombre.*

A solicitud de la ciudad de Mallorca, que veía ser extraída su moneda de oro por ser de mejor ley y mayor talla que las extrañas, Alfonso V, en 20 de agosto de 1422, autorizó la reforma de la misma:

*Ad humilem supplicationem pro parte juratorum et proborum hominum universitatis dicte civitatis Majoricarum inde nobis effusam, providemus et ordinamus statuimus et sancimus quod moneta auri et argenti quam monetam auri volumus perpetuo Regale auri Majoricarum nominari et vocari ad legem viginti quiratorum et talliam sexaginta quatuor regalium in marchis quolibet...*⁵⁶

El príncipe podía modificar sus intituciones monetales. El mismo Alfonso V ordenó, en 5 de julio de 1426, que en los croats barceloneses se grabaran las palabras *Alfonsus rex Aragonum*⁵⁷.

La regalía del oro era de nuevo invocada en 1426 cuando el rey, a 27 de septiembre, dió el documento de creación de los *timbres* valencianos, en el que decía: «Nos volents a les necessitats dels dits nostres subdits e vassalls remediament provehir haguessem per nos delliberat e proposat fer batre moneda dor en la dita ciutat de Valencia tal con mils posquessem a reveniment de aquels dits subdits e vasalls nostres, e que no fos nengu forçat pendre aquella sino quis volgues, no obstant diverses contradiccions per vosaltres amats

⁵⁵ A. C. A. reg. 2.712, fol. 57.

⁵⁶ Campaner y Fuertes, A.: «Numismática balear», pág. 154. Una exposición de conjunto en «Posición de Mallorca en la Historia económica medieval», «Boletín de la Sociedad Arqueológica Luliana» (1948).

⁵⁷ Salat: «Tratado», tomo I, pág. 238.

e. fels los jurats en lany present e sindich de la ciutat de Valencia fetes al dit batiment per conservacio de vostres privilegis antichs parlant de batiments de monedes».

El texto del documento lo califica de *concordia entre nos e vos-altres*, el rey y los jurados. El rey juraba *per nos e nostres successors* y los seis jurados, dos *caballeros* y cuatro *ciudadanos*, con el síndico decían: *prestans en nom de la dita ciutat e conçell daquella en les dites coses consentiment e beniplacit de la ciutat e consell dessusdits ab humil exhibicio de gracias acceptam de vos molt alt senyor rey totes les dites coses a cada una daquelles e contra aquelles prometem no venir en alguna manera per qualsevol causa o rahó*⁵⁸.

c) *Las Cortes fijan el valor de la moneda.*

Ante las constantes variaciones del valor del florín, las Cortes podían solicitar y obtener la fijación de equivalencias. Así, las de Zaragoza de 1442 establecieron el valor de aquella especie áurea en 10 sueldos jaqueses.

Por su parte, la reina D.^a María prohibió que circulase en Aragón otra moneda de terno que la jaquesa, de suerte que los dineros barceloneses y valencianos habían de correr solamente en sus respectivos reinos; había mucha moneda falsa en circulación, puesta por los italianos⁵⁹.

Quince dineros jaqueses valían dieciocho barceloneses o valencianos; pero finalmente los aragoneses se quedaron con su moneda, y la de terno barcelonesa quedó corriente en Valencia, Mallorca y Cataluña, prohibiéndose la circulación en Aragón y mandando a los escribanos que no recibiesen instrumentos en Aragón sino con moneda jaquesa, y que en los contratos no se estipulase otra moneda.

d) *Como derecho de regalía, el monarca nombraba los maestros de las cecas.*

Los nombramientos de maestros de casas de monedería eran de atribución exclusiva del monarca, recayendo en personas de su máxima confianza: el maestro era llamado *fidelis*, *magistratus*, *dilectus*, y recibía otros epítetos y títulos semejantes; el nombramiento le era expedido en pergamino con sello pendiente.

⁵⁸ Archivo Municipal de Valencia, priv. y cartas del rey D. Alfonso III, núm. 44. Archivo del Reino de Valencia, Graciarum, núm. 2, fol. cxij, publicado por Vives Liern «Lo rat penat en el escudo de armas et Valencia», pág. 80, y Botet Sisó: «Les monedes catalanes», tomo III, pág. 444, doc. LXI.

⁵⁹ Salat: «Tratado», tomo I, pág. 140, citando a Lastanosa: «Tratado de la moneda jaquesa», fol. 22.

e) *El monarca puede arrendar las cecas según sus intereses.*

Las cecas eran arrendadas por los bailes en nombre del rey, firmando las capitulaciones del arrendamiento de «tot aquell dret, prenda e emolument que lo dit senyor rey ha e es acostumat hauer e al dit senyor rey pertany en la dita sequa de Valencia e regne de aquella», según se decía en el contrato de 1465, por término de cuatro años, prorrogables a voluntad del arrendatario, que corría con el alquiler del inmueble y sueldos de los monederos. El rey se obligaba a entregar la casa con todos sus utensilios, mediante inventario. El arriendo anterior se hizo por 4.000 sueldos de moneda de reales de Valencia, pagados de una vez en el primer año, y por tercios en los restantes *per subvenir a les necessitats del dit senyor rey*⁶⁰.

f) *Juan II ejerce la regalía en diferentes ocasiones durante la guerra del Principado.*

Como bajo Pedro IV, de nuevo, durante Juan II, hubo oposición entre los proyectos y realizaciones monetarias del monarca y los privilegios de las ciudades. En Valencia se decía: *Y nos bata moneda contra los furs del Regne*⁶¹.

8. *La regalía monetaria durante Fernando el Católico. (1479-1516).*

Al ceñir la corona de Aragón, el príncipe Don Fernando llegaba ya con largo ejercicio de los derechos inherentes a la regalía monetaria por la política seguida en provecho suyo por su padre, Juan II.

Ante los privilegios de las monedas particulares, el rey hubo de proceder con lentos, pero seguros pasos.

a) *Confirmación tradicional.*

Por lo que a Valencia se refiere, en 1479 prestó el juramento tradicional diciendo: *Attendentes quod licet iuxta privilegia per illustrísimos predecessores nostros, reges Aragonum et Valencie*

⁶⁰ Véase «La ceca de Valencia», pág. 78.

⁶¹ «Rex Johan», 147, 22, ix, ij, xiiij. Sobre la política monetaria de Juan II y las acuñaciones excepcionales del mismo, véanse nuestros artículos: «Relaciones monetarias entre Perpiñán, Gerona y Valencia en el siglo XV», en «Anales del Instituto de Estudios Gerundenses» (1948), págs. 127-144; «Les pecunies de la Tresorería general i el numerari corrible en temps de la guerra contra Joan II. (Algunes notes sobre els recursos economicos reials durant la resistència catalana i els canvis monetaris del 1469 al 1479 segons documents de l'Arxiu del Regne de Valencia)», en «Homenaje a Antoni Rubió i Lluch» (1936), págs. 43-80; «Los recursos económicos de Juan II en Lérida y Tárrega durante las turbaciones del Principado en 1465. Documentos inéditos del Tesorero General Luis Sánchez» en «Hispania» (1942) número VIII; «Para el estudio de la política monetaria de Juan II de Aragón. Notas y documentos sobre la ceca de Balaguer en 1462 y el numerario de la época (1458-1479)», en «Ilerda» (1952), y «Les dificultats i fretures econòmiques de Ferrán el Catolic en la guerra dinástica castellana i llur ressó en el Regne de Valencia (1477-1480)», en «Estudis Universitaris Catalans» (1930), XV, págs. 324-356.

memorie recolende indulta civitati et regno Valentie nos intra triginta dies postquam gubernacula dictorum regnorum Aragonum et Valentiae susceperimus debuissimus in civitate valentiae generalem curiam celebrare regnicolis dicti regni et in eadem curia foros et privilegia bonos usus et consuetudines dicti regni Valentie et contenta in eisdem iurare» cumplía lo dispuesto y confirmaba «signaliter privilegium monete per serenissimum regem Iacobum Valentie concessum XVij Kalendas madii anno MCCLXVI et omnia privilegia super dicta moneta data et concessa ⁶².

Como en las juras anteriores, se juraba también el «*privilegium unionis regnorum Aragonum et Valentie ac committatus Barchinone per dictum regem Iacobum Terracone concessum XVIII Kalendas ianuaris anno MCCCXVIII*», así como el de «*non alienandis civitatibus et villis regalibus ac bonis et rebus regii patrimonii per serenissimum regem Petrum Valentie concessum XVIII Kalendas octobris anno MCCCXXXVI*» ⁶³.

Los tres citados privilegios, de valor constitucional en el reino de Valencia, fueron publicados en las Cortes de aquel año —*in plena curie legi et publicari per nostrum prothotarium iussimus*— decía el rey. El segundo definía claramente el carácter de la triple monarquía, *unio regnorum*, «unió dels regnes», pues como tal reino era considerado el condado de Barcelona.

Los súbditos eran *tots los sotsmesos a la Real Corona darago*, según la expresión ortográfica común ⁶⁴.

b) «*Furs*», «*actes de Cort*» y «*privilegis*».

Al decir de Matheu y Sanz, *furs* o *fori* eran las leyes generales que comprendían a todos los regnícolas, como los fundados por Jaime I, quien dió oído al *consilium* de prelados, nobles y próceres; cuando intervenía *oblatio pecuniae*, celebrada corte, *curia*, se convertían en irrevocables ⁶⁵. Este era el caso del fuero de 1266 sobre la confirmación de la moneda valenciana.

Actes de Cort, *actus curiae*, eran fueros dados en Cortes, *ad supplicationem curiae*, integradas aquéllas por los tres brazos: eclesiástico, militar y real o popular, formado éste por los síndicos de las ciudades y villas; cualquiera de los tres, indiferentemente, podía pedir que se legislara sobre el caso. En las Cortes de Monzón de 1510, el brazo real suplicó al rey —*Item, sacra Majestas*— determinadas limitaciones en la jurisdicción de los monederos; la fórmula

⁶² «Aureum Opus», fol. CCXI.

⁶³ «Aureum Opus», fol. CCXI.

⁶⁴ Así en la comunicación de los compromisarios de Caspe a las Cortes de Cataluña en 28 de junio de 1412.

⁶⁵ «De Regimine Regni Valentiae», pág. 7, edic. de 1704, núm. 30, y 8, núm. 46.

responsiva era: *Plau a sa Majestat*, si la aceptación de la súplica era total o seguida de las limitaciones o enmiendas, cuando las había ⁶⁶.

Privilegis, privilegia eran las concesiones a determinadas universidades —villas—⁶⁷. Por esto la ciudad de Valencia los reunió en la famosa edición «*Aurem Opus regalium privilegiorum Civitatis et regni Valentiae*», de 1515.

c) *Las Cortes tratan de cuestiones monetarias.*

Según *acte de cort* —acuerdo de las Cortes— de 1479, debían ser elegidas personas competentes para el *redreçament en les monedes* y hacerse crida en las ciudades de Valencia, Játiva, Orihuela y villa de Castellón de la Plana, sobre la moneda de plata y timbres de oro.

En la Corona de Aragón, la regalía monetaria, aunque indiscutible, tenía como limitaciones los privilegios de las ciudades cabeza de reino, que al tener moneda propia y pagar por ella el monedaje —*monetaticum, monedatge*, en Valencia *morabeti*— podían oponerse a los planes propios del príncipe si éstos perjudicaban el estado monetario de aquellas ciudades. Solamente la larga permanencia de un valor determinado, como ocurrió con el *florin*, introducido por Pedro el Ceremonioso, llegaba a hacer aceptable la creación de los monarcas, surgida en un principio como innovación recibida con dudas.

d) *Los tres Estamentos del Reino, arrendatarios.*

El rey podía arrendar la Ceca a los tres estamentos del reino para acuñar moneda; así se hizo, para la de plata, en 1480-1483 ⁶⁸.

e) *El marco de oro, uniforme para la «unión» de los reinos.*

El rey podía fijar el marco de oro; así lo hizo Pedro IV al establecer la acuñación de florines en las cecas de sus reinos peninsulares, las que habían de observar el marco de Perpiñán ⁶⁹.

Se ha creído que Fernando II el Católico rechazó el marco de Perpiñán y adoptó el de Valencia, unificando el peso, por haber referencias al «nuevo patrón del oro» y no al marco de Perpiñán después de 1483 ⁷⁰.

⁶⁶ Pág. 9.

⁶⁷ Pág. 65.

⁶⁸ Véase «La Ceca de Valencia».

⁶⁹ Sobre esta cuestión véase «El vocabulari medieval de l'exercici de la monedera segons documents valencians», en «Butlletí de Dialectologia Catalana» (1936), páginas 98-126.

⁷⁰ Véase Hamilton: «Money, prices and vages in Aragón, Cataluña and Valencia» y «American Treasure and the price revolution in Spain», pág. 35, donde no se dan las razones del cambio.

Desde que hallamos el documento de 1 de febrero de 1483, por el que Fernando el Católico reformaba la moneda de oro valenciana mandando acuñar las piezas llamadas *excelentes*, dobles ducados y sus divisores, como reflejo en Valencia de los nombres usados en la pragmática de Sevilla de 1475 —el *excelente* era el *doblo castellano*—, se hizo nueva luz sobre la política monetaria de los Reyes Católicos. Fracasada la creación de una nueva moneda de oro en Valencia en 1480, en sustitución de los antiguos *timbres*, labrados desde Alfonso el Magnánimo —moneda la *nonnata*, que había de llevar el busto del rey, coronado, de perfil en anverso y en reverso, las armas reales *ab lo rat penat*, con la intitulación *Rex Aragonum, Castelle, Valencie*—⁷¹ no se haría esperar la reforma definitiva del oro. Esta la llevó a cabo el monarca, en uso de sus reales atribuciones, en 1483, ya que la reforma propuesta en 1480 no había sido viable, y la ceca, durante los tres años que estuvo arrendada por los Estamentos no pudo labrar oro; por esto, el monarca quería «ordenar en certa manera lo batiment del or tant solament», «com siam certificats que en Spanya e Barberia e altres parts de on se ha venir or en la dita nostra secca si ha pujat de preu e valor»; queriendo remediar a las necesidades y beneficio de la cosa pública, «iusta furs e privilegis de la dita ciutat e regne», se acuñaría moneda de oro fino de 24 quilates y 66 libras por marco, la cual «no sia degu forçat pendre aquella sino que la prenga qui pendre la vulla», moneda que sería «appellada excellents» con los bustos y los nombres de los reyes y armas de Castilla, Aragón y Sicilia⁷².

El examen de los inventarios practicados en 1487 nos da la distinción entre *piles de fer ducats* y *piles de un march per a pesar or que son originals e un march de pesar argent*, por lo que hallamos marcos de florines y marcos de *dihutens* —plata—; todavía mencionan los inventarios citados *dos marchs la hu buyt e laltre ple vells e trencats*, así como un *march de xxxii marchs per a pesar argent nou y un altre march de xvi marchs per a pesar or vell*, clara distinción entre los marcos anteriores y posteriores a las acuñaciones de plata de 1480 y de oro de 1483 en *ducados*, frente a los de florines, *vells*, como dicen los documentos, aun sin nombrar a éstos.

f) *Las acuñaciones hechas por las villas y ciudades necesitaban autorización regia.*

Fernando el Católico, en 1484, concedió licencia a San Feliú de Guixols para labrar *menuts*, y a Albi para hacerlos de *plomo*; a Vich,

⁷¹ Archivo Municipal de Castellón: «Llibre de Consells», núm. 70, años 1479-1480. sesión de 30 de abril y 2 de mayo de 1480, citado por Hamilton.

⁷² Véase «Acerca de la política monetaria de Fernando el Católico y en especial en el Reino de Valencia» en «Anales del Centro de Cultura Valenciana» (en prensa).

para *menuts* o *senyals*; en 1485, a San Celoni para lo mismo, como en 1487 de nuevo a Vich y en 1489 y 1490 a Gerona ⁷³.

Don Fernando concedió licencia a Tarragona para acuñar moneda, según consta por dos cartas que escribió el rey en 9 de enero de 1491, una a los cónsules y prohombres de aquella ciudad y otra al lugarteniente ordenándole se asesorara de personas competentes. Estas monedas presentan en el anverso una T inicial del nombre tópico, y en el reverso, las armas de la ciudad, como se hizo también en las piezas llamadas *senyals*, de Vich y Gerona. Hay numerosos ejemplares de cobre en las colecciones, y también otras labras de piezas de latón, llamadas vulgarmente *tantos* ⁷⁴.

En 12 de octubre de 1495, el rey autorizó a los cónsules de Perpiñán a batir moneda propia, y nuevamente, en 30 de marzo de 1496, fué otorgada la misma autorización ante la necesidad de numerario por la gran afluencia de gentes a causa de la guerra ⁷⁵.

En 1496, Don Fernando se ocupaba de la escasez de moneda de plata en Aragón. El 4 de marzo de 1497 se autorizaba el batimento de *reales aragoneses*. En 23 de enero de 1497, una comisión proponía al rey el remedio para la escasez de moneda fraccionaria. Por entonces se autorizó la acuñación de vellón. En abril de 1497, los diputados pidieron al rey la reapertura de la ceca de Zaragoza. En febrero de 1498 se importaba plata para las acuñaciones ⁷⁶. Con éstas, el reino de Aragón veía renacer las actividades monetarias de los días de Juan II, en los que se labró oro en Zaragoza: los ducados juanines de 1477 ⁷⁷.

En 18 de noviembre de 1499 se daba licencia a los cónsules de Perpiñán para acuñar nuevamente moneda de vellón en aquella ceca ⁷⁸.

g) *La acuñación del oro, ordenada por el rey.*

En 4 de noviembre de 1493 dispuso el rey que en las cecas de Barcelona y Perpiñán se batiese moneda de oro llamada *principat*, de ley y peso del ducado veneciano y reales de plata a 72 piezas por marco y ley de 11 dineros y medio, del tipo de los *croats*; un *principat* valdría 12 *croats*; transcurridos cuatro meses quedaría prohibido el curso de las monedas de plata llamadas *parpalloles* en los condados de Rosellón y Cerdeña ⁷⁹.

⁷³ Botet y Sisó: «Les monedes catalanes», tomo II, págs. 328-336.

⁷⁴ Botet y Sisó: «Les monedes catalanes», tomo II, pág. 334.

⁷⁵ Botet: «Les monedes», tomo II, pág. 326, con referencia a Colson, «Monnales».

⁷⁶ Hamilton: «Money, prices», pág. 88.

⁷⁷ Véase «La Ceca de Valencia» y los trabajos «Les dificultats i fretures econòmiques de Ferrán el Catòlic», citado en la nota 61, y «El ducado, unidad monetaria internacional oro, durante el siglo XV y su aparición en la Península Ibérica», en «Anuario del Cuerpo Facultativo de Archiveros, Bibliotecarios y Arqueólogos» (1934).

⁷⁸ Botet: «Les monedes catalanes», tomo II, pág. 326.

⁷⁹ Botet: «Les monedes catalanes», tomo II, pág. 321-22.

Don Fernando, usando, pues, de las regalías y en una de sus prerrogativas, ordenaba que fuera acuñada la «moneda dor fi, de ley e pes del ducat venecia en les ceques de Barcelona e de Perpinyá, la cual moneda haja nom e sia nomenada principat»⁸⁰.

Por esta importante disposición, el oro barcelonés se ajustaba a la ley y peso del ducado veneciano, igualándolo metrológicamente al valenciano. Por la misma orden quedaba el oro en el Rosellón equiparado al de Aragón, Cataluña y Valencia⁸¹.

Con ello, el rey Católico iba hacia la unidad metrológica de las monedas de oro de sus respectivos reinos⁸².

En 22 de agosto de 1506 se autorizaba la acuñación de moneda de oro de ducados y medios ducados «vulgarmente llamados fernandines, con las armas de Aragón, de la ley e liga de los ducados venecianos juxta la serie e tenor del dicho acto de corte —de 1503— sobre el batir e facer la dicha moneda con los cuños por el Reino a esto dados»⁸³.

h) *Las Cortes intervienen en la ordenación de la moneda de plata.*

En las Cortes reunidas en Monzón en 1510 se pedía al rey por el brazo real:

«Item, Senyor com lo benefici del vostre regne de Valencia, sia que y haja en aquell cumpliment de moneda blanca necessaria per al comerç del dit regne, e de algun temps ença tota la dita moneda blanca es stada treta del dit regne. Perço com la valor de lor ha muntat, e ab lo dit or la dita moneda blanca se es treta. Supplica perço lo dit braç real placia a vostra Real Majestat provehir ab acte de la present cort que en la dita vostra ciutat de Valencia e en la vostra real seca se puxa batre es bata la moneda blanca, o de argent que parra necessaria per al us e comerç del dit regne; diputant per aço persones habilis e sufficients pera reglar e ordenar lo dit batiment de la dita moneda blanca e la ley, e valor de aquella. Plau al senyor rey ab acte de la present cort fer nominacio de persones habilis, e afeades pera mirar a redresçar tot lo que convendra al be del dit regne cerca lo batiment de la dita moneda. E de present hi nomena totes les persones de son real consell residents en la ciutat de Valencia ensemper ab los jurats, racionals e sindich: los quals hi puixen demanar e convocar los mercaders, e persones expertes quels parra»⁸⁴.

⁸⁰ Botet: «Les monedes catalanes», tomo III, pág. 472, doc. LXXXI.

⁸¹ Véase «El ducado», en «Anuario del Cuerpo de Archiveros», citado en la nota 72.

⁸² Sobre las monedas de la época, véase Antonio y Pío Beltrán: «Numismática de los Reyes Católicos», en «V Congreso de Historia de la Corona de Aragón» (1952), nuestro trabajo, en prensa: «Acerca de la política monetaria de los Reyes Católicos. Aportación documental».

⁸³ Botet: «Les monedes catalanes», tomo II, pág. 319.

⁸⁴ Fori Regni Valencie: «De crim de fals e de falsa moneda», fol. cxcjv. Lib. IX, tit. iij, cap. XV.

i) *Las autorizaciones monetarias podían ser hechas por la reina lugarteniente.*

En abril de 1512, Don Fernando autorizaba a la ciudad de Gerona para que acuñase 2.000 libras de *menuts*, y nuevamente lo hizo en noviembre del mismo año. Doña Germana concedió otra autorización.

En 20 de noviembre de 1505, la misma reina lugarteniente, Doña Germana de Foix, concedía también licencia a los cónsules de Perpiñán para fabricar *menuts*.

El rey transfería a la villa su derecho de acuñación, por el cual se beneficiaba aquélla de las emisiones⁸⁵.

⁸⁵ Botet: «Les monedes», tomo II, pág. 328. Es útil manejar, por lo que a la organización foral se refiere, el reciente «Catálogo de la Exposición de Derecho Histórico del Reino de Valencia» (Valencia, 1955), verdadera bibliografía histórica del mismo.

LA CULTURA COSMOGRAFICA EN LA CORONA DE ARAGON DURANTE EL REINADO DE LOS REYES CATOLICOS

por José M.^a Millás Vallicrosa

Los estudios cosmográficos y astronómicos siempre habían tenido una noble tradición, a lo largo de la Edad Media, en los países que formaban la antigua Confederación catalano-aragonesa: sus contactos con la cultura árabe y judaica, la invitación que la amplitud de sus costas daba para los viajes marítimos, todo ello explica el particular florecimiento de tales estudios hasta los mismos días renacentistas del reinado de Fernando el Católico. Esta tradición científica empezaría con las más antiguas traducciones arábigo-latinas que aparecen en manuscritos rivipollenses del siglo X y XI, sobre tratados de construcción y manejo del astrolabio, ya plano, ya esférico; sobre el cuadrante, simple o de corredera; sobre aparatos para medición de profundidades marinas; sobre relojes, etc.; en el valle del Ebro, en Tarazona, en Barcelona, aparecen a principios del siglo XII —anticipándose algo a Toledo— traducciones de diferentes obras árabes sobre astronomía, cosmografía, cálculo de las tablas astronómicas, construcción del astrolabio; el célebre converso aragonés Pedro Alfonso¹ de Huesca fué quizá el primero que reveló esta nueva ciencia a la Europa latina, y fué seguido de cerca por R. Abraham bar Hiyya de Barcelona², Roberto de Ketines³. Más adelante encontramos la gran figura de Ramón Lull, viajero incansable, muy conocedor de la ciencia árabe, quien no sólo escribió una *Nova Astronomía*, una *Nova Geometría*⁴, una especie de *Ars navegandi*, sino que nos dejó muchas noticias

¹ Cf. mi trabajo «La aportación astronómica de Pedro Alfonso», en la revista «Sefarad», III (1943), págs. 65-105.

² Cf. mi artículo «La obra enciclopédica de R. Abraham bar Hiyya», en mi obra «Estudios sobre Historia de la Ciencia española», págs. 219 y siguientes. Barcelona, 1949.

³ Cf. mi artículo «Estudio de la «Nova Geometría», de Ramón Lull, en mi citada obra «Estudios sobre Historia de la Ciencia española», págs. 359 y siguientes, así como la edición que hicimos de esta obra lulliana. Barcelona, 1953.

⁴ Cf. nuestra edición (Barcelona, 1953) «Asociación para la Historia».

geográficas, por ejemplo, el empleo de la brújula, aprendidas, sin duda, en sus dilatados viajes y contacto con los árabes. Mallorca, por su posición entre Africa y Europa, debía de beneficiarse mucho del cruce de viajeros que pasaban de uno a otro continente, y en ella adquirió mucho auge la navegación; mallorquines fueron los primeros que exploraron las Islas Canarias, a principios del siglo XIV, y esto nos explica el dato que aparece en la carta o portulano del 1375, obra del mallorquín ABRAHAM CRESQUES, de que un Jaime Ferrer partía, el día 10 de agosto de 1346, con su nave, para explorar a «Riu de l'or», o sea, Río de Oro, el Senegambia, en la costa occidental africana. Según el diseño que aparece en dicho portulano, este explorador, Jaime Ferrer, habría tocado antes en las Islas Canarias.

Tales viajes marítimos eran ya viajes de altura, y se estaba en condiciones de realizarlos con éxito, porque ya se disponía de un instrumental bastante perfecto de astrolabios y cuadrantes para tomar la altura del sol o de una estrella, y, además, ya se disponía de almanaques con los cuales se conocía la declinación boreal o austral de cada día, la cual, sumada o restada de la altura meridiana, daba la latitud. Precisamente hemos podido probar que los primeros almanaques de derivación árabe se tradujeron en España⁵ y que el texto latino de un almanaque calculado para el año 1306, traducido del árabe en Tortosa, es la muy probable fuente de un almanaque portugués, y ello nos prueba las viejas relaciones entre la ciencia náutica mediterránea y la que se alumbraba en las orillas atlánticas portuguesas.

El mismo nacimiento de la célebre Escuela de Sagres se encuentra vinculado con esta antigua tradición de ciencia náutica y cosmográfica mediterránea, por cuanto es hoy día incuestionable que el geógrafo Jacme Ribas, llamado por el infante D. Enrique el Navegante para dirigir los trabajos de Sagres, es el converso Yafuda Cresques, hijo del mallorquín Abraham Cresques, «*Magister mapamundorum et buxolarum*», y autor de la expresada carta o portulano del año 1375, regalado por Juan I de Aragón al rey francés Carlos V. Y la tradición de los portulanos mallorquines sigue a todo lo largo del siglo XV, siendo famosas las cartas de Maciá de Viladestes, de Gabriel de Vallseca, etc.⁶ Un planisferio de Guillén de Vallseca fué comprado por Américo Vespucio, quien pagó por el mismo 130 ducados de oro.

Al mismo tiempo se seguían computando nuevas tablas astro-

⁵ Cf. mi artículo «Almanaques catalanes y portugueses del siglo XIV, de origen árabe», págs. 387 y siguientes de mi citada obra «Estudios sobre Historia de la Ciencia española».

⁶ Una clara valoración de la importancia de las Cartas náuticas de la Escuela mallorquina para la época de los grandes Descubrimientos se halla en el libro de Ch. de la Roncière: «La découverte de l'Afrique au Moyen Age (Memoires de la Société Roy. de Geographie d'Egypte)», vol. V y VI. El Cairo, 1924.

nómicas, y fueron muy famosas, incluso durante los áureos días del Renacimiento, las tablas llamadas de Pedro IV de Aragón, porque fueron dedicadas a este monarca por sus autores, y de ellas se guardan diferentes recensiones en diferentes lenguas, desde el hebreo al latín y al romance; de otras tablas astronómicas calculadas en Perpiñán por el judío Bonet Bonjorn —era el nombre romance de Yacob ben David ben Yomtob— se guarda traducción catalana en el manuscrito núm. 39 de la Biblioteca de Cataluña y en un manuscrito de la Biblioteca de La Seo de Zaragoza⁷; un instrumento más simple que el astrolabio para la toma de la altura fué inventado por el judío Leví ben Gerson de Bagnuls, y este instrumento, llamado *báculo de Jacob*, fué empleado por Américo Vespucio.

Todo esto sirva para comprobar cómo en los territorios de la Confederación catalano-aragonesa había una vivaz tradición, a modo de un clima cultural de estudios astronómicos y cosmográficos, y ello nos explica el por qué cuando, en el año 1494, a raíz de la firma del Tratado de Tordesillas con Portugal, en 7 de junio de 1494, tratado que fijaba en 370 leguas al Oeste de las islas de Cabo Verde la línea divisoria entre España y Portugal para los efectos de la adjudicación de las nuevas tierras que se descubrieron, y preocupados los Reyes Católicos sobre el difícil modo de medir aquellas leguas, se dirigieron, desde Segovia, a 15 de agosto del propio año, al lugarteniente general de Cataluña, Juan de Lanuza, y le dicen que, necesitando personas expertas para hacer tal medición y demarcación de dichas 370 leguas, de un modo cierto y verdadero, y sabedores de que en Cataluña hay marinos, cosmógrafos y astrónomos, le ordenan se ponga en relación con tales expertos, a los fines dichos, les haga llegar el memorial o tratado de Tordesillas, y se pueda encontrar un modo para la medición de las expresadas leguas⁸.

Los consellers responden a Lanuza dos «lletres closes», una en 2 de septiembre de 1494 y la otra en 22 del propio mes y año⁹. En la primera dan seguridad al lugarteniente del Rey de poner toda su diligencia «*en haver aquella informacio que haver se posa por lo dit negoci ab les persones que mes hi sabien...*» En la segunda carta dan cuenta a Lanuza de las gestiones que han hecho cerca de algunas personas peritas en la cuestión que interesaba al rey en la medición de las 370 leguas. Dicen que han escrito al canónigo de Barcelona Mossen Jordi Sanç «*quins diu te intelligencia en lo dit*

⁷ Cf. el Catálogo de mp. catalanes publicado por el P. J. March, S. J., en «Butlletí de la Bibl. de Catalunya». Vol VI (1925) p. 361.

⁸ El original de la carta no se ha conservado, pero sí una copia entre las hojas del «Primum manuale Scribanie», del Archivo Municipal de Barcelona. Hay que tener en cuenta que un poco antes el Rey Católico había escrito al baile de Valencia rogándole le enviara la edición de Tolomeo, hecha por Pabra. Cf. M. Ballesterero Gairolis. «Valencia y los Reyes Católicos».

⁹ «Lletres closes», 1490-1494, fol. 184 y 190.

negoci, ha respost que ser sevey de la Magestat del senyor Rey e vostra senyoria nos trametra lo que lin ocorreria; es stat en la illa de Sardenya a Mestre Gererx e trames copia del dit Memorial, preguntlo ab molta afeccio, per que hi sap molt, que per los serveys desus dits nos trametra en scrits lo parer seu». Asimismo los consellers dicen al lugarteniente que han llamado a Mestre Maior y a otros hombres de ciencia, «*Mestre Casaldovol y altres metges*». El Mestre Casaldovol, quien, por lo visto, ejercía la Medicina, estaba enfermo y por ello no ha podido evacuar aún la consulta pedida por el rey; tan pronto como convalezca de su enfermedad, los consellers insistirán en su petición; también declaran que, según sus informaciones, el obispo de Xafallo (?) es muy perito en tales cuestiones.

Desgraciadamente no tenemos más noticias de estas personas consultadas por los consellers de Barcelona. Pero el propio lugarteniente Juan de Lanuza debió dirigirse a un celebrado cosmógrafo y viajero, a Jaime Ferrer de Blanes. Como quiera que dedicamos un largo estudio a la figura de este autor ¹⁰, nos permitimos abreviar aquí y destacar cómo Jaime Ferrer, quien estuvo largo tiempo en la Corte de Nápoles al servicio de Fernando I y de su esposa, Doña Juana, y además viajó largamente por los países del Próximo y Medio Oriente, era hombre de preclaras cualidades intelectuales y morales, muy enamorado de la gran poesía del Dante, muy entendido en lapidarios, así como en cuestiones de cosmografía y viajes. Desde el año 1488 residió, según parece, en España, en propincuas relaciones con la familia de los Enríquez de Cabrera y aun con el Cardenal Mendoza. En 26 de agosto de 1493, el Cardenal Mendoza, quien estaba con la Corte en Barcelona, escribe a Jaime Ferrer —seguramente se encontraba en Blanes— la siguiente misiva: «*Jayme Ferrer, special amigo: Nos querriamos fablar con vos algunas cosas que cumplen; por ende rogamus vos que vista esta letra nuestra partays y vangays aqui a Barcelona y traed vos el mapa mundi y otros instrumentos, si tenes, tocantes a cosmografya*».

Pero seguramente que el propio lugarteniente Juan de Lanuza se había dirigido directamente a Jaime Ferrer para solicitar su concurso en la solución de la consulta hecha por el Rey Católico. Así en 27 de enero de 1495, Jaime Ferrer escribe a los Reyes Católicos diciéndoles que Don Juan de Lanuza, por dos meses, le había mostrado los capítulos acerca de la demarcación que los Reyes Católicos han hecho con el rey de Portugal, trazando una línea divisoria de 370 leguas al O. de Cabo Verde: Jaime Ferrer se excusa de cierta tardanza en contestar, a causa de una indisposición, y les comunica que les envía una *Forma mundi*, en figura extensa, en que po-

¹⁰ «El cosmógrafo Jaime Ferrer de Blanes» en mi citada obra «Estudios sobre Historia de la Ciencia española», págs. 455 y siguientes.

drán ver «los dos Emisferios, el Artico y el Antártico, el círculo Ecuador, los dos Trópicos de la declinación del sol y los siete climas: todo está diseñado según en el *Tratado le Spera* y en el *De situ Orbis* los doctores mandan y comparten por grados». A fin de que en dicho *Mapa mundi* quedaran bien patentes las 370 leguas de demarcación al Oeste de Cabo Verde, dice Jaime Ferrer «*he yo intersecado de polo a polo la dicha distancia con líneas coloradas que en el equinoccio distan XXIII grados, y con ángulos agudos las dichas líneas corresponden a los polos del mundo en esta figura*¹¹ y todo el que será atravesado de líneas amarillas será el que pertenece al ilustrísimo Rey de Portugal la buelta del polo Antártico...»

Nuestro cosmógrafo, envió, pues, a los Reyes Católicos un mapa en el cual se daba la solución gráfica o geométrica de la tan espinosa cuestión de la línea divisoria. Pero hemos de confesar que con sólo el texto de esta carta no queda bien clara la base de la solución del problema. En primer lugar, Jaime Ferrer nos dice que las 370 leguas equivalen a 23° de longitud en el Ecuador, pero el hecho es que las 370 leguas se contaban en el paralelo de Cabo Verde. En segundo lugar, faltándonos el *Mapa Mundi* enviado y siendo tan parco el texto de referencia, hay que completar la doctrina con otros documentos posteriores.

Al final de la carta anterior dirigida a los Reyes Católicos se revela la superior índole moral de Jaime Ferrer, pues se ofrece a ir a la Corte «*a todas mis costas sin ningún interés y en buena verdad todo lo que en este mundo tengo es mi deseo sea para poder servir a sus Reales Altezas...*»

En 28 de febrero de 1495 le responden desde Madrid los Reyes Católicos agradeciéndole su carta y «*la escritura que en ella nos enviastes, la cual nos parece que está muy buena*», le ordenan que «*para entender en ello*» esté en Madrid a fines del próximo mes de mayo... Jaime Ferrer cumplimentó la voluntad de los reyes, se dirigió a Madrid, y acompañó a la Corte en su viaje a Burgos, donde se encontraba en los meses de junio a agosto. Durante este tiempo debería Jaime Ferrer escribir su dictamen acerca de la determinación de la aludida línea divisoria. El autor empieza por notar que las islas de Cabo Verde distan del Ecuador 15° y que las 370 leguas, contadas al Oeste de dichas islas, equivalen a 18°, pues cada grado contado en tal paralelo equivale a 20 leguas y 5/8 de legua; por esto es preciso que la línea que va de polo a polo se interseque con el referido paralelo a los 18°, para que se ajuste a las condiciones de línea divisoria ajustada.

El cosmógrafo Jaime Ferrer reconoce que, navegando por un mismo paralelo, no sufre alteración la altura del polo y, por tanto,

¹¹ En la edición de las «*Letras reals molt notables fetes a mossen Jaume Ferrer Respostes e Regles per ell ordenales en Cosmographia y en art de Navegar. (Sentencias catholicas...*» editada por Rafael Ferrer. Barcelona, 1545.

no hay modo de tener un punto de referencia para el cálculo de la longitud de referencia. Pero nuestro cosmógrafo se inventa un medio para lograr de un modo indirecto la medición de la longitud, gracias a la variación de la altura del polo, o sea «de la estrella del Norte». Propone que la nave que sale de Cabo Verde deje el paralelo a mano izquierda y tome su camino «por la quarta de Poniente, la buelta del Maestral», o sea, que en vez de llevar rumbo Oeste lleve una dirección Oeste 1/4 Noroeste, y cuando, siguiendo tal rumbo, la altura del polo se eleva a 18° y $1/3$, la nave se encontrará precisamente en la línea divisoria de polo a polo y que pasa por el fin de las 370 leguas; si entonces la nave toma la dirección Sur, cuando la altura del polo sólo sea de 15° , entonces se encontrará en la intersección de dicha línea divisoria y del paralelo de las islas de Cabo Verde, a 370 leguas al Oeste de éstas. Añade Jaime Ferrer que para la recta inteligencia de lo expuesto no basta una simple carta de navegar y para ello acompaña una «*Forma mundi en figura spérica y en dos Emisferios compartida por sus líneas y grados*», pues para entender tal regla es preciso ser cosmógrafo, aritmético y marinero.

Desde luego que este método se basa en la proporción que, según el autor, hay entre la diferencia de leguas correspondientes a 1° de longitud, según se cuente este grado en el Ecuador, o bien en paralelos más al Norte, en los que, claro está, corresponderá a menos cantidad de leguas. Ya vimos cómo en el paralelo de Cabo Verde, que es de 15° de latitud, corresponden a cada grado de longitud 20 leguas y $5/8$, o sea, que las 370 leguas equivalen a 18° , mientras que en el Ecuador la distancia aumentaba, o sea que correspondían más leguas. De modo que el autor busca esta proporcionalidad entre las leguas correspondientes a un grado de longitud según el paralelo en el que se cuenten, y probablemente obtendría tal correspondencia, más que por cálculo matemático, por tanteo en una esfera con los círculos de declinación y los paralelos. De este modo advertiría que el extremo de este arco, correspondiente a las 370 leguas contadas en el paralelo de 15° de latitud, formaba con el punto de las islas de Cabo Verde un rumbo de ángulo Oeste 1/4 Noroeste. Y en consecuencia quedaba resuelto el problema del cálculo de longitudes que se proponía. Siguiendo por la línea meridional alcanzada, con rumbo Sur, al llegar a una altura del polo de 15° —la latitud de Cabo Verde—, nos encontraríamos con el final de las 370 leguas al Oeste de dichas islas, que era lo deseado. En este procedimiento, algo aproximado, preconizado por Jaime Ferrer, hemos de ver un avance de solución del difícil problema de cálculo de longitudes, que aun seguiría acuciando a los cosmógrafos y astrónomos durante algunos siglos. El autor se hace eco de la dificultad, efecto de la falta de unanimidad de los autores griegos o bien árabes, acerca de la equivalencia entre grados y estadios. Jaime Ferrer sigue la equivalencia entre 1° y 700 estadios adoptada por notables

autores antiguos y medievales, en contra de los 500 estadios adoptada por Tolomeo.

Aun señala Jaime Ferrer otro procedimiento, completamente empírico, para la medición de las 370 leguas, y es dejarlo a la experiencia práctica de la gente del mar: de diez marineros elegidos por España y Portugal, los cuales, en particular y con sigilo, irían midiendo en nudos, cada seis horas, el camino hecho, y la unanimidad o la mayoría de sus pareceres indicaría cuándo se habrían navegado las 370 leguas. El autor reconoce que este método es muy incierto.

Colón y Jaime Ferrer estuvieron en muy amistosas relaciones; se escribieron mutuamente; parece que se debe a la influencia o sugestión de nuestro Ferrer que Colón emprendiera su tercer viaje con rumbo más meridional, acercándose a la línea ecuatorial¹². Desde luego que eran dos almas muy gemelas, llenas de cierto misticismo medieval, pero cuya ciencia náutica fué meritísima para la época de los descubrimientos.

Otra actividad de carácter astronómico y aun astrológico hemos de registrar en el tiempo de los Reyes Católicos y en la Corona de Aragón; nos referimos a aquella literatura de lunarios, pronósticos de los tiempos, calendarios con profecías, que tan hondas raíces encontraban en la vieja astronomía o astrología medieval. Ya es sabido cómo las dos disciplinas iban muy juntas, tanto en la antigüedad como en la Edad Media. Sólo los esfuerzos de la Iglesia pudieron poner trabas al tumultuoso desbordarse de la astrología, sobre todo de la astrología judiciaria. En cambio el influjo de los astros sobre los elementos naturales, por ejemplo, mareas, lluvias, calores, etc., o sobre los mismos elementos somáticos del cuerpo humano, por tanto, la posibilidad de una Medicina astrológica, ello era cosa considerada inocua por la Religión, y era uno de los temas normales de toda esta literatura de calendarios, lunarios y repertorios de los tiempos. Precisamente tenemos en el *Lunario* de BERNARDO DE GRANOLLACH, con las ampliaciones y comentarios del *Repertorio de los tiempos* del zaragozano ANDRES DE LI, el espécimen más ilustre de toda esta vasta literatura. Ultimamente, mi distinguido amigo el Dr. Rubió y Balaguer nos ha ofrecido una edición facsímil¹³ de la edición conjunta de aquellas dos obras hecha en Barcelona el año 1513, en la célebre imprenta de Rosembach, y ha acompañado a su edición facsímil un detallado prólogo, que mucho nos ilustra para nuestro propósito.

BERNARDO DE GRANOLLACH era vástago de una vieja familia de médicos barceloneses; aunque, según Torres Amat, dicho linaje des-

¹² Cf. mi citado artículo «El cosmógrafo Jaime Ferrer», pág. 477, y la cita que hacemos de A Ballesteros: «Cristóbal Colón y el descubrimiento de América», vol. II, página 294.

¹³ Barcelona 1948 («Les belles edicions»).

rendía de Vich. Rubió y Balaguer rastrea a fines del siglo XIV y a principios del XV un Francisco de Granollach, padre de otro del mismo nombre, médicos de *Phisica*, de Palacio. Otro árbol familiar del mismo apellido Granollach nos ofrece un Bernardo de Granollach, padre, a su vez, de otro Bernardo y, al parecer, abuelo de otro que bien pudiera ser el autor de nuestro lunario. También esta dinastía de Granollach ejercía la Medicina y mantenía relaciones con Palacio. Sabemos que este Bernardo de Granollachs poseía un Avicena, y el Condestable Pedro de Portugal, tan afecto a los libros, proclamado rey por los catalanes¹⁴, se lo había pedido, a lo que se resistía nuestro Granollach; el Condestable atribuía tal resistencia a la poca fidelidad del padre Granollach y de su hijo para con él. No sabemos la base en que descansa la afirmación de Torres Amat para sostener que el autor del *Lunario* fué bautizado en el año 1421. De modo que no podemos inclinarnos a la solución definitiva de si el autor del *Lunario* es el segundo de esta familia de Bernardo de Granollach. La dificultad no puede resolverse a base de su obra, porque de ella no nos ha llegado ningún ejemplar manuscrito anterior a la imprenta y la más antigua de las ediciones de que tenemos noticia sería del año 1485, sin consignarse el lugar de la impresión (cf. Hain, 7865), muy probablemente estampada en Italia. La edición española más antigua es para el año 1488, estampada en Zaragoza, en lengua castellana, por JUAN HURUS. Muy probablemente la edición castellana, así como la latina y la italiana, derivan de un primer texto catalán. Lo hace suponer el título que aparece en la edición de Venecia de 1524 (ejemplar en la Biblioteca de Rotschild, cf. Palau, *Manual del Librero*): «*Sumario de la Luna nuovamente stampato al modo de Italia in la inclita città de Barcelona*». O sea que en las sucesivas ediciones se acomodaron los elementos del *Lunario* a las nuevas fechas calendadas; por esto varían las fechas iniciales en las diferentes ediciones, mientras que la fecha última de las Tablas es la del año 1550.

Esta parte del *Lunario*, rigurosamente astronómica o computística, fué como el núcleo del mismo: las fechas de las conjunciones y oposiciones de la luna, planetas, eclipses, las fiestas movibles, el número áureo y la lerta dominical. Esto es lo que aparecía en la edición de Zaragoza de 1488, en la mayoría de las ediciones del siglo XV y principios del XVI, en Lyon, Venecia, Roma o Nápoles. Sin embargo, en España muy pronto había de recibir el *Lunario* de Granollach unas adiciones de carácter algo tórico, erudito y aun astrológico, por obra del ciudadano de Zaragoza Andrés de Li o de Heli, de origen judaico, y dedicadas al «*Muy magnífico e virtuoso hidalgo e señor Don Pedro Torrero*». Su autor dice en el prólogo

¹⁴ Cf. la monografía que le ha dedicado recientemente E. Martínez Ferrando: «*Pedro de Portugal, rey de los catalanes*».

que, viendo que en el *Lunario* de Gaspar de Granollach, al exponer las diferentes medidas del tiempo y de los cómputos, «*qué origen tuvo y por qué fueron nombrados así, por ende... quise yo por una manera de adiciones acabar como pude lo que él nos dejó tan bien principiado*». Estas adiciones explicativas de Andrés de Li, o sea la parte llamada *Repertorio de los tiempos*, tuvieron fortuna, y fueron, a su vez, traducidas al catalán, como puede verse en la edición de Barcelona del año 1513, facsimilada por Rubió y Balaguer. Sin embargo, debemos constatar que en el texto refundido del *Lunario* y *Repertorio de los tiempos* se advierte una cierta influencia de tradición clásica latina o aun italiana, como puede verse en la tabla de ciudades, para las que se dan los datos a fin de fijar el momento de las conjunciones y oposiciones, pues, aparte Barcelona, todas aquellas ciudades son italianas. Probablemente, ello fué algún aditamento que apareció en una edición italiana, y que luego perduró en ediciones españolas posteriores.

Como decíamos, la doctrina expuesta en el *Lunario* y *Repertorio* es la común y recibida en los tratados de calendario o cómputo eclesiástico; se cita a Macrobio y Marco (Cicerón); la erudición lleva, pues, la marca de cultura computística habitual, desde la determinación de la fecha de los eclipses hasta la de las fiestas móviles, determinación de la Pascua, el número áureo y letras dominicales. Pero la doctrina desarrollada en el *Repertorio*, o sea en las adiciones de Andrés de Li, ya acusa una más decidida orientación hacia cuestiones astrológicas: relaciones de los siete planetas con los siete días de la semana y los siete climas; después de habernos hablado de los siete primeros cielos correspondientes a los siete planetas, habla del octavo cielo, el de las estrellas fijas, que da la vuelta en 36.000 años, según Tolomeo¹⁵; luego habla del noveno cielo, en el cual no hay astros y da una vuelta en veinticuatro horas, moviéndose al contrario de los otros cielos, de Este a Oeste. Se dilata mucho explicando los 12 signos zodiacales y explicando sus diferentes relaciones astrológicas e influencias; preséntanse tablas astrológicas para elegir los días hábiles para comprar o vender, según las diferentes cosas, o bien para realizar felizmente las diferentes funciones humanas, desde casarse hasta prestar; tablas de las relaciones entre los signos astrológicos y las distintas partes del cuerpo humano, etc. Luego ya se entra en materia típica de calendario, dándose tablas desde el año 1512 al 1550, para saber las oposiciones y conjunciones de cada mes, dándose la fecha en días, horas y puntos, y su correspondencia con los signos zodiacales. De cada año da las fechas de los eclipses y de las principales fiestas móviles. Acaba con la aludida lista de ciudades latinas, italianas todas ellas, excepto Barcelona, pero se dice que habiéndose calculado para Barce-

¹⁵ O sea el movimiento de retrogradación de las estrellas fijas.

lona el momento de las conjunciones y oposiciones del calendario, y siendo las expresadas ciudades italianas de una posición oriental respecto de Barcelona, es preciso añadir para cada una de ellas un pequeño coeficiente —el dado en la aludida tabla— para hallar exactamente el momento de la conjunción u oposición.

Como dijimos anteriormente, es muy grande el número de ediciones de la obra de Granollachs-Li; influyó mucho en el extranjero y en España —donde en la época de los Reyes Católicos los hermanos Gaspar y Jerónimo Torrellas cultivaban la astrología— influyó notablemente en la obra *Lunari y Repertori dels temps* del médico catalán Joan Alemany (edic. de 1553) y del médico gerundense Antich Rocha (edic. de 1568), así como el espíritu astrológico que animaba al zaragozano Andrés de Li impulsaría los *Pronostics* del astrólogo popular Jerónimo Cortés, cuya fama casi llegó hasta nuestros tiempos.

LA FUNDACION DE NUEVO MADRID

por Fernando Solano Costa

ESPAÑA ha bautizado medio mundo. Sobre todo, en América. No sólo en la América del Sur y del Centro, sino en la del Norte. Buena parte del territorio que hoy integra la república estadounidense perteneció a nuestra Patria. En cualquier mapa, aun elemental, lo podemos ver: California, Nevada, Arizona, Nuevo Méjico, Colorado, Tejas, Luisiana, Florida (hoy Estados de la Unión), fueron territorios españoles. Zona flúida, «marca» de Imperio, pero en los que la colonización se inició lo suficiente para quedarse impresa en la toponimia del país. Toda la región del Suroeste está llena de nombres españoles frecuentemente religiosos: San Francisco, Sacramento, San Jorge, Santa Fe... En Luisiana, los nombres españoles no abundan. Fueron pocos años los del dominio español. Pero entre ellos encontramos uno de singular raigambre hispánica: Nuevo Madrid. Está sobre el Missisipi, en su margen derecha, dentro de los límites del Estado de Missouri, pero en su frontera meridional, cerca de Arkansas y Tennessee, al Sur de San Luis, poco después que el Missisipi se ha acrecido con las aguas del Ohío¹.

En la documentación de la Luisiana podemos encontrar la fecha exacta del nacimiento de Nuevo Madrid, lo que pudiéramos llamar su fe de bautismo: es un Real Decreto que tiene la fecha de 25 de octubre de 1789 y que la iniciativa de su fundación se debió a un coronel norteamericano, Jorge Morgan, y que la ciudad se alzó sobre un lugar ya de antiguo conocido por su interés estratégico al que los franceses habían bautizado con el nombre de Ance de la Graisse.

Corresponde la fundación de Nuevo Madrid a la política general de los gobernantes españoles de procurar aumentar la densidad de

¹ Nuevo Madrid no sólo es una ciudad, sino que su nombre lo lleva un condado de 880 millas cuadradas; el término es muy feraz, aunque su historia registra frecuentes inundaciones, así como dos terremotos: uno en 1811 y otro en 1812.

población del valle del Missisipí a fin de que éste adquiriese el máximo valor militar.

En efecto, toda la política española de Luisiana puede dividirse en tres periodos. El primero, comprendido entre el 67 y el 82, es un intento de asimilar la Luisiana a las normas generales de los dominios españoles ultramarinos. Este intento fracasó en conjunto, ya que los problemas internos de la Luisiana eran muy diferentes a los de otros territorios; sin embargo, no fueron ineficaces las medidas adoptadas, ya que sirvieron para consolidar la autoridad española en aquella provincia, cuyo vigor había de demostrarse en la conquista por parte de España de las Floridas. La segunda época es la de apogeo de la labor colonizadora de España en la Luisiana. Esta adquiere una personalidad excepcional dentro del conjunto imperial español. La Real Cédula de 1782 modificará la organización económica del país; la independencia de los Estados Unidos modificará su posición internacional. El Missisipí adquirirá un valor definitivo: será el glacis de Méjico; su línea de defensa exterior; todo se supedita a esta finalidad, a la que se sacrificarán principios tan caros al régimen colonial español como el entorpecimiento a la inmigración de extranjeros a su territorio; se salvan incluso las dificultades de orden religioso. Por primera vez en un territorio español conviven católicos con protestantes. Norteamericanos, irlandeses, franceses, acadianos, alemanes, ingleses, etc., llenan los campos pingües de la Luisiana. En los gobernantes, una sola obsesión: la defensa. Se inicia una acertada política con los indios, con los que se está a punto de llegar a una estrecha alianza militar; se alzan nuevos lugares fortificados, como el de Nuevo Madrid o el de San Fernando de las Barrancas, en el antiguo sitio indio llamado Chicasa Bluff; en conjunto, una actividad inusitada reina en toda la provincia ².

La tercera época va desde 1795 hasta la cesión de la Luisiana a Francia. Su característica más importante será las contrapuestas políticas de los gobernantes luisianeses con los metropolitanos. Son

² Nuevo Madrid se convirtió en una avanzada del dominio español en la Luisiana. En el importante documento firmado por Carondelet el 24 de noviembre de 1794, en que explica la situación militar de la Luisiana (A. H. N.—Leg. 3.899, núm. 129), que es reproducido en el anexo documental de este trabajo, dice de Nuevo Madrid:

«Fuerte de Nuevo Madrid.—Cañones 12, faltan.

Este fuerte establecido en el año 1789, no consiste más que en un recinto de estacas, con su foso y camino cubierto; su situación, a doce leguas más abajo de la desembocadura del Ohio, en el Misisipí, a la orilla occidental de éste y a cuatrocientas sesenta de la capital, lo expone, en caso de una invasión, a los primeros ataques de los americanos, quienes a más de esto lo miran con horror por el obstáculo que encuentran en el comercio clandestino que quisieran tener con nuestros establecimientos, y con la provincias internas, en esta atención como también en la de la imposibilidad y demora de dos meses y medio que ponen en las embarcaciones para remontar el Missisipí desde la capital; sería conveniente emplear unos ochenta mil pesos en levantar un fuerte de ladrillo respetable en un paraje inmediato, y más a propósito que el actual que fue el Río ésta minado, precisará a abandonar dentro de pocos años.

El 31 de diciembre de 1796 la guarnición del fuerte de Nuevo Madrid se componía de 32 hombres.» (Archivo General de Simancas. Guerra.—Leg. 7.229 moderno).

los días del Barón de Carondelet y de Gayoso. El Tratado Godoy-Pinkney había aniquilado toda la etapa anterior. Es una época casi dramática. La fatal política de Godoy llevaría a su ruina a la colonia. El 21 de marzo de 1801 se consumaría por el acta adicional de Aranjuez. La Luisiana por Parma. En realidad, la Luisiana por nada. El interés nacional sacrificado al dinástico. Principio de un fin.

De las líneas anteriores puede deducirse la razón de la existencia de Nuevo Madrid: poblar y defender una zona de tan singular interés como el límite de lo que pudiéramos llamar Alta Luisiana, y, sobre todo, la vigilancia del máximo punto de tensión hispano-norteamericana: la desembocadura del Ohío.

Veamos ahora la intervención que en la fundación de Nuevo Madrid tuvo el coronel Morgan y con ello las gestiones realizadas para la pacífica instalación en tierras luisianas de una partida de inmigrantes norteamericanos.

Para ello vamos a hacer referencia a una carta que el 3 de enero de 1789 Diego Gardoqui, el representante español cerca del Congreso, escribió al gobernador de San Agustín para que éste la hiciera llegar al capitán general de Cuba, y éste a su vez lo comunicase al gobernador de Nueva Orleans; y sirvan estas líneas para darnos cuenta de la complicada y dilatoria burocracia que por el aquel entonces existía en la diplomacia española, una de las razones, y no la más insignificante, que explican el poco éxito de muchas de nuestras gestiones diplomáticas³.

La carta de Gardoqui se contenta con enviar las que acababa de recibir: una, llegada indirectamente a su mano, de un tal Juan Connolly, y otra del coronel Jorge Morgan⁴.

Esta última tiene como fecha el 19 de diciembre del año anterior, y como lugar de expedición, Pittsburgo. El coronel Morgan era amigo de Gardoqui, ya que lo califica de *persona de la mayor veracidad, a quien debo creer honradamente adicto a nuestro favor, y hombre de todo honor y estimación*, con el que ya había tenido otras conversaciones, ya que era su idea ir a la creación de un nuevo establecimiento en el Missisipí.

Morgan buscaba, sin duda, una oportunidad para poder cumplir su idea. Creyó encontrarla cuando tuvo conocimiento de las andanzas de Juan Connolly. A sus manos llegó una carta del citado individuo, en tiempos con la patente de teniente coronel graduado en uno de los Cuerpos llamados americanos que estuvieron al servicio de Inglaterra durante la revolución americana y ahora a sueldo de Inglaterra. Su residencia, en Detroit, y su trabajo, maquinar contra España, no sabemos al servicio de quién.

³ A. H. N.—Leg. 3.888 bis, núm. 202, Nueva York, 8 de enero de 1798. Gardoqui a Cespedes. Anexo a la Ezepeleta núm. 63. 21 de marzo (Copia).

⁴ A. H. N.—Leg. 3.888 bis, núm. 203. Pittsburgo, 19 de diciembre de 1788. Morgan a Gardoqui. Anexo a carta de Ezepeleta núm. 63, de 21 de marzo de 1789 (Cop. cart.)

La carta de Connolly no tiene fecha ni dirección. Es un conjunto de insidias. Hace un comentario sobre la constante emigración americana hacia el Oeste, más allá de los montes Apalaches, que hasta entonces habían servido de límite a la expansión de los norteamericanos; planteaba un agudo problema: la gran distancia que les separaba de las costas marítimas de los Estados Unidos, lo que era un grave fallo, no sólo para el comercio, sino incluso para los emigrantes, que tendrían que vivir en un semiaislamiento, con el peligro de terminar en un semisalvajismo. Afortunadamente, había una solución magnífica: el Missisipi. Su navegabilidad les permitía dar salida a sus productos y al mismo tiempo mantener una relación activa con el mundo exterior. La prosperidad de los Estados Unidos dependía, naturalmente, de la posesión de aquel vasto territorio bautizado por Chevalier de la Salle con el nombre de Luisiana, y que abarcaba las tierras comprendidas entre el Illinois al Norte, Carolina del Sur al Este, el Golfo de Méjico al Sur y Nuevo Méjico al Oeste. Actualmente, la posesión de este territorio estaba en manos de España ¿pero qué títulos tenía para ello? Un «cruel refinamiento de la política» francesa dió a España este territorio. ¿Pero en virtud de qué lo tenía Francia? No podían alegar otras razones que las de una ocupación subrepticia, aprovechándose de la debilidad de España y de un imperdonable descuido del gobierno británico de aquel entonces. Esto no podía ligar a los americanos. Menos, después de la dudosa conducta que España había tenido durante la revolución. La toma de las Floridas no podía ser olvidada fácilmente. Sin la interposición de España —que nada había favorecido la causa de la insurrección— este extremo sur-oriental de la América septentrional estaría muy probablemente en manos de la Unión. En este sentido fué una lástima que el plan del general Robertson, de atacar desde Panzacola a Nueva Orleáns, no se hubiera llevado adelante. Desgraciadamente para la causa anglosajona, el general Gálvez se adelantó: fueron las armas españolas las que quedaron victoriosas. España tenía ahora en su mano el desarrollo de todos los establecimientos americanos situados al Oeste de los Apalaches. ¿Podría ser esto de alguna utilidad para ella? La única explicación: incansable e ilimitada ambición. Pero frente a la ambición española estaba la necesidad americana. España debe ceder. De los medios, el Congreso debía juzgar. Pero lo mejor sería presentar ante él los hechos consumados. Había que ir rápidamente a la ocupación de Nueva Orleáns. Había que pensar en los medios mejores para ello. Lo mejor: la conquista, y para ello cada colono sería un soldado. Había otra garantía de éxito: los habitantes de origen francés de la Luisiana acogerían a los invasores como libertadores, ya que era de suponer que nunca olvidarían *el modo ignominioso en que fueron consignados a la jurisdicción de un soberano extraño y el castigo que padecieron sus más respetables paisanos por haberse atrevido a intentar sostener los derechos más sagrados de la sociedad civil.*

No era fácil suponer que España intentase la reconquista de estos territorios. Además, había un medio de consolidar la conquista: el abrir al comercio mundial la ruta, hasta entonces cerrada, del Mississippi. Había que pensar seriamente en estos puntos de vista. El, Connolly, aportaría su experiencia; que otros aportasen la fuerza y el dinero, y fácilmente se abriría el camino del Oeste⁵.

Entre los que contaba como suyos el belicoso y mal intencionado agente estaba el propio Morgan, y aquí sí que se equivocó. Morgan tenía un plan. Quizás, en definitiva, tuviera una finalidad: el arrojar a España de la Luisiana, pero los procedimientos variaban fundamentalmente. De momento, es totalmente opuesto, tanto que comunica a su amigo Gardoqui todo él y a renglón seguido empieza sus propios ofrecimientos para abortar los intentos invasores de su pseudo amigo. No hay inconveniente que todo lo que le había informado lo comunicase al Presidente del Congreso o a lord Dorchester, gobernador del Canadá. Aunque por Pensilvania y Ohío las predicaciones belicistas de los que pensaban como Connolly no tenían gran éxito, no podía decir lo mismo del Kentucky. Se estaba dispuesto a todo: hasta llevarlo engañado a Nueva Orleans. Por de pronto, él marchaba a la desembocadura del Ohío; allí debía enviarle el gobernador Miró un destacamento de soldados; por lo menos, veinte. Así podría crearse allí un puesto que sería de gran interés para S. M.

En resumen: Morgan creía llegado el momento, aprovechando la amenaza de Connolly, de ocupar un territorio de la Luisiana.

La gestión del coronel llegó en el momento que otro americano, nada menos que un miembro del Congreso, Diego Withe, realizaba una misión parecida, aunque con nombre supuesto: el de Jaime Dubois. Todo giraba en torno al mismo asunto: el Kentucky, con su aumento de población, que era siempre una amenaza creciente para las tierras del Mississippi. Su actitud había llegado incluso a poner en alarma a la Corte, que en una Real Orden reservada de 1 de diciembre de 1788 había ya comunicado alguna instrucción sobre el particular, como la de que se procurase disuadir a las gentes de los condados de Franklin y Cumberland de buscar, para exportar sus frutos, otras salidas al mar que las del río Mississippi y el paso por delante de Nueva Orleans, y la de que el teniente coronel don Manuel Gayoso de Lemos los visitase, así como a toda la región kentuckyana, a fin de obtener una información directa del verdadero estado de la situación.

Mientras los papeles iban y venían, el coronel Morgan trabajaba. Sus ideas sobre el proyectado establecimiento de Nuevo Madrid están contenidas en una carta escrita a Gardoqui en septiembre de 1788. Su pensamiento, en líneas generales, ya había sido expuesto

⁵ A. H. N.—Leg. 3.888 bis, núm. 203.

en una carta anterior suya, y se reducía a proponer el establecimiento en terreno español de algunos millares de *labradores y mecánicos*, siempre que les respetase la religión y se les favoreciese con la libre navegación por el río⁶.

En la carta que comentamos hay ya una serie de proposiciones concretas. Su interés está en que por ella hemos sabido el pensamiento de un yanqui sobre la organización de un territorio, en fuerte contraste, desde luego, con la organización española.

Las proposiciones son ocho. Por ellas se compromete a poblar un territorio con *buenos vasallos de S. M., que consistían en labradores industriales, mercaderes y otros*, siempre que se le constituya en comandante bajo las inmediatas órdenes del gobernador de Nueva Orleáns, con derecho a conceder tierras a las personas a quien él juzgase en condiciones, y siempre que, previamente, hiciesen el juramento de fidelidad, que él extendería y recogería. Además, tendría como misión la de atraer a los indios, para lo cual pondría su experiencia, ya que durante la revolución había actuado de superintendente de los asuntos indios por encargo del Congreso, cargo que renunció, como dice textualmente: *por repetidas faltas de honor y buena fe de parte de los Estados*. Respecto a la extensión superficial que cada concesión debía tener, dice, con indudable falta de respeto, «que sería igual fuera regulada por S. M. que por él mismo».

En la tercera establece una especie de plantilla de funcionarios, los que debían ser designados por él mismo. Estos debían ser: un agente para asuntos indios, cuyo cuidado será tratar con hospitalidad y dulzura a los que visiten el establecimiento, y comunicar al gobernador, por su conducto, todo lo concerniente a ellos; un inspector de aduanas, cuyo empleo sería vigilar el comercio del distrito, conceder pasaportes, visados por el flamante comandante, para todo aquello que a su juicio sea legítimo; contener el contrabando y dar parte de las ocurrencias, por conducto suyo, al gobernador; un geógrafo o agrimensor general, cuyas obligaciones serían: el apear todas las tierras que fuesen concedidas por el comandante con su firma y sello; el llevar un registro de todos los realizados, a manera de un rudimentario registro de la propiedad actual (en esta misión sería auxiliado por un anotador de concesiones); un preboste o alguacil mayor, cuya obligación sería mandar ejecutar las órdenes y decretos de los Tribunales, en cuya misión sería auxiliado por un número de alguaciles.

El más importante cargo, salvo el suyo, de la nueva colonia sería el de magistrado. Se inspira para ello en la organización norteameri-

⁶ A. H. N.—Leg. 3.888 bis, núm. 237. Sep. S. D. 1788 Prosett (Nueva Jersey). George Morgan a Gardoqui. Anexo a carta de Miró, núm. 41. 12 de junio de 1789 (Copia carta.).

cana. Así lo concibe; la elección sería hecha entre los pobladores más notables por su procedencia, talento e integridad. Cada distrito tendría uno. Para las causas en que se discutiera asuntos de veinte o menos pesos, bastaría su sentencia individual. Hasta quinientos pesos haría falta sentencia emitida por tres de estos magistrados, y de allí en adelante serían necesarios cinco jueces. Anualmente se reunirían en Tribunal Supremo otros cinco jueces de la mayor prudencia e integridad. Su sentencia sería inapelable, salvo que una de las partes no residiera en aquella comarca, en cuyo caso aun quedaría un último recurso ante el gobernador y Consejo de Nueva Orleans. El comandante, en virtud de su autoridad, haría cumplir los decretos emanados de los Tribunales.

A poder ser, estos jueces serían pagados por el rey. Los juicios criminales se verían ante jurado; sólo el gobernador de Nueva Orleans tendría derecho a conceder indultos.

El criterio del coronel Morgan no podía ser más norteamericano. Para él, los precedentes españoles no existían. El establecimiento iba a ser poblado por ciudadanos de los Estados Unidos y había que atender sus costumbres. Así quiere justificar la implantación del jurado, e incluso la concesión para la redacción de sus propias leyes y reglas para su establecimiento y policía. Claro que, eso sí, estas leyes deberían llevar el refrendo de un representante de S. M. que pudiera llamarse teniente gobernador.

Esta serie de medidas de gobierno han de merecer del gobernador Miró comentarios llenos de sentido común. En efecto, acceder a aquellas peticiones era tanto como, en menos de cincuenta años (desgraciadamente, muchos antes fué un hecho esto), verla hecha independiente y amenazado el reino de Nueva España. El conjunto de facilidades que pedía Morgan era en efecto excesivo, y de ese modo, dice Miró, sería fácil, en menos de diez años, despoblar y atraer a la Luisiana a los Estados Unidos, incluyendo al Congreso. Bastó el simple rumor de una concesión semejante para que personajes como Thomas Hutckins, agrimensor y geógrafo principal de la Unión, escribiera a Daniel Clark solicitando detalles y añadiendo que si las proposiciones de Morgan fuesen admitidas, él, despreciando su sueldo y empleo, pasaría a hacerse vasallo de S. M., y con él irían todos, desde los de Nueva Jersey hasta los de Fuerte Pitt y el Kentucky.

Cierto que la propuesta del coronel no podía ser más atrayente. La casi total independencia debía ser considerada para los nuevos pobladores como muy grata; pero ¿es que la política de atracción se hacía únicamente por esto? No. Lo que se quería era ir poblando la Luisiana de fieles súbditos de S. M., y de seguro que esta política de autonomía no serviría para fomentarla, sino todo lo contrario: que al menor asomo de disputa sobre las respectivas jurisdicciones sobreviniese un conflicto que podría llegar a la guerra civil y a la declaración de independencia.

Pero ¿y el aspecto religioso? La política no podía ser más magnánima y tolerante; pero a través de toda ella latía un oculto designio, o, al menos, deseo: el de las conversiones al catolicismo. Con el plan propuesto por el coronel podía considerársele de antemano fracasado.

Y éste no podía ser más amplio. Nada menos que calculaba en diez o veinte mil familias las que se podían colocar en el precitado territorio, y aun con esto no se completaría el terreno, quedando parte de él para nuevos emigrantes que llegarían atraídos no sólo por las ventajas comerciales que se ofrecían, sino ante la fama de equidad y moderación del Gobierno de S. M.

Nada olvida el coronel en su primer informe. Se preocupa hasta de los problemas de educación de la juventud. Había que pensar en nombrar un maestro para cada una de las seis primeras villas pre-puestas, que disfrutarían de un pequeño salario y que sería completado con una parcela de tierra.

Había que cuidar de las fronteras. Tras ellas vivirían vecinos inquietos que podrían cometer irregularidades; para ello, la mejor solución sería contar con alguna fuerza armada, unas compañías que garantizaran el buen gobierno; siguiendo el criterio democrático del coronel, los oficiales de esta compañía serían elegidos por los mismos pobladores. Un fuerte y algunos botes armados completarían el esquema defensivo de la futura y gran colonia.

Entre las facilidades que deberían contar los nuevos vasallos, especialmente los que poseían alguna fortuna, era la de contar con pasaportes, que serían extendidos por el coronel, por sus efectos o el producto de ellos en harina, trigo, lino, tabaco, añil u otras mercancías análogas, que podrían transportar a Nueva Orleans por la vía del Ohío, claro que exenta de derechos, aunque como condición indispensable debería figurar que ya el agraciado hubiese formulado juramento de fidelidad a S. M.

La única excepción de dominio en las concesiones otorgadas sería para el oro y la plata, que se reservaría para el rey: todo o parte, según se conviniese.

Respecto a los límites del territorio, el coronel los quiere extender al Oeste del Missisipi desde su cabo Cinq-Hommes, al Norte, hasta la desembocadura del río Colorado. Quedaba por determinar el nombre de este distrito y lugar de emplazamiento de las seis primeras ciudades; de las más importantes debía ser la erigida en la desembocadura del Ohío, que podía llegar a ser, por su magnífica situación, su clima y fertilidad del país, una de las grandes ciudades del mundo. Profecía que no se ha cumplido, ya que ni siquiera hay una ciudad de mediana importancia, y las que se encuentran más cercanas (New Madrid al Sur y Cairo al Norte) no pasan de esta categoría. La extensión de terreno solicitada era realmente grande. Comprendía la porción principal de la Luisiana, si bien, de hecho,

La fundación de Nuevo Madrid

no había colonos de ninguna clase, excepto el pequeño puesto de Arkansas, en donde residían algunas, muy pocas, familias francesas. El terreno era fértil, y según su latitud podría dedicarse al cultivo del trigo, lino, cáñamo o del arroz, añil, algodón, etc.

La utilidad de los establecimientos era, sin duda, grande, a pesar del peligro de las frecuentes avenidas del río, pero las dificultades eran mayores de las que se suponía el mismo coronel Morgan. La más beneficiada hubiera sido Nueva Orleáns, cuyo comercio y prosperidad se hubieran engrandecido considerablemente. Así, sin duda, el Ohío hubiera sido el camino de emigración de muchos miles —para Morgan más de cien mil— de gentes americanas industriosas y que hubiesen transformado el país, aunque, sin duda, como advierte Miró, sin ventaja alguna para nuestra Patria.

El coronel se encargaba de todo, desde el promover la emigración, hasta el procurar la prosperidad y dicha de estos habitantes. Mucho trabajo era aquel del reparto de tierras, de la dirección del establecimiento, de cuidar el orden; tanto, que le hace exclamar en su carta que le *impediría aplicarme a la avicultura, lo que es mi delicia*. Había que buscar de algún modo compensación. El mismo la señala en seis apartados, lo que demuestra que es hombre práctico en todo momento.

Las ventajas que para él solicita son: el derecho de importación en la colonia, sin pago de impuesto alguno, de aquellas mercancías luisianas que le interese adquirir con el producto de sus bienes propios; desea tener, bajo la autoridad de S. M., el grado de coronel que disfrutaba en el ejército norteamericano, y una concesión de acres de terreno para sí, su mujer y sus cinco hijos, desde luego sin tener que abonar derecho alguno. El coronel es de una discreción relativa, pues si bien no pide concretamente la extensión de la concesión, acaba dejándose decir que con 7.000 acres tendría bastante, para añadir a continuación que aquello que S. M. *se digne añadir a esto sería aceptado como generosidad suya*. ¡Curioso místico Morgan! Su lenguaje, desde luego, tiene un tono realmente sugestivo; una buena imaginación la de este anglosajón, que más habla como dueño que como peticionario. Ya lo tenemos en la pacífica posesión de unos 7.000 acres, dedicado a su amada avicultura y al arte de gobernar democráticamente a sus millares de semisúbditos. Pero aun quiere más. Es una idea digna de un caballero feudal. Así dice: *Si fuese del agrado de S. M. concederme un señorío de tres o cuatro leguas encuadradas en el paraje que hallase yo por conveniente será muy bien recibido con respecto a la posterioridad, lo que la sujetaría a no separarse de él; pero para mí no puede serme de inmediato provecho porque las tierras no tienen valor hasta que estén pobladas*.

Con lo anterior tiene patrimonio, autoridad y títulos; pero ahora necesita, también, un sueldo. Que S. M. lo designe en relación a sus servicios. Buen esposo, no olvida la pensión que su mujer debe per-

cibir en caso de que prefalleciese. También es un buen padre: se preocupa de los hijos, que *estarán bajo la inmediata protección de S. M.*, y sus hijas deberán recibir educación en las ursulinas de Nueva Orleáns.

Su primogénito era oficial del ejército norteamericano, lo que le impedía aceptar la ayuda real; pero con todo, su padre quiere prever la posibilidad de que cambie de pensamiento, y para ello siempre tendría derecho a irse a juntar con su padre, con facilidades para negociar, libre de derechos, con sus bienes y con la expectación de seguir en el ejército luisianés con el mismo grado que en el americano. Hasta aquí las pretensiones de nuestro buen coronel; fantasías que no tardaron en desvanecerse ante el criterio de Miró, sin que por eso el coronel se enfadase demasiado, como si ya, al escribirlas, hubiese pensado en obtener un resultado semejante.

Una vez estudiado su asunto personal y familiar, vuelve a pensar en el futuro de la colonia. Su preocupación es mover la masa emigratoria. ¿Cómo resolver el caso de emigrantes sin bienes de fortuna? Y como si manejase el mismo las arcas del Real Tesoro, él nos da la solución: el asistirle con un viático de veinte pesos, en concepto de adelanto, y que serían devueltos en cuanto estuviera en condiciones, que el coronel suponía fuese en un par de años.

El final de la carta es casi poético. Ve la grandeza de la obra que ha concebido y se alegra de ser uno de los instrumentos de su logro. Por encima de todo estaba su lealtad y el infatigable deseo de servir a S. M., aun cuando fuera a costa del sacrificio de su vida, que en adelante estaría dedicada a ese gran quehacer.

Como notas finales de su carta hay una invocación de gracia especial para sus colonos a fin de que libremente pudiesen pasar de un lugar a otro sus bienes, y una propuesta de sueldos para los funcionarios de plantilla del nuevo establecimiento; por él se adjudicaba al agente de indios quinientos ducados, y trescientos al intérprete. El inspector de aduanas, que debería ser hombre del más estricto honor y probidad, lo tendría de 500. El geógrafo o agrimensor no necesitaría sueldo, sino que tendría una especie de arancel a pagar por los particulares. Respecto al anotador —o registrador—, alguacil mayor y alguaciles, serían pagados por el pueblo.

Respecto a los magistrados, si eran pagados por el rey, lo que era preferible, recibirían doscientos pesos. Los maestros los pagarían los padres, si bien, dado que tendrían que enseñar el español, podrían percibir un salario de 100 ducados.

La carta fué recibida por Gardoqui, contestándole con otra, que lleva como fecha la de 4 de octubre de 1788, que merece una agria crítica de Miró por la serie de facilidades que les da, al amparo de las cuales se realizaron los primeros establecimientos en el territorio que había de denominarse Nuevo Madrid. Conviene antes de seguir adelante que fijemos nuestra atención en un hecho que no deja de

tener su importancia en el desarrollo histórico de la Luisiana: me refiero a los diferentes puntos de vista entre nuestra representación diplomática en los Estados Unidos y los gobiernos de Nueva Orleáns. Quizás en esto se encuentre la explicación de las diferencias surgidas entre la administración madrileña y la colonial, de tan fatales consecuencias para el futuro de la provincia del Missisipí⁷.

A Gardoqui le parecen bien las proposiciones de Morgan. No sabemos por qué, ya que eran excesivas y desacostumbradas, pero así es. Dice: *quedando aprobadas en cuanto de mi dependiesen, las dirijo a S. M. a fin de que se me den las ulteriores instrucciones que fuesen de su agrado, las que espero recibir en tiempo.*

A fin de complacer al coronel, y al mismo tiempo de ganar tiempo en el reconocimiento del país, le incluye la contestación, pasaportes y cartas de presentación para el gobernador de Nueva Orleáns y los distintos comandantes del Missisipí, para que pudiera explorar el territorio comprendido entre los paralelos del cabo Cinq-Hommes a la desembocadura del río San Francisco (Colorado-Rojo) con la extensión de dos grados al Oeste desde las orillas del Missisipí, que eran los límites propuestos por Morgan en su carta.

Para evitar cualquier dilación, o incluso cualquier posible roce, Gardoqui aconseja a Morgan se ponga en inmediato contacto con el gobernador de Nueva Orleáns.

Una vez contado con su aprobación se podría iniciar la labor del asentamiento de los colonos, según precio por ellos convenido, y siempre que fuera para su propio uso.

Los nuevos pobladores gozarían de la protección de S. M., tendrían su ejército, su propia religión y la ansiada libertad de navegación por el Missisipí, y respecto al comercio, los mismos derechos que los demás vasallos españoles, incluyendo las ventajas y privilegios de comercio que tenían los vecinos de Nueva Orleáns.

Representan estas afirmaciones de Gardoqui su programa de atracción de colonos para el valle del Missisipí, en lo que él veía la seguridad de la colonia entera, y era, por decirlo así, su favorita arma diplomática: nada fuera; lo más, posiblemente, dentro.

No deja tener la opinión de Gardoqui, que después había de ser compartida por todos, un singular interés. Significaba, como advierte Bolton en su *The Spanish Bordelands*⁸, una ruptura de sus tradicionales sistemas colonizadores, ya que la Corte llegaba incluso a la admisión de herejes en el territorio, que, juntamente con las facilidades para la inmigración que recibían los extranjeros, constituían importantes novedades que serían aumentadas con el libre comercio. En este último aspecto, la Real Cédula de 1782, y más aún la

⁷ A. H. N.—Leg. 3.888 bis, núm. 238. Nueva York, 4 de octubre de 1788. Gardoqui al Coronel Morgan. Anexo a la de Miró, núm. 41. 12 de junio de 1788 (Cop. cart.).

⁸ A. H. N.—Leg. 3.888 bis, núm. 240. Nueva Orleáns, 23 de mayo de 1789. Miró al coronel Morgan. Anexo a la de aquél, núm. 41. 12 de junio (Cop.).

de 1793, señala un progreso indiscutible. Que era una política inteligente lo creemos fuera de toda duda. No dió el fruto exigible porque este cambio llegó tarde. Durante muchos años, la Luisiana había sido considerada como simple zona de protección del Imperio. Frente a la idea, puramente defensiva, de la metrópoli, los gobernadores españoles, esa serie de personajes ejemplares como Gálvez, Miró, Carondelet y Gayoso, sostenían la idea de vitalizar sobre todo la colonia, de que ésta pasase de ser una simple guarnición a tener un valor económico. No se pudo conseguir. Las circunstancias se opusieron, y Godoy fué, aquí, torpe. Con todo es interesante destacar este último esfuerzo colonial español.

Gardoqui dió seguridades a Morgan; de ello ha de lamentarse Miró, que consideraba el plan como excesivo.

Gardoqui acaba su carta con un ruego. Morgan debe decir la verdad a los habitantes norteamericanos del primer Oeste. Había un tratado pendiente entre España y los Estados Unidos; las circunstancias en que se desarrollaba la vida política en los Estados Unidos retrasaban su término, por lo que había que esperar eso hasta que tuviesen la seguridad de que S. M. estaba dispuesto a conceder a los habitantes de la frontera del Oeste toda la protección y favor que pidan; al lado de lo oficial, el ofrecimiento privado, con el deseo de contribuir al mejoramiento de unas relaciones que convenían a las dos partes.

No perdió el tiempo Morgan. Una vez en su poder la carta del representante español, procedió ya como si hubiese recibido la concesión definitiva. Las obligaciones contraídas por Morgan en 22 de abril del año siguiente eran de 50, que suman 29.500 acres de tierra —medida inglesa— y cuyo importe de venta fué de 4.284 pesos fuertes.

Tenemos a la vista la traducción de una de las obligaciones contraídas se refiere a una petición formulada por Benjamín Bennet; dice así: *Tenga V. M. a bien concederme para mí, mis herederos, o a quien los traspase, la suerte letra D, en el lado del Norte del tercer rango Norte en el Distrito de Nuevo Madrid, conteniendo trescientos veinte acres, por los cuales me obligo a pagar a V. M., sus herederos o a quien los traspase, cuarenta y ocho pesos del cuño mejicano, con los intereses legítimos desde este día y conforme con las condiciones del establecimiento registradas.* A ello contestaba tres días más tarde Jorge Morgan con una breve misiva que decía: *Pretensión n.º... cedida el 25 (de abril) debiendo tomarse posesión y ser colocada una familia en 1 de mayo de 1790 o antes.* Como último trámite de esta curiosa conexión está el registro. *Registrada por mí, Manuel Stillman, Secretario.*

El abuso de Morgan era indiscutible. La carta de Gardoqui no podía interpretarse con la amplitud con que él lo había hecho. Miró decidió intervenir. Aquí su carta de fecha 23 de mayo de 1789, que

La fundación de Nuevo Madrid

tiene el valor de una contraoferta⁹. El mismo gobernador nos explica su espíritu en la de 12 de junio —en donde se encuentra la clave de todo el asunto—. Había que rechazar las condiciones del coronel como exorbitantes e inadmisibles; pero, al mismo tiempo, procurarle atraer al servicio del rey, ya que a través de la correspondencia, y por las noticias que de él tenía, se desprendía era hombre probo, con talento e influencia. Como una muestra de este espíritu de concordia está la rectificación de lo hecho por Morgan en el reparto de tierras.

Las condiciones indicadas por Miró son las siguientes:

1. Concesión gratuita de tierras a las familias que deseen establecerse conforme al siguiente cuadro:

a) Familia hasta con tres cultivadores: 240 arpanes (medida francesa).

b) Idem hasta diez: 400.

c) Idem hasta quince: 600.

d) Idem de más de quince cultivadores: 800.

2. Ratificación de lo hecho por Morgan de concesiones hasta de 320 acres a los vecinos de Fuerte Pitt y autorización para hacer concesiones aun más extensas, siempre que la familia compradora tenga bienes para adquirir negros o mantener jornaleros.

3. Libertad en materia religiosa, aunque con exclusión de otro culto público que no sea el católico.

4. Organización semejante a los otros distritos de las provincias, a saber:

a) Religiosa: Creación de parroquias servidas por clérigos irlandeses o de otra nacionalidad, que sepan inglés y sin jurisdicción más que en las familias católicas.

b) Política: La ejercería un comandante, que tendría la doble misión de cuidar el orden público y decidir las controversias entre los colonos, sentenciando hasta en los asuntos en que se ventilasen 100 pesos o menos e iniciando el procedimiento, en otro caso, que tenía que ser resuelto por el Gobierno de Nueva Orleáns, salvo que las partes se contentasen con la sentencia arbitral de él.

5. Cada familia podría importar su propiedad en peletería, tabaco, lino, cáñamo, harinas y comestibles en general sin pagar ningún derecho; en iguales circunstancias lo podría vender dentro del país, pero para su exportación pagaría un derecho de extracción del seis por ciento.

6. El juramento de fidelidad sería obligatorio para todos los ca-

⁹ A. H. N.—Leg. 3.888 bis, núm. 241. Nueva Orleáns, 24 de mayo de 1789. El coronel Morgan a Miró (Cop.).

bezas de familia; dentro de él figuraría el de defender con las armas la provincia contra cualquier enemigo que tratase de invadirla.

Esas eran las condiciones impuestas por Miró, bien distintas de las dispuestas por Morgan. Por las primeras, el coronel norteamericano establecía una verdadera república dentro de los dominios del rey. Por las segundas, el distrito a fundar estaba completamente dentro de las directrices de la política española de la Luisiana.

En la carta de Miró hay también una serie de censuras contra Morgan; así le reprocha el que se hubiera apresurado a llamar a la ciudad proyectada Nuevo Madrid, cuando esta facultad pertenecía exclusivamente al rey, y que la denominase a veces, con más cariño que razón, nuestra ciudad. Se había excedido en mucho. Gardoqui le había autorizado nada más que a examinar las tierras sobre las que tenía el coronel el proyecto, y se había apresurado a obrar como jefe de ellas.

Miró entendía, sin embargo, que la calificación de la conducta de Morgan era la de excesivo celo por el servicio del rey. No podía pensar otra cosa. Sobre su ánimo pesaban la recomendación de Gardoqui —con quien, por otro lado, disentía en muchos aspectos—, las favorables informaciones recibidas del coronel, y, sobre todo, el hecho consumado de la distribución de tierras. Imposible volver atrás. Conforme con todo lo hecho hasta entonces, siempre que los nuevos habitantes de la Luisiana acatasen las órdenes del gobernador, más arriba indicadas. En seguida se iría a la construcción de un fuerte, a cuyo efecto un destacamento, con su comandante, marcharía hacia aquellas tierras.

No debía creer con esto Mr. Morgan terminada su labor. El servicio de S. M. seguía abierto a sus iniciativas para poblar aquellas tierras, no sólo aquel distrito de la zona alta de la Luisiana, sino también otras comarcas como las Nátchez, que para la política general de la colonia tenía un mayor interés, ya que le daban una mayor conexión. Podía tener la seguridad de que el rey no olvidaba nunca a sus buenos servidores. El premio estaría en consonancia con el número de colonos. La petición formulada de mil acres para sí y otros tantos para sus hijos no era, desde luego, imposible de lograr.

La carta de Miró es francamente hábil. Corta en seco toda la maniobra y falta de escrúpulos del americano, pero al mismo tiempo impide su desertión, siempre peligrosa, hablando un lenguaje de promesas materiales que, sin duda, era muy halagüeño para los oídos del coronel, que por encima de todos sus pujos de colonizador pretendía enriquecerse.

Para observar esto basta leer su respuesta a la carta de Miró. Se conforma con todo cuanto le propone, renunciando a todas sus fantásticas ideas. La carta en cuestión tiene la fecha de 24 de mayo

del 89¹⁰. Su primer párrafo es realmente conmovedor. No sólo admite la reconvencción de Miró, sino que la agradece. Tenía una excusa: su ignorancia; que ella le sirviese tanto en esta ocasión como en cualquier otro yerro que pudiera cometer. Insiste en sus propósitos de pasar al servicio de España. Tenía para ello una razón poderosa: el vivir en paz bajo un gobierno cierto y seguro. Estaba harto de las arbitrariedades de la nueva república, que le había perseguido sañudamente arrebatándole a su suegro el señor Bayton, a sus asociados y a él mismo una gran posesión de tierras virginianas. Cierta que el Congreso (así podía verse en sus actas) había tenido la mejor intención de protegerle, pero había sido inútil, ya que carecía de fuerza para protegerle debidamente. Ante esta conjugación de injusticia e impotencia, lo mejor era emigrar, y así lo había hecho, buscando la prudente y justa autoridad del monarca español. No sería él quien se volviera atrás, y todas las condiciones propuestas por el gobernador de la Luisiana le parecían bien, aunque se permitía alguna observación, tal, por ejemplo, sobre la donación gratuita de la tierra. Entendía que, dada la gente que con él se había comprometido a la emigración, no era abusivo el cobrarles un moderado tanto por las tierras; incluso les agrada más. Con ello el Gobierno tendría un fondo con el que podría atender a otras obligaciones o procurar la inmigración de familias pobres, y dedicarlo, en general, a los gastos que provocase la colonización. Al fin, el coronel Morgan no puede ser más optimista; ya llegaría un día en que la colonia pagaría con creces las bondades de S. M. La tierra cultivada sería pródiga en sus bienes y de ella saldría lo necesario para proveer a todos los establecimientos, guarniciones y flotas de S. M. en América.

La última de las cartas cruzadas entre Miró y Morgan tiene la fecha en 28 de mayo, respondiendo a la recibida cuatro días antes¹¹. En ella contesta a la alusión sobre el abono de los terrenos, diciéndole que participaría a S. M. la opinión expuesta, si bien era difícil rectificar una política que no sólo había sido extendida por todos los establecimientos del Ohío, sino que legalmente estaba justificada por la Real Orden de 1 de diciembre de 1788 y las de 23 de agosto de 1787, expedida la primera con ocasión del expediente Wouves y la segunda en el de Jaime Wilkinson, los dos más importantes asuntos relativos a la población de la Luisiana planteados hasta entonces, juntamente con la gran emigración de acadianos de los años 1783-86.

Después de esto, la figura del coronel Morgan desaparece para

¹⁰ A. H. N.—Leg. 3.888 bis, núm. 200. Nueva Orleáns, 28 de mayo de 1789. Miró al coronel Morgan (Cop.).

¹¹ A. H. N.—Leg. 3.888 bis, núm. 245. Nueva Orleáns, 20 de julio de 1789. Instrucción que deberá observar el Comandante de l'Ance de la Graisee, Pedro Foucher, Teniente del Regimiento de la Luisiana, por el gobernador Miró.

tener una brevísima y fugaz reaparición en un memorial del año 1790 firmado por Benjamín Harrison, y otros varios vecinos de Nuevo Madrid, entregado por su comisionado Juan Wara, en el que manifiesta su descontento contra el citado coronel por haberles exigido cuarenta y ocho pesos por cada lote de tierra, en contraste con la conducta generosa de Miró, por lo que le aseguran la mayor fidelidad tanto a él como a su representante, el comandante del nuevo puesto, D. Pedro Fouchez, teniente del regimiento fijo que, con su tropa, se ha alojado en cuatro cabañas mientras se construía el fuerte.

Sea cualquiera la conducta de Morgan y su último pensamiento, que como es natural no aparece en los documentos reseñados, hay una cosa cierta: que la idea de la fundación de esta ciudad se debe a él, así como los primeros pasos de su vida.

Al dudoso coronel americano, amigo de Gardoqui, le va a suceder un teniente español amigo de Miró, D. Pedro Fouchez; le daremos una semblanza muy breve, pero muy halagüeña, cuya ya, que lo califica de *hombre de muy suave genio, excelente conducta, buen personal, y de alguna inteligencia en matemáticas que ha adquirido por incesante aplicación por sí mismo, bastante para dirigir la obra del fuerte de Estacas y de los edificios necesarios*. El primer comandante del puesto tenía amplias facultades y asumía tanto el mando militar como el civil.

La expedición de Fouchez salió de Nueva Orleáns el 29 de julio de aquel año y con él marcharon un sargento, un tambor, dos cabos y treinta soldados. Remontaron el río en dos lanchones con víveres para cuatro meses, cuatro cañones y los útiles necesarios para establecer aquel nuevo puesto.

El título jurídico invocado por Miró a la nueva organización lo encontraba, no sólo en la utilidad que para la colonia reportaría este avance hacia el Ohío, tanto en un aspecto político como económico y militar, sino también en la Real Orden de 1.º de diciembre de 1788, que, aunque entendida en ocasión del expediente Wouves, entendía de perfecta aplicación en este caso. Indiscutiblemente había un hecho: la abusiva conducta de Morgan había llevado a aquel lugar a un buen número de colonos a los que no era conveniente dejar entregados a su propio capricho, sin apoyo ni justicia alguna.

La mayor dificultad que encontraba Miró para el desarrollo de esta política es lo económico. No olvidemos que la Luisiana era una colonia «deficitaria», que vivía del «situado» que le enviaba el virrey de Nueva España, y éste era escaso y se abonaba además con mucho retraso, y estas obras costaban siempre dinero.

Aun antes de iniciar Fouchez su marcha fluvial, el nuevo establecimiento había ya costado 571 pesos y cuatro reales y medio, importe de las ayudas que Morgan había recibido del teniente gobernador de Illinois, tanto en provisiones como en caballos y guías de

La fundación de Nuevo Madrid

reconocimiento, esto sin contar con *el alquiler de cuatro caballos de que se ignora el precio*. La prestación del teniente gobernador de Illinois estaba plenamente justificada, ya que había obrado de acuerdo con las prevenciones de Gardoqui.

Miró, con la meticulosidad propia de su administración, da a Fouchez instrucciones muy concretas sobre la manera de organizar el nuevo territorio, al que da límites menos ambiciosos que Morgan. (Los límites que dicho mando debe contener por ahora se entenderán desde el Cabo de Cinq-Hommes, que se halla a veinte leguas más arriba de l'Ance, a la Graisse, hasta diez más abajo de este punto, dependiendo su mando sólo de este gobierno), limitando al Norte con el territorio de Illinois y comprendiendo en conjunto un total de veinticinco leguas, siguiendo la orilla del Misssisipí. El propósito de Miró era, en su día, subdividir el distrito en varios pequeños puestos, siempre dependiendo del principal, es decir, del futuro Nuevo Madrid.

El número de cláusulas de la *Instrucción* dada a Fouchez es de 18. Su extracto es el siguiente:

1.º Ratificación de lo hecho hasta entonces por Morgan respecto a las familias establecidas.

2.º Límites del mando.

3.º Se seguirá denominando l'Ance a la Graisse y la ciudad proyectada, Nuevo Madrid. Había solicitado de la Corte se denominasen tanto uno como otro, Nuevo Madrid.

4.º Aclarar lo hecho por Morgan, dando cuenta de haberse excedido de las facultades que se le habían conferido; con todo, quedaban aprobadas las condiciones, excepto las superiores a 320 acres.

5.º Se autorizará la instalación en el distrito para 600 familias, cada una de las cuales deberá percibir un terreno en la ciudad y cinco arpanes fuera de ella.

6.º Se refiere al juramento de fidelidad a prestar por los nuevos habitantes.

7.º Da normas sobre la administración de justicia, que deberá ajustarse a la instrucción dada por el conde de O'Reilly.

8.º Viene a ser una especie de orientación general de la manera de tratar a los habitantes, procurando atraerlos hacia España por caminos de «suavidad y dulzura», haciéndoles ver las ventajas concedidas y procurando por todos los medios evitar incidentes entre los soldados y los colonos.

9.º Sobre el procedimiento del territorio y relaciones que, en su caso, debería sostener con Morgan.

10. Da normas para la construcción del fuerte, que debería estar rodeado de estacas a prueba de bala de fusil o carabina; se debía erigir en el lugar más próximo al Missisipí, pero cuidando de hacerlo en terreno firme. Dentro del recinto estacado se debe construir la casa del comandante, el cuartel para su tropa, con capacidad para cien hombres, almacén de víveres, polvorín y oficinas diversas.

11. Para la construcción del fuerte podía contar con la ayuda del capitán Manuel Pérez, comandante del fuerte de Yliona; pero sería preferible que ajustase con los hombres de la nueva colonia la erección de estos edificios, pagando, naturalmente, los jornales precisos. Con todo, debía procurar hacer el ahorro posible, *lo que servirá de mucho mérito*, y desde el principio procuraría llevar una clara contabilidad.

12. Si la emigración aumentase, se debería procurar que en cada diez leguas quedasen libres 300 arpanes para la formación de nuevos puestos especialmente dedicados a la administración de la justicia.

13. Para la edificación de la iglesia se debería esperar nuevas instrucciones del gobernador.

14. Señala orientaciones para la política con los indios. Por ellos se dan facilidades para su instalación y se indica deben evitarse incidentes, partiendo siempre del principio de que la simple residencia en el territorio daba «ipso facto» la condición de españoles.

15. Comunicación constante con Nueva Orleáns, especialmente para comunicar al detalle la llegada de nuevas familias, y

16. Resaltar la importancia de la labor que se le encomendaba.

He detallado tan minuciosamente este documento porque entiendo que señala cuidadosamente cuál era la política de nuestro gobernador en el problema capital de poblar aquella provincia. En conjunto, son normas claras, prudentes e inspiradas de lleno en el cristiano espíritu de toda nuestra actividad colonial en tierras americanas.

Fouchez cumplió los propósitos, y Nuevo Madrid es un punto más en la tierra que lleva un nombre hispánico. Las instrucciones de Miró fueron aprobadas por Real Orden de 29 de enero de 1790, en la que se señala también al comandante del puesto la gratificación mensual de 40 pesos¹².

¹² Bolton H. E. «The Spanish borderland; a chronicle of the old Florida and the Southwest». Chronicles of America series. Vol. XXIII. New Haven, 1921.

NOTA SOBRE PINTURAS DEL SIGLO IV EN TREVERIS

TRÉVERIS es, sin disputa, la ciudad del Norte que reúne más extraordinarios monumentos romanos, especialmente interesantes por formar un conjunto del siglo iv, iniciado por Constancio Cloro, realizado por Constantino y completado por Valentiniano I y Graciano, para alcanzar un esplendor inusitado y efímero, puesto que llamadas a Italia, por Estilicón, el año 403 las legiones del Rhin, y trasladada la capital de Honorio de Tréveris a Arlés, los francos saquearon la ciudad por cuatro veces consecutivas en el período breve que corre entre el 410 y 428, de modo que el siglo v sólo pudo contemplar catástrofes en una gran urbe que pocos años antes podía ser saludada con entusiasmo en el "Panegírico" del Pseudo-Eumenes (VII, 22, 4) y perpetuada en el poema de Décimo Magno Ausonio, que celebra las bellezas del Mosela.

La homogeneidad de época de una larga serie de monumentos facilita mucho las conclusiones de un estudio arqueológico. Los pocos monumentos anteriores (el anfiteatro, las Termas de Santa Bárbara) están datados con seguridad desde hace tiempo. Parece además que la obra edilicia de Constantino se realizó sobre las destrucciones de la invasión del 275, creando un nuevo plano para la construcción de un barrio palatino, entre las Termas imperiales y la Catedral, donde se alzaron monumentos que quizá no llegaron a utilizarse nunca, como las propias *Kaiserthermen*, o que ni siquiera se terminaron, como la *Porta Nigra*, que hubo de cumplir su labor defensiva eficaz sin labrar los capiteles de sus arcos ni dejar aparecer ninguno de sus detalles.

Esta zona urbana de la antigua *Colonia Augusta Treverorum* se ha beneficiado en los años de la última contienda, y, sobre todo, en los de la postguerra, de unas inteligentes excavaciones, aún en curso, de las cuales nos interesan ahora las contiguas a la Catedral, con cuyos materiales se ha creado el excelente Museo Diocesano, dirigido por el P. Theodor Konrad Kempf, a cuyo cargo están también las excavaciones que hemos citado y de quien esperamos una obra de conjunto que responderá a la importancia de los descubrimientos. El museo recoge, sobre todo los materiales de las excavaciones de la Catedral de 1945-46, y agrupa objetos paleocristianos en la planta baja, y otros medievales y modernos, de escultura y pintura religiosa y objetos de culto, en el piso superior; entre éstos no podemos sustraernos al recuerdo del maravilloso lienzo bordado que fué de

Notas

un misionero inglés, y respecto del conjunto de la instalación a la cual no se puede oponer ni la más leve crítica.

Volviendo a la época que nos interesa, y sin entrar en los materiales característicos que allí se conservan, examinemos el problema de las basílicas cristianas ahora descubiertas y especialmente las extraordinarias pinturas que entonces fueron arruinadas y ahora vuelven a ser admiradas en el Museo¹.

Las excavaciones que estamos citando² vienen a incidir sobre un punto polémico de la arqueología de Tréveris, cuyas opiniones extremas se sintetizan en F. Oelmann (1922), para quien en las construcciones básicas de la Catedral había que reconocer el "Consistorium" del Palacio imperial de la Ciudad, y en D. Krencker (1923), quien pensaba mejor que se trataba de una grandiosa basílica paleocristiana, dedicada al culto. Todos coincidían en que Tréveris no podía dejar de tener su palatium, y el buscarlo bajo la Catedral quedaba justificado por las subestructuras y muros romanos que aun hoy se distinguen en ella. Las excavaciones de Kempf han venido a dar la razón a Krencker y han llegado aún más lejos, pues han sido dos las basílicas descubiertas, que se fechan mediante las monedas, en la época de Constantino; parte de la cancela del presbiterio ha sido hallada junto a la Catedral, en la bella iglesia de la Virgen (*Liebfrauenkirche*).

Las basílicas son de tres naves, situadas en el plano de la ciudad, en el borde del cardo (del plano modificado) que iba de la Porta Nigra a las Termas imperiales. Las excavaciones han permitido señalar tres períodos constructivos: uno, constantiniano; otro, de época de Graciano, y una reconstrucción debida a los francos a principios del siglo VI, sin contar con las posteriores modificaciones. La obra de Constantino daba a la basílica mayor veinte metros para anchura de la nave central y diez metros para cada una de las laterales, sin ábside y con un muro transversal para separar el coro de la nave. La más pequeña, muy modificada por las construcciones medievales, cerraba entre sí misma y la más septentrional, un baptisterio formado por una gran piscina cuadrada de nueve metros de lado, y una sala que Kempf llama "de los catecúmenos"; la basílica meridional, también de tres naves, formadas por columnas, tiene diez metros de ancho para cada una de ellas. Graciano modificó el coro de la basílica grande, agrandándolo y reforzando los muros para soportar una cúpula —que no llegó a ser construída— que había de tener, por apoyos, columnas llevadas desde Odenwaldt, cerca de Francfort, una de las cuales está

¹ El Dr. Kempf ha dado breves avances de sus trabajos con el título: "Die altchristliche Bischofsstadt Trier" (separata sin indicaciones bibliográficas); "Die altchristliche Bishofskirche Triers", 1948; "Die Deutung des roemischen Kernes im Trierer Dom nach den Ausgrabungen von 1943-1946"; "Das Muenster I, 1947"; p. 129; "Neue Funde im Trierer Dombering", Das Munster 3, 1950; p. 51; y "Die vorlaufgen Ergebnisse der Ausgrabungen auf dem Gelaende des Trierer Domes", Germania Anzeiger, año 29, 1951; cuad. 1-2; p. 47.

² Actualmente el Dr. Kempf excava junto a los mismos muros de la Catedral una curiosa construcción religiosa del siglo VII, que se asienta sobre una calle del siglo IV, con planta sensiblemente circular y unas raras cancelas cortando la planta, que fué destruída por los carolingios en el siglo X. Y junto a estas ruinas se está poniendo de manifiesto una capilla inferior del siglo XII. Estos descubrimientos, todavía inéditos, los conozco gracias a la gentileza de su excavador, a quien rindo aquí el testimonio de agradecimiento que sus amabilidades merecen.

todavía en la puerta de la iglesia actual. En el centro de esta ampliación, una excavación circular por su parte interna, con un dodecágono en su exterior, es interpretada por Kempf como una "memoria" semejante a las iglesias de la Resurrección en Jerusalén y a la de Belén.

Pero el descubrimiento extraordinario es el antes aludido de las pinturas murales. En las excavaciones del interior del *Dom*, en 1946, ante la subida del coro y debajo del suelo de la basílica cristiana que acabamos de citar, se hallaron los restos pictóricos que cubrían una sala de siete metros y medio de ancho por once de largo; su decoración, convertida en más de 50.000 fragmentos, ha sido restablecida de nuevo después de más de cinco años de pacientes trabajos de Th. Kempf. Las pinturas correspondían al techo, y se hallaban distribuidas en casetones, también pintados, alternando amorcillos danzando con grandes bustos de una calidad pictórica que hace pensar en un artista de primera fila, y de un realismo que permite suponer que se trata de personas de la familia imperial, según se comprueba por los bustos de las monedas. La figura central es una mujer, de edad madura; adornada con nimbo, collar, diadema de perlas y stephanon, probablemente Flavia Helena, la madre de Constantino; otra, más joven, con nimbo, corona de flores y plektron, sería Fausta³.

No es éste el lugar para tratar de plantearnos la trascendencia de este descubrimiento, que pone de relieve una pintura oficial de altos vuelos en un lugar y una época de los que nunca se hubiera sospechado. Lo que sí queremos subrayar es el acierto en la restauración y exposición museográfica de los frescos. La pintura fue hecha sobre estuco, y éste, situado sobre madera, de modo que las huellas de las vetas y líneas del panel han permitido en muchas ocasiones unir fragmentos que por falta de figuración definida pictórica quedaban aislados del conjunto; este dato y cuantos le ha sugerido su fino ingenio al paciente Dr. Kempf han logrado completar parcialmente las representaciones figuradas. En uno de los cuadros, los espacios vacíos han sido rellenados y luego completada la pintura (figs. 3 y 4), con lo cual se garantiza bien la conservación de los fragmentos a costa de una complementación poco satisfactoria; en los otros se han fijado los fragmentos sobre un panel por medio de una disolución de celuloide y acetona y, sobre aquél, se ha verificado la reconstrucción de la pintura, con lo cual no hay posibilidad de falsas interpretaciones de la obra arqueológica, si bien queda el problema de cómo soportará el conjunto pictórico el paso del tiempo; lo que teóricamente resulta perfecto, puede resultar peligroso. Estamos ahora frente al ensayo que puede decidir la ventaja de uno u otro sistema.

Sea como fuere, estimamos que estos descubrimientos constituyen una de las notas más sensacionales de la arqueología romana en estos años, que viene a mostrarnos, además, el alto nivel artístico que se supo conservar hasta los años comprometidos de la crisis militar y política⁴.

A. BELTRAN

³ Reproducción en colores en "Neue Beitrage zur Kunstgeschichte des I. Jahrtausends", Baden-Baden, 1952.

⁴ Cfs. también W. Reusch, "Tréveris, Residencia imperial en época romana. Nuevos descubrimientos", Caesaraugusta, 6. Kempf, "Konstantinische Deckenmaccscien ans dem Trierer Dom", Trierer Zeitschrift, 1950, 1/2, p. 45.

SOBRE EL ORIGEN Y COMPOSICION DE LA CURIA REGIA NAVARRA

AL estudiar la documentación navarra de los siglos X y XI, se halla el dato importante de que su curia presenta una forma acabada, anticipándose a los demás reinos peninsulares.

Extraña que siendo un reino que presenta una gran obscuridad en la historia política de los siglos VIII y IX, haya avanzado en sus instituciones con paso más rápido que el reino asturiano-leonés, lo que hace suponer que estas instituciones llegaron a Navarra por un camino distinto que a León y Castilla.

El primer problema que se plantea al tratar de esta curia, es el de sus orígenes.

Estudiando la composición de la curia franca, hemos encontrado una gran semejanza entre sus cargos y los de la curia navarra; si a esto añadimos la proximidad de ambas, hay motivo suficiente para suponer que a Navarra le pudieron llegar instituciones francas a través del Pirineo.

No es tarea fácil el averiguar cómo han llegado estas instituciones a Navarra. Tendríamos que estudiar qué tipo de relaciones unían a Francia y Navarra en los siglos VIII y IX, y para ello se carece de documentación. ¿Llegarían por medio de alguna orden monástica? Lo cierto es que aunque se desconozca el medio por el que llegan a Navarra, llegan, y esto nos basta.

Pasemos a estudiar rápidamente las instituciones políticas francas, para tratar después las que nos interesan.

Los francos conservan gran parte de las instituciones del "Palacio o Sacrum Palatium" del Imperio romano, pero con un giro más libre, menos burocrático.

El emperador romano está rodeado de un gran número de domésticos y consejeros "Palatium". Entre éstos el príncipe elige sus auxiliares.

Hay un jefe responsable ante el emperador: el maestro de oficios, el conde del palacio sagrado, etc.

El rey de los francos, al igual que el emperador, se rodea de una serie de consejeros y auxiliares. A partir de Carlomagno se distingue de este grupo un "Consilium", órgano político que asiste al príncipe diariamente en su gobierno.

Entre los palatinos, el rey elige sus grandes funcionarios. Estos desempeñan las funciones domésticas, honorables, puesto que ellos tocan a la persona del rey, y las funciones administrativas.

Notas

A la cabeza de estos palatinos se encuentra el "maior-domus", intendente general del rey. Bajo los merovingios, el mayordomo ocupará poco a poco todos los poderes políticos, haciéndose el cargo hereditario. Carlos Martel, mayordomo de Palacio, es, en efecto, el dueño del reino franco. Cuando se corona Pipino el Breve, se consolida su situación.

Los carolingios se guardaron mucho de restablecer este cargo, reemplazándolo por el senescal (su nombre y origen quizá sean germánicos).

El "senescal" estaba asistido por el "comes stabuli" y por el "buticularius", y éste, a su vez, manda a los coperos: "escanciaros". Desde el punto de vista político, el senescal ejerce una vicerrealza, tiene atribuciones militares, conduce la armada a la guerra y dirige el combate.

A partir del siglo XI, el senescal firma el primero los documentos reales. Luis VI impide que este cargo sea hereditario y no vuelve a aparecer hasta el siglo XIV.

El canciller dirige la Real Capilla y es jefe de la Secretaría general del rey. Desde el XII está vacante el cargo¹.

Tanto la reina como el primogénito intervienen en las funciones de gobierno, sobre todo bajo los primeros Capetos; Luchaire habla de la "trinidad capeta"².

A partir del siglo XIII el primogénito y la reina declinan en sus funciones de gobierno, apareciendo ciertos burgueses.

* * *

Vistos los cargos que destacan en la curia franca y las vicisitudes que sufren, entremos en el objeto propio de nuestro estudio: La curia navarra.

Es cierto que en la curia navarra aparecen estos cargos palatinos y que tienen atribuciones semejantes, pero no es menos cierto que estas mismas funciones, aunque a veces con diferentes nombres, están en el "Aula Regia o Palatium".

Si como dice Olivier Martín, las instituciones francas tienen en parte su origen en las del Imperio, no resulta difícil admitir que al ser éste invadido por los bárbaros, durante los primeros pasos de éstos en la historia del Imperio romano, sus asambleas en contacto con las instituciones romanas complicasen la organización de la corte visigoda.

Si no hubo una fusión de elementos, hubo una admisión en el "Aula Regia", heredera de la antigua Asamblea de "seniores godos", de los "senatores" hispano-romanos, de los comites (oficiales de palacio que Leovigildo creó a imitación de Bizancio), de los funcionarios civiles y políticos "duques y condes" y de los altos dignatarios de la Iglesia.

El concilio VIII de Toledo menciona como electores de los monarcas a los "maores palati:" y sacerdotes.

Integraban el "Palatium", comes sin función palatina, comes a quien el monarca atribuía un cargo de honor en Palatium, sin función, pero con título palatino (generalmente comes scanciarium y comes stabuli)³.

¹ Olivier Martín. "Histoire du Droit Français".

² Luchaire. "Institutions Monarchiques".

³ Sánchez Albornoz. "Aula Regia y Asambleas políticas godas".

Notas

Consecuencia de todo esto es que resulta difícil dar filiación exacta a la curia navarra, pues si presenta una gran semejanza con la franca, tiene también una serie de cargos de procedencia visigoda. Podemos suponer que la curia franca estaba integrada por elementos oriundos del Imperio de los césares, otros de origen germánico y algunos creados por la Iglesia, y, todos ellos, por los Pirineos, llegaron en los comienzos del siglo X al naciente reino navarro.

* * *

Composición de la curia: La curia regia navarra presenta una forma acabada en el siglo X, con un ceremonial y un grupo de funcionarios que no tenían la de los reinos occidentales.

No es con Sancho el Mayor pues, cuando la curia toma su forma definitiva⁴. Revisando los documentos del siglo X encontramos que García Sánchez I tiene un buen cuadro de funcionarios, y si bien con Sancho el Mayor aparecen algunos nuevos cargos, se pierden otros no menos importantes.

No es original de Sancho el Mayor rodearse de una serie de "episcopos", que ocupan un lugar preeminente de toda la documentación de este rey⁵. Este grupo de "episcopos" están igualmente en la curia de García Sánchez I, Sancho Garcés II y García Sánchez II; por tanto, no es novedad de Sancho el Mayor.

El que firmen los documentos tras de la familia real, no indica que tengan una importancia superior a cargos como el de "maior-domus", "buticularius", etc., pues es fácil suponer que los que verdaderamente podían influir en la persona del rey eran aquellos que estaban próximos a él, y no los "episcopos", que residían fuera de Palacio. Su primacía en la documentación se deberá más bien a sus hábitos que a distinción real⁶.

Y todavía más: firman en el siglo X los documentos reales un mayor número de "abades" que en el XI.

La teoría del señor Pérez de Urbel sobre el "regulus" no aparece muy clara, pues si, como dice, era el primer dignatario o virrey de Aragón, puesto que gobernaba la región oriental bajo la dependencia del rey de Pamplona y que existía antes de Sancho el Mayor⁷, cómo se explica que en un documento del siglo X (año 983), de San Juan de la Peña, firmen con este título los tres hijos de Sancho Garcés II? ¿Gobernaban los tres el territorio aragonés? Más adelante dice que Sancho el Mayor los suprime; hemos de entender que como gobernadores, ya que, al hablar del bastardo Ramiro, dice que firmaba con este título hasta que Sancho el Mayor tuvo el hijo legítimo García.

Ramos Loscertales, en "La Sucesión", opina que Ramiro de Viguera tenía el gobierno de estas tierras con el título de "regulus" para diferenciarse de los demás "señores dominantes", pero bajo la "regia auctoritas" del primogénito. No hace refe-

⁴ Opinión de Pérez de Urbel en "Sancho el Mayor". Capítulo de la Curia.

⁵ Como opina el Sr. Pérez de Urbel en su tratado de "Sancho el Mayor". Capítulo de la Curia Regia.

⁶ En contra de la opinión de Fray Justo Pérez de Urbel en "Sancho el Mayor".

⁷ Pérez de Urbel. "Sancho el Mayor".

Notas

rencia a ningún documento que sustente su teoría, y, a la vista del ya citado anteriormente de San Juan de la Peña, en el que firman los tres hijos de Sancho Garcés II con este título, preguntamos: si sólo lo ostentaban los hijos tenentes, ¿cómo se explica que lo use también el primogénito?

Para poder aclararlo, contamos con cinco documentos en que aparece el "regulo". El primero, el de San Juan de la Peña citado; los otros cuatro, emitidos por Sancho el Mayor⁹; dos, de 1014, en los que Ramiro el bastardo firma como "regulo", y los otros dos, de 1020, en los que firma García. Si el primero no existiese podíamos afirmar que era el título del futuro rey, y en el caso del de Viguera se explicaría por presión de Doña Teresa sobre el rey, ya que el primer matrimonio con Andregoto había sido anulado, luego García no era legítimo, esto es lo que podía alegar Doña Teresa. En el caso de Sancho el Mayor podíamos aceptar la opinión de Fray Justo Pérez de Urbel, pero el documento que aparece de San Juan de la Peña tira por tierra esta teoría.

¿No puede ser éste un mero título de los hijos del rey, y que no fué siempre unido a un gobierno o tenencia, sino que más bien coincidió con ésta en algún caso como el de Ramiro de Viguera?

En la documentación de Sancho el Mayor, su hijo primogénito firma con el título de "infante"¹⁰, y en otros documentos de Sancho IV¹¹ aparece de nuevo. El que no vuelva a salir el "regulo" hace suponer que lo sustituyen por este nuevo título.

En Navarra, como en el reino franco, la familia real interviene en las funciones de gobierno. Hay documentos dados por ambos cónyuges¹²; otros, dados por el rey y su madre¹³ como García Sánchez I y Doña Toda (la influencia de esta mujer sobre su hijo se ve en toda la documentación, en la que figura juntamente con él). A veces, es la reina sola la que emite un documento.

En la documentación navarra de esta época, los "infantes" firman los documentos, pero no emiten ninguno.

Tras el rey, en la mayoría de los documentos, firman la reina, sus hijos, madre y hermanos. Esto no quiere decir que estuviesen presentes cuando se resolvió el asunto del documento, e incluso van decayendo en sus funciones de gobierno, siendo sustituidos ante el rey por una serie de burgueses encumbrados por el favor real.

Con Sancho el Mayor encontramos a Fortún Sanchiz, que firma documentos en unión del rey¹³, y en un documento de San Millán (año 1030) firma un Fortunius Sancier con el título de "princeps", esto nos da idea del ascendiente que tenía con su rey.

Tras de la familia real, obispos y abades, firman los documentos una serie de señores que son los que forman la verdadera "curia regia".

Todos ellos desempeñan los cargos de Palacio, y el estar próximos a su rey hace que influyan en las tareas de gobierno de tal forma que no es corriente que

⁹ "Cartulario de San Millán. Ed. Serrano. D. 84-85-87 y 88.

"Colección Diplomática de San Juan de la Peña". Ed. Magallón. Pág. 128.

¹⁰ "Cartulario de San Millán". Ed. Serrano. D. 214 y 225.

"Monasterio de Albelda. Diversos de Castilla". D. 214 y 215.

¹¹ "Cartulario de San Millán". Ed. Serrano. D. 18-22 y 139.

¹² "Cartulario de San Millán". Ed. Serrano. D. 16-17-19-20 y 21.

¹³ "Cartulario de San Millán". Ed. Serrano. D. 101-103.

¹⁴ "Cartulario de San Millán". Ed. Serrano. D. 18.

el rey prescindiera de ellos. No hay documento en el que dejen de figurar en mayor o menor número.

Si, como hemos dicho al tratar de los orígenes de esta curia, veíamos cargos de ascendencia visigoda, cabe suponer que estos señores tenían un poder parecido al de aquellos "seniores godos" que, reunidos en las Asambleas alrededor de su rey, ayudaban a éste a resolver los asuntos más trascendentales, aunque en algunos casos, los menos, el rey desoyese sus prudentes consejos.

A la cabeza de todos estos cargos palatinos tenemos al "maiordomus", jefe del palacio del rey. Es el administrador general, bajo el cual, y dependiendo de él, se hallan una serie de subordinados. Este cargo aparece en la curia navarra a comienzos del siglo X (926) con García Sánchez I¹⁴. No es hereditario, como puede verse por los documentos, e incluso lo disfrutaban muy corto período de tiempo. Con Sancho IV figuran seis "maiordomos", sucesivamente. Lo que sí observamos que este cargo (no siempre) durante el período al que nos referimos, suele desempeñarlo una familia, la familia Sangiz, así que si no es hereditario los reyes siguen un poco la tradición familiar.

Esta familia Sangiz tiene una gran influencia en la corte, porque desempeña los cargos de mayor importancia, como stabularius, armiger, alferez y es uno de sus miembros quien en el reinado de Sancho el Mayor ostenta el título de "princeps" (Fortunius Sanci).

En los francos es hereditario el cargo de "maiordomus" con los merovingios, pero cuando ciña la corona la dinastía carolingia desaparecerá el cargo, que lo sustituyen en sus funciones por el de "senescal".

En Navarra y Aragón los cargos de "maiordomus" y "buticularius" se hallan diferenciados en el siglo X¹⁵, en contra de la opinión que sostiene Mayer¹⁶ de no estarlo hasta el XI, y que según él, recaen en la misma persona, cosa que tampoco es muy frecuente. En la documentación de estos siglos, solamente hemos hallado un documento de Sancho IV en que la misma persona desempeñe ambos cargos.

El "maiordomus" está asistido en su trabajo por el "comes stabuli", cargo que encontramos en el Bajo Imperio y en lo franco. Es el encargado de las caballerizas. En la curia navarra aparece en el siglo X, aunque su nombre es "maior equorum". Es en el reinado de Sancho el Mayor cuando su nombre es el de "stabularius". No hemos encontrado este cargo fusionado con el de "maiordomus" como dice Mayer¹⁷.

Otro de los subordinados del "maiordomus" es el "buticularius", que juntamente con los "pincerna", sus auxiliares, están al frente de las bodegas, servicios de bebida y viñas¹⁸. Este cargo se halla en el Bajo Imperio con el nombre de "ginollariorum".

En el siglo X figura en un documento de García Sánchez I el "pincerna". El "botillarius" hace su aparición en el reinado de Sancho Garcés II, por lo que su-

¹⁴ "Colección Diplomática de San Juan de la Peña". D. 18.

¹⁵ Mayer Ernesto. "Instituciones Sociales y Políticas de España y Portugal durante los siglos V al XIV".

¹⁶ Mayer Ernesto. "Instituciones Sociales..."

¹⁷ Mayer Ernesto. "Instituciones Sociales..."

¹⁸ "Colección Diplomática de San Juan de la Peña". D. 18.

Notas

ponemos que, si bien la curia franca tenía dos encargados de las bodegas, la navarra, en el siglo X, tenía uno al que en un principio le llaman "pincerna" y más adelante "buticularius". Solamente, con Sancho IV en un documento aparecen los dos en la curia.

El "buticularius" manda a los "coperos", que escancian la bebida al rey, de ahí que se les llamen "scanciarios". Hacen su aparición en el siglo XI con Sancho IV.

El "comes" palatino de origen probablemente romano, aparece en el siglo X con García Sánchez I. Figuran en los documentos varios "comes", cuyas funciones domésticas no aparecen claras; serán de orden judicial a semejanza de los del Bajo Imperio.

Esto mismo ocurre con el "dux", "iudice" y "consul". Los dos primeros figuran en los documentos del siglo X, y el tercero, en los del siglo XI.

Entre los oficiales militares de la corte está el "armiger", que es el portador de las enseñas o pendón real, y aparece en documentos del siglo X de García Sánchez I. En el XI, con García Sánchez III y Sancho IV figuran el "armiger" y el "alferiz". Este cargo aparece en lo visigodo con el nombre de "comites spatulariarum", portador de las armas supremas. Como en algunos documentos firman los dos, es fácil que el "alferiz" sea un subordinado o subefe que lo sustituye en su ausencia.

La capilla real estaría regida por un eclesiástico: el "archicapellan", y entre este clero estaban los "notarii", "prior", "cantor", "offertoris", "sacrista", "ostiarus", etc., que figuran en algunos, muy pocos documentos.

En los documentos del siglo X figuran como testes una serie de señores que, junto a su nombre, ponen el lugar donde residen. En el XI, y con Sancho el Mayor, figuran como "dominans" en tal o cual lugar. Aparecen en gran número, y tanto es así, que en los documentos que figuran ellos sólo firman dos o tres oficiales de la curia.

En los documentos de Sancho Garcés II¹⁹ y en otro de Sancho el Mayor firman "omni militia palatii Sansionis regi" y "omne togam palatii regis", no cabe duda que se refiere a todo el séquito de Palacio y no a los cargos más distinguidos como opina Mayer.

La palabra germánica "scola" aparece en un documento de Sancho Garcés I²⁰ "et scola de rege et de suos germanos", hace referencia al séquito palaciego.

FELISA LAGUNA MALLEN

¹⁹ "Monasterio de Albelda". Ed. González. Pág. 27.

²⁰ "Colección Diplomática de San Juan de la Peña". Ed. Magallón. Pág. 28.

BIBLIOGRAFIA

DOCUMENTOS.

1. Cartulario de "San Millán de la Cogolla".
Bec. Gailcano. "Colección Minguella". Ed. Serrano.
2. Colección Diplomática de "San Juan de la Peña". Ed. Magallón.
3. "Documentos históricos del Condado de Ribagorza". Ed. Serrano y Sanz.
4. "Monasterio de Albelda". Ed. González.
5. Documentos de los condes catalanes del siglo X". Ed. Udina.
6. "Los diplomas carolingios en Cataluña". Abadal.
7. "Documentos de Sancho Garcés II". Sr. Canellas. "Edad Media de la Corona de Aragón".

TRATADOS:

1. "Historia de las Instituciones Sociales y Políticas de España y Portugal durante los siglos V al XIV". Ernesto Mayer.
2. Reyes de Viguera". Ramos Loscertales.
4. "Curia Regia Portuguesa". Sánchez Albornoz.
5. "Aula Regia" y las "Asambleas germánicas". C. H. E.
6. "Manual de Historia del Derecho francés". Olivier Martin.
7. "La Vasconie". Jourgain.
8. "Historia General del Derecho francés". Chenon.
2. "Sancho el Mayor". Sr. Pérez de Urbel.

LA TERRA DI ARAGONA NEI MANOSCRITTI DELL'AMBROSIANA ¹

GIOVA indicare quale riflesso ha la terra gloriosa di Aragona nei manoscritti della grande Biblioteca milanese fondata, al principio del secolo XVII, dal cardinale FEDERICO BORROMEO.

Chi scrive ha avuto occasione di scorrere, in ventidue anni di lavoro, alternato colle fatiche del magistero universitario, i 16.000 manoscritti che gli hanno permesso di dettare il Catalogo voluto da S. S. Pio XI: "I CODICI AMBROSIANI DI CONTENUTO GEOGRAFICO" ². Ed ora è lieto di offrire agli studiosi, non già la vasta serie delle carte marine e terrestri in cui è rappresentata l'Aragona, fra cui la carta lossodromica arabica della prima metà del Trecento e il Tolomeo greco dei secoli XIV-XV, che figurarono alla Mostra Colombiana di Genova, ordinata a Palazzo San Giorgio (12 ottobre 1950-12 ottobre 1951).

La serie delle figurazioni cartografiche dell'Ambrosiana è stata ricordata dovosamente in una mia rassegna pubblicata in occasione del Congresso Internazionale del mondo portoghese adunato in Lisbona nel 1940.

Un saggio di carattere diverso appare opportuno oggi.

Esso comprende sette manoscritti di particolare interesse storico, elencati nell'ordine topografico della loro collocazione (1 del sec. XIV-XV; 1 della 2.^a metà del XV; 1 della 1.^a metà del XVI; 1 della 2.^a metà del XVI; 1 della fine del XVI; 1 del sec. XVII-XVIII; 1 del principio del XVIII). Dopo la segnatura viene indicato il numero del "Catalogo REVELLI", in cui esso è descritto. Ed io confido qualche studioso possa trovare in essi notizie di particolare interesse.

Ed eccone la breve serie:

1.^o Ambr. A. 260 Inf. (Cat. REVELLI, n. 21). *Trattato Universale / descrizione et (SITO) de tutta la terra / sin qui conosciuta. Descritta da URBANO MONTE*

¹ Texto de una comunicación presentada al V Congreso de Historia de la Corona de Aragón, que por exceder de los límites cronológicos del temario oficial se edita en estos "Cuadernos de Historia".

² Paolo Revelli, "I codici ambrosiani di contenuto geografico", con venti tavole fuori testo, MCMXXXV. Editore Luigi Alferi, Milano. Prefazione di Giovanni Galbani, Prefetto dell'Ambrosiana. Edizione "Fontes Ambrosiani", I, I, e aurita in tre settimane.

Gentilhomio Milanese; et dall'istesso disegnata / in sessanta (due) tavole, Graduate in lunghezza, et larghezza. Conforme alla Geografia de molti veridici, si antichi come moderni autori. Con sue esposizioni a tutte le Tavole, particolarmente della qualità de / i paesi (costumi delle genti) et delle cose più nottabili, che in essi si ritrovano. / Le quali Tavole possonsi et s' insegnano a ridurre insieme, et di quelle / unirne, et formarne un mappamondo intiero in forma piena circolare. Sec. XVI ex XVII.

2.º Ambr. D. 90. Inf. (Cat. R., N. 48). Cod. cart. it., sec. XVI ex, di 56 ff., cm. 31 × 22, completo, trenta linee per pagina. RELAZIONE DEL VIAGGIO DI ANTON MARIA RAGONA IN FRANCIA, INGHILTERRA, SPAGNA negli anni 1582 e 1583. Copia nella Bertoliana di Vicenza, stampata da G. DA SCHIO in "VIAGGI VICENTINI", Venezia, Alvisopoli, 1837, in 12.º; cfr. II, pp. 1-16.

3.º Ambr. I. 244. Inf. 7-29 (Cat. R., n. 148). Cod. membr., Cat., del sec. XIV-XV, di 254, ff., cm. 32 × 22, in buona cond., compl.)

PROVINTIALE REVERENDISSIMI DOMINI DI FRABRITII MARLIANI episcopi placentini et comitis, siue descriptio episcopatum totius orbis carholici, "Incipit": "in civitate romana"; "explicit": "aliarum part. propicientibus". Edito da P. MAZZUCHELLI, OSSERVAZIONI INTORNO AL SAGGIO STORICO CRITICO SOPRA IL RITO AMBROSIANO, 1828, pp. 324, e segg.; cfr. anche L. GRAMATICA e G. GALBIATI, Il Codice Ambrosiano del "LIBER DIURNUS ROMANORUM PONTIFICUM", pubblicato sotto gli auspici di SS. Pio XI in "Anacleta Ambrosiana"; Milano, Alfieri e Lacroix, in -4.º, con 325 facsimili.

4.º Ambr. C. 72, Sup. (Cat. R., N, 166) PROVINCIALE OMNIUM ECCLESIAIARUM CATEDRALIUM UNIVERSI ORBIS, CUM PRATICA, STILO ET FORMIS CANCELARIE APOSTOLICAE, JIUXTA MOREM ROMANAE CURIAE PER LITERAS ALPHABETI. DESCRIPTORUM MEI JOHANNIS MICHAELIS DAHERII CIVIS ARCHIDIACONI ET CANONICI TAURINENSIS. Cod Catt. lat. della 1.ª metà del sec. XVI, di ff. 226 oltre a 3 ff. di guardia e al frontespizio, legato in cuoio marrone, con incisi fregi, con rappezzi posti sul dorso; cm. 29'5 × 20'6; in buona cond. (fuorchè nelle ultime pp., guaste dal dilagare dell' inchiostro. Completo).

5.º Ambr. X. 66. (Sup.) (Cat. R., n. 209). Cod. Membr., Cat. della 2.ª metà del sec. XV, di 109 ff., leg. originaria in cuoio verde, con rappezzi posteriori al dorso cm. 27'3 × 19'5; in buona condiz.; compl. La data piu recente é il 1462 (f. 50 R.) "PROVINCIALE". Di particolare interesse per lo studio delle circoscrizioni ecclesiastiche. Cfr. i lavori di FABRE - DUCHESNE, G. ERLER, L. GRAMATICA e G. GALBIATI.

6.º O. 70. (Sup), Cat. R. N. 291). DESCRIZIONI DELLA SPAGNA di anonimo (l' autore si dice Messicano). Cod. Cart., ital. della 2.ª, metà del sec. XV: (scritto dopo il 1557, sotto FILIPPO II.º DI SPAGNA; f. 102 V., di 109 ff. scritti (sono bianchi i ff. 117 v., e 125 v), preceduti da 3 ff. bianchi, cuciti malamente, legati in pergamena; cm. 22 × 17. Fig. F. 2 r, Novera nella Spagna 9 provincie.

Notas

ANDALUZIA, LUSITANIA, ESTREMADURA, DUE ASTURIE (di Oviedo e di Santillana) BISCAIA, GUITCUZCUA, CARTAGENA, CATALOGNA) e 8 regni: Portogallo, León, Galizia, Castilia, Granata, *Aragón*, Valencia, Maiórica. Il numero dei Reggni sale a 9, coll'aggiunta del "regno di Toledo". Schizzi a penna della penisola iberica, nel f. 149 V.

7.º Fondo Trivulzio - Belgioioso, Ambr. Trotti 122 (Cat. R., N. 507) Cod. cart. it., del sec. XVIII *in*. (1704) di 79 ff.: cm. 207 × 30 DESCRIZIONE DI TUTTI GLI STATI che compongono la Monarchia di Spagna - Anonimo. "Explicit": e scribo, per mea erudizione, e divertimento.

PAOLO REVELLI

LA POBLACION DE LA PARROQUIA DE LA MAGDALENA EN 1543

SE basa este pequeño trabajo en una serie de datos sobre esta población, obtenidos en los libros parroquiales de la Magdalena. Sobre ellos se han hecho unas estadísticas y se han sacado algunas consecuencias; pero ni unas ni otras tienen un valor que se pueda hacer general a toda la ciudad ni a toda una época.

Se trata, sencillamente, de lograr poner de relieve los caracteres demográficos de un sector pequeño de la población de Zaragoza en el siglo XVI.

Los fondos consultados se encuentran en la casa parroquial, muy bien conservados. En un mismo tomo, en tamaño folio, se han reunido los 5 libros de bautismos, comulgados, difuntos, confirmados y matrimonios referentes a los años 1543-1575 con un total de 287 folios. Especialmente utilizados en este trabajo son los tres primeros libros.

El libro de bautismos ocupa dos folios, escrito en clara letra cortesana.

Se ve que es una misma persona la que escribió los tres libros, menos las tres últimas partidas de bautismo que son de diferente mano.

La relación de los comulgados aquel año comprende seis páginas. Está escrito a doble columna.

El libro de difuntos comprende folio y medio.

Todo ello en muy buen estado de conservación, pues sólo están un poco deterioradas por el uso en su extremo derecho algunas páginas que corresponden al libro de bautismos, de forma que algunas palabras quedan incompletas; si son nombres propios, y no repetidos, no es posible completarlas, como es fácil hacer si se trata de palabras formularias.

En la primera página se hace constar que esta encuadernación se hizo en agosto de 1857 por el cura párroco D. Juan-Manuel Félez. Como el canto, lleva junto con los títulos del contenido la inscripción de tomo I, se deduce que en el año 1857 era ya el documento más antiguo de aquel archivo parroquial.

La encuadernación está hecha en pergamino y lleva dos cintas para sellarlo.

• • •

Notas

La parroquia de la Magdalena está situada en el Nordeste de la ciudad. Su recinto está atravesado por el Coso, que sigue la línea de la antigua muralla romana; por lo tanto, sólo la parte Oeste de la parroquia estaba comprendida en el primitivo recinto de la ciudad; el resto fué extendiéndose en época posterior, sobre todo a partir del siglo XIII, entre la primitiva muralla y otra más amplia.

En la actual plaza de la Magdalena se levantaba la puerta de Valencia, en el final del eje longitudinal que recorría la calle Mayor desde el arco de Toledo. Esta puerta fué derruida en el año 1867 para dar a la plaza de la Magdalena el necesario desahogo y dejar al descubierto la fachada de la Universidad, construída en el siglo XVI, utilizando en parte materiales de la muralla.

La iglesia de la Magdalena fué construída en el siglo XII, siglo en que fueron rápidos y acentuados los progresos de la ciudad. Se tiene noticia cierta de esta iglesia hacia el año 1141. El edificio, de gusto mudéjar, ha sufrido sucesivas renovaciones. Es una de las iglesias más antiguas e ilustres de Zaragoza.

IDENTIFICACION DE LAS CALLES

Placera de micer ferando lópez - Plazuela de Micer H.^o López, hoy llamada de Palafox.

Calle de en medio —corresponde a la actual de Agustín.

El postigo de damail o de D. Mair, es una parte de la calle que hoy se llama de San Lorenzo.

Salvaje —Horno del Salvaje— corresponde a la que ahora es calle de los Estudios.

Barrio Nuevo —Es la calle Verónica.

El callico laseras —La calle de las Eras comunicaba con la plazuela del mismo nombre; debía ser un lugar todavía poco habitado.

Plaza de la Magdalena: en el mismo lugar que hoy, pero más reducida, puesto que allí se elevaba la puerta de Valencia, demolida en el año 1867.

POBLACION

Esta parroquia de la Magdalena presentaba en el año 1543 un total de 809 feligreses. Apreciándose una mayoría de mujeres sobre los hombres, pues había 427 mujeres y 387 hombres; lo que significa que por cada 100 hombres había 112 mujeres.

La primera división que se aprecia es la de "Magdalena dentro" y "Magdalena fuera", denominaciones que claramente dan la situación de los dos barrios de que constaba la parroquia a uno y otro lado de la antigua muralla. Como es ló-

Notas

gico, era mucho más numerosa la población del interior —649— que la que se extendía extramuros —160—.

La "Magdalena dentro" tenía una población repartida por calles del siguiente modo:

Puerta Valentía: 138 hombres, 128 mujeres.
placera de micer ferando lopez: 61 hombres, 67 mujeres.
la calle de en medio: 19 hombres, 27 mujeres.
el postigo de domail: 52 hombres, 57 mujeres.
el Salvaje y barrionuevo: 34 hombres, 66 mujeres.

La "Magdalena fuera" estaba formada por:

placa la Magdalena: 33 hombres, 40 mujeres.
El callico laseras: 23 hombres, 23 mujeres.
El calico los ciegos: 22 hombres, 19 mujeres.

Fijándonos en el reparto de hombres y mujeres, en cada una de las calles y plazas, vemos que en su mayoría responden, de manera más o menos acusada, a la tónica general de mayor proporción de mujeres. La causa principal de esto debía ser las guerras que sostenía España en Europa, y que, como es natural, repercutían, en la población masculina.

NATALIDAD

Los datos que el archivo parroquial nos proporciona en su primer libro de bautismos, conservado, comienza el 10 de mayo. A partir de esta fecha hasta fin de año son 35 el número de bautizados. Calculando igual proporción de bautizados a lo largo de todo el año, da un número total de 53 nacimientos; siendo semejante la proporción entre hombres y mujeres (17 y 18 respectivamente) en los datos que conocemos.

Teniendo en cuenta la población de la parroquia, 809, el número de nacidos supone un 655 por 100.

Estadística por meses:

mayo, 3 nac.: h. 2; m., 1.	septiembre, 3 nac.: h., 0; m., 3.
junio, 2 nac.: h., 0; m., 2.	octubre, 7 nac.: h., 4; m., 3.
julio, 5 nac.: h., 3; m., 2.	noviembre, 4 nac.: h., 1; m., 3.
agosto, 2 nac.: h., 2; m., 0.	diciembre, 9 nac.: h., 5; m., 4.

En la que se aprecian claramente dos meses con mayor número de nacimientos: octubre y diciembre.

En cada partida de bautismo se hacían constar los nombres de los padrinos, así se puede apreciar que un 62'2 por 100 bautizados sólo tenían un padrino y una madrina, "compadre y comadre". En cambio, el 37'8 restante hacen constar

Notas

dos padrinos y dos madrinas. Esta diferencia se debía, sobre todo, a la situación económica de la familia del bautizado. De aquí se deduce que el número de gente acomodada era grande, casi la mitad de la población.

Sólo hay dos cosas en que se hace constar que los padrinos eran pobres, y no se da el nombre de ellos.

Un caso excepcional: figuran dos padrinos y una madrina. No sabemos las causas de esta anomalía. Es un hecho aislado que nada significa.

MORTALIDAD

En toda la parroquia hubo una mortalidad de 25 personas, repartidas a igual entre hombres y mujeres, puesto que murieron 13 y 12, respectivamente.

Supone un índice de mortalidad de 3'09 por 100, notablemente inferior al de nacimientos, que era de 6'55 por 100. Habría, por tanto, un crecimiento considerable de la población. Dato que nos indica que la situación económica era buena. Consecuencia a la que también hemos llegado haciendo un estudio del número de enterrados en el fosal o en iglesias, y de las misas y novenas que se les hacían, pues esto dependía, sobre todo, de las condiciones económicas del muerto o de su familia.

Hay un caso en que no consta ningún detalle del enterramiento, pero al decir que está sin cumplir su testamento es señal de que lo habría, y, por lo tanto, de que tenía algunos bienes que dejar en herencia.

Hay ocho enterrados en el fosal. De ellos, sólo en tres casos se dice claramente que eran pobres. Los otros no lo serían tanto, puesto que hay dos, con testamento; uno, con misas; uno, con novena y aniversario, y otro caso en que se especifica que dejaba 100 sueldos.

Los otros dieciséis, o sea, las dos terceras partes de los fallecimientos, estaban en buena situación económica, puesto que se enterraron en las distintas iglesias. En tres casos no se concreta la iglesia. Los demás lo especifican, dando el siguiente orden: seis, en la Magdalena; dos, en San Francisco; dos, en Santa Engracia; uno, en San Agustín; uno, en Jesús; uno, en San Gil.

De estos enterrados en iglesias, nueve hicieron testamento; dos, especificaban que dejaron dinero (200 sueldos cada uno), y hay doce casos en que consta que se les encargó novena y aniversario.

ONOMASTICA

Es interesante en este estudio sacar una estadística de los nombres de las personas, y ver cuáles eran los más frecuentes.

En hombres hay una mayoría de: Juan, 83; Miguel, 33; Pedro, 29; Martín,

N o t a s

22, y Jerónimo, 18. Los demás, en orden decreciente, son: Francisco, Domingo, Antonio, García, Sebastián, Agustín, Diego, Fernando, Gabriel, Luis, Salvador, Alonso, Andrés, etc., hasta un total de 63 nombres diferentes. De los cuales, una gran parte coinciden con nombres actuales, aunque su fonética y ortografía fueran diferentes; seguramente, más por costumbre de la época que por falta del sacerdote que lo escribió.

Diferencias ortográficas que también se observan en algunos nombres femeninos; entre los cuales los más frecuentes son los de: María, 78; Catalina, 40; Juana, 35; Isabel, 30, y Jerónima, 26; seguidos de Gracia, Ana, Francisca, Magdalena, Antonia, Martina, Inés, Beatriz. Observándose que hay menos variación en estos nombres que en los de los hombres, pues sólo hay 42 nombres distintos.

Es interesante observar que no aparece ningún José, ni ninguna advocación de la Virgen, notándose, sobre todo, la falta de Pilar. Esto nos indica que estas advocaciones todavía no estaban tan extendidas como en la actualidad. En lo referente al nombre de Pilar, es de suponer que la devoción a la Virgen zaragozana existía ya, aunque no la costumbre de imponer su nombre a los bautizados.

O F I C I O S

En varios casos, tanto en el libro de Difuntos como en el de Bautizados o en la lista de los comulgados aquel año, se hace constar el oficio de la persona interesada o de los padrinos. Es otra parte interesante para completar un poco nuestra idea sobre aquellos habitantes de Zaragoza.

Los oficios que se repiten son: el de escudero, cinco personas dedicadas a él; zapateros, cuatro; sastres, tres; porteros, tres; estudiantes, tres; escribanos, dos; procuradores, dos; cocineros, dos; notarios, dos.

En los demás oficios, hasta veintinueve, en total, sólo hay una persona que conste dedicada a ellos.

A P É N D I C E I

Relación de los oficios

escudero	pescador
capatero	relojero
sastre	cordonero
portero	abonero
estudiante	abonera
escribano	onetera
procurador	botero
cocinero	librero
notario	calobardero
espantadero	ransmudador
aguador	arbero

Notas

comendador	agente le cancelleira
torero	senador
labandera	letrado
blanquero	pintero
pintor	cerrajero
frutero	obrero de villa
panicero	piquero
texedor	ferero

APÉNDICE II

Relación de los nombres que figuran en los documentos

Juan	Pascual
María	Quiteria
Catalina	Iñigo
Juana	Agueda
Miguel	Albaro
Isabel	Angela
Pedro	Bartolomeba
Jerónima	Biolante
Gracia	Cristóbal
Martín	Esperanza
Jerónimo	Gil
Francisco	Guillén
Ana	Jorge
Domingo	Leonor
Jaime	Lucía
Antonio	Luisa
Francisca	Miguela
García	Pascuala
Magdalena	Polonia
Pero	Sanche
Sebastián	Simón
Agustín	Susan
Antonia	Ursula
Diego	Adanete
Berna	Adriana
Fernando	Amán
Lope	Baltasar
Gabriel	Bárbara
Luis	Bergarc
Martina	Bernaldino
Salvador	Blas
Alonso	Blasco
Andrés	Caro
Aynes	Casilda
Bartolomé	Cirpián
Beatriz	Curita
Cándida	Denteja
Jaima	Elena
Margarita	Ernando
Mateo	Florencio
Orosia	Zaraciá

Notas

Carcezes	Micor
Gracia	Momperada
Gilmiro	Monserate
Gonzalo	Olalia
Gracián	Ortulia
Gregorio	Pablo
Ilario	Pero Jaime
Jenara	Pero Miguel
Jermina	Revina
Jordán	Rocafort
Juan Felipe	Rodrigo
Juan Jerónimo	Teresa
Julián	Tomás
Lorenzo	Tomasa
Lupercio	Vicente
Marta	Ximénez

ELISA CALVET BAZAN

ARAGON EN LA HISTORIOGRAFIA DE 1950

ARAGON EN EL MUNDO ANTIGUO

PARA la historia pirenaica en la época romana ofrece gran interés la monografía de A. GRIERA, *La cultura romana del Pirineo reflejada en el léxico* (Helmántica, I, 1950, 74-84), donde se persiguen las huellas de la colonización romana a base de topónimos y nombres dados a la casa y sus edificios anejos. La personalidad y la obra de Prudencio ha sido objeto de numerosas publicaciones en su homenaje centenario. Una traducción inglesa de su obra bajo el título *Prudentius*, debida a H. J. THOMPSON (Londres, 1949); y en España una edición bilingüe latino-española, bajo el título de *Obras completas*, cuya traducción se debe al competente profesor de la Universidad Pontificia de Salamanca don José GUILLÉN, y la introducción, comentarios, notas bibliográficas e índices a la redacción de fray Isidoro RODRÍGUEZ, O. F. M.; en conjunto un buen tomo de la Biblioteca de Autores Cristianos (Madrid, 1950, 84 y 827 ps.)—Sobre la obra del poeta hispanolatino, I. RODRÍGUEZ, *Prudencio, poeta de la Hispanidad* (Helmántica, I, 1950, 85-101), destaca aquellas características hispanas de realismo artístico, romanismo, sentido ascético tan acentuadas en sus obras y que le otorgan la consideración de primer patriota hispano. — José GUILLÉN, *Prudencio y la mitología* (Helmántica, I, 1950, 273-299) muestra cómo el poeta, conocedor concienzudo del paganismo, le inflige una dura derrota.—Ch. LYNCH y P. GALINDO ROMEO, *San Braulio, obispo de Zaragoza (631-651), su vida y sus obras*. (Madrid, 1950, 369 ps.) es la tesis doctoral de Lynch, por la Universidad de Wáshington, en la que Galindo ha introducido algunas adaptaciones conforme a la bibliografía más reciente, en especial las relativas a ediciones de los textos braulianos (manuscritos de León y de París), que desconocía el doctor americano.

FUENTES SOBRE LA HISTORIA ARAGONESA

La génesis de la Crónica de San Juan de la Peña ha sido investigada por A. UBIETO ARTETA, *Notas sobre la Crónica de San Juan de la Peña* (Pirineos, VI, 1950, 463-493), quien cree poder distinguir en ella cuatro partes: una, basada en

el famoso Libro de San Voto y en Jiménez de Rada; otra, que reproduce una crónica navarro-aragonesa; una traducción de los "Gesta Comitum Barcinonensium", y una última parte original.—El mismo A. UBIETO ARTETA ha estudiado *El Libro de San Voto* (Hispania Sacra, III, 1950, 191-204), del que hace una descripción detallada; se detiene en la parte de cartulario que comprende y donde se contienen hasta cuarenta y cinco documentos de muy variado interés, comprensivos de los años 959 a 1265.—A. CORDOLIANI, *Les manuscrits de comput ecclésiastique conservés dans les bibliothèques d' Aragon* (Universidad, XXVII, 1950, 592-616) recoge datos detallados sobre treinta y ocho manuscritos conservados principalmente en bibliotecas de Huesca y Zaragoza.—La obra ingente de Baltasar VARGAS DE ZÚÑIGA, *Índice de la Colección de don Luis Salazar y Castro*, contiene en su primer volumen una importante colección de documentos relativos a Aragón (años 1213 a 1516), en gran parte conocidos y utilizados por los investigadores de la historia aragonesa. — Una colección de medio centenar de documentos aragoneses de los siglos XIV a XVI, que interesan en especial para la ciudad de Monzón, se recogieron por un tal Pilzano, natural de ella; y de esta colección da noticia A. UBIETO ARTETA, *El archivo municipal de Monzón* (Universidad, XXVI, 1949, 591-6).—Tres documentos del siglo XII y cinco de los siglos XIII y XIV, relativos a la Orden de Santiago de Teruel, ha dado a conocer Alberto LÓPEZ POLO, *Documentos para la historia de Teruel*. (Teruel, I, 1949, 183-206).

ARAGON EN LA EDAD MEDIA

Para los orígenes del Condado aragonés interesa en parte el trabajo de Charles HICOUNET, *Les Aznar. Une tentative de groupement de comtés gascons et pyrenéens au VIII siècle*. (Annales du Midi, CXI, 1948-9, 5-14), donde se estudia la familia de Aznar Galindo, que nombraron condes de Urgel los Carolingios; es de gran interés el árbol genealógico que propone.—La interminable bibliografía sobre Rolando cuenta con una nueva contribución de A. RONCAGLIA, *Roland à Saragossa* (Cultura neolatina, X, Modena, 1950, 63-68), donde se estudia el conocido episodio de la canción de gesta, comparando la versión del cantar provenzal con la "Rotta di Roncisvalle", que publicó Catalano.—Para la génesis del reino de Aragón se consultará con fruto la erudita monografía de Justo PÉREZ URBEL, *Sancho el Mayor de Navarra*. (Madrid, 1950, 491 ps.).—Sobre la conquista cristiana de Huesca y sus aledaños, así como la restauración de las viejas diócesis eclesiásticas recuperadas de mulsumanes, ha tratado R. DEL ARCO, *Pedro I de Aragón, el fiel amigo del Cid*. (Estudios Menéndez Pidal, I, 1950, 375-433). — El discurso de apertura del curso en la Universidad de Zaragoza leído por José María LACARRA, *Semblanza de Alfonso el Batallador*, (Zaragoza, 1949), resume en apretada síntesis un magistral perfil biográfico del conquistador de Zaragoza.—Los infantes Ramiro Sánchez de Navarra y García Ramírez han sugerido unas interesantes páginas a R. DEL ARCO, *Dos Infantes de Navarra, señores en Monzón* (Príncipe de Viana, X, 1949, 250-274).—M. DE RIQUER, *El trovador Giraut del Luc y sus poesías contra Alfonso II de Aragón*

("Boletín Academia Buenas Letras", de Barcelona, XXIII, 1950, 209-248): se da cuenta de dos serventesios de este trovador del siglo XII, de interés histórico, pues reflejan una opinión popular según la cual el rey aragonés había cedido a musulmanes el castillo valenciano de Polpís.—V. PASCUAL BELTRÁN, *La conquista de Játiva por Don Jaime I no pudo ser en 1249*. (Anales Centro de Cultura Valenciana, XVII, 1949, 41-50): adelanta la ocupación de esta villa levantina al año 1246, basándose en varios documentos.—Como extracto de su tesis doctoral, en el artículo de V. SALAVERT, *La isla de Cerdeña y la política internacional de Jaime II de Aragón*, ("Hispania", X, 1950, 211-265) se valora el alcance de la conquista de esta isla en el cuadro cronológico de la época, con presentación documental de primera mano, y bien manejada del Archivo de la Corona de Aragón.—La división de tierras realizada por Jaime I entre sus hijos originó problemas y protestas, a las que dedica un artículo de cuidadosa base documental A. MASIÁ DE ROS, *La cuestión de los límites entre Aragón y Cataluña. (Ribagorza y Fraga en tiempos de Jaime II)*. ("Boletín de la Academia de Buenas Letras", de Barcelona, XXII, 1949, 161-182). A. BALLESTEROS BERETTA, *El agitado año de 1325 y un escrito desconocido de don Juan Manuel*. ("Boletín Real Academia Historia", CXXIV, 1949, 9-58): el infante don Juan Manuel se dirige al rey Jaime II de Aragón en solicitud de que interceda cerca de la Santa Sede al fin de lograr dispensa para el matrimonio que se proyecta entre Alfonso XI y doña Constanza, hija del infante, en cuya petición se indica un árbol genealógico que facilite la gestión de esa dispensa.—Luis SUÁREZ FERNÁNDEZ, *Una embajada secreta del duque de Gerona al rey de Castilla Juan I, en 1382*. ("Revista Universidad de Oviedo", X, 1949, 195-203): da a conocer unas instrucciones del rey castellano que descubren ciertas negociaciones del futuro Juan I de Aragón a espaldas de su padre, Pedro IV, en especial relativas a la cuestión del Cisma de Occidente.—Sobre el rey Ceremonioso y la cultura de su tiempo, continúa editando su selección de documentos A. LÓPEZ DE MENESES, *Florilegio documental del reinado de Pedro IV de Aragón*. ("Cuadernos de Historia de España", XIII, 1950, 181-190 y XIV, 1950, 183-197).—Para la transcendencia de la política matrimonial de la Casa real aragonesa en el siglo XIV ha editado Rafael OLIVAR BERTRAND, *Bodas reales de Aragón con Castilla, Navarra y Portugal. Relación cortesana de los enlaces matrimoniales que en el siglo XIV cimentaron los pilares de la unidad nacional*. (Barcelona, 1949, 314 ps.), trabajo muy documentado y ameno. — Ha editado el gran especialista sobre el interregno aragonés y compromiso de Caspe, Manuel DUALDE SERRANO, *La ciudad de Alcañiz y el compromiso de Caspe*. (Teruel, IV, 1950, 1-140), en donde se aborda con detalle la etapa en que Alcañiz fué capital política de Aragón—años 1411-12—durante el interregno. De la autorizada pluma de doña Francisca VENDRELL es el artículo *La política proselitista del rey Don Fernando I de Aragón*. ("Sefarad", X, 1950, 349-366), atestiguando el interés del primer Trastámara de Aragón por la conversión de los judíos de su tierra, a los que socorre y protege con generosidad; en el trabajo se utiliza documentación procedente del Archivo de la Corona de Aragón.—Andrés GIMÉNEZ SOLER, *Los judíos españoles a fines del siglo XIV y principios del XV*. ("Universidad", XXVII, 1950, 37-90) examina las causas de la animadversión que suscitaron, y expone el papel desempeñado en ello por el Cisma de Occidente y por el capitalismo naciente; se comenta la Bula de Benedicto XIII, Pedro de Luna, tan con-

forme con el sentir popular de la época.—Algunos documentos del siglo XV para conocer la familia Azaniel y Maños de Tarazona se recogen en el trabajo de J. M. SANZ ARTIBUCILLA, *Aportaciones documentales sobre la judería de Tarazona* ("Sefarad"), IX, 1949, 393-419).—Una docena de documentos de los siglos XII a XV publican R. DEL ARCO y Federico BALAGUER, *Nuevas noticias de la aljama judaica de Huesca* (Sefarad; IX, 1949, 351-392).—Analiza las causas de la decadencia de las aljamas aragonesas en los siglos XIV y XV, L. PILES ROS, *Situación económica de las aljamas aragonesas a comienzos del siglo XV* (Sefarad; X, 1950, 73-114 y 367-384), con análisis de factores sociales, políticos y religiosos del problema a base de documentación del Archivo de Valencia.—El cargo de maestre racional, creación de Jaime II en 1292, fué reglamentado de manera definitiva por Pedro IV en 1342; a esta reglamentación añadió algunas reformas Juan II, y las estudia A. MASSIA DE ROS, *El maestro racional en la Corona de Aragón: una pragmática sobre dicho cargo* ("Hispania", X, 1950, 25-60).

CULTURA MEDIEVAL ARAGONESA

Unas homilias fragmentarias en un manuscrito del siglo IX-X, y dos libros de las Epístolas de Horacio, copiados en los siglos XI-XII, procedentes del antiguo monasterio de Roda de Isábena, hoy en la catedral de Lérida, da a conocer Angel MESTRES, *Un manuscrito horaciano en Lérida* ("Ilerda", VII, 1949, 73-82).—La Iglesia colegiata de Alquézar fué consagrada en el año 1099, según precisa A. UBIETO ARTETA, *La construcción de la Colegiata de Alquézar (notas documentales)* ("Pirineos", V, 1949, 253-260), fecha de gran interés para poder datar la fábrica arquitectónica.—La cuenca del Ebro abrigó un destacado centro cultural en los tiempos de la dominación musulmana; así J. VERNET, *El Valle del Ebro como nexo entre Oriente y Occidente* ("Boletín Academia Buenas Letras", de Barcelona, XXIII, 1950, 249-286) establece el paralelismo entre el desarrollo cultural de esta región y el Andalus, y sobre la "Biblioteca Árabe-Hispana" de Codera, agrupa 246 personajes del valle del Ebro, famosos exponentes de cultura y de indudable influencia en los núcleos cristianos hispánicos vecinos.—En la génesis del cuerpo legal aragonés de 1247, obra del obispo de Huesca don Vidal de Canellas, encuentra novedades atribuibles a influencia canónica José Enrique RIVAS, en sus *Notas para el estudio de la influencia de la Iglesia en la compilación aragonesa de 1247* ("Anuario de Historia del Derecho Español", XX, 1950, 758-774), pues no en vano Canellas estudió en Bolonia y tuvo amistad con San Raimundo de Peñafort.—Ha aparecido una edición crítica de Max GOROSCH, *El Fuero de Teruel* (Estocolmo, 1950, 667 ps.) a base del manuscrito del siglo XIII propiedad de la Biblioteca pública de Teruel, y otro del siglo XIV, en la Biblioteca Nacional de Madrid (mss. 7.812); la edición va precedida de un estudio muy documentado.—P. BATLLE, *Las pinturas murales de Peralta* ("Boletín Arqueológico de Tarragona", XLIX, 1949, 177-183, 6 láms.): en una iglesia del siglo XIV se descubrieron pinturas de principios de esta centuria, representativas de un Calvario, Adán y Eva, el Pantocrator, San Cristóbal, otro

Calvario reducido; y en la actualidad se conservan en Tarragona. — La "Institución Fernando el Católico" editó la obra de José GALIAY, *Arte mudéjar aragonés* (Zaragoza, 1950, 262 ps., y 98 láms.), de singular interés, conocida la pericia del autor y las novedades que ofrece, sólidamente documentadas. — J. RUIZ CALONJA, *Alfonso el Magnánimo y la traducción de la Iliada por Lorenzo Valla* ("Boletín Academia Buenas Letras", de Barcelona, XXIII, 1950, 109-117) da a conocer dos documentos del Archivo de la Corona de Aragón en que el rey pide a Ludovico Satcheno un diccionario griego para Lorenzo Valla, que está traduciendo la Iliada. — Un retrato que pasaba por ser obra de Andrea de Salerno se reivindica como obra de Juan de Juanes: procede de la familia Azara, y hoy día se custodia en el Museo de Zaragoza; da la prueba de la paternidad, mediante documento, Olimpia AROCENA, *El retrato de Alfonso V de Aragón, por Juan de Juanes* (Saitabi, VII, 1949, 77-79).

LA IGLESIA EN ARAGON

La historia del monasterio de Veruela con base documental y en parte directa ha inspirado el estudio de P. BLANCO TRÍAS, *El Real Monasterio de Santa María de Veruela, 1146-1946* (Palma de Mallorca, 1949, VIII y 306 ps.). — A. CANELLAS LÓPEZ, *Notas diplomáticas sobre la iglesia de San Martín de Ferrarúa* ("Hispania Sacra", III, 1950, 393-397): da a conocer dos documentos sobre esta iglesia, acompañados de algunas aclaraciones. — Sobre Benedicto XIII se editan una veintena de documentos relativos a temas muy variados, entre ellos ornamentos y libros, por J. RÍUS SERRA, *Miscelánea Vaticana* ("Analecta Sacra Tarraconensia", XXII, 1949, 179-202), en su mayoría datos procedentes del Archivo Vaticano. — El mismo J. RÍUS SERRA, en *Rótulos presentados a Benedicto XIII (Papa Luna)* ("Analecta Sacra Tarraconensia", XXIII, 1950, 75-81) da a conocer diecinueve de éstos del año 1334, algunos españoles. — A. BOSSUAT, *Une relation inedite de l'ambassade française au Pape Benoit XIII, en 1407* ("Le Moyen Age", IV, 1949, 77-101): da a conocer una carta privada de Etienne Uray, obispo de Clermont, dando cuenta de las negociaciones de una embajada cerca de Aviñón, para que cedieran en aquella Corte, al igual que Benedicto XIII. — J. SERRA VILARÓ, *El pendón del arzobispo de Tarragona, Pedro de Urrea* ("Boletín Arqueológico de Tarragona", V, 1950, 175-182): datos sobre su personalidad política y guerrera, sobre su intervención en la guerra contra los turcos y destitución por Calixto III. — Sobre el Papa Borja se señalan dos trabajos: uno, de G. SORNAZO, *Studi in torno a Alessandro VI* (Milán, 1950, VIII y 194 ps.), de carácter vindicativo; y otro, de J. MESEGUER FERNÁNDEZ, *Un breve de Alejandro VI y una carta de Isabel la Católica* ("Archivo Ibero-Americano", IX, 1949, 379-383, relativo a la autorización para admitir mayor número de monjas en el monasterio de Calabazanos, merced a la intercesión de la reina Católica. — Agapito FERNÁNDEZ ALONSO, *El conde de Luna, embajador de Felipe II en el Concilio de Trento* ("Archivos Leoneses", VII, 1950, 73-95), con documentación sobre el particular. — Acerca de San José de Calasanz han aparecido varios trabajos: CALASANZ BAU, *Biografía crítica de San José de Calasanz*,

fundador de las Escuelas Pías (Madrid, 1949, X, y 124 ps.), con amplia información, muy documentado, principalmente en los archivos de la Orden en Italia y España, así como varios artículos aparecidos en la "Revista Española de Pedagogía" (VII, 1949), de los que señalaremos: María Angeles GALINO, *El ambiente educativo italiano en la época de Calasanz, creador de la escuela popular*; A. GARMENDÍA, *La enseñanza popular durante la vida de San José de Calasanz* (1556-1648), y J. POSCH, *Bibliografía Calasancia*.

LAS CIUDADES ARAGONESAS

J. M. LACARRA, *La repoblación de Zaragoza por Alfonso el Batallador* ("Estudios de Historia Social de España", Madrid, 1949): monografía documentada y cuidada sobre el establecimiento de los conquistadores en la ciudad de Zaragoza y su huerta. — Cuenta Zaragoza con un convento de Clarisas fundado en 1234, con un buen archivo; y sobre este convento ha publicado un trabajo J. RUIZ DE LARRINAGA, *Las clarisas de Santa Catalina de Zaragoza. Su gran antigüedad y su riqueza diplomática* ("Archivo Ibero-Americano", IX 1949, 351-377). — Sobre un cuadro conservado en el Seminario de San Carlos de Zaragoza, que representa a San Lupericio (pintura del siglo XVI publica F. ABBAD RÍOS *Un lienzo de García Ferrer* ("Archivo Español de Arte", XXII, 1949, 254-5). — José y Joaquín ALBAREDA, *Una réplica del David de Miguel Angel, obra del siglo XVI* ("Boletín del Museo Provincial de Zaragoza", I, 1950, 27-30): estudio de un plagio de tan famosa escultura, que se conserva en la iglesia de San Miguel de los Navarros, de Zaragoza, para representar a San Onofre. — El manuscrito del siglo XVII, copia del proceso incoado sobre el milagro obrado por Nuestra Señora del Pilar en la persona de Juan Miguel Pellicer, lo estudia Eduardo ESTELLA, *El milagro de Cailanda. Estudio de un manuscrito interesante* ("Doce de Octubre", IX, 1950, 61-76).

Una buena copia de datos biográficos y bibliográficos ofrece el culto director de la Biblioteca Universitaria de Zaragoza, Mariano BURRIEL RODRIGO, en su trabajo *Escritores y libros turolenses* (Teruel, II, 1950 1955-185), con unas importantes adiciones bibliográficas. — El erudito archivero de Teruel Jaime CARUANA ha editado dos trabajos interesantes sobre la ciudad de Teruel: uno es el titulado *Las citas de Teruel antes de su conquista* ("Teruel", I, 1949, 91-126), donde recoge las más sobresalientes, desde la hitación de Wamba al privilegio de Alfonso II de Aragón, de 1170, pasando por la bula de Adriano IV, de 1158, y el *Cantar del Cid*; el otro trabajo se dedica a *La reconquista de Teruel* ("Teruel", II, 1950, 133-152), donde se examinan los varios intentos de los reyes cristianos para reconquistar la capital turolense a lo largo del siglo XII (Alfonso I, Ramiro II y Ramón Berenguer IV) antes de su ocupación definitiva, en 1171. — Turolense famoso fué el canciller de Carlos III de Navarra, al que sirvió en numerosas embajadas: Villaespesa había entrado al servicio de los reyes de Navarra bajo Carlos II, y así siguió hasta su muerte, en 1425; un estudio documentado sobre el personaje es el de J. R. CASTRO ALAVA, *El canciller Villaespesa. Bosquejo biográfico* ("Príncipe de-

Notas

Viana", X, 1949-226).—Mariano BURRIEL RODRIGO, *La erección de la diócesis de Teruel* ("Teruel", I, 1949, 75-90) da noticia de este acontecimiento, ocurrido en 1577, y sobre su primer obispo, Don Hernando de Aragón; añade datos sobre visitas pastorales del último arzobispo de Zaragoza.

ERUDICION ARAGONESA DEL SIGLO XVII

A. GASCÓN DE GOTOR, *Un Porter y Casanate; Juan José, cronista de Aragón* ("Boletín Museo Provincial de Zaragoza", I, 1950, 31-36): el cronista de Aragón, nacido en 1610 y nombrado para el cargo en 1672, se dedicó con este título al estudio del reinado de Don Felipe IV, con especial detenimiento en la consideración de la Guerra de Cataluña.—Interesante en grado sumo el volumen de R. DEL ARCO GARAY, *La erudición española en el siglo XVII y el cronista de Aragón Andrés de Ustarroz* (Madrid, 1950, 2 vols., 1.023 ps.), arsenal de documentación de gran valor para trabajos críticos ulteriores, en especial, la correspondencia de los numerosos eruditos en trato con el cronista aragonés.—Los Argensola siguen en primera línea de la investigación; citemos, entre otros ejemplos de ello, a R. DEL ARCO, *El poeta fray Jaime Torres, maestro de los Argensola* ("Boletín Real Academia Española", XXX, 1950; 369-388): les enseñó filosofía en la Universidad oscense; sin perjuicio de su profesión filosofante, también produjo poesías y un auto sacramental; dominaba el castellano y el valenciano.—Por su parte, Martín ALMACRO, *Una obra inédita de Bartolomé L. Argensola sobre alteraciones de Teruel y Albarracín en el siglo XVI* ("Teruel", III, 1950, 27-34), llama la atención sobre la obra "Alteraciones populares de Zaragoza", que se consideraba perdida; es obra sin terminar, cuya génesis explica el propio Argensola en carta que edita Almagro y de la que quedan dos copias en la Biblioteca Nacional de Madrid (manuscritos 10710 y 12985).—También se ha estudiado desde varios puntos de vista la figura de Baltasar Gracián. Así, M. BATLLORI, *La vida alternante de Baltasar Gracián en la Compañía de Jesús* ("Archivum Historicum Societatis Iesu", XVIII, 1949, 3-84), examina documentalmente, con datos de primera mano de los archivos de Madrid, Valencia, Roma, las conocidas dificultades que Gracián experimentó en el seno de la Compañía de Jesús con motivo de la publicación sin licencia de su famosa obra "El Criticón". Para interpretar debidamente la posición de Gracián y sus relaciones con la Compañía, es necesario distinguir etapas variadas en la propia existencia y estado de conciencia del escritor aragonés, y someter aquélla y éste a un verdadero estado alternante.—Para la vida de Gracián interesa también el artículo de S. GIL GAYA, *Relación del socorro de Lérida* ("Ilerda", VIII, 1950, 7-32), en que se reproduce el texto de una carta de Gracián referente al ataque de Lérida por el conde d'Harcourt en 1646, cuando desempeñaba el aragonés una capellanía del ejército. Y también el artículo de F. FUENTES PASCUAL, *El P. Baltasar Gracián y la familia Francés de Urrutigoiti y Lerma* ("Príncipe de Viana", X, 1949, 53-64), en donde el erudito canónigo tudelano da abundantes noticias sobre una familia de Tudela amiga íntima de Gracián.—También importa, para la biografía del

personaje, las notas de M. ROMERA NAVARRO, *Cuestiones gracianas*, en que se detallan las vicisitudes de su amistad con Manuel de Salinas hasta 1652, en que surgió el rompimiento entre ambos.

CULTURA ARAGONESA DE LA EPOCA MODERNA

Las magníficas sillas del coro de la catedral oscense han sido documentadas por R. DEL ARCO, *El coro de la catedral de Huesca* ("Universidad", XXVI, 1949, 581-590); la sillería más antigua es de 1401, y la construyó Mahoma de Borja; en 1587 fué renovada por el sangüesino Nicolás de Berástegui; el mismo trabajo documenta otras labores (dorados, bronce de verjas, un atril de hierro, etc.) y precisa sus artifices.—Teodoro Ríos, *La catedral de Tarazona: linterna sobre el crucero*. ("Boletín Museo Provincial de Zaragoza", I, 1950, 7-9) describe esta elegante y famosa obra mudéjar del siglo XV con reparaciones de cierta consideración en el siglo siguiente. Sobre el valioso tesoro de retablos aragoneses ha publicado F. ABBAD RÍOS: *Seis retablos aragoneses de la época del Renacimiento*. ("Archivo Español de Arte", XXIII, 1950, 57-71 y 5 láminas), en donde se estudian el de la iglesia de Tauste, obra de Morlanes, Joly y Salas, en 1521; el de Aniñón, en gran parte obra de Joly antes de 1532; uno, dedicado a la Visitación, en la iglesia de San Juan y San Pedro de Zaragoza, obra del taller de los Morlanes y de mitad del siglo XVI; el de Sádaba, de paternidad incierta; el de Ibdes, construido por Moreto en 1555, y el de Fraga, atribuible a Ancheta tras 1555.—A las riquezas bibliográficas incunables de Zaragoza ha dedicado una cuidadosa edición erudita F. VINDEL, *El arte tipográfico en España durante el siglo XV*. (Madrid, 1949, XXXVIII y 359 ps.)—Y a la rica colección de incunables de la Biblioteca provincial de Huesca, con 148 ejemplares, sendos artículos Isidoro MONTIEL, *Incunables de la Biblioteca Pública provincial de Huesca*. (Madrid, 1949, 310 ps. y 36 láminas), catálogo descriptivo y anotado; y también *La sección de incunables de la Biblioteca provincial de Huesca*. ("Biblioteconomía", VI, 1949, 151-159), en donde se dan noticias de un rico fondo bibliográfico de treinta y ocho mil volúmenes, en parte de procedencia monástica (monasterios de San Juan de la Peña y de San Victorián, entre otros). — Presenta Margarita MONREALE DE CASTRO, *Pedro Simón Abril*, (Madrid, 1949, 329 ps.): biografía del humanista aragonés del XVI, profesor en Uncastillo y otros puntos, y finalmente de la Universidad de Zaragoza.—Puede consultarse una noticia circunstanciada de una veintena de manuscritos y documentos, y de un centenar de impresos, en el trabajo de J. DOMÍNGUEZ BORDONA, *La biblioteca del virrey, Don Pedro Antonio de Aragón. Libros conservados en Poblet*. ("Boletín Arqueológico de Tarragona", V, 1950, 66-110).—Estudia Francisco ABBAD RÍOS, *Dos retablos de San Martín del Río*. ("Teruel", III, 1950, 95-106) existentes en la iglesia parroquial, de principios del siglo XVII, uno dedicado al Patrono San Martín de Tours y otro a la Virgen del Rosario.—Cerca de San Juan de la Peña subsiste una modesta ermita que da a conocer F. OLIVÁN BAILE, *La ermita de Cótolas*. ("Boletín Museo Provincial de Zaragoza", I, 1950, 47-49), que data del siglo XVII.—El gon-

Notas

gorismo tuvo sus ecos en Aragón, y a uno de sus más sobresalientes representantes en el siglo XVII dedica un estudio R. DEL ARCO, *El poeta aragonés Juan de Moncayo, marqués de San Felices*. ("Boletín de la Academia Española", XXX, 1950, 233-46 y 225-255).—En un desván del pueblo de Morés, en la provincia de Zaragoza, apareció una talla de la Inmaculada, que estudia F. ABBAD RÍOS, *Una obra inédita de Pedro de Mena*. ("Archivo Español de Arte", XXII, 1949, 170-1).—Estudió J. M. RUBIO CARDIEL, *La conquista de Villel y la aparición de Nuestra Señora de la Fuensanta*. ("Teruel", I, 1949, 129-143), comedia de un natural del pueblo turolense de Villel, de la primera mitad del siglo XIX.

ANGEL CANELLAS

Generalia

GUSTAV MENSCHING. *Sociologie religieuse. Le role de la religion dans les relations communnataires des humaines*. Paris 1951, 326 pp.

El propósito de este libro es la búsqueda de la evolución que experimentan las sociedades religiosas desde sus orígenes hasta su extinción. El tema recrea una parcela especial de la Sociología, la llamada religiosa, cuyo propósito es investigar las relaciones entre la Religión y las comunidades religiosas o profanas, las de las comunidades religiosas entre sí y el estudio de la estructura de tales comunidades.

Para lograr sus propósitos, Mensching clasifica las religiones en dos categorías: las que llama nacionales, en el sentido de que sólo afectan a un grupo humano determinado, limitado, sin que esta limitación suponga coincidencia con una nación determinada; y las que llama universales, que, en teoría, son puramente espirituales, y, como tales, de categoría superior a las anteriores, pero que desmerecen de semejante jerarquía en cuanto se truecan en religión aceptada por masas humanas.

La sinceridad de propósitos que abraza el autor no veda ni ceta su evidente concepción protestante del cristianismo. A su juicio, Jesús fundó una religión de tipo superior, sin preocuparse por su futuro, pues creía próximo el final del mundo; pero tras su desaparición dentro de la comunidad apostólica surgieron pronto dos tendencias: la de la religión personal, basada en la fe y extendida al círculo reducido que rodeó a Jesús y a sus discípulos, y la que creó San Pablo cuando introduce en el cristianismo a la masa de gentiles conversos, y que produce un cambio en su estructura. Entonces la Iglesia institucional substituyó a la religión subjetiva, y una nueva versión de signo objetivo de la salvación buscó en la Misa y en los Sacramentos esta comunicación objetiva. Pues, bien: en este proceso, a juicio del autor, se refleja el destino de toda religión universal que se trueca en religión de masas, crédulas y ávidas de maravillas, que anhelan conductores que las guien ciegamente y se aferran a signos mágicos. En cambio, la orientación subjetiva de aquella misma religión, la versión espiritualista de la misma, se refugia en minorías que resultan sectas para la masa. En este proceso de perturbación de lo religioso por la introducción masiva se fragua a la vez la laicificación de estas mismas masas.

No es necesario indicar los puntos débiles de estas opiniones, consideradas desde un punto de vista de la ortodoxia católica; baste, de paso, subrayar que lo que el autor llama religión superior resulta de trazos más angélicos que humanos, y destaca también la inaceptabilidad de esa concepción que tiene de cualquier iglesia a modo de compromiso entre el bien y el mal. El propio autor, en sus conclusiones, incide más de una vez en contradicciones con sus tesis iniciales. — A. Canellas.

GUNNAR OESTBORN. *Yahweh's words and deeds. A preliminary study into the old Testament presentation of history.* Uppsala, 1951.

¿Cuál es la concepción histórica del Antiguo Testamento? La íntima conexión que existe entre las palabras de Yahweh y los acontecimientos es un rasgo poco estudiado y, sin embargo, característico en las representaciones históricas del Antiguo Testamento. Para Oestborn, que en este estudio de 75 páginas se limita a un avance de investigaciones ulteriores sobre el tema, esta conexión de los dichos de Yahweh con los sucesos se debe a la circunstancia de que las extensas obras de Historia contenidas en el Antiguo Testamento son a modo de sermones que adoptaron su forma actual de acuerdo con los prototipos de otros relatos históricos menores que se empleaban en el culto. Es nota peculiar de la religiosidad del Antiguo Testamento esa concepción de la Historia, consistente en la revelación de la actividad de Yahweh; por lo que la conexión apuntada de las palabras de éste con los acontecimientos es justamente una ilustración del carácter de la religión, que campea en el Antiguo Testamento. Para comprobación de estas opiniones, Oestborn examina meticulosamente los más destacados pasajes del Tetrateuco, del Deuteronomio, Crónicas, Libros proféticos y apocalípticos. La Divina Providencia, actuante en la Historia, controla los sucesos de ésta con su poder divino (tendencia, por lo demás, frecuente en otras obras históricas de la antigüedad): Yahweh, agente de la historia en el Antiguo Testamento, se ofrece como salvador de su pueblo, y en momentos de decadencia de éste interviene para derrotar a los enemigos. Véase, por ejemplo, testimoniada tal perpetua intervención de Yahweh en las batallas decisivas, en ese perdido Libro de las guerras de Yahweh, al que alude Números, XXI, 14. Pues, bien: en el relato del Antiguo Testamento, al narrar estas intervenciones, frecuentemente el propio Yahweh o los protagonistas humanos delatan tales gestas por sí mismos, denunciando evidentes prácticas culturales de representación dramatizada de la Historia. Así, pues, la Historia en el Antiguo Testamento se desarrolla en una serie de épocas, cada una de ellas concentrada en un personaje, pero todas estas épocas tienen entre sí de común un desarrollo paralelo, relacionable tal vez con la teoría de un desarrollo cíclico de la Historia y de la Naturaleza.

En los libros proféticos quizás es donde resaltan mejor ciertos puntos de vista que singularizan la concepción del Antiguo Testamento: así, los profetas, al aludir al pasado, preferentemente buscan enseñar al pueblo a que conozca a Yahweh para que crea en él y obedezca sus mandatos; también se destaca la dirección, bajo la mano de Yahweh, de los acontecimientos del pueblo israelita, e incluso del acontecer de los demás pueblos, cuya actuación también se acomoda a la divina voluntad; pero en los libros proféticos siempre destaca la idea de que Israel es el pueblo elegido, y que cuenta con un rango especial entre las naciones. Lo importante es constatar que, al igual que en los libros bíblicos precedentes, las referencias a lo histórico surgen, al parecer, con propósito de comunicar verdades religiosas y morales, siguiendo una práctica característica de sermones y admoniciones explyadas en prácticas del culto.

En el último capítulo de trabajo, Oestborn intenta demostrar que las obras históricas propias del Antiguo Testamento se basan en una sola idea fundamental: la de que la Historia tiene, a semejanza de la Naturaleza, un desarrollo cíclico; esta noción se identifica con la concepción de una relación pactista que forma el sustrato del llamado aspecto teológico de la Historia. He aquí sus palabras: "Los libros históricos del Antiguo Testamento, claramente revelan su carácter y mensaje religioso. Además, hay que recalcar que esta concepción religiosa de las palabras y hechos de Yahweh es fructífera para escribir Historia merced a su capacidad para crear extensas perspectivas históricas. Pero no se eche en olvido que el aspecto fundamental y el método de interpretación, aun tras las obras propiamente históricas del Antiguo Testamento, se encuentra en la antigua teoría cíclica, que aquí se eleva, por así decirlo, a un plano más alto, es decir, se emplea para comprender amplias series de períodos. — *Angel Canellas López.*

J. H. J. VAN DER POT. *De periodisering der geschiedenis. Een overzicht der theorieën.* La Haya, 1951, 308 pp.

Un libro lleno de buenos propósitos, dedicado a establecer los múltiples ensayos que se han sucedido para dar una visión total de la Historia mediante su fraccionamiento en períodos. Es tema de propósitos ambiciosos, pues la cuestión ha atraído a muchos historiadores a lo largo de los siglos. ¿Cabe agrupar sistemáticamente tales ensayos?. Este es el problema que afronta el autor. Para esto, sin embargo, es preciso un previo acuerdo, y éste es nada menos que el difícil problema del valor y de los límites de la Historia. Pot, no obstante las dificultades, se lanza intrépido a la comparación de tantos y tantos sistemas cronológicos, para venir a delimitar en primer término lo que haya de objetivo y de subjetivo en tan variados ensayos. Las divisiones en la Historia no son sustanciales, afirma; pero no queda más remedio que establecerlas, pues sin ellas sería difícil el estudio de aquélla, y aun la mismísima explicación de la Historia; claro está que estas divisiones y, por supuesto, las nomenclaturas adoptadas para cada período en los sistemas al uso, se prestan a confusiones y a dar como exactas meras apreciaciones subjetivas que en más de un caso han resultado insostenibles tras nuevos estudios de lo histórico. Terminologías en crisis son, por ejemplo, las de Edad Media, en lo que ha tenido de dictado peyorativo; o la de Renacimiento en cuanto se consideró como resurrección de una cultura que se creyó muerta; como éstos hay abundantes equívocos en estas nomenclaturas de los períodos históricos al uso. Un mismo período, según la faceta religiosa, política, social, etc., que se adopte, puede resultar calificado y considerarse desde puntos de vista muy variados. Así, pues, los sistemas de periodización de la Historia son, en definitiva, ensayos laudables de los hombres para ordenar el informe montón de los sucesos históricos. Y si se desea superar esta técnica es preciso buscar otra división basada en principios ideográficos y endoculturales; cada historiador, según sus concepciones personales del mundo, se aferrará a los elementos culturales que crea más pertinentes para su sistema de periodización. — *Alfonso Gall.*

HENRY S. LUCAS. *The Renaissances a review of some views.* The catholic historical review, XXXV, 1950, 337 - 407.

El profesor de Historia moderna de Europa en la Universidad de Washington escribió este artículo, de sumo interés, para la Asociación Histórica Católica Americana cuando se reunió en Boston a fines de 1949, y en él se proponía ofrecer un panorama de la historiografía ante el complejo tema del Renacimiento. Para ello, examina, ante todo, la magistral y conocida obra de Burckhardt, publicada en 1860 y que en treinta años se erigió en libro clásico de la historiografía: disiente de la base estética en que se apoya esta obra, y que escapa de los límites que convencionalmente aceptan los historiadores; no le convence el desconocimiento de aquellos campos y nuevas técnicas de investigación de la Historia, que Burckhardt no tenía a su alcance cuando escribió su obra. Analiza seguidamente, en un orden cronológico, la obra de Henry Thode, "Franz von Assisi und die Anfaenge der Kunst in Italien", publicada en 1885 y que en pocos años supo suscitar verdaderos entusiasmos por el santo, a quien atribuía Thode la inspiración que encendió los comienzos del arte italiano y que veía en el Renacimiento una inspiración franciscanista a la vez que dejaba establecida claramente la continuidad entre la cultura medieval y la moderna. Un año más tarde, en 1886, Ludwig von Pastor editaba el primer tomo de su "Geschichte der Paepste seit dem Ausgang des Mittelalters", ofreciendo una nueva interpretación del Renacimiento a base de abrumadora cantidad de materiales historiográficos, y lo pre-

sentaba como conflicto entre dos mundos, el cristiano y el pagano, que, a la vez, imperaron en la vida y pensamiento renacentistas.

Pero, ¿cuál era la naturaleza del humanismo renacentista? Pretendió responder a esta cuestión Ernst Walser en sus "Beitraege zur Kulturgeschichte des Mittelalters und der Renaissance", editados en 1914, en donde presentaba la boga de los estudios clasicistas como una simple manía que no alteró la fe de los humanistas; pero en 1924 Walser había evolucionado de parecer y aceptaba que entre los hombres del Renacimiento había aparecido un nuevo sentimiento de la Naturaleza: una especie de sentimiento místico coloreado por variedad de ideologías religiosas. La obra ésta de Walser había que considerarla, por otra parte, en relación con los estudios anteriores de Konrad Burdach, que editó en 1890 su obra "Reformation, Renaissance, Humanismus" (una reedición en 1926), para quien el humanismo renacentista era hijo de una mezcla de ideas religiosas de regeneración con ciertos elementos de la política secular.

Sigue el autor pasando revista a las principales obras que han enfocado el tema, siempre palpitante, del concepto del Renacimiento. Como punto informativo es una contribución de indudable valor para los estudiosos, que por muchos años seguirán discutiendo en torno a tan sugestivo problema.—*Alfonso Gall.*

JULIO CARO BAROJA.—*Análisis de la Cultura Etnológica, Historia, Folklore.* Barcelona, 256 páginas.—Láminas, grabados y esquemas en el texto. Publicado por el Consejo Superior de Investigaciones Científicas.

Pronto se aprecia una honda sinceridad en la concepción de los hechos expresados con limpieza, sin ese afán de exponer ideas por mera divagación. Es, ciertamente, labor fundamental de cultura con pensamientos bien formados, pertrechados para deshacer espejismos.

Metodológicamente, nos conduce, por inducción, a la discriminación de los casos destacados como característicos en el campo de la ciencia de la vida, para mostrarnos con toda claridad juicios como axiomas. No son, por tanto, remiendos que manifiestan diversidad e inconsistencia del conjunto esos añadidos que, pavoneando un fondo científico, pretenden ocultar la falsa uniformidad del todo.

Campea la corrección, y a medida que va uno leyendo se aligera la carga de ciertos errores sostenidos; las aclaraciones persuaden a poner de lado conceptos que, mantenidos sin base sólida, los débiles puntales resultaban impotentes al sostenimiento.

En la parte correspondiente a la etnología genealógica y morfológica hace un meditado estudio de los orígenes y fundamentos de la etnología, puntos en que fué formada la ciencia etnológica, desarrollo, con un alto en Tylor y su escuela, basada principalmente en las cuestiones religiosas que tomó como tipo característico. Analiza los agentes de la evolución y sintetiza: "*Evidentemente, el etnólogo evolucionista no podía dar una explicación satisfactoria de todos los hechos que estudiaba; pero aun menos útiles eran las basadas en el determinismo geográfico o en la antropología física, tal como entonces se concebía.*"

Después, en el método histórico-cultural, se ocupa de Ratzel con su estudio de las migraciones que amplió León Frobenius, quien determinó existían rasgos culturales aislados en áreas vastas de conexión de conjuntos de elementos económicos, sociales y espirituales.

Frobenius fué el primero en establecer la teoría de los ciclos de cultura a base de los africanos.

Al poco, Graebner realizó ensayos sobre los "ciclos culturales" de Oceanía, y le sigue el P. Schmidt, quien llamó la atención sobre el "ciclo cultural" de los

pigmeos. Menciona el P. H. Pinard de la Boullaye, sistematizador del método histórico cultural, y aquí el Sr. Caro Baroja maneja con gran acierto sus conocimientos sólidos etnológicos.

Analiza los diferentes ciclos culturales establecidos por Schmidt, tales como el arcaico: central, austral, ártico, del bumerang; primarios, patriarcal, totemista, de cazadores, matriarcal, agrícola, patriarcal de nómadas, pastores, totemista-matriarcal, mixto de pastores y agricultores, totemista pastoril, totemista patriarcal-pastoril.

Examina el concepto de área en cultura y el método estadístico para averiguar las conexiones históricas, y considera que *"El confiarlo todo a la representación gráfica no ofrece, sin embargo, todas las garantías que a primera vista puede parecer. En general, los mapas nada nos dicen acerca de la intensidad de la aparición de un elemento en un punto de comparación con la que tiene el otro"*.

Se ocupa de los tres puntos de vista filosóficos, fundamentales de la investigación científica: El dualismo, y los dos homónimos, materialista e idealista. Con la doctrina de los antropogeógrafos es justo en su calificación de que se resiente de un materialismo vergonzante.

Admite las diferencias raciales, pero apunta cómo la superioridad o inferioridad han de estar en relación con la existencia de una raza superior u otra como dato biológico originario.

Como consecuencia de reconocer en todo hecho del hombre una suma de actos de espíritu, y no de meros actos de materia o actos vitales, se declara idealista, con la prudente reserva de considerar que no todas las tesis emanadas del idealismo sean acertadas.

En la segunda parte —etnológica funcional e histórica— expone las teorías de la escuela funcional con la denominación de Psicología de los pueblos, que lo reputa más bien impresiones de vocabulario, falta de cohesión; bien aclara que en ciencia las cuestiones de léxico no lo son todo, pero tampoco es pertinente usar los términos con una vaguedad excesiva.

Es interesante el capítulo dedicado al Método Sociológico e Histórico, pues en él expone claramente el motivo de la desaparición de la continuidad, debido a la coacción, rasgo fundamental en todo hecho social, sensible o insensible, en la moda, ideas religiosas, investigaciones científicas; la coacción, pues, en la sociedad en que vivimos, es decisiva. Y concreta: *"A mi juicio, la masa es la expresión extrema del hecho social, tal como la caracteriza Durkheim."*

Crítica las escuelas etnológicas, uniformistas, impregnadas de preocupaciones comparativas y tipológicas, puramente formales; la histórico-cultural, que pretendía luchar contra inadecuados biologismos, excesivamente morfológica, sin cohesión y deficiente en los análisis histórico-culturales; la difusionista, de Graebner, que no llega a razonar la irregularidad de los hechos, de los rasgos culturales que se encuentran repetidos, y de ahí el estimar el carácter de los ciclos de cultura. Igual censura le merece las llamadas leyes de la imitación de Tarde.

Admitiendo, pues, la consideración de Durkheim, reconoce que la difusión se ha verificado irregularmente como consecuencia del distinto grado coercitivo que el hecho social tiene en otro grupo, considerando que el poder coercitivo es más característico que la imitación estricta.

La tercera parte se ocupa del pasado de Europa a base de datos arqueológicos y filológicos, y estudia las interpretaciones antiguas según los etnólogos evolucionistas; las culturas en conjunto, según el método histórico-cultural, los métodos arqueológicos-lingüísticos, con unas atinadas observaciones. Crítica severa, bien fundamentada cuando dice que la comparación de niveles tenidos por equivalentes en puntos distintos donde, al parecer, de modo sincrónico, se repiten tipos análogos o el estudio diacrónico, vertical y no horizontal, de los yacimientos, han conducido a muchos arqueólogos a convertirse en fabricantes de abstracciones.

Ya de lleno en el folklore, estudia los ritmos y contrastes en las áreas de dispersión y se ocupa de los problemas de tipo político-social.

Muy sugestivo lo dedicado a las áreas de cultura en los pueblos europeos: dentro de una misma área climática destaca las variaciones en la construcción de vestir, agrupar los pueblos, disponer los cultivos, los transportes, los caminos, y dice: "Esto es lo que da o le quita unidad al paisaje." Dice que un viajero en abstracción no hallaría mucha diferencia entre un valle vasco, asturiano o gallego; fondo natural parecido; pero un rasgo pequeño determina el área cultural, la región o zona.

Estudia el folklore sincrónicamente, y más concretamente en España, con descripciones de útiles, en especial los de labranza, para cada área; sus sistemas de arados, yugos, carros, ruecas, fiestas populares, labores del campo, creencias y ritos funerarios. Ocúpase del arte popular y del vestuario, con su expresión de que tanto la masa ciudadana como la campesina siente cada vez menos interés por los trajes, las canciones, danzas, artes y oficios tradicionales, por la constante tendencia a la innovación. La invasión de la gran industria, de las modas y de las novedades hacen desaparecer aquel espíritu ancestral que hacía vibrar la sentimentalidad induciéndola al amor de nuestro pasado, que es añoranza en la lejanía, sentimentalidad que es respeto, veneración y sostenimiento de los hechos y cosas que son parte integrante de la Patria.

El libro termina con unas láminas de amuletos, carros, entierro, etc.—Gregorio Sierra.

E u r o p e a

GEO WIDENGREN.—*The king and the tree of life in ancient near eastern religion*. Uppsala, 1951, 61 pp.

El estudio de Widengren es una de las varias monografías que viene dedicando a los temas de la realeza sagrada en el antiguo Oriente próximo bajo el título general "King and Saviour". En sus páginas de texto, amén de las dedicadas a los anejos de que se hará mención, resume el autor sus investigaciones, avaladas por más de centenar y medio de publicaciones consultadas. Se propone contribuir a la historia de las ideas relacionadas con la noción de un jardín del Paraíso, para lo cual hay que pasar revista a los varios temas relacionados con éste, y que hasta la fecha no han merecido una atención especial. Widengren examina algunas de sus facetas relacionadas con el tema del árbol de la vida en su conexión con el concepto de la realeza, y parte para ello de ese antiquísimo jardín sagrado de la Divinidad, que ya aparece en los estratos más antiguos culturales y religiosos de los sumerios.

Observa que en ese jardín sagrado existe el árbol de la vida, cuyos frutos come el hombre y cuyo aceite le sirve para ungir su cuerpo, en especial la cabeza; el agua de la vida brota y corre entre las raíces de ese árbol; con brotes del árbol, pletóricos de hojas y flores, se teje la corona; la rama cortada del tronco se trueca en vara, que es símbolo de la dignidad y, a la vez, instrumento para las purificaciones medicinales mágicas; el agua sacada del pozo que forma el agua de la vida sirve para las purificaciones religiosas y médicas; también en el jardín se alza la choza construída de ramas de los árboles de este jardín paradisíaco, en que se celebra el matrimonio sagrado.

Puesta en conexión esta teoría del jardín edénico con la majestad, anota Widengren que el rey representante del dios en la ceremonia del culto, cuyas acciones rituales desempeña en el nombre de la Divinidad, se le imagina como aguador y jardinero y vela por el sucedáneo cultural del jardín del Paraíso, que es el bosque-templo, con el árbol sacro representativo del árbol de la vida. Lleva como corona la guirnalda, y como cetro la vara. En la choza lleva a cabo ciertas ceremonias purificadoras antes del hieros-gamos. Derrama libaciones sobre el árbol de la vida, símbolo de la Divinidad, que por esto se le llama "isib" o "ramku";

por usar el agua de la vida y la vara mágica —rama cortada del árbol de la vida— se le llama el gran “a-zu” o “asu”; también se le conoce al rey con el nombre de “gutug” o “pasisu”, es decir, el ungido con el aceite del árbol de la vida. Al rey se le unge con aceite de cedro, pues este árbol es la representación más típica de aquel árbol de la vida.

Junto a estos aspectos activos del rey aparecen algunos otros pasivos: se le purifica, se le unge, se le administra la hierba de la vida y el agua de la vida a modo de comunión que da vida, o se le llora como al árbol que se marchita —símbolo del dios muerto—, que volverá a la vida mediante la realización de ciertos ritos que dan la vida.

Conocidos los cimientos de tales concepciones, el autor cree que es factible seguir el proceso de la formación de esas tradiciones en donde aparece Moisés recibiendo las tablas de la Ley y la vara, de origen indudablemente cananeo si se atienden las bases culturales que se atribuyen a este pueblo y al jefe israelita; no es hipótesis aventurada imaginar que las dos tablas y la vara eran objetos de culto pertenecientes al santuario de Jerusalén y que se usaban en el rito de la coronación de los reyes; del rey jebusita las heredarían los gobernantes davídicos tras la conquista de la famosa ciudad. Cree Widengren que entonces se sentiría la necesidad de “israelitizar” estos objetos cultuales, y lo lógico fué remontarlos al período ideal de la historia de Israel, es decir, a los tiempos de Moisés. Con lo cual resultaría que las tradiciones sobre las tablas de la Ley y la vara están en una misma dirección que otros objetos cultuales de indudable procedencia cananea (tales la serpiente de bronce, el Arca de la Alianza, etc.); y que otras fiestas religiosas israelitas, tal la de los tabernáculos, es de origen preisraelita, sin que obste a ello que la tradición de Israel en un momento proceda a legitimar todo este legado cultural y considere se trate de elementos inventados en el período del éxodo por el desierto.—*Angel Canellas*.

ALFRED HALDAR.—*The notion of the desert in sumero-accadian and west semitic religions*.—Uppsala, 1950, 70 pp.

Haldar, en un folleto de apretada lectura, expone en la misma dirección de sus estudios precedentes (especialmente en sus “Studies in the book of Nahum”, aparecido en 1946) un punto monográfico interesante, a saber: el del papel que desempeña la idea de “desierto” en los conceptos religiosos de sumerios y de semitas orientales y occidentales, en especial en sus paralelismos con la noción de un mundo “inferior”.

Este tema ya había sido señalado por Talquist en 1934; pero con la investigación que ahora nos ocupa cobra especial orientación cuando analiza los detalles de ciertos ritos donde se descubre algo así como un éxodo al desierto, equivalente al “decursus ad inferos”, rito que se observa en varias religiones del área de la cultura semítica, sin que ello implique, en principio, algo más que una faceta, entre otras de la homogeneidad cultural que engloba a todo el Próximo Oriente.

El examen cuidadoso de textos, algunos de ellos muy fragmentados por las mutilaciones de su actual transmisión sumerios, acadios de Ras Shamra y del Antiguo Testamento lleva a la conclusión, según Haldar, de que esta noción del desierto, al menos en lo relativo al ritual, engendra claro parentesco con la adoración de dioses de la fertilidad. A lo que parece, esta noción de “desierto” experimentó el desenvolvimiento siguiente: en un principio existe la “estepa”, que florece de pastos para el ganado, hasta que unos enemigos procedentes del desierto invaden los campos del dios, los destrozan y lo truecan en desierto; entonces el dios desciende al mundo inferior, hasta que, triunfante sobre sus enemigos, retorna a la vida y vuelven los campos a florecer, y de nuevo ofrecen pastos a los ganados.

Este proceso, que se comprueba con mayores o menores detalles en los textos examinados —tal, por ejemplo, en el Antiguo Testamento y en redaciones mesopotámicas— reflejan a la vez acontecimientos históricos que, sin duda, se han introducido en el relato primitivo por considerarlo aplicable, en determinado momento de su transmisión, a determinada situación histórica particular (recuérdese a este propósito el parecer de Pedersen en su trabajo de 1926. "Israel, its life and cultura", donde interpreta el pasaje Exodo 1-15 como leyenda reflejadora de un culto de festejos celebrados como "éxodo al desierto).

A su entender, concluye el autor, durante ciertos períodos anteriores al éxodo hebreo, también Yahweh fué una deidad adorada como dios de la fertilidad. Tal vez esto se explique por el hecho de que ciertos salmos y algunos pasajes de los libros proféticos del Antiguo Testamento son simples traducciones de textos ugaríticos (puede consultarse sobre este particular, entre otros, a W. F. Albright en sus "Studies in Old Testament prophecy", editados en 1950), sin que esta adopción de textos suponga obligadamente la asimilación del culto que reflejan. — *Angel Canellas López.*

MARGUERITE YOURCENAR.—*Memoires d' Hadrien.*—París, 1951

Una muestra más de la historiografía novelada, tan de gusto de ciertos lectores; en este caso se recurre a la ficción de que el propio biografiado toma la pluma para contar su vida. El protagonista que nos habla es el emperador Adriano, una de las contribuciones más conocidas de España al Imperio romano, y que se presta a este tipo de literatura dadas las cambiantes facetas de su vida y obra: su ánimo justiciero, su administración soberbia del Imperio, su esfuerzo constructivo se completan con sus aficiones místicas y poéticas. La autora ha utilizado las amplias líneas de la biografía conocida del emperador para tejer sobre sus huecos su relato amable y literario. Leves licencias de su fantasía son escrupulosamente advertidas en todo caso. El relato usa y tal vez abusa del psicologismo, y más de un rasgo chocará al estudioso de historia romana, por su atrevimiento modernista. De la obra, tal vez la lección más interesante es de orden historiográfico: se observa que las páginas mejor construidas son precisamente aquellas en que la autora se ha permitido menores licencias imaginativas. El ensamblado de la documentación auténtica, hecho con gracejo y público, y no es necesario recurrir a fantasías, en muchos casos refiadas totalmente con la verdad conocida de un personaje remoto. — *Acete.*

LEOPOLD GENICOT.—*Les lignes de faite du Moyen Age.*—Tournai y París, 1951, XII - 394 pp.

Una lanza en favor de la Edad Media a cargo del profesor de la Universidad de Lovaina, y, a la vez, un ambicioso intento de síntesis. El lector que se asome a estas páginas asistirá a través de tres etapas —las del alba, mediodía y atardecer— a un Edad Media, en especial vista desde los ángulos de la cultura. Así, pues, en la obra, la peripecia histórica de la política de tantos Estados incipientes queda en un discreto segundo término, y aun desde este refugio cobra sólo valor de contrapunto para exponer las relaciones con el mundo temporal de la Iglesia católica. Esta es, en cierto modo, la protagonista del relato: sus progresos, sus denodados esfuerzos para la cristianización de los pueblos europeos, en especial los recién llegados a la cultura clásica, se convierte en hilo del relato. Genicot tiene

en esta obra, por otra parte, un merito evidente: ha sabido dejar a un lado los temas que le han labrado un importante puesto en la historiografía, a saber: los estudios sobre instituciones, economía agrícola, etc., que no suele ser renuncia frecuente, y se ha afanado con sincero esfuerzo en la busca y captura de cuanto cree puede perfilar el alma de la Edad Media. Por otra parte, rinde tributo a una política muy en boga la de los legados —y no deja ocasión de manifestar cuáles sean los que la Edad Media ha ido dejando a los tiempos posteriores. Sólo una objeción cabría hacer a este trabajo: la síntesis, que tantos sacrificios exige para que sea tal, en este caso ha derivado hacia un trato desigual en extensión a las diferentes nacionalidades que germinan en los tiempos medios; así, por ejemplo, se nota cierto olvido por la Península italiana, y, por supuesto, por la Ibérica; también se puede decir lo mismo de Bizancio y del Islam. Todo ello se traduce en una Europa medieval poco preocupada del Mediterráneo, a cuyas orillas se asoman estas cuatro piezas, dignas de más atención. — A. López.

MARCEL DAVID.—*Le serment du sacré du IX au XV siècle.*—Contribution à l'étude des limites juridiques de la souveraineté.—Estrasburgo, 1951, 275 pp.

El profesor David, perteneciente a la Facultad de Derecho de Estrasburgo, analiza una vez más este oscuro tema del juramento que el monarca medieval prestaba a sus súbditos, y en cuya virtud venía a aceptar ciertas limitaciones para su soberanía. En estos juramentos parece latir un auténtico drama político y social entre la ceremonia religiosa de la consagración, que busca afirmar la autoridad del rey, y el juramento de éste, por el que queda limitada.

Sin duda, esta consagración del rey es medio que ha buscado la Iglesia medieval para santificar la sociedad política. Esta ceremonia de la consagración trae orígenes ya del Libro de los Reyes del Antiguo Testamento, y supone que en la unción real vienen a fundirse dos ritos conferidos respectivamente por el profeta y por el pueblo. Este segundo tiene un evidente carácter constitutivo, y semeja un verdadero acto político subordinado a las concesiones que otorgue el rey. Por otra parte, este mismo rito de integración popular resulta, a juicio del autor, injerto promovido por la Iglesia visigoda, tal vez con anterioridad a la conocida unción del rey Wamba en el año 672, ya que en esta fecha parece era formalidad antigua y consolidada por cierta tradición. Desde luego, Juan de Pange, en su tesis sobre "Le Roi très Chrétien", supone que se remonta a la abjuración del arrianismo por Recaredo en el III Concilio de Toledo, año 589; pero este parecer no lo acepta David. Una vez más se comprueba, pues, que este tema es uno de los más oscuros de la historia medieval, y por ahora hay que resignarse a no tener luces claras sobre su verdadera faz.

En cuanto a la ceremonia y compromiso que el rey acepta, parece que arranca de Pipino el Breve, quien en 754 limitaba sus funciones respecto al Pontífice Romano; y esta promesa inicial, que al parecer fué oral en sus comienzos, se trocó en la segunda mitad del siglo XII en juramento que el rey prestaba sobre alguna res sacra (tal el libro de los Evangelios, unas reliquias, etc.) Cree David que en los juramentos de Estrasburgo también se dió este juramento sobre res sacra.

La promesa real se incorporó a la ceremonia de consagración real por vez primera, a lo que parece, en el año 1189, con Ricardo Corazón de León.

El profesor David ha previsto un nuevo volumen complemento de éste, en el que estudiará el tema de los límites jurídicos de la soberanía del monarca medieval. A. Canellas.

SIR CHARLES PETRIE. — *"The Marshal Duk of Berwick, the picture of an age"*. London, 1953, 468 ps.

James Fitz-James Stuart nació el 21 de agosto de 1670 en Moulins, en el Bourbonnais; murió en acción de guerra el 12 de junio de 1734, frente a los muros de Philipsburg. Hijo del duque de York, futuro Jacobo II de Inglaterra, y de Arabella Churchill, hermana del gran Marlborough, fué hermanastro de dos reinas inglesas, María y Ana, sobrino y rival del caudillo militar inglés, y, un leal y consecuente seguidor de su desterrado padre; el más afortunado de los Stuart y uno de los más brillantes generales de su época, digno émulo de Jhon Churchill, de Vendome y Eugenio de Saboya. Durante los sesenta y cuatro años de su existencia, Europa vivió momentos bien transcendentales: el hundimiento de la dinastía Stuart en Inglaterra, por obra de la Revolución de 1688; la aguda crisis española, que puso fin definitivo a su supremacía mundial; el impulso arrollador de Luis XIV para imponer su autoridad como primer soberano de la cristiandad; la trágica y larga contienda sucesoria española...

En todos ellos, el duque de Berwick jugaría un papel importante, primero como fiel seguidor de la causa de un padre, y cuando ella sufrió la irreparable derrota de Boyne, en tierras irlandesas, puso su espada y fama al servicio de Luis XIV, luchando como mariscal de Francia en los Países Bajos y en España. Su vida nos ofrece el ejemplo de una actividad desbordante, en que muchas veces lo estrictamente militar —característica principal suya— se extravierte hacia lo político, sobre todo en lo que pudiera tener relación con Inglaterra. Toda su vida está montada sobre esta inmensa paradoja: él, que se sintió íntimamente siempre inglés, tuvo que luchar, y bien duramente, contra Inglaterra; pudo haber sido un gran señor territorial inglés, primerísima figura en su Corte, en política y su milicia y las circunstancias y su lealtad convirtieron, forzosamente, su vida en una contralanza de errantes aventuras en todo el espacio europeo.

Para la Historia de España, la figura del duque de Berwick tiene tanto interés que casi puede ser considerada como propia. Su decisiva intervención en la Guerra de Sucesión aseguró en el trono a Felipe V. La concesión de los ducados de Liria y de Jérica lo convirtieron en un miembro de la nobleza española como un anticipo de lo que, andando el tiempo, habría de suceder: al entronque definitivo de la casa de Berwick con la ducal de Alba, con su españolización definitiva. Durante toda su vida, Berwick mantendría alguna suerte de relación con nuestra Patria, a veces, circunstancialmente, como enemigo; así durante la coalición antiespañola provocada por los planes revisionistas de Alberoni; otras como servidor de su Católica Majestad, así cuando en 1727 actuará como embajador ante el zar —viaje del que dejó un curioso diario que ha merecido una doble edición, la primera en el tomo XCIII de la "Colección de Documentos Inéditos para la Historia de España", y la segunda el año 1890 por Antonio Paz y Méria, en la que dedica un centenar de páginas al estudio biográfico del eventual diplomático.

La vida, hazañas y aventuras del duque de Berwick han merecido la atención de los historiadores, especialmente ingleses, que por encima de toda ideología lo han considerado siempre como figura propia y han medido acertadamente su dimensión heroica. Por otro lado, desde 1737, sus propias Memorias habían sido publicadas, y aunque éstas están limitadas en el tiempo —ya que no comprenden sino hasta 1716—, habían de proporcionar a sus biógrafos datos y matices psicológicos del mayor interés. Entre ellos, Charles Towshend Wilson ocupaba, hasta ahora, un primer lugar. Pero su libro *"The Duke of Berwick, marshall of France, 1702-1734"*, editado en Londres en 1883, estaba ya un poco lejano de nosotros. Ciertamente que en este período de tiempo dos grandes historiadores británicos, G. M. Trevelyan y Winston Churchill, han estudiado casi exhaustivamente los acontecimientos políticos que se sucedían en Inglaterra y en Europa a consecuencia de la Revolución de 1688; el primero, especialmente, en sus trabajos sobre el reinado de Ana Stuart, y el segundo, en lo referente a su ascendiente el duque de Marlborough, en los que es imprescindible numerosas alusiones al de Berwick.

Pero esto servía para dejar el tema más acuciante y mejor preparado para una revisión nueva, de la que se ha encargado en la forma que veremos otro gran historiador, el autor de este libro, Sir Charles Petrie.

No ha sido ninguna novedad para el ilustre historiador británico la materia tratada en este libro; basta recordar dos de sus obras precedentes: "The Duke of Berwick and his son" y "The Jacobite Movement", demostrativas de sus profundos conocimientos de la época, que historia de forma tal que podemos decir que esta biografía —que no sólo es de un hombre, sino quizás más de una época—, es una consecuencia inmediata de sus estudios anteriores, con los que resulta perfectamente concatenado y ensamblado. Aparte de su brillante estilo narrativo, que lo libra de toda farragosa e innecesaria erudición, y de la claridad de su exposición, resalta su valor por los nuevos materiales que el autor utiliza, siendo los más interesantes los procedentes del archivo del duque de Alba y de Berwick, en Madrid, lo que le permite superar el conocimiento del personaje y de su tiempo en relación con lo que hasta ahora se había escrito sobre James Fitz-James Stuart. En resumen: un libro ajustado a una excelente técnica, bien basado documentalente, de indudable interés temático, perfectamente legible para un lector medio, y muy útil también para el especialista.

Sigue Petrie un orden riguroso cronológico para explicarnos la vida del duque de Berwick, aunque, no dando —y es lástima— la misma extensión e intensidad a las distintas etapas de su vida. Especialmente a partir de 1716, el autor precipita su marcha, y en dos capítulos —en conjunto de veintiocho páginas— nos explica los últimos dieciséis años de la vida del Duque, que si no tienen la importancia de los anteriores —sobre todo los correspondientes a la guerra de Sucesión española, a las que Petrie dedica más de una tercera parte de la obra— hubiera sido, desde nuestro punto de vista, muy útil.

También echamos en falta un ordenado índice bibliográfico.

El libro está dividido en doce capítulos. En ellos hay preocupación por parte del autor para dar al lector un panorama completo del ambiente político existente en aquel tiempo en Europa: sus problemas, especialmente el planteado por las reivindicaciones jacobinas; el carácter de los principales personajes. Siendo Petrie un especialista en historia militar, y tratándose de la biografía de un mariscal de Francia, no es de extrañar dedique una especial atención a esta clase de asuntos; así todo un capítulo —el IV— es una excelente síntesis de toda la organización del ejército francés durante el reinado de Luis XIV; nos va informando con detalle de la intervención de su héroe en las distintas campañas y batallas en que tomó parte, todas ellas de resonancia en la Historia universal: Buda en 1686; la campaña de Irlanda de 1689 al 91, con la decisiva batalla de Boyne; las campañas de los Países Bajos españoles, que se suceden a lo largo de la guerra de la Liga de Augsburgo, y por fin la importantísima intervención de Berwick en la de sucesión española, detallándose debidamente su mayor éxito: Almansa, así como la campaña de Cataluña de 1714, y, dentro de ella, el sitio de Barcelona.

Completan el libro tres apéndices: el primero contiene el curioso panegírico que el famoso barón de Montesquieu, su gran amigo, escribió sobre el duque Mariscal; el segundo, dando una breve reseña biográfica sobre la escritora Mary de la Rivière Manley, que tan arduosamente intervino en la lucha política entre los Stuart y los Oranges y Hannover; el tercero no es otra cosa que un breve esquema de las modificaciones políticas del mapa de Europa tras las firmas de los tratados de Utrecht, Rastadt y Baden. Finalmente, el libro termina con un completo índice onomástico. — *Fernando Solano Costa.*

GABRIEL D. CHAMOREL.—*La liquidation des droits féodaux dans le canton de Vaud, 1798-1821.*—Lausana, 1944, 174 pp.

En la cuidada "Bibliothèque historique Vaudoise" se ha editado esta tesis doctoral de indudable interés para los estudiosos de la implantación del nuevo régimen, tras la Revolución francesa. El trabajo para ello se enfrentó con un análisis detenido de la serie de medidas que se adoptaron entre 1798 y 1821 para abolir el régimen feudal en el cantón de Vaud e implantar el nuevo régimen para la riqueza inmobiliaria.

El trabajo se coloca en el punto de vista del jurista, y examina la supresión de un régimen económico feudal en beneficio de uno nuevo basado en la propiedad individual. Pero la sustitución de un régimen con cinco siglos de vigencia es, sin duda, un fenómeno histórico, y como tal incide en la historia institucional de la Edad Moderna.

La implantación de un nuevo régimen para la propiedad inmobiliaria atendió más a definiciones y programas ideales que a la realidad del momento; era inevitable el conflicto, y la necesidad de cada día tuvo que provocar medidas abundantes que elevaron las excepciones a norma y arrumbaron un tanto el programa oficial en vigor. Los revolucionarios habían creído que el origen de todos los males era el régimen feudal y que la consiguiente panecea estribaba en la supresión de los señores, barrera entre el soberano y el pueblo. Por ello se propugnó la supresión de los derechos feudales y de la gran propiedad, y se tendió a implantar contribuciones generales y proporcionales, así como un régimen de pequeña propiedad individual.

El autor, para examinar el problema, se ha planteado la contextura del antiguo régimen, que expone con notable claridad en sus líneas generales y en sus aplicaciones en el cantón de Vaud: por qué se suprimió aquél régimen, de qué manera y cuál fué el resultado. Desde el punto de vista del jurista, la parte dedicada a la liquidación del régimen antiguo, así como el mecanismo resultante de los ensayos iniciales, forma el núcleo del trabajo; hay abundantes fuentes manuscritas puestas a contribución, así como copiosa bibliografía, que justifican todos los datos y las conclusiones propuestas.

Sin embargo, para el historiador es de singular valor la conclusión a la que llega el autor. La abolición del sistema territorial feudal, en teoría parece que transformó radicalmente la situación del campesino, pero en la práctica acusa más bien una transformación que le perjudicó, y entre los resultados negativos de este orden más destacados se observa un desarrollo extraordinario del pauperismo. Así, pues, este cambio del régimen de propiedad de la tierra fué más teórico que real, y de hecho se enriquecieron unos pocos en detrimento de los más. — *Alfonso Gall.*

STEFANO JACINI.—*Storia del partito popolare italiano.*—Milán, 1951, 348 pp.

Siempre tiene sus dificultades sistematizar los temas de Historia contemporánea, máxime los relativos a la peripecia de un partido político. En este caso, Jacini ha logrado un edificio literario y técnico bien proporcionado al relatar la historia del partido popular italiano en sus dos etapas, divididas por el movimiento fascista en el Poder. El lector se percató de las contribuciones singulares ofrecidas a la historia política contemporánea de Italia por los políticos católicos: las facetas de esta (movimiento neo-güelfo, colaboracionismo con los llamadas católicos liberales), los puntos de vista ante los problemas sociales contemporáneos, los ensayos creadores de la llamada democracia cristiana, etc. etc., se atienden con documentación cuidada, y, al parecer, con criterios de notable objetividad, digno este último de la mayor estima en una obra de Historia contemporánea. — *Acele.*

Crítica

E. W. HUNTER CHRISTIE.—*The Antarctic problem. An historical and political study.*—Londres, 1951, 336 pp.

He aquí un estudio documentado sobre el traído y llevado problema de la Antártida. Los antecedentes históricos de las actuales disputas son hijos, a su vez, de cuestiones económicas y del esfuerzo científico de varias expediciones de investigadores. Por hoy, el cuadro del Antártico no ofrece promesas de riquezas considerables en punto a minerales, y la gran capa de hielo que se ha de vencer para la búsqueda y explotación es todavía, en el estado actual de la técnica, un problema serio; las propias razones climáticas, contrarias a una vigilancia permanente, han provocado las disputas políticas actuales sobre el reparto de esferas de dominio político en aquellos parajes.

El descubrimiento de la Antártida, la colaboración de los buscadores de focas, la figura de explorador ruso Bellingshausen, de comerciantes ingleses, en especial Weddel y más tarde las flotillas pesqueras de la firma Enderby Brothers, son los principales temas históricos examinados.

La exploración científica en el siglo XIX se mezcla con imperativos económicos: alude a la extinción de las focas, y como esta cacería tan remuneradora se suple con la demanda de las ballenas (barbas para corsés femeninos, que más tarde se suplirán con los aceros inoxidable; aprovechamiento de los aceites de los cetáceos, etc.); y se ocupa de los viajes científicos de belgas e ingleses, para realizar, por último, las aspiraciones antárticas formuladas por los países vecinos, así como los intereses comerciales y estratégicos que se ventilan. — *Acele.*

Ibérica

MARTIN ALMAGRO.—*Las fuentes escritas referentes a Ampurias.*—Barcelona, 1951, 198 pp.

El catedrático y arqueólogo Dr. Almagro, a quien tanto debe la resurrección de la antigua Ampurias, da a conocer una colección de textos ilustrativos de la historia de la famosa ciudad en el período romano, paleocristiano, visigodo y medieval. Naturalmente, el primer grupo de textos es el más abundoso; en el período paleocristiano destacan las menciones en las actas martiriales de Félix, Cucufate y Narciso, que se compaginan con los restos arqueológicos encontrados de una basílica y de un cementerio cristiano. Parece que allí radicó un Obispado fenecido en 711 con la invasión musulmana; se recoge la alusión en la discutida Hitación de Wamba y finalmente, desde la invasión musulmana a nuestros días, se recogen muy curiosas noticias (cfr. especialmente las relativas a la basílica mozárabe de San Martín). El Dr. Almagro da una bibliografía exhaustiva sobre Ampurias. — *Aoele.*

B. DE GAIFFIER.—*Un calendrier franco - hispanique de la fin du XII siècle.*—Analecta Bollandiana, LXIX, pp. 282 - 323.

El ilustre bolandista Gaiffier estudia un calendario, procedente del monasterio castellano de Oña, de gran interés por la impronta, que delata, de la influencia cluniacense en la Península Ibérica; los monjes de Cluny trajeron consigo gran número de devociones y el santoral del calendario de Oña ofrece un testimonio innegable de aquéllas; estudiándolas se observa que las unas proceden de la región de Borgoña (tal la devoción de San Maieul); otras, que son las más, del Mediodía de Francia, especialmente los grandes mártires del Languedoc y de Aquitania (San Saturnino, San Caprasio y Santa Fe); otros son santos obispos y ermitaños francos, como San Amando de Perigord o San Leonardo, o Santa Leocadia de Auch,

o San Geraldo de Aurillac, etc. etc. Si la innegable impronta en la hagiografía peninsular avasalló en cierta medida a los propios santos hispanos, al menos en los dominios cluniacenses es dato de gran importancia también en lo que tiene de influencia significativa del clero ultrapirenaico en la Iglesia medieval española.—*A. Gall.*

JULIO GONZALEZ.—*Repartimiento de Sevilla*.—Consejo Superior de Investigaciones Científicas.—Escuela de Estudios Medievales.—Madrid, 1951, 560 páginas.

Julio González, tan conocedor de todos los aspectos de la reconquista y repoblación del Sur de España como lo ha demostrado ya en varias obras, nos da a conocer ahora la titulada *Repartimiento de Sevilla*, refundición de dos trabajos, el premiado por el C. S. I. C. en 1947, y otro que lo fué por el Ayuntamiento de Sevilla en 1948.

Estudio previo al de la repoblación es el de la reconquista, pues ésta es base y fundamento de aquélla. Como preparación a la reconquista de Andalucía propiamente dicha, está la labor reaizada por las Ordenes militares en la región del Guadiana, y la conquista del reino de Murcia, debida al infante D. Alfonso. Sin embargo, la incorporación de la parte fundamental de Andalucía fué obra personal de Fernando III, que tuvo que intervenir con todas sus fuerzas desde 1224, culminando sus campañas con la anexión del reino de Sevilla (1246-1248) y de las tierras del Guadalete y de Niebla (129-1264).

La repoblación sigue inmediatamente a la conquista durante varios años. Esta se había logrado por imposición de las armas (Huelva, Córdoba, Jaén, Sevilla) o por entrega de los musulmanes mediante pactos de capitulación; en el primer caso, los musulmanes abandonan sus posesiones, mientras que en éste continúan ocupándolas.

A pesar de los castellanos, llegados a Andalucía para realizar su repoblación, subsisten numerosas características musulmanas, y también de tradición romana, en la propiedad, fincas y agricultura. En cambio, exceptuando por parte material, la renovación de Andalucía en el siglo XIII es radical. Los castellanos la convierten en una prolongación de Castilla, aunque poco a poco surgen matices regionales que llegarán a formar lo *andaluz*.

Las repercusiones de esta repoblación son considerables y de variados matices: Acrecentamiento del reino de Granada a base de los musulmanes desplazados de las zonas ocupadas por San Fernando; formación en el Sur de un gran poder de la Corona castellana —Sevilla—, que recibirá el Fuero de Toledo y heredará la importancia de esta ciudad, muy alejada ya de la nueva frontera con los musulmanes; falta de crecimiento en la población y economía castellana, y formación de latifundios por el escaso valor de la tierra.

Todos estos aspectos demuestran la importancia y lo compleja que tuvo que ser la repoblación andaluza para suponer un cambio tan grande en la vida de la región. En general, el sistema de repartos viene determinado por las circunstancias. Sólo en las zonas que ofrecieron gran resistencia a los cristianos se puede hablar de *repartimiento*; si las ciudades se entregan mediante pacto, sus habitantes conservan propiedades y libertades como antes, dependiendo del nuevo soberano.

La tarea repobladora comienza en el reino de Jaén con participación de las Ordenes militares (Chiclana) o de personajes como el arzobispo de Toledo (Quesada). Otras ciudades se las reserva el rey, como Ecija.

Todas las modalidades y distintos problemas surgidos en torno a la repoblación andaluza pueden estudiarse a base del "Libro del Repartimiento", parte funda-

mental de la obra que comentamos, y a cuyo estudio y análisis se dedica el autor después de la larga introducción en que se preocupa de los aspectos previos al examen de este libro.

Los "Libros de Repartimiento" eran muy frecuentes en esta época para registrar las incidencias de la colonización. El de Sevilla tiene finalidad y estructura propias, hecho a base de documentos a veces ya despachados (generalmente, privilegios, cartas abiertas y plomadas), y que sirve para conocer todos los aspectos del reparto con fines variados, especialmente económicos.

En primer lugar, Julio González hace un estudio de las fuentes y de los manuscritos que se han encontrado del "Libro del Repartimiento", señalando la atención que se le ha prestado a través de los siglos.

En sucesivos capítulos analiza la acción de las armas y la conquista de Sevilla, describiendo detalladamente las expediciones y operaciones preliminares; la ordenación del repartimiento con todas las modalidades especiales: donadíos, heredamientos de la ciudad, galeras del rey, cillero real (pueblos del alfoz sevillano poblados a fuero de la ciudad) y almacén del rey. El "Libro del Repartimiento" señala las variedades de estos conceptos: dotación a instituciones o personas presentes o futuras en los primeros casos, y apropiación personal en el último.

Otro capítulo interesante es el que dedica a los pobladores de Sevilla en el siglo XIII, señalando sus variedades, su procedencia y su asentamiento dentro de la ciudad. Se ocupa también de la jurisdicción por que se regían las distintas categorías de ellos; de la Iglesia y su organización; de los judíos y musulmanes y de las rentas del rey. No olvida la distribución del territorio, los núcleos de población y la producción, dedicando el último capítulo a la ciudad, cuya descripción, en todos sus aspectos de urbanización, edificios y estructura, hace con todo detalle.

El interesante texto está salpicado de numerosas ilustraciones —grabados y mapas—, que completan y aclaran este erudito trabajo, cuyo mejor elogio se lo hizo ya el C. S. I. C. al concederle el premio "Luis Vives" del año 1947.—*M. González Miranda.*

JOSE-M.^a DOUSSINAGUE, *La guerra de la Navarrería*.—Separata de la revista "Príncipe de Viana", N.º XIX.—Pamplona, pp. 76.

Consiste esta separata en el trabajo presentado por el autor, y publicado en la revista "Príncipe de Viana" N.º XIX, sobre "Rectificaciones al P. Moret según el poema de Anelier", según su trabajo de la guerra de la Navarrería. Esta guerra, que agitó profundamente a Pamplona en los años 1276 y 1277, ha sido tratada repetidamente, pero no siempre con la debida independencia de criterio ni con el desapasionamiento indispensable para dejar hablar a los hechos su propio lenguaje. "Campión es de entre los que así utilizan datos históricos al servicio de partidismos políticos un fecundo escritor contemporáneo que ha dedicado toda su vida a presentar los sucesos de la historia de Navarra en forma desprovista de la necesaria ecuanimidad", como dice Doussinague.

Sigue el autor en su trabajo el proceso de la guerra de la Navarrería desde los antecedentes, destacando los siguientes apartados: "La casa de Champaña". "Disensiones en Pamplona". "Los navarros, contra la Reina". "Invasión francesa". "Destrucción de la Navarrería". Concluye afirmando cómo aunque en este momento había en Pamplona, tres pueblos con distinta jurisdicción, rentas y jurados, y cómo, a pesar de las rencillas y opuestas ambiciones de los nobles, llega un momento en que todos se unen para luchar contra la anexión de Francia y para oponerse a la invasión del ejército del condestable Beaujeu y del Conde de Artois.

Trata, pues, el autor de rectificar la cronología y dar a los datos que posee su justo valor, sin apasionamiento. Así, la guerra de la Navarrería aparece con nuevos colores enteramente borrados, con perfiles destacadísimos que adquieren valor fundamental. El P. Moret, en su versión de evidente parcialidad dinástica, le lleva incluso a negar los hechos contrarios a su prejuicio, favorable a la Reina, llegando a desconocer lo más sustancial de cuanto allí ocurrió. Pero al lado de él, la obra de Guillermo Analier tiene un valor primordial de fuente histórica auténtica por lo que se refiere a aquél conjunto de hechos. Hay que considerar necesariamente que las noticias y datos que él da nos permiten comprender en forma muy distinta la guerra de la Navarrería, que en realidad fué la guerra de la independencia de Navarra contra una invasión extranjera, extranjera principalmente por ser contraria a su alma, idioma y a su modo de vida.—F. U. M.

FLORENTINO PEREZ EMBID, *El Almirantazgo de Castilla hasta las Capitulaciones de Santa Fe*.—Publicaciones de la Escuela de Estudios Hispano-Americanos de la Universidad de Sevilla.—N.º 1.—Sevilla, 1944, pp. XV 185.

El presente trabajo es el primero que publica el autor sobre la historia de la marina andaluza, considerándola en función del papel que le estaba reservado en el descubrimiento de América.

La trascendencia que tiene el tema para la Historia de España fué lo que alentó al autor al iniciar la búsqueda de materiales, que duró cuatro años, caminando casi a ciegas por un campo apenas sin explorar. Ha procurado abordar íntegramente los problemas de la vida marinera de Andalucía en las épocas anteriores al descubrimiento.

En la obra están reunidos los datos que hacen referencia a la historia del Almirantazgo de Castilla. Su indudable unidad, aun dentro de un cuadro más amplio, aconseja la elaboración con ellos de un estudio independiente.

D. Florentino Pérez Embid anuncia otro trabajo que bajo el título de "La marina de Andalucía, ante el descubrimiento de América", abordará los aspectos de dicho tema no comprendidos en el estudio presente.

La misión del Almirantazgo mayor de la mar, o Almirantazgo de Castilla, sus atribuciones, jurisdicción e historia, no son suficientemente conocidas, ni siquiera se tiene aún una lista segura y satisfactoria de sus titulares entre los siglos XIII y XV. Esta obra se aventura, pues, por un campo muy poco roturado. Su objeto quiere ser doble: los almirantes y el almirantazgo.

Los materiales utilizados son importantes, pero —naturalmente— no completos; de ahí las limitaciones en lo conseguido.

Es interesante conocer la relación mantenida durante la Edad Media por la gente castellana con los mares que la rodean. Sólo conociendo sus antecedentes se podrá entender perfectamente lo que significa en la historia de Castilla la figura del primer Almirante del Mar Océano, y la expansión marinera que sigue al descubrimiento. Almirante es "el que es cabdillo de todos los que van en los navíos para fazer guerra sobre el mar".

El libro consta de tres partes fundamentales: 1.º El Almirantazgo: su evolución histórica general y atribuciones de sus titulares. 2.º Los Almirantes. 3.º El Almirantazgo de Castilla y el de las Indias. Completan el texto una abundante información bibliográfica, aparte de ilustraciones e índice toponímico y onomástico.

De este trabajo se han impreso mil ejemplares, de los cuales quinientos quedan incorporados al Tomo I del "Anuario de Estudios Americanos", y los otros quinientos se encuentran formando libro aparte.—F. U. M.

MAX MITLER. — *Mission und Politik*. — Untersuchungen ueber das koloniale Imperium Karls. V. Zurich, 1951, 152 pp.

¿Qué ideas directrices evocan las noticias históricas sobre la política de Carlos V respecto a las posesiones ultramarinas? Tres y muy claras, y las tres ligadas entre sí, aunque se han dado de manera sucesiva en su práctica y apogeo: las de descubrimiento, conquista y colonización o población. En los primeros tiempos, los conquistadores, en sus relaciones con los reyes y con los indígenas, se muestran dominados por la ideología medieval de la reconquista hispana; pero muy pronto, ya en tiempos de Carlos V, la opinión pública y la misma legislación reflejan honda transformación, que se encamina por derroteros distintos a los de aquella primitiva postura; así, los teólogos y misioneros, y los universitarios de Salamanca, forjan la idea de una colonización, es decir, de una organización pacífica de América. El emperador se considera responsable de la acción de sus súbditos en América; y consciente de su papel evangelizador, tal cual se lo otorgan las bulas pontificias, sustituye la acción militar y de colonización espontánea de los tiempos de la conquista por una gestión administrativa que trasplanta al continente americano las instituciones españolas y procura infundir en lo indígena el modo de ser de la sociedad metropolitana.— *Alfonso Gall*.

P. FEUCHERE. — *Essai sur l' evolution territoriale des principautés francaises (X-XIII siecles)*. — Etude de geographie historique. — Le Moyen Age, LVIII, 1952, 85-117.

Dos aspectos principales interesa destacar en el trabajo de Feuchere, visto desde el ángulo habitual de los comentarios de estos "Cuadernos de Historia". Uno, de carácter metodológico, y otro, en aquello tocante a la vieja Marca de España, en cuanto tiene de especial relación con la Corona de Aragón.

La cuestión metodológica es de indudable interés y digna de meditación por cuantos se ocupan de los estudios de geografía histórica: los métodos tradicionales que se aplicaban para estudiar la formación de territorios han sido barridos; ante la aparente cartografía, donde se abigarran los mosaicos territoriales, hoy día es preciso analizar la vida rural y étnica, la urdimbre institucional, económica y social de las comarcas, en las que hervideros de intereses privados justifican la confusa fachada política. Estos análisis, en el caso francés al menos, son clave de las propias reparticiones regionales de nuestros días, eco, en muchos casos, de los grupos territoriales establecidos en el siglo XI. El ejemplo de la geografía parroquial, reflejo de viejas células señoriales, es harto elocuente. Cabe así, pues, una nueva exposición de las clásicas páginas de la historia política, si se contemplan como reflejo de esta variada gama de fenómenos.

Respecto a la Corona de Aragón, es de interés especial considerar el actual Rosellón, en cuyos límites se observa la evolución de los seis viejos pagos galorromanos, de los que resultan otros tantos Condados carolingios: entre éstos, y un poco antes del año 900, destacan tres núcleos territoriales predominantes: Cerdeña, Conflent y Rosellón, sometidos a intrincados y caprichosos repartimientos, en los que se reflejan las fantasías volubles de los barones locales, sin que por ello los pagos primitivos pierdan sus límites tradicionales.

Las disociaciones internas de los viejos pagos en grupos locales vienen a anexionarse sucesivamente por el Condado de Rosellón y la Corona de Aragón (Besalu en 1111, Razes en 1112, Cerdeña en 1117, Rosellón en 1172); y los raros Vizcondados que subsisten tras el año 1180 (ejemplo, el de Castelbón) son ínfimas parcelas de territorio.— *Alfonso Gall*.

Aragonensia

JOSE MARIA LACARRA. — *Documentos para el estudio de la reconquista y repoblación del Valle del Ebro (Segunda Serie)*. — Escuela de Estudios Medievales (C. S. I. C.). Zaragoza, 1949. Pág. 278.

La documentación recogida en esta segunda serie tiene un contenido vario. El doctor Lacarra ha incluido, como él hace constar, todos los documentos del primer tercio del siglo XII que hacen relación a Zaragoza o a otros territorios del Valle del Ebro reconquistados por Alfonso I; y también aquellos que —fuera de esa fecha— interesan más concretamente al tema de esta colección, sobre todo si traen alusiones a sucesos históricos o a personajes de relieve y los que ayudan a conocer la suerte posterior de la población musulmana sometida o de las tierras adjudicadas en los primeros repartos. Unos documentos se refieren concretamente a los repartos de casas y tierras entre los conquistadores cristianos, a propiedades que fueron de moros, o a donaciones de tierras para poblar o cultivar, o se alude incidentalmente a la repoblación de ciudades conquistadas; en otros, a la conquista o asedio de ciudades, a la famosa expedición que el Batallador hace por tierras andaluzas, a la batalla de Fraga, a la defensa de la frontera o a otros sucesos históricos. De éstos son interesantes, aun cuando no tengan relación con la conquista y repoblación, los que se refieren a los problemas políticos que planteó la muerte del Batallador: la ocupación del "regnum Cesarugastanum" por Alfonso VII, y la separación de Navarra con García Ramírez. Entre las clases sociales que pueblan el valle del Ebro a raíz de su conquista se ha fijado el autor, especialmente, en la de los "exaricos" y en los repobladores de ascendencia ultrapirenaica.

El Sr. Lacarra hace referencia a la procedencia de estos documentos que constituyen esta segunda serie y que forman un total de 192. Ha prescindido de publicar fueros municipales, una de las fuentes más importantes para conocer las bases jurídicas de la repoblación, ya que prepara una colección aparte con los fueros municipales de Aragón y Navarra de los siglos XI y XII.

El presente trabajo, completísimo, concluye con un índice alfabético de nombres de lugar, tenencias y obispados.

Promete el autor editar en números sucesivos nuevas series de análogo contenido, hasta reunir un volumen de documentos suficiente para emprender un estudio de conjunto, labor importantísima que vendrá a llenar la laguna existente sobre esta cuestión. — F. U. M.

M. DELBOUILLE. — *Essai d'attribution du num. 117* (ed. Hilke-Schumana) *des Carmina Burana*. — Le Moyen Age, LVIII, 1952, 119-124.

La misteriosa personalidad del anónimo amoroso de Ripoll —ya estudiada en 1923 por Nicolau d'Olwer— se ve acrecida, en punto a su obra poética, con esta minuciosa nota erudita. De acuerdo con la semejanza paleográfica entre las poesías del anónimo rivipullense y las transcripciones de los *Miracula Sancti Iacobi* y la *Chronica Turpini* en el código de Ripoll, núm. 99, se puede identificar al misterioso poeta erótico con un tal Arnaut de Mont, escriba de este segundo código; y su producción poética latina cabría acrecerla con la núm. 117 de los *Carmina Burana* (incipit, "Lingua mendax et dolosa"), de análogo tono personal y notables coincidencias textuales. De esta manera se habría dado un paso más en el difícil camino de esclarecer la vida y obra de este clérigo vagabundo que escribió entre 1150 y 1180 sus poemas latinos dedicados a cantar sus sucesivos amores. — *Acele*.

Crítica

LOUIS DELLUC. — *Un monje-cavaller. En Jeroni de Perigus, companhon del Cid*.
Valencia, 1951, 29 pp.

A la simpática destreza del lemosín, en que redacta su trabajo Delluc, se une la viveza con que encarna la figura de Jerónimo de Perigueux, obispo de la Valencia del Cid. El silencio de las fuentes francesas sobre el personaje lo compensan las citas hispanas, en especial las del "Cantar de Mío Cid", en donde los rasgos guerreros del obispo oscurecen los de su cura espiritual. Las noticias históricas de este trabajo ofrecen, en conjunto, novedad, por lo que su valor estriba más en las calidades literarias de que hace gala el autor, en especial sus traducciones al lemosín de los pasajes del cantar que interesan al tema. — *Acele*.

JAIME VICENS. — *Trajectoria mediterránea del príncipe de Viana (1458-1461)*.
Pamplona, 1950. Separata de "Príncipe de Viana".

Qué papel desempeñó el príncipe de Viana en la sublevación catalana del siglo XV? Y por otra parte, ¿cuál fué su contribución a la mecánica de esta revolución, y en qué medida cabe encasillarlo en los sucesos de Cataluña durante los años 1458 a 1461? El tema es de interés, y, por añadidura, mal conocido y peor interpretado, en la historiografía tradicional. Don Carlos de Viana, cuya personalidad le asemeja en tantos aspectos a su señor padre, el rey Don Juan II (intriga diplomática, autoritarismo, etc.), parece que cedió con facilidad a las peticiones paternas y abandonó las ventajas indudables y los apoyos que le podía brindar Sicilia, presionado por un gravísimo colapso financiero al que le condujo su fantástico tren de vida, esmaltado de exigencias y caprichos. Por otra parte, en su relación con Cataluña y su grave problema social, tema éste que aun pende de revisión en muchos aspectos y detalles, desconocidos cuando no mal interpretados (piénsese en el tema de la institución de la primogenitura, cargo público y no derecho natural, etc.), parece que la figura de este príncipe debe pasar a un segundo término, pues los catalanes se preocupaban entonces más bien del malestar económico, que agravaba la política mediterránea del rey Don Juan II; pero esto no supone en caso alguno desconocer ni despreciar el valor dramático desempeñado por el arresto del príncipe de Viana por orden paterna, y que Vicéns enmarca perfectamente en el cuadro del movimiento catalán, que describe con mano maestra.

La concordia de Villafranca del Panadés (21 junio de 1461), "documento capital para la historia del Derecho constitucional moderno", creaba una oligarquía liberal semejante a las de ciertos Estados italianos; pero la muerte prematura del príncipe de Viana le arrebató una de sus ruedas claves: La súbita desaparición anuló al nuevo régimen la oportunidad de un funcionamiento regular, pero en compensación le garantizó la irresistible bandera de un mítico príncipe de Viana. A. Canellas.

§ VICENS. — *La politique méditerranéenne et italienne de Jean II d'Aragon entre 1458 et 1462*. Schweizer Beitrage zur allgemeinen Geschichte, VIII, 1950, 88-99.

La trayectoria política mediterránea del rey Fernando el Católico tiene su natural y lógico antecedente en la de su padre, el rey Don Juan II de Aragón, verdadero implantador —al menos en el reducto peninsular ibérico— del principio de equilibrio diplomático entre las grandes potencias. Colocado en este terreno a la misma altura que su genial rival Luis XI, el rey aragonés le supera en el esfuerzo por una política marítima basada en una flota sobre la que especulan las más de las potencias italianas de la época. La tendencia de Juan II, que mientras se en-

C r í t i c a

cara al mar abandona a un plano secundario los problemas continentales, le ocasionó graves apuros financieros, en los que cobró auge el descontento de los catalanes, siempre prestos a defender ante la autoridad del monarca las libertades tradicionales públicas. Juan II, obligado a ceder ante Luis XI por estas circunstancias, no olvidará la lección y procurará atar lazos más fuertes con los napolitanos, para hacer frente a su rival el rey francés. — *Acéle.*

FRANCISCO ALMELA Y VIVES. — *El editor D. Mariano de Cabrerizo.* Valencia, 1949, 342 pp.

El aragonés D. Mariano de Cabrerizo nació en 1785, y de los once a los dieciséis años estuvo empleado en una librería de Zaragoza. Trasladado a Valencia, supo crear una librería propia, inaugurada en 1809 y que durante medio siglo fué sede de una tertulia de escritores y eruditos valencianos. Esta tertulia arrancaba de una sala de lectores, con préstamos a domicilio, que abrió en su establecimiento hacia 1813.

Por la tertulia pasaron numerosas personalidades de la etapa romántica. Mientras, el editor Cabrerizo supo plegarse a los gustos del público y sembró por toda España ediciones abundantes, sobre todo de obras extranjeras traducidas o resumidas. Desde 1830, la editorial fué desplazada por las madrileñas ya redivivas y perdió su importancia. Almela y Vives ha sabido dar vida a un cuadro animado de esta tertulia literaria valenciana en plenos años románticos.—A. Canellas.

A m e r i c a n a

GIOVANNI TERLINGEN.—*La sorte di Cristoforo Colombo in Olanda.*—Génova, 1951, 13 pp.

El profesor Terlingen, de la Universidad de Nimega, ha contribuido a las publicaciones editadas por el Consejo Internacional de Estudios Colombinos, celebrado en Génova para festejar el V centenario del nacimiento de Cristóbal Colón, con un curioso análisis del eco que la figura del descubridor de América ha tenido en la producción cultural holandesa.

Terlingen resalta el sino curioso de Colón en la literatura española, donde no provocó una obra paralela a "Os Luisiadas", de Camoens; las octavas de Juan de Castellanos, de 1589, no ofrecen parangón, ni tampoco la comedia de Lope de Vega de 1614, más bien mediocre, y por lo demás, ejemplo aislado en el océano brillante de la literatura dramática española.

Este mal lo atribuye Terlingen al trágico final de Colón, de cuyo triste sino se hizo eco la literatura española; por otra parte no se puede olvidar la enemiga general que despertó en el mundo de entonces el descubrimiento hecho en beneficio de España.

En cuanto a la literatura holandesa, que es el objeto del trabajo de Terlingen, la figura de Colón mal podía hallar eco en los primeros tiempos tras el descubrimiento, si se piensa en la situación política que mantenían los Países Bajos respecto a España. Hasta 1616, en que rompe el silencio Baltasar Lydius, teólogo protestante, con un relato del viaje colombino escrito en latín. En 1671 le sigue Arnold Montano, que publicó la primera relación de aquellos viajes en lengua holandesa, seguido a los cinco años por la obra de Van der Bosch, verdadero divulgador del tema entre el público holandés.

Esta tardía difusión explica el silencio de la dramática holandesa del siglo XVII sobre Colón, prolongada prácticamente hasta el siglo XIX, en que, con ocasión de

las fiestas colombinas de 1892, acometieron la representación de la obra de Lope de Vega en una traducción mutilada en cuantas escenas reflejan el natural ardor religioso de la empresa.

En cambio, el tema de Colón ha obtenido difusión amplia en el siglo XX, especialmente a partir de una relación humorística versificada de Lorenzo Huizinga. Esta corriente se ha elevado a la máxima dignidad literaria por el novelista Gabriel Gorris, de ideología católica, y últimamente el poeta Jan Slauerhoff ha escrito su poema "Columbus" en cuartetos de extraordinaria musicalidad, editado en 1947. A. Canellas.

CONSTANTINO BAYLE, S. J.—*El Protector de Indios* (C. S. I. C.) Escuela de Estudios Hispano-Americanos de la Universidad de Sevilla. Editorial Católica. Sevilla, 1945, 175 págs.

En la presente obra, el autor ofrece un estudio de investigación, minucioso y completo, de cómo y por qué nació el cargo de Protector de Indios; obligaciones y misión del mismo.

Para ello ha manejado el riquísimo caudal del Archivo de Indias y abundancia de documentos, dividiendo la obra en nueve capítulos y exponiendo a través de ellos las distintas fases o cambios que experimentó el cargo de Protector. En la introducción a la obra expone el autor brevemente, y en forma clara y amena, la condición de los indígenas, "...gentes sin apetencias ni necesidades de ninguna clase". Las Ordenanzas, Cédulas y Provisiones Reales no cesan de repetir la necesidad de ampararlos, encontrando en Isabel de Castilla la madre que les defendiera. Su celo por los indios sobrepasa al de sus sucesores, y acumulando prerrogativas de todo orden hace a España tutora de este pueblo indígena. De esta función tutelar, de la defensa del indio nació el Protector, entendiéndose por tal no la persona con una función concreta y determinada, ya que el pueblo español, al sentir conciencia de su misión y destino histórico, se entregó a la empresa con toda su responsabilidad, esto es, protegiendo al pueblo indígena. Esta fué la misión, el oficio, la función del Protector: representar al rey velando por el cumplimiento de sus mandatos, amparando y defendiendo a los naturales.

Cisneros envía a la Española a los PP. Jerónimos para "proteger" a los naturales, y Las Casas, en su "Historia de las Indias", se queja "con grandes clamores", dando lugar al nombramiento de tres frailes como gobernadores. Y en el Memorial que escribió a Cisneros ruega se sirva "poner en aquellas islas, en cada una dellas, una persona religiosa..., la cual tenga en justicia los dichos indios...". La institución del Protector directo se debe, indiscutiblemente, a Las Casas.

Distingue el autor dos clases de Protectores: indirectos, es decir, los que ejercían la protectoría a través de otra función o cargo —el Consejo de Indias, las Audiencias, Virreyes, Gobernadores y Alcaldes Mayores— y los directos: legos y eclesiásticos (obispos, clérigos y frailes). Dedicó el autor gran parte de su obra a exponer la función de éstos, así como sus atribuciones, labor realizada en favor de los naturales, etc.

Los obispos, en virtud de los cánones del Derecho eclesiástico y natural, y como consecuencia de su cargo pastoral, eran los primeros obligados a constituirse en protectores y padres de los indígenas. Las Cédulas Reales, en gran número, estimulan a los prelados a que "miren cómo se cumplen las Leyes, Cédulas y Ordenanzas"; y si grande fué el celo del obispo, no lo fué menos el del rey dirigiéndose a los mismos cuando eran acusados de flojedad o negligencia.

Hace destacar el autor como figura principalísima a fray Bartolomé, trabajador infatigable, y detrás de él —dice— legiones de prelados, religiosos y clérigos que en su celo y defensa del indio tropezaron con graves dificultades. Siendo el Protector el rival de Gobernadores y Virreyes, nacieron suspicacias y choques que,

lógicamente, provocaron el desprestigio episcopal. Labor ingente la llevada a cabo por los prelados, reconocida y premiada en no pocas ocasiones por el rey; pero poco a poco fueron mayores las dificultades, y "en el segundo tercio del siglo XVI los obispos ya no eran Protectores, exceptuando algún caso".

Pies y manos de los obispos, en la función protectora, llama el autor a clérigos y frailes, y como aquéllos fueron el blanco de las iras de los codiciosos, jesuitas, dominicos, franciscanos, etc., recibieron las protestas de los encomenderos.

Interminable es la relación de nombramientos de Protectores —sigue diciendo el autor—, destacando entre otros: El licenciado Cristóbal de Pedraza, "a quien una delación de estar excomulgado impidió embarcarse: Después fué Obispo de Honduras". El jesuita Luis de Valdivia, continuador de Las Casas, en Chile investido de la máxima autoridad..., y como final ejemplo de protectoría la "incansable tenacidad de los jesuitas" en Paraguay.

En el capítulo VI, el autor trata de la labor de los protectores legos, que vinieron a sustituir a los eclesiásticos, y cuya "cadena" se extendía desde la Corte hasta los pueblos indígenas en las distintas funciones de Fiscal de Consejo de Indias, Protector de distrito, Administradores de pueblo, etc.

En lectura amena y con abundante documentación expone el autor el interesante estudio de las atribuciones del Protector. Como se desprende de los nombramientos, las facultades y atribuciones no estaban limitadas concretamente, provocando esta indecisión, en numerosos casos, perplejidad, tanto más cuanto que alcaldes, corregidores, tenientes, etc., intentaban ensanchar sus facultades atajando las del Protector. Estos choques y litigios —máxime si se trataba de eclesiásticos— terminaron dejando de otorgar la protectoría a los obispos desde finales del siglo XVI.

Uno de los mayores problemas con que lucharon los virreyes fué la "desaforada afición de los indios a pleitear". El gran virrey D. Francisco de Toledo redactó para el Perú las Ordenanzas que Felipe III pone por guía y dechado de Protectores". En las Ordenanzas prohibió a los indios acudir a los abogados, castigando a uno y a otros con penas desde el destierro hasta azotes, multas, etc. Tan sólo los Protectores podían informar ante los jueces. Si el indio era pobre, la defensa era gratis, y si rico, la mitad de lo que hubiera costado a un español. No cabe duda que el virrey Toledo, "de mano recia en ejecutar" por medio de sus Ordenanzas, puso remedio y fin a muchos desmanes, y que el Protector llegó a cumplir el fin para que había sido instituido.

En el capítulo siguiente pasa el autor a tratar de los corregidores —gobernadores en las provincias— a los que también se les prescribía insistentemente la defensa del indio. Sus fines: Vigilar los tributos, cuidar la doctrina, los precios, etc., visitando una vez los pueblos y dirigiéndose a los indios por medio de un intérprete. García del Castro propuso la institución de "corregidores de naturales" para que la justicia fuese seca y rápida, y así, autorizado por el rey, la función del corregidor no pudo ser más eficaz ni más acertada.

Por último, el P. Bayle hace una crítica del Protector. Procede lógica e imparcialmente al hacer un estudio de la labor del mismo. Estudia sin apasionamiento la función de éstos, que si en muchos casos no sólo fué nula, sino perjudicial, en los más fué útil, siendo la "flor y nata de la legislación", como los llama el autor. Expone defectos y cualidades de los mismos, demostrando que para juzgarlos no hemos de seguir tan sólo el criterio de los que, como Las Casas, juzgan a todos como tiranos, sin temor de Dios ni del rey, atendiendo tan sólo a su egoísmo y utilidad. El indígena sintió en la mayoría de los casos el amparo de España a través del Protector —sigue diciendo el autor—. Defendió a los indígenas, elevó el nivel de sus hijos creando para ellos la agricultura, ganadería, artesanía; enseñándoles a trabajar en provecho suyo, sintiéndose hombres libres al sentirse propietarios. El Protector —como muy acertadamente afirma García Icazbalceta— fué creación del corazón más que de la cabeza, y considerando si el conjunto del saldo fué perjudicial o provechoso hemos de reconocer, con García Santillán, que fueron "remache de oro de la perfección de la legislatura de un pueblo".

La lectura de la presente obra se hace amena e interesante, y a través de sus

páginas, el P. Bayle, basándose en abundante y rica documentación, va demostrando la labor del Protector, así como la protección del indio por la legislación colonial, la más humana de cuantas han existido.—*Pilar Buil*.

HISTORIA GENERAL DE LA COMPAÑIA DE JESUS EN LA PROVINCIA DEL PERU.—Consejo Superior de Investigaciones Científicas.—Edición preparada por F. Mateos, S. J.—Madrid, 1944.—II tomos.

El Consejo Superior de Investigaciones Científicas ha editado en dos considerables volúmenes una "Historia General", basada en la Crónica anónima fechada en 1600, que trata del establecimiento y misiones de la Compañía de Jesús en diversos países sudamericanos, especialmente el Perú.

Una vez que el Consejo de Indias decidió que tan española Orden asociara su labor evangelizadora y cultural a la que venían haciendo las de Santo Domingo, San Francisco, San Agustín y la Merced, el entonces General de la Compañía de Jesús, San Francisco de Borja, envió en 1567 una expedición de ocho religiosos, destinados a la Provincia del Perú, mas tarde incrementada con la que acompañó luego al famoso virrey Toledo. De este núcleo inicial habían de derivar luego numerosos Colegios, Residencias y Casas de Misión que tan fundamental papel desempeñaron en nuestra colonización, y para cuyo desenvolvimiento es una contribución importante.

Dispuesta a fines del siglo XVI por el entonces General de la Orden, P. Acquaviva, que para ayudar a la composición de la "Historia General de la Compañía" se escribiesen historias parciales de las diversas Provincias y Casas, la "Historia General de la Compañía de Jesús en la Provincia del Perú" es la ordenación de datos más completa y antigua que sobre el particular se posee, dando una cabal idea del maravilloso fruto que en menos de cuarenta años dió aquel puñado de misioneros enviados en 1567 por el santo jesuita.

El tomo primero se refiere a la Historia General y del Colegio de Lima, examinándose en la Introducción, de modo sumario, el establecimiento y empresas llevadas a cabo en el corto período antedicho, así como insertándose un estudio crítico de la Historia Anónima en 1600, su génesis y sus fuentes, siendo de destacar entre estas las Cartas Anuas que los Provinciales escribían cada año al General informándole del estado de la Provincia; desenvuelve luego en seis Partes las vicisitudes de la Compañía a través del gobierno de los sucesivos Padres Provinciales que actuaron de 1567 a 1600, sobresaliendo entre todos el P. Acosta por su saber científico y teológico. Se incluyen en este tomo varias cartas de los diferentes Provinciales, así como un mapa de Fundaciones.

El segundo supone una referencia fiel y municiosa de los Colegios, Residencias y Misiones que la Orden puso en funcionamiento durante tan corto lapso de tiempo, destacándose la correspondiente al Colegio de Cuzco, las diversas persecuciones y penalidades sufridas, así como la intervención pacificadora de la Compañía en favor del Gobierno en ocasiones de ciertos alborotos indígenas.

Termina la obra con un glosario de voces indígenas y completos índices de lugares, personas y sucesos, que facilitan en extremo la utilización erudita de esta obra que de manera tan clara y auténtica muestra la labor misional ultramarina de la Compañía de Jesús, al tiempo que constata su presencia fecunda en las grandes empresas españolas.—*María-Rosa Jiménez*.

MARCEL GIRAUD. *Histoire de la Louisiane française. (tomo I; Le règne de Louis XIV)*. Presses universitaires de France. París, 1953.

Con algún retraso, respecto a su aparición, nos cumple revisar la excelente obra del profesor Marcel Giraud, del Colegio de Francia, dedicada a la primera etapa de la Historia de la Luisiana, esto es, la correspondiente a la fundación de esta colonia y a los primeros pasos de su organización interior durante el período de Luis XIV.

La verdad es que, con la excepción del famoso trabajo de Charles Gayarre, en su primitiva edición francesa y en sus versiones posteriores en inglés¹, la fundamental bibliografía sobre la cuenca inferior del Missisipi adolecía de la falta de estudios modernos y completos en los que se pusiera de manifiesto la abundantísima documentación existente en los archivos nacionales de París. Acaso las obras de Marc de Villiers constituían una excepción —no exenta de otras posibles acusaciones— en la contribución de la historiografía francesa al conocimiento de la acción colonizadora de la Luisiana. Rechacemos la comparación, que hemos leído en alguna revista española, entre la obra ahora comentada del profesor Giraud y la menos pretenciosa —de carácter más bien divulgador— de Lauvrière. La Historia de la Luisiana de este último (París, 1940), a pesar de su excelente elaboración fundamental, no pasa de ser un manual, en tanto que la obra del Profesor Giraud es una detallada y exhaustiva visión de todos los aspectos esenciales relacionados con la vida de la mencionada colonia.

Un minucioso y reciente análisis de las fuentes más importantes de la época ha provisto al profesor Giraud de un sinnúmero de datos apenas conocidos hasta ahora, por cuanto resultaba difícil y penosa la consulta de algunas colecciones que —como la de Margry— casi tienen, por su rareza, el mismo carácter que los depósitos documentales en los propios Archivos. La bibliografía es amplia y completa —páginas 349 a 354—, y va precedida de una detallada exposición de fuentes clasificadas en dos apartados esenciales: fuentes francesas y fuentes de la época francesa conservadas en América.

El tomo, sencilla y elegantemente editado por las Presses Universitaires de France, lleva al final un encarte sobre la distribución de las tribus indias en el territorio de la Luisiana.

La obra se divide en tres partes fundamentales, completadas con una cuarta dedicada a la acción interior de la expansión francesa en estos territorios. En la primera, bajo el título de “Los comienzos de la colonización del Missisipi”, se analiza la continuación inmediata de los proyectos descubridores de Cavalier de La Salle, planteando los problemas de carácter político, religioso e internacional que se suscitaron al tratar la Corte de París de “poner en valor” la referida colonia. La segunda parte está dedicada al tema de “La Luisiana durante la Guerra de Sucesión de España”, y en ella se estudian tanto las repercusiones en América del Norte de dicho conflicto bélico cuanto los problemas promovidos por la difícil situación de conjunto del establecimiento, erizada de graves fallos administrativos y notorios fracasos en la explotación económica interior, causas que a la larga desembocaron en el empobrecimiento de la recién nacida provincia, cuyo estado se empeoró con motivo de las frecuentes discusiones interiores.

La última de las tres partes mencionadas se consagra al estudio de “Los últimos años del reinado de Luis XIV”, que tienen como personaje central la figura de Crozat. El nuevo intento de reanimar la decadente provincia francesa del Missisipi condujo, en un nuevo impulso, a su derrollo, sobre todo en lo que se refiere a la intensificación de la repoblación humana. Sin embargo, persiste el desacuerdo interior y el peligro exterior, derivado este último de la actitud, cada vez más agresiva, de las vecinas colonias inglesas contra sus rivales de la costa del golfo de Méjico. Por último, y bajo el título “Posesiones interiores y expansión”, el profesor Giraud dedica los tres capítulos finales de este primer tomo de su Historia de Luisiana, respectivamente, a la acción de los misioneros, a la política de expansión militar y a la expansión comercial. El texto termina con una brevísima conclusión en la que se resume el período estudiado, iniciado con el impulso de la Corte de Luis XIV y

concluido con la aparición —o “entrada en escena”, dice el autor— de la Compañía de Indias. El resultado fué el de dar a la colonización un incremento decisivo. La acción pobladora ha adquirido mayor consistencia, y en torno a Nueva Orleans alborea una nueva sociedad de origen europeo que va a influir decisivamente en la zona del Missisipi inferior. Pero en todo caso, la citada provincia, aun en sus momentos aparentemente más prósperos, apenas conocerá un desarrollo suficiente: “expresión de una época —dice el profesor Giraud— en la que la metrópoli no dispone ni de posibilidades adecuadas para concebir un programa activo de expansión colonial, ni de recursos materiales y fuerzas morales necesarios para su aplicación”.

A lo largo de toda la obra —y como es lógico— hay frecuentísimas alusiones a la actividad española en este territorio. El profesor Giraud se ajusta en todo momento a la versión que le proporcionan las fuentes francesas utilizadas, y su exposición se identifica con los puntos de vista de las autoridades coloniales galas de aquella época. Por ejemplo, cuando, en las páginas 78 a 80, trata de la actitud de España ante el nacimiento de la nueva colonia, apenas consigna otra cosa que la actitud malévola —y a menudo hostil— de la Corte de Madrid respecto a los nuevos establecimientos. Prescinde de exponer las razones de esta actitud recelosa, los argumentos invocados por la Corte de Madrid en relación con sus derechos, y no menciona las razones de seguridad política y comercial que inspiraban la postura de la Corte de Felipe V.

El estudio del desarrollo interno de la colonia está brillantemente resuelto en el trabajo del profesor Giraud. La política de la pacificación de las tribus indias de la región; el impulso de las explotaciones agrícolas; el deseo de desarrollar la expansión comercial; la táctica de seguridad frente a las amenazas inglesas y españolas, todo se investiga con ejemplar laboriosidad y sin apenas despegarse del relato textual de los documentos utilizados. Las figuras de los principales personajes —y muy singularmente las de Iberville y Crozat— quedan perfectamente dibujadas en todos los aspectos de su actividad, y es innegable que ambos salen resaltados de la lectura de las apretadas páginas del libro que ahora comentamos.

En suma, el profesor Giraud ha realizado un notable esfuerzo para la mejor comprensión de un período por demás interesante. Y su tarea es digna de todo elogio, por cuanto, en vez de limitarse a la reproducción de los textos tradicionales conocidos, ha acometido con toda brillantez —matizada por las intenciones que comentamos más arriba— una empresa que merece la más amplia y cordial felicitación de todos los estudiosos del período colonial de la historia de los Estados Unidos. — N. L.

GUILLERMO HERNANDEZ DE ALBA. — *Archivo epistolár del sabio naturalista José Celestino de Mutis*. — Bogotá, 1947-1949. — 2 vols. de 307 y 376 ps.

El académico de la Colombiana de Historia, Sr. Hernández de Alba, recoge en este epistolario la correspondiente del Dr. José Celestino Mutis, ilustre gaditano, médico de Sevilla, catedrático de Anatomía en el Hospital General de Madrid, primer botánico y astrónomo de Carlos III de España, quien consagró una gran parte de su vida a la dirección de la Real Expedición botánica del Nuevo Reino de Granada.

Desde 1761 hasta 1808 transcurre su dilatada empresa científica en tierras colombianas; el epistolario —150 cartas de Mutis y 212 que le dirigen al sabio botánico— reflejan para el historiador los rasgos sobresalientes de su esforzada personalidad, forjada en la dura prueba del trabajo de campo, salvando las dificultades de su expedición científica, y cimentada en su inigualado herbario y colección de láminas por tantos años olvidadas en 104 cajones depositadas en

el Botánico madrileño hasta la hora de la justa fama: un Instituto del Consejo de Investigaciones que lleva el nombre de Mutis y una cuidadosa edición de la Flora de Bogotá, que era la obra predilecta de su vida.

Al historiador le interesa destacar entre la documentación recogida algunos conceptos de su memorial al rey, en 1764, con atinadas observaciones sobre la instrucción científica de las juventudes, las alusiones muy incidentales a las sublevaciones en Nueva Granada, de junio de 1781, epidemia variólica de 1783 y Revolución francesa.

Es deseable que la obra del Sr. Hernández se complete con la edición de numerosas piezas complementarias de este epistolario que, sin duda, se guardan en numerosos lugares de Europa, entre los papeles de numerosas autoridades científicas que mantuvieron correspondencia con el venerable sabio gaditano. — *A. Gall.*

ABASCAL Y SOUSA. — (*José Fernando de*), *Virrey del Perú (1806-1816)*: Memoria de Gobierno. — Edición preparada por Vicente Rodríguez Casado y José-Antonio Calderón Quijano, con un estudio preliminar de Vicente Rodríguez Casado. — Vol. I, en 8.º, Sevilla, 1944.

La Escuela de Estudios Hispano-Americanos, de creación reciente, responde al interés que despiertan en España los problemas de América en los campos histórico y científico.

Fruto de su actividad investigadora es la publicación de la Memoria de Gobierno del virrey Abascal, entresacada del archivo particular de su descendiente D. Manuel Pavia y Pereira.

Su estudio y preparación ha sido llevado a cabo para servir a manera de guía y orientación a los que después han de construir de un modo sistemático la vida política del insigne virrey del Perú.

El primer tomo de la obra consta de dos partes. La primera comprende un estudio preliminar de Vicente Rodríguez Casado sobre la figura de Abascal y una rápida visión de conjunto de la época en que se desarrolló su gobierno. La segunda parte contiene el texto de la Memoria.

Si analizamos los rasgos de carácter del marqués de Abascal, que se perfilan a través de sus escritos, vemos en él un carácter opuesto a la modestia. El virrey se estimaba en grado superlativo como gobernante, como jefe de ejército y hasta como escritor, y su estimación es justa, se aproxima a la realidad.

Pero para adentrarse en el contenido de la Memoria hace falta conocer en líneas generales las novedades introducidas por los Borbones en el Virreinato del Perú y, en general, todas las circunstancias políticas de la época.

Así, Rodríguez Casado divide este estudio preliminar en nueve capítulos y va analizando todos estos factores históricos y políticos que nos llevan a enjuiciar en su justa medida la obra del llamado marqués de la Concordia.

La Memoria de Gobierno del virrey Abascal, si nos atenemos a la portada del manuscrito original, es: "Esstracto de las providencias expedidas por el Marqués de la Concordia y Relación que hace del estado de los Reinos del Perú, Quito, Chile y Provincias altas del Virreinato de Buenos Aires, en los diez años de su gobierno con las más notables ocurrencias de su tiempo".

Se trata más bien de una justificación, por parte del virrey, de los actos de su gobierno; pero haciendo notar cómo su fin primordial es "instruir sobre las observaciones que sobre el Reyno hubiera hecho en cada ramo para dejar trazado en ellas el sendero por el cual deban encaminarse las providencias subsesivas".

Con una división a manera de capítulos va haciendo referencia a las distin-

Crítica

tas entidades, organismos y dependencias del Gobierno del Perú. Presenta noticias sobre actas y documentos que confirmen sus aseveraciones. Todo ello con la brevedad que demanda su naturaleza, pero presentándolas —como advierte su autor— con rapidez, aunque sin confusión ni desorden.

El texto de la Memoria va acompañado de notas explicativas y se intercalan en él once láminas, reproducción del manuscrito original, relativas a diversos asuntos de Hacienda, ejército, etc. — *María - Luisa Ledesma.*

HAROLD A. BIERCK, JR. — *Vida pública de Don Pedro Gual.* Traducción de Leopoldo Landacta. Biblioteca Venezolana de Cultura. — Colección Andrés Bello. — Caracas-Venezuela, 1947, ps. 599.

Es una biografía sin episodios entrecortados, y desprovista de amaneramientos novelescos.

La obra se desarrolla en el verdadero clima de la época, y ella nos da a conocer, por consiguiente, los personajes con esos rasgos de la actuación que expresan el carácter de manera indeleble, firmes y justos, sin previas descripciones temperamentales que, a veces, no se ajustan a la realidad.

En torno a Gual son movidos de Bolívar, Toledo, Baños, Aury, Marc - Gregor, Santander, Hurtado, Vidaurre y Tovar.

Leyendo la obra vemos en Gual al hombre infatigable, todo voluntad y decisión, no obstante su constante quebrantada salud, que, de vez en cuando, le obliga a detener su actuación a fin y efecto de reparar fuerzas.

El sufre los desaciertos y fracasos sin que los descalabros le hagan cambiar su idea madre. Soporta las intrigas y traiciones estóicamente.

Durante dos años se interesa por México, inducido por su concepción de que la independencia de la América del Sur no podía realizarse a menos que se ganara primero la de México.

Se presenta en la América del Norte, en la que es recibido friamente; insiste, pero como diplomático de Cartagena y, al fracasar nuevamente, sin abandonar su idea, deriva su cauce a establecer conexiones de amistad y comercio entre la América del Norte y la del Sur.

Como a Bolívar le interesase la gestión y captura de un puerto en la Florida, Gual se dedica a reclutar tropas y apoyo financiero; estaba persuadido que el tal objetivo sería un golpe contra la soberanía española e influiría sobre la emancipación de México, Nueva Granada, Venezuela, Buenos Aires, Chile y el Perú.

Gual interviene en la trama para fomentar una rebelión de esclavos en Cuba, que fué abortada.

Fracasado un ataque a México, al naufragar un buque, debido a una fuerte tempestad, los otros desistieron. Otra expedición de Mina fracasa; Mina es capturado por las tropas españolas.

Requiere ayuda a Inglaterra, que le niega el envío de fuerzas. Porque es a Gual, al parecer, a quien se dirigen para que busque, donde sea, fondos y personal.

De mayo a octubre de 1821 se celebró el primer Congreso General de la República de Colombia en Rosario de Cuenta, población de Nueva Granada fronteriza con Venezuela. Las diecinueve provincias libres de ambos países habían elegido diputados para ratificar la ley fundamental de 1819 y elaborar una nueva Constitución para la nueva República.

Además de la Constitución, el Congreso tenía carácter legislativo, y quizá el motivo más importante, en el sentir de los promotores, estaba el de mostrarse

ante los pueblos como elementos con una buena capacitación, de perfecto acuerdo y con un espíritu reflejador del ánimo de todos los ciudadanos a quienes representaban. Buscaban un efectismo.

Gual hubo de librar batalla por el centralismo, ya que eran muchos los partidarios del federalismo. Su animadversión a España la hizo bien patente en frases duras, de poca diplomacia. Dijo a los diputados que ellos descendían de una nación bárbara que había retrogradado de las instituciones que le habían legado los árabes.

Como también originó un grave incidente. El congresista Baños (sacerdote) se negó a firmar la Constitución porque el Congreso, presionado fuertemente por Gual, se opuso a incluir en la Constitución el reconocimiento de la Religión. Gual propuso, y fué aceptada, la expulsión del Sr. Baños.

Después se plantea la ardua tarea de que sea reconocida Colombia, existiendo como meta de esto el que también España lo reconociera.

Pide protección a varios países: Francia, América del Norte y Gran Bretaña, la Santa Alianza. Le reconoce Portugal, que le ofrece su intercesión con España. Pero donde fracasa su atrevimiento fué en la pretensión de reconocimiento por el Papa León XIII.

Consigüe que las relaciones entre Colombia y la América del Norte fueran satisfactorias durante el Ministerio Gual, llegando a conseguir un tratado, siendo el primer Estado hispanoamericano que lo conseguía.

Sufre gran decepción al observar las luchas internas entre Colombia, Perú, México y Centroamérica, que les alejaba del fin fundamental.

Molesto, llegó a retirarse de la vida política. En diversas ocasiones le invitaron a volver, ofreciéndole cargos, entre ellos el de Ministro de Relaciones Exteriores, que sistemáticamente rechazaba.

Sintió amor por la enseñanza y fué patrono de un colegio. A los cincuenta años se dedicó a la abogacía.

A los setenta y siete años, quizá como añoranza, tuvo su última fase pública, acaso cuando más dolor sintiera por las enconadas acciones que entre los deseos de emancipación existían.

La lucha de los federalistas se acentúa y es Gual quien asumiendo la Presidencia, por ausencia del vicepresidente, batalla por restablecer la ley y el orden y en repeler las fuerzas federalistas que avanzaban sobre la capital. En elecciones generales, poco más tarde, Gual es nombrado Vicepresidente; Presidente, Tóvar. y mientras Gual hablaba en el Congreso del respeto a la Constitución y a las Leyes, varios conspiraban en Caracas para poner fin al régimen constitucional. Así, pues, había ejércitos federalistas en campaña, y la facción de Páez, que pretendía poner a éste por dictador.

Murió en la miseria. Sus antagonistas reconocieron en él un digno adversario.

Para España, para los españoles, no existe en el libro una frase despectiva: la corrección, el buen decir es tónica dominante. El autor de la obra, pues, no ha recurrido a tópicos ni ha querido emplear expresiones que, indudablemente, irían de boca en oído. Sólo hay una frase de mal gusto: la ya consignada. — *Gregorio Sierra.*

ALDEN HATCH. — *General Ike. A biography of Dwight D. Eisenhower.* — Nueva York, 1945, VIII. 288 pp.

Inspirado en informes fidedignos de familiares y colaboradores del general Eisenhower, Hatch ha redactado una simpática biografía del famoso militar norteamericano. Advierte el autor su norma invariable de consultar a los enemigos tanto

como a los que se celebran al personaje en su biografías, pero que en este caso no se ha podido llevar a la práctica por no encontrar enemigos de su biografiado.

Una gran parte de la trama de la obra refleja la vida íntima de Eisenhower: el grupo familiar, con la impronta que recibe en varias generaciones de su particulares creencias religiosas; su hogar paterno en Abilene, municiosamente descrito; los días de la infancia; sus primeros amigos; la impronta de la curiosidad por la historia local en la educación del futuro general, etc.

Conseguido el ingreso en la Academia de West Point, se recrea el lector con la sucesión de anécdotas que perfilan el carácter del joven Ike y se asiste a la vida del cadete en la fortaleza del río Hudson, en donde destacará como consumado as del equipo de fútbol hasta un desgraciado accidente que le privó de sus excepcionales facultades deportivas. "Deber, honor y patria" será el lema del bisoño militar, que concluía sus estudios de Academia militar en junio de 1915.

Su matrimonio; su primera vida de guarnición en San Antonio, seguida a poco de su colaboración técnica para la primera guerra mundial en calidad de instructor del cuerpo de tanquistas en Camp Colt, verdadera caballería acorazada que desplegaba sus primeros esfuerzos tácticos; la amistad profunda con Jorge Patton; sus varios servicios de guarnición, o como comisionado cerca de los antiguos campos de batalla americanos en Europa; sus trabajos en las Filipinas para la defensa militar del archipiélago; las visitas esporádicas al hogar paterno de Abilene; todo ello esmaltado de episodios vividos, permite explicar al lector la preocupación que abrigaba Eisenhower por la incierta paz del mundo en los años inmediatos a la segunda guerra mundial.

Esta y sus acontecimientos principales pasan ahora a primer término a partir del capítulo XIII, y a su contraste se revela más acusada la personalidad militar del biografiado. Sus trabajos en Wáshington desde principios de 1952, planes bélicos, viajes a Inglaterra, etc., sin que por ella se olvide la constante anécdota humana: el hijo ingresado en West Point, el perro negro escocés "Telek", compañero inseparable de su azarosa vida por Europa.

La biografía crece en interés histórico al relatar las complicadas negociaciones políticas que exigió la empresa del desembarco aliado en África del Norte: importa destacar las confusiones y vacilaciones de los elementos franceses en África, la estancia en Gibraltar, a cuyo propósito dice textualmente el autor: "La situación era insegura! Los barcos estaban apretujados en el puerto y seiscientos aviones estaban amasados ala con ala a lo largo del estrecho aeródromo en la banda llana de la tierra que Inglaterra poseía bajo la escarpada faz que mira á tierra del Peñón; todo ello dentro del alcance y tiro de los cañones españoles de las colinas que rodeaban la fortaleza. Y nadie tenía seguridad de lo que Franco haría" (páginas 161-162); los graves riesgos de la aventura del Norte de África; destaca en la página 185: "Pensaba en la jugada que había emprendido a lanzarse a la conquista de un continente con 107.000 hombres. Frente a él habían estado 100.000 soldados franceses, que igual pudieron ser enemigos que aliados. Además, España tenía 145.000 hombres escogidos en el Marruecos español. Si Franco se hubiera puesto de acuerdo con Hítler, había, por lo menos, seis divisiones alemanas tras los Pirineos, preparadas para cruzar rápidamente la península ibérica camino del Sur."

La decisión de Eisenhower, sus arriesgados viajes en "jeep" o en avión, especialmente por las rutas muy inseguras de África del Norte, en su constante vigilancia de las operaciones militares, dan vida singular a las peripecias políticas de aquellos días y al esfuerzo singular de aquella constelación de guerreros (Alexander, Giraud, Montgomery y Bradley) presidida por Eisenhower.

En la parte final del libro, dedicada a la invasión de Sicilia y del continente italiano, no disminuye la emoción del relato ni la anécdota personal; la narración de los preparativos y del desarrollo de la operación del desembarco en Francia son el colofón de esta obra, por lo demás presentada con dignidad, a la que acompañan fotografías familiares muy curiosas y otras muy significativas de la participación del general Eisenhower en la segunda guerra mundial. — *Alfonso Gall.*

HECHOS DE LA CULTURA

Contribución historiográfica de la Institución «Fernando el Católico»

AL cerrarse el año 1952, la Institución "Fernando el Católico" puede presentar un rico haber en su contribución a la bibliografía histórica sobre Aragón y sus temas. Desde los momentos constitutivos, la Historia tenía que ser una de las preocupaciones predilectas de esta institución de alta cultura aragonesa, pues el genio de la tierra siempre ha derivado brillantemente por los campos de la Historia.

Una simple enumeración de las obras editadas y puestas en circulación sobre Historia excusa de ulteriores comentarios. He aquí los autores y títulos por su orden cronológico de publicación.

José Manuel BLECUA: *Cartas de Fray Jerónimo de San José al cronista Juan F. Andrés de Ustarroz*, 124 págs.

José GALIAY, *Prehistoria de Aragón*, 209 págs.

Otis HOWARD GREEN, *Vida y obras de Lupercio L. de Argensola*, 194 págs.

José GALIAY, *La dominación romana en Aragón*, 251 págs.

Martín CORTÉS, *Breve compendio de la sphaera y de la arte de navegar*, 28 más 95 págs.

Felipe ARAGÜÉS, *Lutero y Rousseau. Su influencia en la ideología del liberalismo capitalista*, 200 págs.

Miguel MONTSERRAT, *La parroquia de Santa Engracia de Zaragoza*, 200 págs.

Francisco IÑIGUEZ, *El Palacio de la Aljafería*, 34 págs.

VARIOS, *El Palacio de la Aljafería*, 48 págs.

Carlos E. CORONA, *Don José Nicolás de Azara*, 472 págs.

El palacio aragonés de la Aljafería. Folleto gráfico, 32 págs.

José NAVARRO y Fernando SOLANO, *Conspiración Española? Contribución al estudio de las primeras relaciones históricas entre España y los Estados Unidos de Norteamérica, 1787-89*, 361 págs.

Eduardo LON, *Trafalgar, Papeles de la campaña de 1805*, 377 págs.

Jacinto BOSCH, *Al-Bakri. Dos fragmentos sobre Barbastro en el Bayan al-Mugrid de Ibn Adari y en el Rawd al-Mictar del Himyari*, 22 págs.

Jaime VICENS, *El príncipe Don Fernando el Católico, rey de Sicilia*, 40 págs.

Rafael ESTRADA, *La influencia del mar en la Historia de España*, 29 págs.

Carlos E. CORONA, *El rey de España Don Fernando el Católico*, 33 págs.

* * *

No menos interesante ha sido la protección a cuanto hace mérito al difundir en los medios populares la afición y saber sobre temas históricos, por medio de conferencias. En el año 1951, a que se contrae la información de este Cuaderno, se han pronunciado, entre otras, las siguientes conferencias en la tribuna de esta Institución:

Crónica

José María MILLÁS: *El problema de la medición de longitudes en tiempo del descubrimiento de América* (7 febrero).

Jaime VICENS, *Características de la historia catalana en el siglo XV* (17 abril).

Francisco IÑIGUEZ, *Así fué la Aljafaría* (22 abril).

Manuel FERRANDIS, *Lo fernandino en la política de los Reyes Católicos* (6 junio).

José NAVARRO, *Fernando el Católico y Cristóbal Colón* (noviembre).

Aragón en la historiografía de la Guerra de Liberación

Por ser de interés para el lector dedicado a los temas aragoneses, he aquí una interesante nota bibliográfica relativa a Aragón y a la Guerra de Liberación (1936-1939), dada a conocer por Eduardo Comín en la "Revista de Estudios Políticos":

a) Aragón en general:

CAVERO CAVERO, F. *Con la Segunda Bandera en el frente de Aragón (memorias de un alférez provisional)*. Zaragoza, 1938; 160 ps.

COLAS LAGUIA, E, y PEREZ RAMIREZ, A. *Datos para la historia. La gesta heroica de España. El movimiento patriota en Aragón*. Zaragoza, 1936; 224 ps.

COMPañIA DE JESUS. *Padres y hermanos de la Compañía de Jesús de la provincia de Aragón sacrificados por Cristo*.

GRACIA, Vicente, S. J. *Aragón, baluarte de España. Su concurso a la causa nacional. Gesta heroica de su guerra*. Zaragoza, 1938; 356 ps.

FUEMBUENA COMIN, Eduardo. *Belchite, Quinto, Teruel. Guerra en Aragón*. Zaragoza, 1938; 162 ps.

PABLO, José de. *Estampas de la guerra. Aquellas banderas de Aragón*. Valencia, 1942; 180 ps.

BELTRAN, Alardo. *Vanguardia y retaguardia de Aragón*. Buenos Aires, 1938.

b) Zaragoza:

DIEGO, QUINTANA y ROYO. *Belchite*. Barcelona.

OLIVER, Emilio. *Emociones de un sitiado; Belchite, regina martyrum*. Barcelona, 1942; 280 ps.

CIRAC ESTOPIÑAN, Sebastián. *Los heroes y mártires de Caspe*. Zaragoza, 1939.

c) Huesca:

ALGARRA, Antonio. *El asedio de Huesca*. Zaragoza, 1941, 200 ps.

MARTIN DE RETORTILLO, Bernardo. *Huesca vencedora; algunos episodios de su heroica defensa*. Huesca, 1938.

d) Teruel:

BEA, Alonso. *Ecós de la gesta de Teruel*. Zaragoza, 1939.

CHARKTON, T. *The military situation in Spain after Teruel*. Londres.

FUEYO, P. A. del. *Héroes de la epopeya. El obispo de Teruel*. Barcelona, 1941; 240 ps.

GARCIA SANCHIZ, Federico. *Te deum laudamus. La batalla de Teruel. Segundo aniversario, visitando Peñíscola y Albarracín*. San Sebastián, 1940.

PEREZ MADRIGAL, Joaquín. *Grandeza y símbolo de Teruel*. Avila, 1939.

RUIZ ALBENIZ, Víctor. *Pérdida y reconquista de Teruel*. Noviembre del 37 a febrero del 38. Madrid, 1939; 336 ps.

VILLACAMPA, P. Carlos G. *El cerco de Teruel según el realto del P. Gil*. Zaragoza, 1938; 122 ps.

Historia y planificación quincenal

Tampoco ha escapado la historiografía soviética a la planificación quinquenal, y en enero de 1951 los historiadores rusos han planeado su segundo quinquenio de trabajos tras la segunda guerra mundial. La Academia de Ciencias ha expuesto las líneas generales del mismo, que ofrecen indudable interés informativo y técnico.

La primera nota singular es la necesidad declarada de encontrar un método de trabajo para estos estudios, que ponga las investigaciones al resguardo de las disputas doctrinales, pues bajo la dirección oficial marxista leninista existen graves discrepancias; Así, con motivo de discutirse la periodización en la historia rusa, parece que se han manifestado disconformidades de importancia en el seno de los historiadores soviéticos; y estas disconformidades con la línea ortodoxa oficial afectan principalmente: a la carencia en algunos de un sentido marxista por la Historia, al apoliticismo de otros, al objetivismo burgués de muchos, al materialismo económico vulgar, etc. etc. Para mayor claridad de ideas y de orientaciones se piensa editar un repertorio de errores cometidos por los historiadores rusos antes y tras la revolución soviética.

Otra nota singular es el propósito de llevar a cabo y editar obras de síntesis, que al parecer reclama el público y aun los propios especialistas y estudiosos de la Historia; en esta línea de trabajos se piensa dar cima a la Historia de la U.R.S.S. para la enseñanza universitaria; una magna Historia Universal en una cuarentena de tomos, una Historia de Moscú y otra de Leningrado.

El V Congreso de Historia de la Corona de Aragón

He aquí una nómina de los trabajos científicos (ponencias oficiales, conferencias, y comunicaciones aceptadas) que ha suscitado la convocatoria del V Congreso de Historia de la Corona de Aragón y que en su día serán objeto de edición especial por parte de la Institución Fernando el Católico, bajo la dirección de su Sección de Historia. A efectos de facilitar su consulta, se han ordenado por temas.

VIDA Y OBRA DE FERNANDO EL CATOLICO.

Fernando el Católico, gobernante (Antonio de la Torre). — *La vida y la obra del Rey Católico* (Jaime VICENS). — *Algunas consideraciones acerca de la iconografía del Rey Católico* (Jean BABELÓN). — *I re catolici in testimonianza letterarie e storiche italiane del tempo* (Giuseppe Carlo ROSSI). — *Pietro Martire d'Anghiera laudator de Ferdinando d'Aragona e Isabella di Castiglia nel suo Epistolario* (C. SORANZÓ). — *Archivística fernandina* (J. E. MARTÍNEZ FERRANDO). — *La cancellería de Fernando el Católico* (Francisco SEVILLANO). — *Política peninsular de Fernando el Católico* (Ma-

nuel TEJADO) — *Comentarios sobre una carta de Fernando el Católico*, Barcelona, 1. 73 (María Teresa OLIVEROS). — *Fernando el Católico y las Ordenes Militares* (Aurea JAVIERRE). — *El orden público en Asturias en la época de los Reyes Católicos* (Ramón PRIETO). — *Las cortes aragonesas de los Reyes Católicos* (Ricardo del ARCO). — *El document de fundació del Consell Suprem d' Arago* (Ferran SOLDEVILA). — *El fin de la insaculación fernandina en los municipios catalanes* (J. MERCADER). — *Un caso de contraúero en la época del Rey Católico* (F. FERRAZ).

PENSAMIENTO POLITICO, POLITICA INTERNACIONAL Y POLITICA RELIGIOSA DE FERNANDO EL CATOLICO.

El pensamiento político de Fernando el Católico (J. Antonio MARAVALL). — *La notion de la couronne royale en Europe à l'époque des Rois Catholiques* (J. DEVELKÉ). — *La pensée politique de Ferdinand le Catholique en rapport avec l'évolution historique de l'Europe* (Georges PEYRONNET). — *Precedentes de la política fernandina* (Leopoldo PILES). — *Los "Documentos sobre relaciones internacionales de los Reyes Católicos" publicados por D. Antonio de la Torre y su importancia para la Historia general* (Constantino MARINESCO). — *Una política defensiva mediterránea en la España del siglo XVI* (J. MASIA). — *Fernando el Católico y los consulados catalanes en África* (M. GIL). — *Fernando el Católico y América* (Manuel BALLESTEROS). — *Los virreinos americanos bajo los Reyes Católicos* (Alfonso GARCÍA GALLO). — *Aportación valenciana a la política exterior del Rey Católico* (Barón de TERRATEIG). — *Una correspondencia diplomática interesante: Las cartas de Fernando el Católico a Jerónimo Vich* (E. SARRABLO). — *Reflejos en Inglaterra de la personalidad del Rey Católico* (Walter STARKIE). ... *Las relaciones hispanosuizas en tiempos de Don Fernando el Católico y la imagen de España en los espíritus suizos de la época* (Amadeo LIEBESKIND). — *Problemas religiosos y eclesiásticos de los Reyes Católicos* (B. LLORCA). — *La política reformatoria de los Reyes Católicos en asuntos religiosos hasta la conquista de Granada* (C. GUTIÉRREZ). — *Primeros pasos de la política religiosa de Fernando el Católico en la elección de obispos* (T. de AZCONA). — *Nuncios pontificios ante el Rey Fernando el Católico* (J. FERNÁNDEZ). — *La correspondencia d'Alexandre VI amb els seus familiars i amb els reis catòlics*. (M. BATLLORI). — *Fernando el Católico y la Isquisición en el reino de Nápoles; génesis de un mito* (R. RUIZ). — *Un pleito entre Juan de Coloma y los canónigos de Tarazona durante la embajada en Roma de Francisco de Rojas, 1498-1507* (Juan REGLA). — *Fundación por los Reyes Católicos en la catedral de Barcelona de la Fiesta de la Virgen de la Esperanza* (Atanasio SINUÉS).

FERNANDO EL CATOLICO E ITALIA

A. BOSCOLO, *Gli Ebrei in Sardegna durante la dominazione aragonese da Alfonso III a Ferdinando il Cattolico*. ... E. DUPRE-THESEIDER, *L'intervento di Ferdinando il Cattolico nella guerra di Pisa*. — A. ERA, *Storia della Sardegna durante il regno di Ferdinando il Cattolico: I. Le vicende. II. I parlamenti*. ... G. FASOLI, *Giovanni di Peñafiel e l'unione della Sicilia all'Aragona*. — F. LODDO-CANEPA, *Alcune istruzioni inedite del 1481 nel quadro della politica di Ferdinando II in Sardegna*. — F. MELIS, *Il commercio transatlantico di una compagnia fiorentina stabilita a Sviazia a pochi anni dalle imprese di Cortés e Pizarro*. — P. PIERI, *Consiglio di Cordova e le origini del moderno esercito spagnolo*. — E. PONTIERI, *Ferdi-*

nando il Cattolico e ir regni di Napoli e di Sicilia nella storiografia italiana dell' ultimo cinquantennio. — J. POU, Un monumento de los Reyes Católicos en Roma. — P. VACCARI, Maestri e discepoli spagnuoli nell' Università di Pavia nell' età di Ferdinando il Cattolico. — CH. VERLINDEN, Les influences italiennes dans l'économie et dans la colonisation espagnoles à l'époque de Ferdinand le Catholique. — G. ZANETTI, Una caratteristica branca del diritto marittimo sardo al tempo dei re d'Aragona: la legislazione relativa alla pesca corallina. — R. FILANGIERI, Arrivo di Ferdinando il Cattolico a Napoli.

LAS INSTITUCIONES ECONOMICAS, SOCIALES Y POLITICAS DE LA EPOCA FERNANDINA

J. VICÉNS, Instituciones económicas sociales y políticas de la época fernandina. — V. NAVARRO, La población de España en tiempos de los Reyes Católicos. — A. SERRANO MONTALVO, La población aragonesa según el censo de 1495. — J. IGLESIAS, El poblament de la comarca de Igualada en els temps de Ferran el Catolic. — E. SERRA, Movils del rei Ferran en la question remensa. E. MÚT, Notas sobre la vida económica de Lérida. — M. D. MARTÍ, Unos capítulos para la explotación de minas en el Reino de Valencia. — M. MITJÁ, El comercio barcelonés en tiempos de Fernando el Católico: perspectivas en un futuro desarrollo. — M. MOLLAT, Le rôle international des marchands espagnols dans les ports occidentaux à l'époque Rois Catholiques. — N. COLL, El corso catalán en relación con el comercio en el Próximo Oriente, Flandes y el Mediterráneo. — A. PONS, La Banca mallorquina en tiempos de Ferran el Catolic i els seus precedents. — J. TOLEDO, Los correos valencianos en la época de Fernando el Católico. — A. y P. BELTRAN, Numismática de los Reyes Católicos. — L. FERRER, Cuartos y ochavos de los Reyes Católicos. — J. A. TARRAGÓ, Las monedas puguesas de Lérida en tiempo de Fernando el Católico. — F. MATEU, La regalía monetaria hasta Fernando el Católico en la Corona de Aragón, y en especial en el Reino de Valencia. — A. PALOMEQUE, Aportación al estudio del concejo señorial castellano durante los Reyes Católicos y los Austrias.

FERNANDO EL CATOLICO Y LA CULTURA DE SU TIEMPO

J. RUBIO, Cultura de la época fernandina. — M. D. CABRÉ, El humanismo aragonés en tiempo del Rey Católico. — J. GUILLÉN, Un gran latinista aragonés del siglo XVI: Pedro Ruiz de Moros, Alcañicense. — E. SERRA, Les Universitats catalano-aragoneses sota Ferran el Catolic. — G. M. BERTINI, Un diálogo humanístico sobre la educación del príncipe don Juan. — J. M. MILLÁS, La cultura cosmográfica en la Corona de Aragón durante el reinado de los Reyes Católicos. — E. A. PEERS, La época fernandina y el comienzo del miticismo en España. — E. MARTINEZ FERRANDO, Aportación de datos acerca del Archivo Real de Barcelona y de sus archiveros durante los reinados de Juan II y Fernando el Católico. — J. COLOMER y P. CATALÁ, Iconografía de los Reyes Católicos y del descubrimiento de América, a través de la Filatelia. — M. BASSA, L'escut heràldic dels Reis Catòlics. — J. CAMÓN, Fernando el Católico y el arte español de su tiempo. — E. ALSINA, Maestre Antonio, inglés, pintor. — S. BOTTARI, Una ipotesi su Jacomart Bacó, pittore di Alfonso d'Aragona. — J. M. MADURELL, Dos pintors castellans a Barcelona en temps de Ferran el Catolic: Pedro Bello y Fernando Camargo. — F. ALMELA, Aspectos del vivir cotidiano en la Valencia de Fernando el Católico.

HISTORIA DOCAL DE LA CORONA DE ARAGON
EN LA EPOCA FERNANDINA

R. DEL ARCO, *Historia local aragonesa sobre la época de Fernando el Católico.*— E. SERRA, *Fernando el Católico y la ciudad de Jaca.*— F. BALAGUER, *Algunos datos sobre Huesca durante el reinado de los Reyes Católicos.*— A. GASCÓN DE GOTOR, *Un aspecto de la reglamentación en la vida zaragozana durante el reinado de Fernandón el Católico: la Torre del Reloj.*— A. LÓPEZ POLO: *Un pergamino del archivo del capítulo general de los presbíteros racioneros de Teruel.*— J. REGLA, *Historiografía local catalana sobre la época de Fernando el Católico.*— F. SOLSONA, *Aspectos de la dominación angevina en Cataluña (1466-1472). La participación italiana y francesa en la evolución contra Juan II de Aragón.*— S. SOBRESCUÉS, *La alta nobleza del Norte en la guerra civil catalana de 1462-1472.*— L. BATLLE, *El atentado contra Fernando el Católico y el municipio gerundense.*— J. MARQUÉS, *Fernando el Católico y la catedral de Gerona.*— L. BATLLE, *El rey Don Fernando en los cartularios del Archivo municipal de Gerona.*— C. CASTELLA, *Referencias igualadinas del Rey Católico, y dos cartas inéditas del mismo.*— J. LLADONOSA, *Aportación documental para el estudio del reinado de Don Fernando el Católico en Lérida.*— E. BAYERI, *Las relaciones del rey Don Fernando el Católico con el Marquesado de Tortosa.*— S. CARRERES, *Valencia en la época de Don Fernando el Católico.*— V. MARTÍNEZ, *Fernando el Católico y Alicante.*— V. PASCUAL, *Sebatenses en la corte de los Reyes Católicos.*— J. ESPÍN, *De la venida a Lorca del rey Don Fernando el Católico, en el año 1488.*— J. PONS, *La época fernandina en Mallorca.*

REVISTA DE LIBROS

HE aquí una relación de libros editados recientemente y que tienen interés para los lectores habituales de estos Cuadernos de Historia:

Generalia

- R. ALTAMIRA. *Los elementos de la civilización y del carácter españoles*. Buenos Aires, 1951.
- M. ALVARADO. *La enseñanza de la historia en Honduras*. México, 1951; 54 ps.
- E. AUNOS. *Romanticismo y política*. Madrid, 1951; 382 ps.
- F. J. BOWMANN. *A handbook of historians and history writing*. Dubuque, U. S. A., 1951; 110 ps.
- A. H. BRODORICK. *The tree of human history*, 1951.
- H. BUTTERFIELD, *Christianity in european history*. Londres, 1951; 61 ps.
- H. BUTTERFIELD. *History and human relations*. Londres, 1951; 254 ps.
- WILLIAM H. CARTWRIGHT y ARTHUR C. BINING. *The teaching of history in the United States*. México, 1950.
- A. COATES. *Prelude to history*. 1951.
- S. B. CLOUGH. *The rise and fall of civilization. An inquiry into the relations between economic development and civilization*. Nueva York, 1951, 291 ps.
- D. TH. ENKLAAR. *De Dodendans, een kultur-historische Studie*. Amsterdam, 1950.
- W. K. FERGUSON y G. BRUUN. *A survey of european civilisation* Londres, 1951; 989 ps.
- K. A. FINK. *Das Vaticanische Archiv. Einführung in die Bestände und ihre Erforschung*. Roma, 1951; 185 ps.
- H. A. L. FISHER. *Die Geschichte Europas*, 1951.
- H. A. L. FISHER. *A history of Europe from 1713 to 1937*, 1951.

Crónica

- LEOPOLD GENICOT. *Les lignes de faite du moyen âge*. Tournai-Paris, 1951, XII-394 ps.
- P. GRIERSON. *Numismatic and History*. Londres, 1951; 18 ps.
- CARLOS JASPER. *Origen y meta de la Historia*. Madrid, 1951.
- R. H. LIBANSKY. *Medieval and Renaissance Studies*. 1951.
- J. E. LIPS. *Les origines de la culture humaine. Histoire culturelle de l'humanité*. París, 1951.
- J. J. LOPEZ IBOR. *El español y su complejo de inferioridad*. Madrid, 1951; 178 ps.
- HENRY MARC-BONNET. *Histoire des ordres religieux*. París, 1951; 136 ps.
- JESUS P. MARTINEZ. *España en cuadros esquemáticos*. Madrid, 1951; 165 ps.
- G. MUZZIOLI. *Collezioni paleografiche dell'Istituto di Paleografia dell'Università di Roma*. Catálogo, Roma, 1943.
- R. NUMELIN. *The beginnings of diplomacy. A sociological study of intertribal and international relations*. 1951.
- A. PEELZER. *Repertoires d'incipit pour la littérature latine philosophique et théologique du moyen âge*. Roma, 1951; 33 ps.
- J. RUTHER. *Die Strasse der Menschenheit. Betrachtungen über Geschichte*. Munster, 1950; 410 ps.
- J. VALARCHE. *Karl Marx au delà des utopistes?* París, 1950.
- A. WEBER. *Prinzipien der Geschichts- und Kultursociologie*. 1951.
- H. G. WELLS. *The outline of history. Rev. and brought up to the end of the second world war*. 1951.

Europa

- R. BULTMANN. *Jesús*. Tubinga, 1951; 183 ps.
- P. R. COLEMAN-NORTON. *Studies in roman economic and social history*. 1951.
- P. L. COUCHOUD. *Le Deu Jesús*. París, 1951; 250 ps.
- V. G. CHILDE. *Prehistoric communities on the British Isles*. 1951.
- V. G. CHILDE. *Prehistoric migrations in Europe*. 1951.
- E. DHORME. *Recueil Edouard Dhorme. Etudes bibliques et orientales*. París, 1951.
- A.A. GUY. *The life of Christ*. Londres, 1951; 212 ps.
- A. I. HARARI. *Contribution a l'étude de la procédure judiciaire dans l'ancien empire égyptien*. 1950.
- C. H. KRAELING. *John the Baptist*. Nueva York, 1951; 218 ps.
- FERDINAND LOT. *Recherches sur la population et la superficie des cités remontant à la période gallo-romaine*. París, 1945 y 1950, 2 vols. 521-611 ps.
- HENRI DE LUBAC. *Aspects du Bouddhisme*. París, 1951; 220 ps.
- G. MISCH. *A history of autobiography in antiquity*. Cambridge USA, 1951; 2 vols.
- BERNARD D'ORGEVAL. *L'empereur Hadrien, oeuvre législative et administrative*. París, 1950; 434 ps.
- FREDERIK POULSEN. *Vida y costumbres de los romanos (Viñetas Culturales)*. Madrid, 1950; 275 ps.

Crónica

- C. A. ROBINSON. *Ancient history. From prehistoric times to the death of Justinian.* 1951.
- R. SARABIA. *Constantino Magno, el primer caudillo cristiano.* Madrid, 1951; 344 ps.
- F. ALTHEIM. *Attila und die Hunnen.* Baden-Baden, 1951; 215 ps.
- MARCEL AUBERT. *Suger.* París, 1950; 190 ps.
- H. BEUMANN. *Widuking von Korbei, Untersuchungen zur Geschichtsschreibung und Ideengeschichte des 10 Jahrhunderts.* 1950.
- J. CALMETTE. *Le Reich allemand au moyen age.* París, 1951; 439 ps.
- JOSEPH CALMETTE y CHARLES HIGOUNET. *Le monde féodal.* París, 1951; 479 ps.
- F. COGNASSO. *Avviamento agli studi di storia medievale.* Turín, 1952; 365 ps.
- J. P. DONOVAN. *Pelagius and the fifth crusade,* Londres, 1950; 124 ps.
- R. FOLZ. *Etudes sur le culte liturgique de Charlemagne dans les Eglises de l'Empire.* París, 1951; 156 ps.
- J. A. GADE. *Luxemburg in the middle ages.* 1951.
- M. GYSSELING y A. C. F. KOCH. *Diplomata belgica ante annum millesimum centesimum scripta.* Mariakerke, 1950; 2 vols.
- L. HALPHEN. *Mélanges d'histoire du moyen age dédiées à.* París, 1951. 713 ps.
- F. E. HARMER. *Anglo-saxon writs.* 1952.
- J. HASHAGEN. *Europa im Mittelalter. Alte Tatsachen und neue Gesichtspunkte.* Munich, 1951; 519 ps.
- H. HOMEYER. *Attila der Hunnenkönig von seinen Zeitgenossen dargestellt.* Berlín, 1951; 238 ps.
- S. K. MITCHELL. *Taxation in medieval England.* 1951.
- W. MOHR. *König Heinrich I (919-936).* Saarluis, 1951.
- R. MORGHEN. *Medioevo cristiano.* Bari, 1951; 387 ps.
- LUCIEN MUSSET. *Les peuples scandinaves au moyen age.* París, 1951; VIII, 342 ps.
- P. PELLIOT y L. HAMBIS. *Histoire des campagnes de Gengis Khan.* 1951.
- A. L. POOLE. *From Domesday book to Magna Charta (1087-1216).* Oxford, 1951; 541 ps.
- M. PRICE. *A portrait of Great Britain in the Middle Ages, 1066-1485.* Oxford, 1951; 288 ps.
- F. BORIG. *Das Meer und das europäische Mittelalter.* Marburgo, 1951; 19 ps.
- A. A. RUDDOCK. *Italian merchants and shipping in Southampton (1270-1370).* Southampton, 1951; 300 ps.
- CH. E. SMIDTH. *Inocent III church defender.* Baton Rouge, USA. 1951, 203 ps.
- H. S. SNELGROVE. *The Lusignans in England, 1247-1258.* Albuquerque, USA, 1950; 95 ps.
- JEAN STENGERS. *Les uifs dans les Pays Bas au Moyen Age.* Bruselas, 1950; 190 ps.
- P. TIMBAL. *Un conflit d'annexion au moyen age. L'application de la coutume de Paris au pays d'albigéois.* Toulouse, 1950; 205 ps.
- R. V. ALBERTINI. *Die franzoesische Monarchie des Ancien Regime im Urteil der venezianischen Relationen.* Marburg, 1951.
- JACQUES CAILLE. *La petite histoire du Maroc.* Casablanca, 1950; 258 ps.
- D. CANTIMORI. *La Riforma in Italia.* Milán, 1951.
- H. CARRE. *Early life of Louis XIV.* 1951.
- CASES, DE LAS. *Le memorial de Sainte Helene.* París, 1951; 2 vols.
- L. COLLISON MORLEY. *Histoire des Borgia.* 1951.
- G. CONIGLIO. *Il regno di Napoli al tempo di Carlo V. Amministrazione e vita economico-sociale.* Nápoles, 1951; 290 ps.

Crónica

- J. DUHAMEL. *Louis Philippe et la première entente cordiale*. París, 1951; 368 ps.
- E. M. EARLE. *Modern France. Problems of the third and fourth republics*. Princetown, USA, 1951; 522 ps.
- E. FRANZEL. *Geschichte unserer Zeit 1870-1950*. Munich, 1951; 496 ps.
- G. GIGLI. *La seconda guerra mondiale, 1939-1945*. Bari, 1951; 500 ps.
- J. GODECHOT. *Les institutions de la France sous la revolution et l'empire*. París, 1951; 687 ps.
- G. P. GOOCH. *Friedrich der Grosse. Herrscher, Schriftsteller, Mensch*. Gotinga, 1951; 403 ps.
- G. P. GOOCH. *María Theresa and other studies*. Nueva York, 1951; 432 ps.
- W. GORLIZT. *Der deutsche Generalstab. Geschichte und Gestalt, 1657-1945*. Frankfurt del Meno, 1950; 708 ps.
- W. CURIAN. *The Soviet Union*. Notre Dame, Indiana, 1951, 216 ps.
- O. HAŁECKI. *Eugenio Pacelli, pope of peace*. Nueva York, 1951; 355 ps.
- E. HANISCH. *Geschichte Sowjetsrusslands, 1917-1941*. Friburgo, 1951; 305 ps.
- B. P. HEPNER. *Bakounine et le panslavisme revolutionnaire. Cinq essais sur l'histoire des idées en Russie et en Europe*. París, 1951; 319 ps.
- A. HYMA. *From Renaissance to Reformation. A review of the spiritual and temporal influence on medieval Europe*. Grand Rapids, USA, 1951.
- ST. JACINI. *Storia del partito popolare italiano*. Milán, 1951; 345 ps.
- K. JAHN. *Histoire universelle de Rasid al-Dihn Fadl Allah abu Kair*. Leiden, 1951.
- TH. JONES. *Lloyd George*. Londres, 1951; 330 ps.
- K. KERSTEN. *Peter der Grosse. Von der Fragwürdigkeit historischer Gröss*. Nummer, 1951; 332 ps.
- M. DE LA FUYE y E. A. BABEAU. *Louis Napoleon Bonaparte avant l'Empire*. París, 1951; 396 ps.
- J. LEIGH. *Castlereagh*. Londres, 1951; 388 ps.
- D. MACARDLE. *The Irish republic*. Dublin, 1951; 1.045 ps.
- J. MAITRON. *Histoire du mouvement anarchiste en France. 1880-1914*. París, 1951; 744 ps.
- A. MARCKS. *Bismarck, Eine biographie, 1815-1851*. 1951; 632 ps.
- H. MASSIS. *Maurras et notre temps*. París y Ginebra, 1951; 2 vols.
- M. MITTLER. *Mission und Politik. Untersuchungen über das koloniale Imperium Karls V*. Zurich, 1951; 152 ps.
- W. MOMMSEN. *Geschichte des Abendlandes von der Französischen Revolution bis zur Gegenwart, 1789-1945*. Munich, 1951; 628 ps.
- K. A. v. MULLER. *Danton. Ein historischer Essay*. Stuttgart, 1949; 140 ps.
- B. NARBONNE. *La diplomatie du Directoire et Bonaparte d'après les papiers inédits de Reubell*. París, 1951; 217 ps.
- A. OMODEO. *Die Erneuerung Italiens und die Geschichte Europas 1700-1920*. 1951.
- J. ORCIBAL. *Louis XIV et les protestants*. 1951.
- G. PIGHINI. *L'italiano del Rinascimento. Biologia e storia del genio rinascimentale italiano*. Modena, 1951; 502 ps.
- F. PONTEIL. *Histoire generale contemporaine, du milieu du XVIIe. siècle à la IIeme guerre mondiale*. París, 1951; 568 ps.
- I. A. SANCHEZ SALAZAR. *Murder in Mexico: the assassination of Leon Trotsky*. Londres, 1950; 235 ps.
- H. R. SANDMEIER. *Der Mensch und der Buerger im Staat. Eine Untersuchung auf Grund der franzoesischen Revolutionsverfassungen von 1789-1799, 1793, 1795*. Affoltern, 1951.

Crónica

- G. SCHREIBER. *Las Weltkonzil von Trient. Sein Werden und Wirken*. Friburgo, 1951; 2 vols.
- F. A. SIMPSON. *Louis Napoleon and the recovery of France*. 1951.
- HENRI TERRASSE. *Histoire du Maroc des origines à l'établissement du Protectorat français*. Casablanca, 1949-1950; 2 vols.
- J. M. THOMPSON. *Napoleón Bonaparte, His rise and fall*. Oxford, 1951; 411 ps.
- L. WADDY. *Pax romana and world peace*. Londres, 1950; 240 ps.
- CH. WEBSTER. *The foreing policy of Palmerston*. Londres, 1951; 2 vols.
- R. WICHTERICH. *Sein Schicksal war Napoleon. Leben und Zeit des Kardinal staatssekretaer Ercole Consalvi. 1757-1824*. 1951.
- A. ZEVAES. *Jean Jaurés*. París, 1951; 334 ps.

Ibérica

- J. DEL ALAMO. *Colección diplomática de San Salvador de Oña (822-1284)*. Madrid, 1950; 2 vols. XLIX-1.027 ps.
- J. DE M. CARRIAZO. *Alonso de Santa Cruz. Crónica de los Reyes Católicos. Edición y estudio*. Sevilla, 1951; 2 vols.
- J. DE M. CARRIAZO. *Sumario de la crónica de Juan II, glosado por un converso en 1544*. Sevilla, 1951; 60 ps.
- J. EGUIARA PALLARES. *Por los archivos leoneses*. León, 1951; 86 ps.
- A. C. FLORIANO. *El Libro registro de Corias*. Oviedo, 1950; XII-360-568 ps.
- RAFAEL GIBERT. *El Concejo de Madrid. Su organización en los siglos XII a XV*. Madrid, 1949; XV-268 ps.
- J. GONZALEZ. *Repartimiento de Sevilla, estudio y edición*. Madrid, 1951; 2 vols. 560-494 ps.
- ELADIO LEIROS. *Catálogo de los pergaminos monacales del Archivo de la Santa Iglesia catedral de Orense*. Compostela, 1951; 550 ps.
- E. LEVI PROVENCAL. *Histoire de l'Espagne Musulmane*. 1950.
- L. F. LINDLEY CINTRA. *Cronica geral d'Espanha de 1344. Edição critica do texto português*. Lisboa, 1951; 599 ps.
- JOSE MADOZ. *Segundo decenio de estudios sobre Patrística española (1941-1950)*. Madrid, 1951.
- R. MAJO FRAMIS. *Tanto Monta. Ensayo biográfico de los Reyes Católicos, interpretación y glosa de su reinado*. Madrid, 1951; 557 ps.
- RAMON MENENDEZ PIDAL. *El imperio hispánico y los cinco reinos. Dos épocas en la estructura política de España*. Madrid, 1950; 230 ps.
- RAFAEL NUÑEZ LAGOS. *El documento medieval y rolandino. Notas de historia*. Madrid, 1951; 231 ps.
- E. S. PROCTER. *Alfons X of Castile, patron of literature and learning*. Oxford, 1951; 149 ps.
- J. REGLA CAMPISTOL. *Francia, la corona de Aragón y la Frontera Pirenaica*.
- E. SAEZ. *Notas y documentos sobre Sancho Ordóñez, rey de Galicia*. Buenos Aires, 1949; 104 ps.

Crónica

- CL. SANCHEZ ALBORNOZ. *En torno a los orígenes del feudalismo*. Mendoza, 1942.
- LUIS SANCHEZ BELDA. *Edición de la Chronica Adefonsi Imperatoris*. Madrid, 1950; 278 ps.
- ALFONSO SANCHEZ CANDEIRA. *El «regnum imperium», León hasta 1037*. Madrid, 1951; 71 ps.
- L. SECÓ DE LUCENA. *Marruecos a comienzos del siglo XV, según Ahmad-al-Qalcasandí*. Tetuán, 1951; 179 ps.
- M. SERRANO CASTELLO. *Isabel la Católica. Arévalo, Pasajes Históricas. Sus honores*. Madrid, 1951.
- L. SUAREZ FERNANDEZ. *Intervención de Castilla en la guerra de los Cien años*. Valladolid, 1950; 175 ps.
- G. ALBEROLA. *Emilio Castelar*. Madrid, 1951; 224 ps.
- T. ALFARO FOORNIER. *Vida de la ciudad de Vitoria*. Madrid, 1951; 688 ps.
- R. ALTAMIRA. *Ensayo sobre Felipe II, hombre de Estado. Su psicología general y su individualidad humana*. México, 1950; 414 ps.
- P. ALVAREZ. *Juan Martín Diez el Empecinado*. Madrid, 1951; 163 ps.
- JULIAN AMO y CHARMION SHELBY. *La obra impresa de los intelectuales españoles en América, 1936-1945*. Stanford, USA, 1950; 145 ps.
- J. M. AZCONA. *Zumalacárregui*. Madrid, 1951; 597 ps.
- J. B. BARRIONUEVO. *Memorias del intendente carlista vizconde de Barrionuevo*. Madrid, 1951; 58 ps.
- L. BERTRAND y Ch. PETRIE. *A history of Spain*. 1952, 432 ps.
- JAMES BRODRICK. *Origines et expansions des Jésuites*. París, 1950; 2 vols.; 285-276 ps.
- B. BUCHER. *Abraham Stanyan, 1705-1714. Die englische Diplomatie in der Schweiz zur Zeit des spanischen Erbfolgekrieges*. Zurich, 1951.
- J. DEL BURGO. *Navarra en el alzamiento de 1872. El fracaso de Oroquieta*. Pamplona, 1951; 72 ps.
- JOSE MARIA CAMPOAMOR. *La actitud de España ante la cuestión de Marruecos (1900-1904)*. Madrid, 1951. 515 ps.
- E. COMIN COLOMER. *Un siglo de atentados políticos en España*. Madrid, 1951; 297 ps.
- J. CORTES CAVANILLAS. *Confesiones y muerte de Alfonso XIII*. Madrid, 1951; 172 ps.
- P. A. M. VAN DER ESCH. *Prelude to war. The international repercussions of the spanish civil war, 1936-1939*. 1951.
- E. ESPERABE DE ARTEAGA. *Los partidos políticos en la España y sus jefes en la época contemporánea 1868-1950*. Madrid, 1951; 345 ps.
- A. FAVRE-DORSAZ. *Calvin et Loyola. Deux reformes*. Bruselas. 1951; 457 ps.
- M. FERNANDEZ ALMAGRO. *Cánovas. Su vida y su política*. Madrid, 1951; 734 ps.
- M. FERNANDEZ ALVAREZ. *Felipe II, Isabel de Inglaterra y Marruecos. Un intento de cerco a la monarquía del rey Católico*. Madrid, 1951; 39 ps.
- J. M. GARCIA ESCUDERO. *De Cánovas a la República*. Madrid, 1951; 356 ps.
- MANUEL GOMEZ ROMERO. *Provincias españolas de la orden hospitalaria San Juan de Dios. Dispuestas y comentadas por...* Madrid, 1950; 351 ps.
- C. GUTIERREZ. *Españoles en Trento*. Valladolid, 1951; 1.060 ps.
- HANS JURETSCHKE. *Vida, obra y pensamiento de Alberto Lista*. Madrid, 1951; 718 ps.
- WERNER KRAUSS. *Altspanische Drucke im Besitz der ausserspanischen Bibliotheken*. Berlín, 1951; 112 ps.

Crónica

- EDUARDO LON ROMEO. *Trafalgar. Papeles de la campaña 1805*. Zaragoza, 1950.
- JOHN E. LONGHURST. *Erasmus and the spanish Inquisition: the case of Juan de Valdés*. Albuquerque, USA, 1950; 114 ps.
- M. LOPEZ. *Memorias históricas de Cuenca y su Obispado*. Madrid, 1949 y 1953; 2 vols. XXXI-360 y 416 ps.
- C. LLORCA. *El mariscal Bazaine en Madrid*. Madrid, 1951; 320 ps.
- C. MARAÑÓN. *El alma de España*. Madrid, 1951; 388 ps.
- G. MARAÑÓN, Antonio Pérez. *El hombre, el drama, la época*. Madrid, 1951.
- MARIA CARMEN MAZARIO COLETO. *Isabel de Portugal, emperatriz y reina de España*. Madrid, 1951; IX-560 ps.
- G. MENENDEZ PIDAL. *Los caminos en la historia de España*. Madrid, 1951; 140 ps.
- A. OVEJERO BUSTAMANTE. *Isabel I y la política africanista española*. Madrid, 1951; 279 ps.
- R. PATTE. *This is Spain*. Milwaukee, USA, 1951; 541 ps.
- C. PEREZ BUSTAMANTE. *Felipe III. Semblanza de un monarca y perfiles de una privanza*. Madrid, 1950; 155 ps.
- G. PIETRI. *Lucien Bonaparte a Madrid*. París, 1951; 388 ps.
- I. S. REVAH. *Le cardinal Richelieu et la restauration du Portugal*. Lisboa, 1950; 97 ps.
- ROBERT RICARD. *Les sources inédites de l'histoire du Maroc*. París, 1948-1951.
- T. RUIZ DE CUEVAS. *Apuntes para la historia de Tetuán*. Tetuán, 1951; 65 ps.
- A. DE SAGRERA. *La reina Mercedes*. Madrid, 1951; 363 ps.
- B. SANCHEZ ALONSO. *Historia de la historiografía española. De Solís al final del siglo XVIII*. Madrid, 1950; 312 ps.
- JUAN SANCHEZ MONTES. *Franceses, protestantes, turcos. Los españoles ante la política internacional de Carlos V*. Madrid, 1951; 167 ps.
- JEAN SARRAILH. *La crise religieuse en Espagne à la fin du XVIII siècle*. Oxford, 1951; 19 ps.
- J. VICENS VIVES. *Relaciones internacionales de España con Francia e Italia (siglos XV a XVIII)*. Barcelona, 1951; 177 ps.
- CARMELO VIÑAS y RAMON PAZ. *Relaciones de los pueblos de España ordenadas por Felipe II. Primera parte*. Madrid, 1951; 575 ps.
- C. VOSSLER. *España y Europa*. Madrid, 1951; 206 ps.

A r a g o n e n s i a

- RAMON D'ABADAL. *Els diplomes carolingis a Catalunya*. Barcelona, 1926-1950, XL-302 ps.
- MARTIN ALMAGRO. *Las fuentes escritas referentes a Ampurias*. Barcelona, 1951.
- Archivo General de Protocolos de Barcelona. Sección Histórica. Índice cronológico alfabético*. Barcelona, 1950; 482 ps.
- ENRIQUE BAYERRI. *Libre de privilegis de la vila de Uldecona*. Tortosa, 1951; 234 ps.

Crónica

- MARQUES DE CALDAS DE MONTBUY. *Los descendientes legitimados de Alfonso el Magnánimo en el trono de Nápoles*. Barcelona, 1951.
- CARLOS E. CORONA BARATECH. *El rey de España Don Fernando el Católico*. Zaragoza, 1950.
- D. COSTA Y BOFARRUL. *Memorias de la ciudad de Solsona y su iglesia con la genealogía de los condes de Urgel y de la casa de Cardona*. Solsona, 1951; 503 ps.
- M. GOROSH. *El fuero de Teruel*. Estocolmo, 1950; 667 ps.
- Inventario sommario della cancelleria de Sicilia, sec. XIII-XIX*. Palermo, 1950; LXXXIII-76 ps.
- A. MASIA DE ROS. *La corona de Aragón y los Estados del Norte de Africa. Política de Jaime II y Alfonso IV en Egipto, Ifriquia y Tremecén*. Barcelona, 1951; 520 ps.
- J. MAZZOLENI. *Regesto della cancelleria aragonesi di Napoli*. Nápoles, 1951; páginas 341.
- JOSE-MARIA RAMOS LOSCERTALES. *La tenencia de año y día en el derecho aragonés (1063-1247)*. Salamanca, 1951.
- La Reconquista española y la repoblación del país*. Zaragoza, 1951; 268 ps.
- J. REGLA CAMPISTOL. *Francia, la Corona de Aragón y la frontera pirenaica. La lucha por el valle de Arán (siglos XIII-XIV)*. Madrid, 1951.
- A. UBIETO ARTETA. *Colección diplomática de Pedro I de Aragón y de Navarra*. Zaragoza, 1951; 512 ps.
- F. UDINA MARTORELL. *El archivo condal de Barcelona en los siglos IX-X. Estudio crítico de sus fondos*. Barcelona, 1951; XLIII-574 ps.
- J. M. FONTANA. *Los catalanes y la guerra de España*. Madrid, 1951; 380 ps.
- H. G. KOENIGSBERGER. *The government of Sicily under Philip II of Spain*. Londres, 1951; 220 ps.
- R. MAGDALENO. *Papeles de Estado de Sicilia. Virreinato español*. Valladolid, 1951; 521 ps.
- J. MERCADER RIBA. *Santes Creus en la guerra contra los franceses; la política del mariscal Suchet en la Baja Cataluña*. Santes Creus, 1950; 133 ps.
- E. OLMOS Y CANALDA. *Incunables de la Catedral de Valencia*. Madrid, 1951.
- L. PICANYOL. *Epistolario di S. Giuseppe Calasanzio*. Roma, 1951; 427 ps.
- E. ABREU GOMEZ. *Las leyendas del Popol Vuh*. Buenos Aires, 1951; 143 ps.
- M. BANDIN. *El obispo de Quito Don Alfonso de la Peña Montenegro (1596-1687)*. Madrid, 1951; 502 ps.
- FRANÇOIS CHEVALIER. *Prólogo y notas a las Instrucciones a los hermanos jesuitas administradores de haciendas (manuscritos mexicanos del siglo XVIII)*. México, 1950; 273 ps.
- BABLEY W. DIFFIE. *Latin-american civilization. Colonial Period*. Harrisbourg, USA, 1947; XVI-812 ps.
- D. GRAZZIUSSI-CROZZOLL. *L'opera dei Gesuiti nelle riduzione del Paraguay*. Roma, 1951; 55 ps.
- LEWIS HANKE. *Bartolomé de Las Casas, an interpretation of his life and writings*. La Haya, 1951; XI-103 ps.
- LEWIS HANKE. *Las Casas, historiador*. México, 1951.
- BARTOLOME DE LAS CASAS. *Historia de las Indias. Edición de A. MILLARES y estudio preliminar de Lewis HANKE*. Méjico, 1951; 3 vols.
- R. LEVENE. *Las Indias no eran colonias*. Buenos Aires, 1951; 165 ps.
- E. MC. INNIS. *Ensayos sobre la historia del nuevo Mundo*. Méjico, 1951; 497 ps.
- JUAN MANZANO. *Historia de las Recopilaciones de Indias*. Madrid, 1950; 399 ps.
- N. MEZA VILLALOBOS. *Política indígena en los orígenes de la sociedad chilena*. Santiago, 1951; 109 ps.

Crónica

- R. K. MURDOCH. *The Georgia-Florida, frontier, 1793-1796. Spanish reaction to French intrigue and American designs*. Berkeley, USA, 1951; 208 ps.
- G. P. MURDOCK. *Outline of south american cultures*. New Haven, 1951, 148 ps.
- F. PEREZ EMBID. *Diego de Ordás compañero de Cortés y explorador del Orinoco*. Sevilla, 1950; 145 ps.
- M. RIGHETTI. *Una luce nuova sui natali di Cristóforo Colombo*. Génova, 1951; 20 ps.
- ALBERTO MARIA SALAS. *Las armas de la conquista*. Buenos Aires, 1950; 462 ps.
- R. V. UGARTE. *Concilios Limenses, 1551-1772*. Lima, 1951; 426 ps.
- D. DE LA VALGOMA. *Ascendientes y descendientes de Hernán Cortés. Línea de Medina Sidonia y otras*. Madrid, 1951; 190 ps.
- R. VARGAS UGARTE. *Pareceres jurídicos en asuntos de Indias, 1601-1713*. Lima, 1951; 183 ps.
- M. J. ARDAO. *Artigas, su significación en los orígenes de la nacionalidad oriental y en la revolución del Río de la Plata*. Montevideo, 1951.
- M. AROSEMENA. *Apuntamientos históricos (1801-1840)*. Panamá, 1949.
- A. BERAZA. *Los corsarios de Artigas*. Montevideo, 1949; 459 ps.
- Ph. BRADLEY. *The United States and the other Americas*. Washington, 1949.
- G. I. BLANKSTEN. *Ecuador. Constitutions and Caudillos*. Berkeley, USA, 1951; páginas 196
- E. BUNSTER. *Mar del Sur. Miniaturas históricas*. Santiago Chile, 1951.
- E. CASTILLERO. *General José Domingo Espinar, médico, ingeniero y militar, fundador de la independencia de Perú (1791-1865)*. Panamá, 1951.
- COLECCION de historiadores y de documentos referentes a la independencia de Chile. Santiago, 1950; 693 ps.
- W. J. COLEMAN. *The first apostolic delegation in Río de Janeiro and its influence in Spanish America. A study in papal policy, 1830-1840*. Washington, 1951; página 468.
- A. CORNEJO. *San Martín y Salta*. Buenos Aires, 1951; 221 ps.
- M. GONZALEZ RAMIREZ. *Calles, Hermosilla*, 1950, 20 ps.
- M. L. GUZMAN. *Memorias de Pancho Villa*. México, 1951; 1.010 ps.
- P. JARAMILLO. *El gran mariscal José de la Mar, su posición histórica*. Quito, 1950; 93 ps.
- W. W. KAUFMANN. *British policy and the independence of Latin America, 1804-1828*. Londres, 1951; 238 ps.
- F. A. KNAPP, Jr. *The life of Sebastian Lerdo de Tejada, 1823-1889. A study of influence and obscurity*. Austin, USA, 1951; 292 ps.
- VICENTE LECUONA. *Crónica razonada de las guerras de Bolívar*. Nueva York, 1950; 3 vols. XXVIII, 549-491-662 ps.
- ARTHUR LESCOUFLAIR. *Historiadores de América: Tomás Madion*. Port au Prince, 1950.
- R. LUGO LOVATON. *El tratado de Basilea*. Ciudad Trujillo, 1951; 40 ps.
- A. MORALES JIMENEZ. *Historia de la revolución mexicana*. México, 1951.
- R. NIETO. *Archivo Nacional de Cuba; nuevos papeles sobre la toma de La Habana — por los ingleses en 1762*. La Habana, 1951.
- A. PALCOS. *Hechos y glorias del general San Martín*. Buenos Aires, 1950; 593 ps.
- R. I. PEÑA. *Victoria y Sepúlveda y el problema del indio en la antigua gobernación de Tucumán*. Córdoba, 1951; 21 ps.
- R. PORRAS. *Mito, tradición e historia del Perú*. Lima, 1951; 100 ps.
- J. C. RAFFO DE LA RETA. *Antología Sanmartiniana*. Buenos Aires, 1951; 663 ps.

Crónica

- H. RAMIREZ. *La guerra civil de 1891; antecedentes económicos*. Santiago, 1951; 233 ps.
- N. SCHACHNER. *Thomas Jefferson. A biography*. Nueva York, 1951; 559 ps.
- C. V. WOODWARD. *Origins of the New South, 1877-1913*. Baton Rouge, USA, 1951; 542 ps.
- I. S. WRIGTH. *Voyages of Alvaro de Saavedra Ceron, 1527-1529*. Coral Gables, Florida, 1951; 127 ps.

REVISTA DE REVISTAS

NOTICIA de los títulos de aquellos que han aparecido artículos más destacados en publicaciones periódicas recibidas en la "Institución Fernando el Católico" o reseñadas por su Sección de Historia, y relacionados con los temas de mayor interés para los lectores habituales de estos Cuadernos de Historia.

Generalia

- A. ARTONNE. *La methode de travail de Froissart*. RH, XXVIII, 253-4.
P. AUDIAT. *Les livres d'histoire*. RDP, 1951, 161-9.
A. AYMARD. *Toponymie et histoire*. An, 45-48, 1951.
B. BEINERT. *Historische Forschung in Spanien 1940-1951*. WG, XI, 263-74.
A. BOSCHOT. *L'histoire et la biographie*, H et M, 1951.
A. CASTRO. *Quelques precisions au sujet de "España en su historia"*, BH, LIII, 5-12.
G. COHEN. *Une curieuse et vieille coutume folklorique: la couvade*, SM, XVII, 114-123.
J. DANIELOU. *Marxist history and sacred history*, RP, 1951, oct.
A. DUPRONT. *Histoire et paix*, RH, CCVI, 29-66.
D. EECKAUTE. *La periodisation de l'histoire russe*, RH, CCVI, 196-212.
E. ELLIS. *The profession of historian*, MVHR, XXXVIII, 3-20.
W. K. FERGUSON. *The interpretation of the Renaissance. Suggestions for a synthesis*, JHI, XII, 483-495.
L. FEBVRE. *Technique et histoire economique. Problemes d'origines et remarques de methode*. AESC, 1951.
J. FILGUEIRA. *Don Armando Cotarelo y los estudios gallegos*, CEG, VI, 5-21.
L. FLOREN. *La bibliografía histórica en la República Dominicana*, C, XIX, 47 y 107.
E. K. FRANCIS. *History and the social sciences; some reflections on the re-integration of social sciences*, RP, jul. 1951.

Crónica

- E. FRUTOS. *Valor del testimonio humano en la historia*, A, Huesca, 8, 343-348.
- E. GARIN. *Il concetto della storia nel pensiero del Rinascimento*, RSF, VI, 108-118.
- G. GAUDRON. *Sur la definition de la protohistoire*, BSPF, 48, 214-5.
- H. GOLLWITZER. *Zur Wortgeschichte und Sinndeutung von Europa*, Sa, 1951.
- M. GOMEZ DEL CAMPILLO. *De cifras*, BRAH, CXXIX, 279-307.
- H. HEFFTER. *Vom Primat der Aussenpolitik*, HZ, enero 1951.
- W. HOLTZMANN. *Paul Fridolin Kehr (1860-1944)*, DAEM, VIII, 26-58.
- A. V. JUDGES. *Scopi e metodi della storia dei prezzi*, RSI, 1951.
- H. KIRSCHNER. *Vorgeschichte als Geschichte*, WG, 1951.
- J. LARNAC. *Le roman historique*, 1848, mayo 1951.
- G. LEFEBVRE. *Recherche et congres*, RH, CCVI, 1-7.
- K. LOEWITH. *Skepsis und Glaube in der Weltgeschichte*, WG, 1950.
- G. LUZZATTO. *Tendenze nuove negli studi di storia economica*, NRS, 1951.
- J. MAIYALD. *El fondo sociológico de la crisis actual de la cultura*, REP, XXXVI, 15-26.
- B. MEYER. *Zur Edition historischer Texte*, SZG, I, 177-202.
- A. MONTENEGRO. *La política de Estado universal en César y Augusto a través de la Eneida de Virgilio*, REP, XXXIII, 57-98.
- J. E. NEALE. *The biographical approach to history*, Hist., octubre 1951.
- E. OLIVEIRA FRANCA. *A teoria geral da historia*, RHSP, 1951, 7.
- E. PERROY. *L'oeuvre historique de Louis Halphen*, RH, CCVI, 189-195.
- G. PEYRONNET. *Riflessioni sul valore della storia militare*, ASI, 1951.
- G. von RAUSCH. *Die sowjetische Geschichtsforschung heute*, WG, XI, 249-262.
- P. ROUSSET. *La conception de l'histoire à l'époque féodal*. Melanges Halphen, 1951, 623-633.
- H. RUPP y O. KOEHLER. *Historia- Geschichte*, Sa., 1951.
- J. SANVALERO. *Toynbee y el origen de la civilización*, S, VIII, 1-11.
- J. A. SOREL. *L'histoire et ses leçons*, H et M, 1951.
- G. STADMUELLER. *Geschichtsbild und Geschichtsunterricht*, Sa., II, 1-9.
- A. TOYNBEE. *Ley y libertad en la historia*, REP, XXXIX, 15-26.
- M. TRUDEL. *L'objectivité en histoire*, RHAF, 1951.
- A. VUCINICH. *The soviet theory of social development in the early middle ages*, Spec. XXVI, 243-254.
- E. W. ZEEDEN. *Der Historiker als Kritiker und Prophet*. WG, 1951.

Europa

- N. AUBIN. *Die Frage nach der Scheide zwischen Altertum und Mittelalter*, HZ, 1951.
- J. P. BALSDON. *The divinity of Alexander*, Hist. 1950.
- J. BERARD. *Philistins et prehellènes*, RA, 37, 129-142.
- O. BERTOLINI. *Appunti per la storia del senato di Roma durante il dominio bizantino*, ASNSP, XX.

Crónica

- E. J. BICKERMAN. *Hannibal's Covenant*, AJPh, LXXIII.
 L. BIELER. *A political slogan in ancient Athens*, AJPh, LXXII.
 A. BISCARDI. *La questione italica e le tribu supernumerarie*, PP, XIX.
 P. A. BRUN. *The megarien decree*, AJPh, LXXII.
 E. CAVAIGNAC. *Les six ans de service et la guerre d'Espagne*, RdPh, XXV.
 J. CORBEL. *Les routes commerciales du Nord aux III et II milénaires*, AM, 1951.
 V. CHAROT. *Les armées hellénistiques*, JS, 1951.
 P. EMERLE. *Les persecutions et la tombe de Saint Pierre*, RA, XXXVIII.
 R. ETIENNE. *Quadragesima ou quinquagesima Hispaniarum?*, REAn, 53, 62-70.
 T. FISH. *Some aspects of kingship in the sumerian city and Kingdom of Ur*, BSJRL, XXXIV.
 E. GOLDSCHMIDT. *La Iliada. Un análisis*, AUCh, 83-84, 185-256.
 A. E. GOMME. *The working of the Athenian democracy*, Hist. feb-jun. 1951.
 P. GRIMAL. *Enée à Rome et le triomphe d'Octavio*, REAn, LIII.
 H. G. GUNDEL. *Vom Werden und Wesen des antiken Weltbildes*, WG, 1951.
 M. A. LEVY. *La tabula Hebana y su valor histórico*, S, XIV, 28-47.
 P. MELONI. *La grande rivolta dei satrapi contro Artaserse II (370-359 a JC)*, RSI, 1951.
 A. MERLIN. *La civilisation étrusque*, JS, en-mar. 1950.
 G. Ch. PICARD. *La chasse romaine*, JS, 1951.
 N. N. PYKUS. *La periode critique dans l'histoire de l'Égypte hellénistique*, VDI, 1951.
 J. SCHWARTZ. *Herodote et l'Égypte*, RA, XXXVII.
 A. SOLARI. *L'universalità di Roma*, AAL, VI.
 A. SOLARI. *Lo storicismo di Livio*, AAL, VI.
 A. SOLARI. *La romanità imperiale di Teodosio*, AAL, VI.
 M. SORDI. *La pace di Atene del 371*, RdF, XXIX.
 F. TAEGER. *Alexander der Grosse und die Anfaenge des hellenistischen Herrscherkults*, HZ, 1951.
 B. TAHIR SAMAN. *El medio oriente. Su geografía y su historia. El determinismo geográfico*, AUCh. 83-84, 257-285.
 C. VIROLLEAUD. *Les nouvelles lettres de Ras Sahnra*, Svria, 1951.
 A. WUCHER. *Das Bild der griechischen Geschichte*. Saec. 1951.
 A. ZWAENEPOEL. *La defense de Rome et de l'empire par Octavien*, LEC, XIX.
 G. F. ALLO. *La questione longobarda e la moderna storiografia italiana*, RSI, LXIII.
 F. BABINGER. *Mahometto II il conquistatore e l'Italia*. RISI, LXIII.
 G. BARRACLOUCH. *Die Einheit Europas im Mittelalter*, WG, XI, 97-109.
 H. BAUTIER. *L'or et l'argent en Occident de la fin du XIII siecle au debut du XIV siecle*, CRAIBL, 1951.
 P. BLANCHARD. *La règle du maître et la règle de Saint Benoit*, RBen, LX, 25-64.
 J. BLUM. *The early history of the russian peasantry*, JEH, 1951.
 A. BON. *L'empire latin de Constantinople et la principauté de Morée*, JS, 1951.
 R. BONNAUD DELAMARE. *Le fondement des institutoins de paix au XI siècle*. Mel. Halpen, 1951, 19-26.
 J. BORSARI. *Federico III et l'orient bizantino*, RSI, LXIII.
 L. BREHIER. *Le regne de l'empereur Justin*, JS, 1951.

Crónica

- C. BRUNEL. *Les juges de paix en Gévaudan au milieu du XI siècle*, BECh, CIX, 32-41.
- P. BUSQUET. *Rois de Bourgogne et comtes de Provence*, PH, 1951.
- C. M. CIPOLLA. *Questioni aperte sul sistema economico dell'alto medioevo*, RSI, LXIII.
- C. COURTOIS. *L'avènement de Clovis II, et les règles d'accession au trône chez les mérovingiens*. *Mél. Halphen*, 1951, 155-164.
- P. CHAPLAIS. *Règlement des conflits internationaux franco-anglais au XIV siècle (1293-1377)*. LMA, LVII, 269-302.
- J. DERAUD VILLARS. *I normanni alle origini*, ASI, LXIII.
- Chf. DEREINÉ. *L'élaboration du statut canonique des chanoines réguliers spécialement sous Urbain II*, RHE, XLVI, 534-565.
- J. DESCROIX. *Sur la bataille de Ovuillé*, AUP, 1951.
- F. DOFLGER. *Byzanz und das Westreich*, DA, 8, 238-249.
- Y. DOLLINGER. *Le comté de Trevès au Haut Moyen Age*, AE, 1951.
- H. DUBLED. *Allodium dans les textes latins du Moyen Age*, LMA, LVII, 241-246.
- P. DUPARC. *Les cluses et les frontières des Alpes*. BECH, CIX, 5-31.
- F. N. ESTEY. *The scabini and the local courts*. Spec, XXVI, 119-129.
- H. E. FEYNE. *Wesen und Bedeutung des Eigenkirchentums*, MIOG, LVIII, 195-208.
- R. FOREVILLE. *Archbishop Thomas Becket, a character study*. LMA, 1951, 144-147.
- E. DE GAIFFIER. *Hagiographie bourgignone*. AB, LXIX.
- B. DE GAIFFIER. *Un calendrier franchoispanique de la fin du XII siècle*. AB, LXIX, 282-323.
- F. L. GANSHOF. *Charlemagne et le serment*. *Mél. Halphen*, 1951, 254-270.
- H. GLAESNER. *Raoul de Caen historien et écrivain*. RHE, XLVI, 5-21.
la guerre entre Gregoire XI et Bernabé Visconti (1371-75). BECH, CIX, 232-236.
- J. GLENISSON. *La politique de Louis de Gonzague seigneur de Mantoue pendant*
- J. GLENISSON. *Une administration médiévale aux prises avec la disette. La question des blés dans les provinces italiennes de l'Etat pontifical en 1374-75*. LMA, LVII, 303-326.
- P. GRAS. *Aux origines de l'héraldique. La décoration des boucliers au début du XII^e siècle d'après la Bible de Cîteaux*. BECH, CIX, 198-208.
- F. GRAUS. *La crise monétaire du XIV siècle*. RBPH, 1951.
- P. GROSJEAN. *Notes d'hagiographie celtique*. AB, LXIX, 1951
- Ch. HIGOUNET. *Une carte des relations monastiques transpyrénéennes au Moyen Age*. RC, LXIV, 129-38.
- J. H. HILL. *Raymond of Saint Gilles in Urban's plan of greek and latin friendship*. Spec, XXVI, 1951.
- R. H. HILTON. *Y eut-il une crise générale de la féodalité?* AM, VI, 23-30.
- U. T. HOLMES. *The idea of a twelfth century renaissance*. Spec, XXVI.
- W. HOLTZMANN. *Die Dekretalen Gregors VIII*. MIOG, LVIII, 113-123.
- S. HOYT. *Royal taxation and the growth of the realm in medieval England*. Spec, XXV, 36-48.
- A. O. JOHNSEN. *Les relations intellectuelles entre la France et la Norvège (1150-1214)*. LMA, LVII, 247-268.
- E. R. LABANDE. *Une oraison funèbre inconnue de Louis I d'Anjou, roi de Sicile*. BECh, CIX, 42-50.
- G. LADNER. *Das heilige Reich des mittelalterlichen Westens*. WG, 1951.
- M. H. LAURENT. *Charles de Blois fut-il canonisé en 1376?* RHE, XLVI, 165-179.

Crónica

- L. LECLERC. *Saint éBrnard et ses secretares*. RB, LXI, 208-229.
- A. LHOTSKY. *Die Bibliothek Kaiser Friedrichs III*. MIOG, LVIII, 124-135.
- R. LOPEZ. *The dollar of the midle ages. Etude sur le besant*. JEH, 1951.
- F. LOT. *L'evêché de Bayonne*. Mel. Halphen, 1951, 433-443.
- E. J. MACCORKELL. *Humanism and the Middle Ages*. Spec. XXIV, 516-519.
- M. MEUSNIER. *Fondation et construction d'un collège universitaire au XIV siècle. Le collège de Perigord à Toulouse*. AM, LXIII, 211-220.
- H. L. MIKOLETZKY. *Quellenkunde des Mittelalters*. MIOG, LVIII, 209-227.
- H. L. MIKOLETZKY. *Sinn und Art der Heiligung im fruehen Mittelalter*. MIOG, LVII, 83-122.
- G. MOLLAT. *Contribution à l'histoire du Sacré Collège de Clément V à Eugene IV*. RHE, XLVI, 22-112.
- G. MOLLAT. *La diplomatie pontificale au XIV siècle*. Mel. Halphen, 1951, 507-512.
- Y. RENOARD. *Les voies de communication entre pays de la Mediterranée et pays de l'Atlantique au Moyen Age. Problèmes et hypotheses*. Mel. Halphen, 1951, 501-512.
- Y. RENOARD. *Du nouveau sur les hommes d'affaires italiens du Moyen Age*. AESC, 1951.
- R. DE ROVER. *Le moyen age face à l'histoire statistique*. AM, VI, 31-36.
- D. ROPS. *Les perelinages au Moyen Age*. RDP, 1951, 21-29.
- R. ROSDULSKÝ. *The distribution of the agrarian product in feudalism*. JEH, 1951.
- R. SABATINI. *Still another Renaissance?* AHR, 1951.
- CH. SAMARAN. *L'agriculture française au moyen age*. JS, 1951, oct-dic.
- E. M. SANFORD. *The twelfth century. Renaissance or protectionismo*. Spec. XXVI.
- P. E. SCHRAMM. *Die Anerkennung Karls des Grossen als Kaiser. Ein Kapitel aus der Geschichte der mittelalterlichen Staatssymbolik*. HZ, 1951.
- J. M. DE SMEDT. *Quand Robert II confia-t-il St. Bertin à Cluny?* RHE, XLVI, 160-164.
- G. STOSKEL. *Die politische Religiositaet des Mittelalters und die Entstehung des Moskauer Staates*. Saec., 1951.
- J. STURLE. *A propos du commerce du vin au Moyen Age*. LMA, 1951, 93-128.
- W. SZAIVERT. *Die Entstehung und Entwicklung der Klosterexemption bis zum Ausgang des XI Jahrhunderts*. MIOG, LIX, 265-298.
- G. TESSIER. *L'audience du sceau*. BECh, CIX, 51-95.
- L. THORNDYKE. *Medieval interest in intellectual history*. Spec. XXVI, 94-99.
- J. VERBRUGGEN. *Note sur le sens des mots castrum, castellum et quelques autres expresions qui dessignent des fortifications*. RBPH, XXVIII, 147-155.
- F. VERCAUTEREN. *Les medecins dans les principautes de la Belgique et du nord de la France du VIII au XIII siècles*. LMA, 1951, 61-92.
- F. DE VISSCHER. *Le regime juridique des plus anciens cimetières chrétiens a Rome*. AB, LXIX.
- A. VUCINICH. *The soviet theory of social development in the early middle ages*. Spec. XXVI.
- A. WAAS. *Religion, Politik und Kultur in der Geschichte der Kreuzzuege*. WG, 1951.
- J. M. WALLACE-HADRILL. *The work of Gregory of Tours in the light of modern research*. TRHS, 1951.
- C. BARBAGALLO. *La crisi economico sociale dell'Italia della Rinascenzà*. NRS, 1951.
- G. BARBERO. *L'opera politica di Otto von Bismarck*. NRS, 1951.
- J. BORRAJO ARAUJO. *El Congreso de Berlín (1878)*. Santa Cruz. Valladolid, XI, 65-74.

- M. G. BROMAGE. *De Valera's formula for irish nationalhood*. RP, 1951, oct.
- L. BULFERETTI. *Le origine dell'interpretazione classicista del Risorgimento*. RSR, 1951, jul.-sep.
- V. DE CAPRARIIS. *Qualche precisazione sulla morte di Erasmo*. RSI, 1951.
- A. COBBAN. *An age of revolutionary wars: an historical paralell*. RP, 1951, abril.
- H. CHARIAUT. *La poste maritime à Bourdeaux au XVIII siècle*. AM, LXIII, 221-248.
- J. J. CHEVALIER. *Testament politique ou les maximes d'Etat de M. le Cardinal de Richelieu*. RIHPC, 1951.
- E. DESGRANCES. *La psychologie politique de Maximilien Robespierre*. AUP, 1951.
- R. DOUZET. *La banque en France au XVI siècle*. RHES, 1951.
- T. DROZ. *Quelques vues recentes sur Bismarck et l'unité allemande*. IH, 1951.
- D. DUPOUY. *L'exhumation de Napoleon racontée par son principal témoin*. RDN, 1951, mayo.
- A. DUPRONT. *Du concile de Trente; reflexions*. RH, CCVI, 262-280.
- G. EDGAR BONNET. *Ferdinand de Lesseps. Triomphe*. R des DM, 1951, ene.
- J. EGRET. *Le procès des jesuites devant les parlements de France*. RH, CCIV, 1-27.
- J. EGRET. *L'opposition aristocratique en France au XVIII siècle*. IH, 1950, nov.-dic.
- G. R. ELTON. *Thomas Cromwell's decline and fall*. CHJ, 1951, X, 150-185.
- N. GASH. *Peel and the party system*. TRHS, 1951.
- N. GAVOTY. *Ramolino le dernier comte du Premier Empire*, R. des DM. 1951, mar.
- A. GAVOTY. *Louis Philippe et la succession du duc de Bourbon* R. des DM, 1951, jun.
- J. GODECHOT. *L'origine des institutions françaises de l'époque revolutionnaire*. RIHPC, 1951.
- J. GODECHOT. *La France et Malte au XVIII siècle*, RH, CCVI, 67-79.
- J. H. HEXTER. *The Renaissance again and again*, JMH, 1951.
- E. R. HUBER. *Das persoenliche regiment Wilhelms II*, ZRGG, III, 1951, 134-148.
- P. KLUKE. *Deutschland und Russland zwischen den Weltkriegen*, HZ, CLXXI, 519-522.
- H. KOHN. *The eve of german nationalism (1870-1810)*, JHI, 1951, abril.
- L. M. KORTLEVEN. *Notes bibliographiques sur la correspondance du cardinal de Granvelle (1538-1565)*, BSRH, CX, 3-4.
- H. LAPEYRE. *Gresham et la controverse sur le change au XVI siècle*. AESC, 1951.
- C. LAROCHE. *Les archives d'Outremer et l'histoire coloniale française*, RH, CCVI, 213-253.
- E. G. LEONARD. *Le protestantisme français de la Revocation à la Revolution*, IH, 1950 sep.-oct.
- E. MANTOUX. *Le marechal Foch*, RDN, 1951, oct.
- J. L. G. MANZANARES. *Algo sobre la paz de Portsmouth*, Santa Cruz, Valladolid, XI, 59-64.
- P. PASCAL. *La durée des voyages en Russie au XVII siècle*. RES, XXVII.
- P. PERRIER. *La revolution française et la revolution russe. Etude d'histoire comparés*. RS, LXIX, 78-105.
- R. PORTAL. *L'industrie metallurgique de l'Oural et le succès de Catherine II*. RES, XXVII.
- R. B. PUGH. *The patent rolls of the interregnum (1648-1660)*, BIHR, XXVII.
- E. RAGONERI. *Il risorgimento italiano nell'opera di Marx e di Engels*. RSR, 1951, jul.-dic.

Crónica

- G. A. REIN. *Die europäische Bedeutung der französischen Übersee Politik in XVI Jahrhundert*, Saec. 1951.
- R. ROUX. *La révolution française et l'idée de lutte des classes*. RHeS, 1951.
- F. ROZ. *L'actualité de Tocqueville*. R des DM, 1951 may.
- PH. SAGNAG. *La composition des Etats Generaux et de l'Assemblée nationale (1879). Etude statistique et sociale*. RH, CCVI, 8-28.
- M. SAINT-RENE TAILLANDIER. *Crepuscule du Grand Roi*, H et M, 1950, sept-octubre.
- A. SAITTA. *Un reformatore pacifista contemporaneo del Richelieu*, E. Crucé, RSI, 1951.
- L. SALVATORELLI. *Profilo di una storia religiosa d'Italia*, RSI, 1951.
- M. SEIDLMEYER. *Wandlungen der humanistischen Lebenegefuehls und Lebensstil*, WG, 1950.
- R. N. STROMBERG. *History in the eighteenth century*. JHI, 1951, abril.
- A. J. P. TAYLOR. *British Policy in Morocco, (1886-1902)*, EHR, LXVI, 342-374.
- P. VIREECK. *New views on Metternich*. RP. XIII, 211-228.
- E. VOEGELIN. *Macchiavelli's Prince: background and formation*. RP, 1951, abril.
- R. B. WERNHAM. *Queen Elisabeth and the Portugal expedition of 1589*. RP, XIII.

Ibérica

- J. DUHR. *Une lettre de Bacchiarus (P)*, RHE, XLVII, 530-585.
- J. R. FERNANDEZ OXEA. *De epigrafía cacereña*, BRAH, CXXVIII, 165-196.
- A. GARCIA BELLIDO. *Icosae Gades. Pinceladas para un cuadro sobre Cádiz en la antigüedad*, BRAHm CXXIX, 73-122.
- M. GAYA MUÑO. *Soria visigoda*, Celt. I.
- O. GIL FARRÉS. *Consideraciones sobre la Edad del Hierro en la cuenca del Ebro*, RABM, LVII, 363-376.
- M. GOMEZ MORENO. *De epigrafía vizcaina*, BRAH, CXXVIII, 197-217.
- J. LAMBRINO. *Le dieu lusitanien Endovellicus*, BEPort, XV.
- J. MADOZ. *Arrianism and priscilianism in Galicia*, Fol. I, 25.
- F. MATEU LLOPIS. *Un aspecto del reinado de Ervigio, 680-687. Las acuñaciones de tipo religioso. La ceca de Salamanca*. AST, XXIV, 1-8.
- L. PERICOT. *Los celtíberos y sus problemas*. Celt., I.
- C. SANCHEZ ALBORNOZ. *Supervivencias fiscales romanas en Galicia*, Mel. Halphen, 1951, 645-658.
- A. SOLARI. *La romanità imperiale di Teodosio*, AANLR, VI, 105-108.
- R. THOUVENDT. *Quelques aspects de l'Espagne romaine (III et IV siècles)*. RM, 1951.
- M. A. ABUIN. *Hasim ibn Abd-al-Aziz*, CHE, XVI, 110-129.
- N. ALONSO CORTES. *Dos médicos de los Reyes Católicos*. Hisp. XI, 607-657.
- J. BOSCH. *Sugerencias acerca de la fuente histórica almohade del kitab al-Rawd al-mictar*, EEMCA, IV, 426-431.

- J. BOSCH. *Siete monedas hispano musulmanas del último tercio del siglo X*. EEMCA, IV, 411-418.
- L. BROU. *Sequences et tropes dans la liturgie mozarabe*. HS, 1951, 27-41.
- F. BUJANDA. *Elecciones de obispos en la diócesis de Calahorra*, Be, XX.
- M. DEFOURNEAUX. *Charlemagne et la monarchie asturienne*, Mel. Halphen, 1951, 177-184.
- B. DE GAIFFIER. *Un calendrier franco-hispanique de la fin du XII siècle*, AB, LXIX, 282-323.
- CH. HIGOUNET. *Un mapa de las relaciones monásticas transpirenaicas en la Edad Media*, P, VII, 543-553.
- S. HONORE DUVERGE. *L'origine du surnom de Charles le Mauvais*, Mel. Halphen, 1951, 345-350.
- A. HUARTE. *Doña Juana Pimentel, señora del castillo de Alamin (1453-1462)*, RABM, LVII, 269-316.
- H. J. HUEFFER. *Die Funde im Dome von Toledo und die kastillische Koenigskrone*, Saec. 1951.
- H. J. HUEFFER. *Aus 1200 Jahren deutsch-spanischer Beziehungen; ein Unberblick*, RJ, 1950, 85-123.
- R. DE IZAGUIRRE. *Historia y toponimia donostiarras. El primer grupo de documentos referentes a San Sebastián de Hernani*, Hom. Urquijo, III, 1951, 335-406.
- E. LAMBERT. *Les routes des Pyrenées atlantiques et leur emploi au cours des ages* P, VII, 335-382.
- F. S. LEAR. *The public law in the wisigothic code*. Spec. XXVI, 1-23.
- M. LUCAS ALVAREZ. *Libro becerro del monasterio de Valvanera*, EEMCA, IV, 1951, 451-647.
- E. LEIROS. *Algunos privilegios pontificios al monasterio de Melón*, EMF, 1951.
- J. MADDOZ. *San Martín de Braga. En el XIV centenario de su advenimiento a la Península, 550-1950*, EE, XXV, 219-242.
- B. J. MAHN. *Clerge seculier à l'epoque asturienne (718-910)*, Mel. Halphen, 1951, 453-464.
- G. MANSO DE ZUÑIGA. *Tocados medievales*, BRSVAP, 505-510.
- F. MATEU. *Consideraciones sobre nuestra Reconquista*, Hisp. XLII, 3-46.
- F. DE MENDOZA. *Con los judíos de Estella*, PV, XLIV-XLV.
- J. DE OLAVARRIA. *Linajes alaveses. Los señores de Ayala*, BRSVAP, VII, 531-538.
- J. PEREZ DE URBEL. *Pelayo de Oviedo y Sampiro de Astorga*, Hisp., XI, 387-412.
- V. ROMERO MUÑOZ. *Andalucía en la obra política de Isabel I de Castilla*, AH, XIV, 129-170.
- C. SANCHEZ ALBORNOZ. *De los Banu Al-Ajamas a los fijodalgo?*, CHE, XVI, 135-145.
- L. SANCHEZ BELDA. *Notas de diplomática. En torno a tres diplomas de Alfonso VII*, Hisp. XI, 3-46.
- A. SANCHEZ CANDELA. *En torno a cinco documentos inéditos de Vermudo III (1028-1037)*, CHE, XI, 153-165.
- H. SANCHO DE SOPRANIS. *Charles de Valera*, Hisp. XI, 415-540.
- J. SCUDIERI RUGGIERO. *Alle fonte della cultura española-visigoda*. SM, XVI, 1-47.
- L. SUAREZ. *Herencia medieval de Castilla*, REP, XXXV, 127-140.
- L. SUAREZ. *Evolución histórica de las hermandades castellanas*, CHE, XIV, 5-78.
- H. TERRASSE. *Consequences d'une invasion berebere: le role des almoravides dans l'histoire de l'Occident*. Melang. Halphen, 1951, 173-681.
- A. UBIETO. *Mandatos navarros de Felipe III el Atrevido, rey de Francia*, EEMCA, IV, 1951, 648-685.

Crónica

- F. UDINA. *Consideraciones acerca de los inicios del medioevo hispánico y la alta reconquista*, Hisp. XI, 211-234.
- M. VALLECILLO. *Los judíos de Castilla en la Alta Edad Media*, CHE, XIV, 17-110.
- CH. VERLINDEN. *De Italianse invloeden in de iberische economie en kolonisatie (XII-XVIII)*, *Meddeelingen van de kon. Vlaamse Academie van België*, 1951.
- F. ZAMORA LUCAS. *Un monasterio cisterciense en Tordesillas (1212-1265)*, Cel. I.
- N. ALONSO. *Noticias de los Arfes*, BRAH, CXXVIII, 71-98.
- N. ANDREU. *Cómo se celebraba en Madrid la festividad de la Virgen de Covadonga a mediados del pasado siglo*, BIEA, XIV, 393-6.
- D. ANGULO. *Un nuevo retrato de Isabel I la Católica*, AH, XIV, 333-8.
- J. ARRIAGA. *Historia de la regia sociedad de Medicina y demás ciencias de Sevilla*, AH, XIV, 373-411.
- A. BARRADO. *Los últimos franciscanos del convento de San Francisco el Real de Cáceres (1731-1834)*, AIA, XI, 393-454.
- M. BERGSTROEM. *Doña Juana princesa de Portugal e Rainha de Castilha*. RHSP, 1951.
- L. BERMUDEZ DE CASTRO. *La reina Isabel I y los servicios de guerra*, AH, XIV, 313-316.
- W. B. L. ROSE. *Historia del correo de España e Hispanoamérica (1500-1820)*, BAIHP, XIX, 7-20.
- F. BRAUDEL. *Histoire d'Espagne et histoire des prix*, AESC, 1951, 202-6.
- F. BRAUDEL. *En relisant Earl J. Hamilton, De l'histoire d'Espagne à l'histoire des prix*, AM, 1951.
- F. BRAUDEL. *L'Espagne de Charles V et de Philippe II*, AESC, 1951, 49-60.
- M. BUSTAMANTE. *Fiestas y duelo en Laredo a la proclamación y muerte de los Reyes*. Alt. 1951.
- J. R. CASTRO. *Fray José Vicente Díaz Bravo*, PV, XLIV-XLV.
- L. CEYSSENS. *Pedro de Alava y Astorga OFM y su imprenta de la Inmaculada Concepción de Lovaina (1663-1666)*. AIA, XI, 5-35.
- P. CHAUNU. *Le gallion de Manille. Grandeur et décadence d'une route de la soie*. AESC, 1951.
- P. CHAUNU. *Une grande puissance économique et financière; les débuts de la Cie. de Jésus au Japon (1547-1551)*, AESC, 198-212.
- A. DOMINGUEZ. *Un embajador marroquí en Sevilla: la estancia de Sidi Ahmed el-Gazel en 1766*, AH, XIV, 49-56.
- J. DONAPETRY. *Juan Dutton y sus descendientes*, BCPMHA, Lugo, XXXV, 145-160.
- C. EGUIA. *Dispersión total de los papeles jesuíticos en España*, Hisp. XI, 679-702.
- L. VAN DER ESSEN. *Alexandre Farnese, 1545-1592. Les principaux aspects de sa personnalité*, RGB, 1951, 220-213.
- S. GARRIDO. *Semblanza de Isabel la Católica*, ECA, 1951.
- L. DE GOER. *La guerre civile espagnole d'après les documents de l'office des affaires étrangères allemand*, RH2GM, oct. 1951.
- F. GUTIERREZ. *San Antonio María Claret y Sevilla*, AH, XIV, 57-74.
- C. IBAÑEZ. *La venerable orden tercera de Becerril de Campos*. Palencia AIA, XI, 191-258.
- J. DE IBARRA. *Los Reyes Católicos en Vizcaya*. BRSUAP, VII, 1951.
- A. LANDARECH. *Isabel la Católica madre de América*, ECA, 47-48, 10-16.
- M. DE LECUONA. *Una fundación de los Oquendos: el convento de las Brígidas de Lasarte*, BRSVAP, XII, 1951.

Crónica

- E. LEIROS. *Una ejecutoria contra el conde de Lemos*, BCPMHA, Lugo, XXXV, 172-176.
- J. DE LEZA. *Notas sobre Miguel de Eguía, impresor de Logroño en el siglo XVI*, Be, XX.
- G. LOZANO. *Los Acuña y Dueñas*, PITTM, XII, 131-138.
- N. MARTINEZ. *El concejo abierto en Asturias*, BIEA, XIV, 259-275.
- TH. MAUNZ. *Francisco Vitoria und die Voelkerrechtslehre unserer Zeit*, HJ, LXX, 131-141.
- M. C. MAZARIO. *De cuando España vivía unida al Imperio*, Hisp. XI, 235-256.
- J. MESEGUER. *Notas para la historia de la provincia (franciscana) de Cartagena. Siglos XVII-XIX*, AIA, XI, 265-315.
- J. MIER VIGIL. *Un curioso pleito eclesiástico en el siglo XVII*, 341-360.
- J. ORCIBAL. *Les spirituels français et espagnols chez John Wesley et ses contemporains*, RHDR, 1951.
- R. ORTIZ VIVAS. *Ultimas voluntades de Isabel la Católica*, BALIAHP, XVII-XVIII, 21-25.
- V. PALACIO ATARD. *Primeras negociaciones entre España y Marruecos en 1755*, Hisp. XI, 658-678.
- CH. DE PARREL. *Pitt et l'Espagne*, RHD, LXIV, 58-98.
- D. B. QUINN. *Some spanish reactions to elisabethan colonial enterprises*, TRHS, 1951, 1-23.
- J. M. RECONDO. *Nuevos documentos sobre el castillo de Javier*, PV, XLIV-XLV.
- J. REGLA. *El Tratado de los Pirineos de 1659. Negociaciones subsiguientes acerca de la delimitación fronteriza*, Hisp. XI, 101-166.
- V. RÓDRIGUEZ CASADO. *La revolución burguesa del siglo XVIII español*, A, XVII, 5-29.
- V. ROMERO. *Andalucía en la obra política de Isabel I de Castilla*, AH, XIV, 129-170.
- G. RUHLMANN. *Les archives des Ruiz*, AEJC, 1950, 499-500.
- J. M. RUIZ DE GALARRETA. *Datos para la historia de Logroño; fundación del asilo de Santa Justa*, Be, XX.
- S. RYDEN. *Un joven conde español en viaje de estudios a Suecia, 1770-1772*, BRSVAP, VII.
- M. DEL SALTILLO. *El primer marqués del Vadillo (1646-1729)*, Celt. II,
- M. DEL SALTILLO. *Quévedo vecino de Madrid*, BRAH, CXXVIII, 59-70.
- H. SANCHO. *La hermandad de los trece del convento de San Francisco de Cádiz*, AIA, XI, 37-62.
- J. SIMON y J. M. MARTINEZ. *Bibliografía de Jovellanos (1902-1950)*, BIEA, XIII, 131-152.
- A. J. P. TAYLOR. *La conference d'Algeciras*, RH, CCVIII, 236-254.
- A. C. VEGA. *Catálogo de la biblioteca del reverendo Maestro P. Enrique Flórez*, BRAH, CXXVIII, 299-378; CXXIX, 123-218 y 309-334; CXXX, 257-266.
- P. VILAR. *Histoire contemporaine de l'Espagne (XVIII-XX siècle)*, RH, CCVI, 281-317.
- E. F. VILLAMIL. *La peste. Notas sobre la invasión del mal y su remedio en Pontevedra (siglos XVI al XIX)*, CEG, VI, 229-274.
- J. Z. *El conde de Oñate, patrono laico*, BSVAP, VII.

A r a g o n e n s i a

- F. ANDRES. *Algunos datos sobre la reconquista de Monreal del Campo y su comarca*, T, V, 7-17.
- R. DEL ARCO. *Los estatutos primitivos de la Universidad de Huesca (1468-1487)*, EEMCA, IV, 320-409.
- R. DEL ARCO. *La mezquita mayor y la catedral de Huesca*, Huesca, V, 35-42.
- R. DEL ARCO. *Notas sobre costumbres altoaragonesas en el siglo XVI*, AHuesca, VII, 257-266.
- R. DEL ARCO. *Noticias del monasterio moderno de San Juan de la Peña*. AHuesca, VI, 178-180.
- F. BALAGUER. *En torno a la localización del campamento de Pedro I en el asedio de Huesca*, AHuesca, V, 51-56.
- F. BALAGUER. *Los Lizana y los Azlor durante el reinado de Ramiro II de Aragón*, AHuesca, V, 377-365.
- M. J. BAYO. *De Prudencio a Berceo. El tema del martirio de Lorenzo*, Be, XVIII.
- P. BELTRAN. *Los dineros jaqueses, su evolución y su desaparición*, PSAÑA, I.
- F. BRAUDEL. *Nápoles au temps des espagnols*, AFSC, 1950, 413-4.
- A. CANELLAS. *Las Cruzadas de Aragón en el siglo XI*, Huesca, VII, 217-227.
- A. CANELLAS. *Antecedentes históricos de las armas heráldicas de la Diputación de Aragón*, EEMCA, IV, 1951, 447-50.
- J. CARUANA. *Sobre el blasón aragonés existente en Teruel*, T, VI, 141-147.
- M. DOLC. *Los primitivos nombres de Huesca*, AHuesca, VI, 153-165.
- M. DUALDE SERRANO. *Testamentos de soberanos medievales conservados en el Archivo Real de Valencia*, EEMCA, IV, 436-446.
- A. DURAN GUDIOL. *La Iglesia en Aragón durante el siglo XI*, EEMCA, IV, 7-138.
- H. GARCIA. *San Vicente Ferrer en Vich*, BSCDC, XXVII, 177-200; 353-368.
- H. GARCIA. *Real Monasterio de Santa María de Benifazá*. BSCDC, XXVII, 56-63.
- M. GOMEZ DEL CAMPILLO. *Jaime I concede licencia a su lugarteniente en el reino de Valencia, Ximen Pérez de Arenós, para cambiar de lugar la villa de Castellón de Burriana*. BSCDC, XXVIII, 167-168.
- M. GUAL. *Fernando el Católico, primogénito de Aragón, rey de Sicilia, príncipe de Castilla (1452-74)*. S, VIII, 182-223.
- M. GUAL. *Las treguas de Majano entre Aragón, Navarra y Castilla (1430)*. CHE, XVI, 79-109.
- A. GUTIERREZ DE VELASCO. *Molina en la Corona de Aragón (1369-1375)*. T, VI, 75-127.
- A. GUTIERREZ DE VELASCO. *Los ingleses en España (siglo XIV)*. EEMCA, IV, 215-319.
- CH. HIGOUNET. *Un grand chapitre de l'histoire du XII siècle; la rivalité des maisons de Toulouse et de Barcelone pour la preponderance méridionale*. Mel. Halphen, 1951, 313-322.
- J. M. LACARRA. *Desarrollo urbano de Jaca en la Edad Media*. EEMCA, IV, 139-155.
- R. LANTIER. *La date de l'enceinte dite cyclopeenne de Tarragone*. RA, XXXVIII, 65-66.
- J. LOGNON. *La domination catalane en Grece*. JS, 1951, jul.-sep.
- R. LOPEZ. *Majorcans and genoese on the north sea route in the XIII century*. RBPH, XXIX, 1.163-1.179.

Crónica

- R. MANSELLI. *La religiosità d'Arnaldo da Villanova*. BISIME, LXIII, 1-100.
- H. MARIN. *Un texto interesante del privilegium generale Aragonum*. A, Huesca, V, 17-34.
- C. MARINESCO. *Du nouveau sur Jacques Coeur*. Mel. Halphen, 1951, 491-499.
- J. E. MARTINEZ FERNANDO. *Ratificación de capítulos de la Cofradía dels Llauradors de Castellón de la Plana, por el príncipe don Juan en 1382*. BSCDC, XXVIII, 156-161.
- J. MERCADER. *La ordenación de Cataluña por Felipe V. La nueva Planta*. Hisp. XI, 257-366.
- R. OLIVAR. *Alfonso IV el Benigno quiere un cardenal de sus reinos*. EEMCA, IV, 156-176.
- J. AL PANIAGUA. *Vida de Arnaldo de Vilanova*. AIHM, III, 3-83.
- E. PERROY. *Gras profits et rancons pendant la guerre de Cent Ans; l'affaire du comte de Denia*. Mel. Halphen, 1951, 573-580.
- L. PILES. *Notas documentales sobre el real valenciano y algunas villas del reino*. S, VIII, 170-172.
- A. PONS. *La espada en Mallorca durante el siglo XIV*. Hisp. XI, 563-606.
- J. PUIG. *Confraries de les aldees del castell de Morella al segle XIV*. BSCDC, XXVII, 258-272.
- M. RIQUER. *El dragón de San Jorge y el dragon de Vilardel*. SJ, II, 11-16 y III, 9-20.
- F. A. ROCA TRAVER. *El archivo municipal de Castellón*. BSCDC, XXVII, 205-216.
- F. A. ROCA TRAVER. *La gobernación foral del reino de Valencia; una cuestión de competencia*. EEMCA, IV, 177-214.
- I. RUBIO. *Evolución histórica de los organismos albergados en el palacio de la Diputación de Barcelona*. SJ, IV, 5-9.
- M. SAEZ POMES. *Un viaje del literato Felipe de Mezieres a Cataluña en 1367*. EEMCA, IV, 432-435.
- A. SANCHEZ. *Población de Bechí, por don Sancho Ruiz de Lihory, marqués de Guadalest a 9 de diciembre de 1161*, BSCDC, XXVII, 110-116; 326-332.
- A. SANCHEZ. *Bechí, tierra de moros*. BSCDC, XXVII, 333-336.
- A. SANCHEZ. *Algunos rasgos de la sociedad medieval aragonesa reflejados en el Fuero de Teruel*, T, VI, 61-73.
- J. SANCHEZ ADELL. *Catálogo de pergaminos del Archivo municipal de Castellón*. BSCDC, XXVII, 1-26.
- V. SANCHO. *La reina doña María y la ciudad de Teruel; proceso de Gil de Torres, 1420-1421*. T, V, 19-75.
- G. DE SAVALL. *Carta Puebla de Alcora*. BSCDC, XXVII, 27-31.
- R. SEVE. *San Vincent Ferrer a Clermont*. Mel. Halphen, 1951, 665-671.
- F. SEVILLANO. *Bosquejo histórico de Oropesa*. BSCDC, XXVII, 64-83; 89-109; 127-229; 343-352.
- R. B. TATE. *Italian humanism and spanish historiography of the XV century. A study of the Paralipomenon Hispaniae of Joan Margarit cardinal bishop of Gerona*, BJRL, XXXIV, 137-165.
- V. TITONE. *Su alcuni aspetti dell'economia siciliana sotto gli spagnuoli*, ASI, IV.
- A. UBIETO. *El nacimiento de Alfonso II de Aragón*. EEMCA, IV, 419-425.
- A. UBIETO. *La campana de Huesca*. RFE, XXXV, 29-61.
- A. UBIETO. *Documentos para el estudio de la numismática navarro-aragonesa medieval*. PSANA, I.
- V. VALENZUELA. *Ordinaciones del gremio de pelliceros de Huesca*. AHuesca, VIII, 329-341.

Crónica

- F. P. VERRIE. *El arte en el palacio de San Jorge: itinerario a través de su historia*. SJ, IV, 10-23.
- P. VILLAR. *Les archives économiques de Barcelone*. AESC, 1950, 213-222.
- B. ZUDAIRE. *En torno a la revolución catalana de 1640. Notas a una correspondencia inédita*. Hisp. XI, 62-100.

Americana

- J. ALCINA. *Una nota acerca de la escritura mochica con Pallarés*. RI, XI, 267-271.
- R. ALMAGIA. *Cr. Colombo e i viaggi precolombiani in America*. AAL, 1951.
- P. ALVAREZ RUBIANO. *El espíritu de reforma en las colonias españolas en el siglo XIX: proposición de Tabasco a las Cortes de Cádiz*. RI, XI, 433-446.
- G.^a ARCILA. *Estatutos primitivos del colegio franciscano después de la Universidad de Antioquía*. UA, 101.
- M. ARTOLA. *La guerra de reconquista de Santo Domingo*. RI, XI, 447-484.
- C. BAYLE. *Cabildos de Indios en la América Española*. MH, VIII, 5-35.
- J. BRAVO UGARTE. *El clero y la independencia. Factores económicos e ideológicos*. Abs, XV, 199-200.
- R. CERNADAS. *Oración pronunciada en las exequias del arzobispo don Pedro Valera Jiménez*. C, XIX, 91.
- L. CUESTA. *De conquistador del Yucatán a cordonero de Sevilla*. RI, XI, 273-4.
- I. DIGGS. *The negro in the viceroyalty of the Rio de la Plata*. TJOJTNH, XXXVI, 281-301.
- O. FABRES. *Revolucionarios chilenos en 1810*. RI, XI, 549-552.
- J. FRIEDE. *Sobre el lugar de nacimiento de Gonzalo Jiménez de Quesada, descubridor y fundador del Nuevo Reino de Granada*. RI, XI, 553-558.
- J. FRIEDE. *The Catalogo de Pasajeros and spanish emigration to America to 1550*. HAHR, XXX, 333-348.
- C. DE GANGOTENA. *Los Laso de la Vega*. BANH, XXXI, 12-19.
- A. GARCIA GALLO. *El encomendero indiano*. REP, XXXV, 141-162.
- N. GARCIA SAMUDIO. *El descubrimiento espiritual de América*. RI, 485-500.
- A. GARCIA VALENCIA. *Los orígenes franciscanos de la Universidad de Antioquía*. UA, CI, 29-38.
- J. DE GARGANTA. *Antioquía bajo los tres primeros Borbones*. BIMFS, I.
- C. GONZALEZ SALAS. *La colonización religiosa del Nuevo Santander*. Abs, XV, 397-410.
- M. HELMER. *Une lettre inédite de Victorian de Villava*. RI, XI, 275-279.
- R. KONETZKE. *La formación de la Nobleza en Indias*. EA, III, 329-357.
- R. L. LEC. *The viceregal instructions of Martín Enriquez de Almansa*. RHA, 1951.
- F. MATEOS. *La guerra guaraníca y las misiones del Paraguay, primera campaña (1753-1754)*. MHisp. VIII, 241-316.
- A. MATILLA TASCÓN. *Las expediciones o reemplazos militares enviados desde Cádiz a reprimir el movimiento de independencia de Hispano-América*. HABM, LVII, 37-52.

Crónica

- S. MENDEZ. *La célula de erección de la Universidad de México*. HMex. I, 268-294.
- J. MIRANDA. *La tasación de las cargas indígenas de la Nueva España. durante el siglo XVI, excluyendo el tributo*. RHA, 1951.
- M. MUÑOZ DE SAN PEDRO. *Doña Isabel de Vargas, esposa del padre del conquistador del Perú*, RI, XI, 9-28.
- M. I. PEREZ. *El padre Rafael Landívar*, ECA, 1950, 24-32.
- F. PEREZ EMBID. *La expansión geográfica de la Nueva España en el siglo XVIII*, RI, 1951, 501-532.
- J. PLA. *España en la Micronesia*, RI, XI, 29-60.
- J. RESTREPO. *Don Isidoro Domínguez, arzobispo de Santa Fe*, RI, XI, 535-548.
- R. RICART. *Humanisme et colonisation aux origines de l'Amérique espagnole*, BAGB, 1951, 132-149.
- R. RICART. *Antonio Vieira y sor Juana Inés de la Cruz*, RI, XI, 61-88.
- V. RODRIGUEZ CASADO. *Notas sobre las relaciones de la Iglesia y el Estado en Indias, en el reinado de Carlos III*, RI, XI, 89-104.
- V. RODRIGUEZ VALENCIA. *Santo Toribio Alfonso Mogrovejo, en sus visitas pastorales*, MHisu. VIII, 123-179.
- F. RUBIO. *Las noticias referentes a América contenidas en el manuscrito V-II-4 de la Biblioteca de El Escorial*, RI, XI, 111-122.
- C. SAENZ DE SANTA MARÍA. *Importancia y sentido del manuscrito Alegría de la verdadera historia de Bernal Díaz del Castillo*, RI, 123-143.
- C. SECO. *El último fracaso de la reina Carlota*, RI, XI, 144-152.
- E. R. SERVICE. *The encomienda in Paraguay*, HAHR, XXXI, 230-252.
- A. SILVA. *El primer emigrante español en Brasil*, RI, XI, 152-162.
- F. SOLER. *Un incidente en el viaje a España de Juan Ortíz de Zárate*, RI, XI.
- M. TEJADO. *Algunos rasgos del municipio portorriqueño*, S, VIII, 116-122.
- M. TEJADO. *Cartagena amenazada; datos para el estudio de las repercusiones en América de la guerra de sucesión, 1701-1713*, RI, XI, 179-192.
- C. DE UTRERA. *Isabel la Católica, fundadora de la ciudad Santo Domingo*, C, XIX, 116-132.
- J. YARGAS. *El conquistador Aliaga y la fundación de la Universidad de Lima*, RI, XI, 263-265.
- V. V. VELA. *Expedición de Malaspina. Epistolario referente a su organización*, RI, XI, 193-218.
- CH. VERLINDEN. *Le probleme de la continuité en histoire coloniale. De la colonisation médiévale à la colonisation moderne*, RI, XI, 219-236.
- A. VIELLARD. *L'intendant américain et l'intendant français. Essai comparatif*, RI, XI, 237-250.
- L. WESKMANN. *The middle ages in the conquest of America*. Spec. XXVI, 130-141.
- M. L. ALVAREZ AZCUE. *La revolución comunera del Paraguay*, RBC, LXVIII, 119-154.
- E. M. BARBA. *Cómo llegó al poder don Juan Manuel de Rosas*, RHA, XXXII, 83-153.
- I. J. BARRERA. *Los papeles de un prócer (J. M. Rodríguez de Quiroga)*, BANH, XXXI, 108-119.
- J. BRAVO UGARTE. *El clero y la independencia. Factores económico e ideológico*, Abs, XV, 199-218.
- A. CHIRIBOGA. *El general Juan Paz del Castillo*, BANH, XXXI, 268-283.
- M. FERNANDEZ ALMAGRO. *En el centenario de San Martín*, REP, XXXIV, 161-172.
- E. DE GANDIA. *El españolismo de los próceres de la independencia argentina*, UPB, XVI, 1951.

C r o n i c a

- A. GARCIA GALLO. *El derecho indiano y la independencia de América*, REO, XL, 157-180.
- J. V. JACOBSEN. *The religion of Bolívar*, MAHR, XXXIII, 158-187; 203-224.
- F. JURADO. *La Universidad de Córdoba en la última década del siglo XIX*, RUNC, XXXVIII, 1.145-1.174.
- P. DE LETURIA. *Ideario político religioso del precursor Miranda*, Arb. XX, 161-190.
- R. LEVENE. *San Martín y la libertad de los aborígenes de América*, RHA, XXXII, 203-207.
- G. W. MAGGEE. *The Monroe doctrine, a stopgate measure*, MVHR, 1951, sep.
- S. MALAINA. *La Compañía de Jesús en el Salvador*, ECA, LV-LVI, 480-485.
- P. MASSE. *Le syndic de la colonie acadienne de Poitou*, RHAF, 1951, jun.
- R. MOLINA. *Apuntes históricos del seminario Salvadoreño*, ECA, XLVII, XLVIII, 39-50.
- P. MOMBEIG. *Sur l'Amérique latine*, AESC, 1951, 218-221.
- L. G. OCANDO. *Influencia del descubrimiento del lago de Maracaibo en los destinos de Venezuela*, LYA, VII.
- M. A. PAEZ. *El drama campesino; síntesis del pasado histórico del Uruguay*, BANH, XXXI, 87-107.
- R. A. RAMOS. *El reconocimiento de la independencia del Paraguay por la Argentina*, RHA, XXXII, 1-20.
- E. S. RODRIGUEZ. *Influencia psicológica del 19 de abril de 1810 en la historia venezolana*, LYA, VII, 1951.
- J. TOBAR. *El fin de una leyenda (sobre G. García Moreno)*, BANH, XXXI, 20-77.
- H. VAZQUEZ. *La monarquía en Bolivia*, RHA, XXXII, 21-82.

PUBLICACIONES RECIBIDAS

Se han recibido en la Institución «Fernando el Católico» las siguientes obras relativas a temas históricos:

- ARCHIVO DEL GENERAL MIRANDA.—*Viajes, diarios 1785-1787*, Caracas, 1929.
- V. BELTRAN. *Fray Francisco de Vitoria, burgalés*, Burgos, s. a.; 54 ps.
- J. BENEYTO. *Los orígenes de la ciencia política en España*, Madrid, 1949; 413 ps.
- A. CABALLER PIRIS. *Menorca, liberada*, Ciudadela, 1941; 328 ps.
- F. CANTERA. *La historia de Miranda, en sus hijos más ilustres*, Burgos, 48 ps.; s.a.
- CATALOGO de los mapas, planos, croquis y árboles genealógicos existentes en el Archivo Nacional de Cuba, La Habana, 1951.
- A. CATURELLI. *El pensamiento español en la obra de Félix Frias*, Córdoba, 1951; 80 ps.
- CONGRESO panamericano conmemorativo de Bolívar, 1826-1926, Panamá, 1927.
- DOCUMENTOS relativos a la insurrección de J. León, Caracas, 1949; 242 ps.
- EUROPA, continente cultural, Mendoza, 1947.
- G. FERNANDEZ VILLALOBOS. *Vaticinios de la pérdida de las Indias*, Caracas, 1949; 195 ps.
- H. GOMEZ. *Las sectas rusas*, Madrid, 1949; 415 ps.
- F. HENRIQUEZ. *Próceres, héroes y mártires de la Independencia*, Ciudad Trujillo, 1944; 243 ps.
- M. INCHAUSTEGUI. *Cristóbal Colón y la isla Española*, Santiago de Chile, 1942; 190 ps.
- INSTITUTO panamericano de Geografía e Historia, Cuarta asamblea general y Tercera reunión Panamericana de consulta sobre Cartografía, Méjico, 1948; 320 ps.
- I DE LAS CAGIGAS. *Los mozárabes*, Madrid, 1947; 288 ps.
- B. MATOS HURTADO. *Documentos relativos a la exhumación y traslado de las cenizas del libertador Simón Bolívar, de la ciudad de Santa Marta a la de Caracas*, Bogotá, 1944; 156 ps.
- A. MIRANDA. *Archivo del general*, Caracas, 1929.
- F. L. PAXON. *History of the American Frontier 1763-1893*, Boston, Nueva York, 1924; 490 ps.
- M. A. POMBO, y J. J. GUERRA. *Constituciones de Colombia*, 4 vols. Bogotá, 1951.
- J. POSADA GUTIERREZ. *Memorias histórico-políticas*, Bogotá, 1951.
- A. TONNEAU. *Cristophe Colom.; que signifie sa misterieuse signature*, Amberes, 1941; 127 ps.

Clave de abreviaturas usadas en las referencias bibliográficas de la Revista de Revistas

- A. = Americas Unión Panamericana. Wáshington.
AA. = American Antropologist. Menasha, USA.
AAAn. = American Antiquity. Menasha, USA.
AANLRH. = Atti della Accademia nazionale dei Lincei. Rediconti della classe di scienze morali, storiche e filologiche. Roma.
AB. = Analecta Bollandiana, Bruselas.
ABMB. = Archives, bibliothèques et musées de Belgique. Bruselas.
ABourg. = Annales de Bourgogne. Dijon.
ABret. = Annales de Bretagne. Rennes.
Abs. = Abside.
AC. = L'antiquité classique. Bruselas.
AE. = Annales de l'Est. Nancy.
AEA. = Archivo Español de Arte. Madrid.
AEAls. = Archives de l'Eglise d'Alsace. Estrasburgo.
AEArq. = Archivo Español de Arqueología. Madrid.
AER. = The american ecclesiastical review. Wáshington.
AESC. = Annales, economies, sociétés, civilisations. París.
AEV. = Aevum. Rasegna di scienze storiche, linguistiche et filologiche. Milán.
AFA. = Archivum franciscanum historicum. Florencia.
AH. = Archivo hipalense. Sevilla.
AHAM. = Anales de historia antigua y medieval. Buenos Aires.
AHDE. = Anuario de Historia del Derecho Español. Madrid.
AHDO. = Archives d'histoire du droit oriental et Revue international des droits de l'antiquité. Bruselas.
AHDLMA. = Archives d'histoire doctrinale et litteraire du moyen age. París.
AHL. = Annuaire d'histoire liegeoise. Lieja.
AHR. = The american historical review. Wáshington.
AHSJ. = Archivum historicum Societatis Jesu. Roma.
AHuesca. = Argensola. Huesca.
AHUNR. = Annalen der historischen Vereins fuer Niederrhein. Dusseldorf.
AI. = América indígena. Méjico.
AIA. = Archivo ibero americano. Madrid.
AIAL. = Annales de l'Institut archeologique du Luxembourg. Arlon.
AIEA. = Anales del Instituto de Estudios Africanos. Madrid.
AIEG. = Anales del Instituto de Estudios gerundenses. Gerona.
AIHS. = Archives internationales d'histoire des sciences. París.
AJPh. = American Journal of Philology. Wáshington.
AKG. = Archiv fuer Kulturgeschichte. Munster y Colonia.
AKKR. = Archiv fuer katolischen Kirchenrecht. Maguncia.
AL. = Archivos Leoneses. León.
Al. An. = Al-Andalus. Madrid y Granada.
ALM. = Archivum latininitatis medii aevi. Bulletin du Cange. Bruselas.
ALT. = Altamira. Santander.
ALW. = Archiv fuer Liturgienwissenschaft. Ratisbona.
AM. = Annales du Midi, Toulouse.
AMNDJC. = Anales del Museo Nacional David J. Guzmán, San Salvador.

AMSM. = Atti e memorie della Deputazione di storia patria per le Marche. Ancona.
AN. = Annales de Normandie. Caen.
Ang. = Angelicum. Roma.
Angl. = Anglia. Zeitschrift fuer englische Philologie. Tubinga.
Ant. = Antonianum. Roma.
AO. = Archiv orientalni. Praga.
AOC. = Annalecta ordinis Carmelitarum. Roma.
Ap. = Apollinaris. Vaticano.
AP. = Annales Praemostratenses. Roma.
ARB. = Academie Royale de Belgique. Bruselas.
ASI. = Archivio Storico italiano. Florencia.
ASL. = Archivio storico Lombardo. Milán.
ASNSP. = Annali della scuola normale superiore di Pisa. Pisa.
ASRSP. = Archivio della societá romana di storia patria. Roma.
AST = Analecta sacra Tarraconensia. Barcelona.
AUCH. = Anales de la Universidad de Chile. Santiago de Chile.
AUH. = Anales de la Universidad Hispalense. Sevilla.
AUM. = Anales de la Universidad de Murcia.
AUPa. = Annales de l'Université de París.- París.
AUPo. = Annales de l'Université de Poitiers. Poitiers.
AZ. = Archivalische Zeitschrift. Munich.

B. = Broteria. Lisboa.
BA. = Boletín Arqueológico. Tarragona.
BAAL. = Boletín de la Academia Agustina de Letras.
BACHH. = Boletín de la Academia Chilena de Historia Santiago.
BAGB. = Bulletin de l'Assotiation G. Budé. París.
BAGNC. = Boletín del archivo general de la Nación. Caracas.
BAGNM. = Boletín del archivo general de la Nación. Méjico.
BAGNT. = Boletín del archivo general de la Nación. Ciudad Trujillo.
BAIAHP. = Boletín de la academia ibero americana de historia postal. Madrid.
BANH. = Boletín de la Académia Nacional de Historia. Quito.
BANHC. = Boletín de la Academia nacional de Historia. Caracas.
BBAA. = Boletín bibliográfico de antropología americana. Méjico.
BBINM. = Boletín de la biblioteca nacional. Méjico.
BBMP. = Boletín de la Biblioteca Menéndez y Pelayo. Santander.
BBNL. = Boletín de la Biblioteca nacional de Lima.
BCPMB. = Boletín de la comisión provincial de Monumentos y de la Institución Fernán González, de Burgos.
BCPMHAL. = Boletín de la comisión provincial de monumentos históricos y artísticos de Lugo.
BCRH. = Bulletin de la Commission royale d'Histoire de Belgique. Bruselas.
Be. = Berceo. Logroño.
BECh. = Biblioth. de l'ecole de Chartes. París.
BEP. = Bulletin d'études portugaises. Coimbra.
BH. = Bulletin hispanique. Burdeos.
BHA. = Boletín de Historia y antigüedades. Bogotá.
BICH. = Boletín de informaciones científicas nacionales. Quito.
BIEA. = Boletín del Instituto de Estudios Asturianos. Oviedo.
BIEG. = Boletín del Instituto de Estudios Giennenses. Jaén.
BIFE. = Bulletin de l'Institut Francais en Espagne. Madrid.
BIHBR. = Bulletin de l'Institut Historique Belge de Rome. Roma.
BIHR. = Bulletin of the Institut of Historical Research. Londres.
BIMFS. = Boletín del Instituto Marcos Fidel Suárez. Medellín.
BISIME. = Bolletino dell'Istorico italiano per il medio evo ed archivo Muratoriano.
Roma.

BJRL. = Bulletin of the John Ryland's Library, Manchester.
BLF. = Bulletin de littérature ecclésiastique, Toulouse.
BLSCR. = Bulletin Linguístico per la Historia e la Cultura Regionale, Génova.
BMRAH. = Bolletín des Musées Royales d'Art et d'Histoire, Bruselas.
BRABLB. = Boletín de la Real Academia de Buena Letras de Barcelona.
BRAH. = Boletín de la Real Academia de la Historia, Madrid.
BRSVAP. = Boletín de la Real sociedad vascongada de Amigos del País, San Sebastián.
BS. = Bibliotheca sacra, Dallas (USA).
BSCDC. = Boletín de la sociedad castellonense de cultura, Castellón de la Plana.
BSChEH. = Boletín de la Sociedad Chihuahuense de Estudios Históricos, Chihuahua.
BSEAAUV. = Boletín del Seminario de Estudios de Arte y Arqueología de la Universidad de Valladolid.
BSMGYE. = Boletín de la Sociedad Mexicana de Geografía y estadística, Méjico.
BSP. = Bolletino storico Piacentino, Plasencia.
BSPF. = Bulletin de la société préhistorique française, París.
BUG. = Boletín de la Universidad de Granada.
BUSC. = Boletín de la Universidad de Santiago de Compostela.

C. = Clio, Academia Dominicana de la Historia, Ciudad Trujillo.
CA. = Cuadernos americanos, La revista del nuevo mundo, Méjico.
CD. = La ciudad de Dios, El Escorial.
CEG. = Cuadernos de Estudios Gallegos, Santiago de Compostela.
Celt. = Celtiberia, Soria.
CHA. = Cuadernos Hispano americanos, Madrid.
CHD. = Cuadernos de Historia Diplomática, Zaragoza.
CHE. = Cuadernos de Historia de España, Buenos Aires.
CHJ. = Cambridge historic journal, Cambridge.
CHJZ. = Cuadernos de Historia Jerónimo Zurita, Zaragoza.
CHRT. = The Canadian historical review, Toronto.
CHRW. = The catholic historical review, Washington.
CHYA. = Cuadernos de historia y arqueología, Guayaquil.
CL. = Clavileño, Madrid.
Ch. H. = Church history, Chicago.
CM. = Classica et medievalia, Copenhagen.
CN. = Ciencia nueva, Revista de etnología y arqueología, Tucumán.
CQ. = Caribbean Quarterly, Jamaica.
CR. = The classical review, Oxford.
CRAIBL. = Comtes rendus de l'Académie des Inscriptions et B. Lettres, París.
CT. = La Ciencia Tomista, Salamanca.
CU. = Cultura universitaria, Caracas.
CV. = Cumbres y valles, Buenos Aires.

DAEM. = Deutsches Archiv fuer Erforschung des Mittelalters, Marburgo.
XVIIe. = XVIIeme, siècle, Bulletin de la Société d'étude du XVIIe. siècle, París.
DS. = Dominican studies, Oxford.

E. = Estudios, Buenos Aires.
EA. = Estudios americanos, San Salvador.
EB. = Estudios bíblicos, Madrid.
ECA. = Estudios centro americanos, San Salvador.
EE. = Estudios eclesiásticos, Salamanca.
EEMCA. = Estudios de Edad Media de la Corona de Aragón, Zaragoza.
EF. = Estudios franciscanos, Barcelona.

Ec. HR. = The economic historical review. Londres.
En. HR. = The english historical review. Londres.
EMP. = El Museo de Pontevedra.
EP. = Estudios Pedagógicos. Zaragoza.
ER. = Estudis Romanics. Barcelona.
Est. = Estudos. Coimbra.
ES. = Estudios Segovianos. Segovia.

F. = Filología. Buenos Aires.
Fol. = Folia. Nueva York.

GV. = Gil Vicente. Guimaraens.

H. = Humanidades. Comillas.
HAHR. = The hispanic american historical review. Durnham.
Hisp. = Hispania. Revista Española de Historia. Madrid.
Hist. = History. Londres.
HJ. = Historische Jahrbuch. Colonia.
HM. = Historia mexicana. Méjico.
HR. = Honduras rotaria. Tegucigalpa.
HS. = Hispania Sacra. Madrid.
HT. = History To Day. Londres.
HZ. = Historische Zeitschrift. Munich.

I. = Ilerda. Lérida.
IH. = Information historique. París.
IHS. = Irish historical studies. Dublín.
Inv. = Investigacoes. San Pablo.

JA. = Journal asiatique. París.
JEH. = The journal of economic history. Nueva York.
JHI. = The journal of the history of ideas. Lancaster (USA).
JMH. = The journal of modern history. Chicago.
JS. = Journal des Savants. París.
JSH. = The journal of southern history. Lexington (USA).

L. = Laye. Barcelona.
LDE. = Letras del Ecuador. Quito.
LEC. = Les etudes classiques. Namur.
LMA. = Le moyen age. Bruselas.
LRUL. = La revue de l'université Laval. Quebec.
LVI. = La vie intellectuelle. París.
LYA = Letras y artes. Maracaibo.

MA. = Medium Aevum. Oxford.
MAH. = Melanges d'archeologie et d'histoire. París.
MAHR. = Mid America. An historical review. Chicago.
MANHG. = Memorias de la academia nacional de Historia y geografía. Méjico.
MC. = Miscelánea Comillas. Comillas.

- MDS. = Mar del Sur, Revista peruana de Cultura. Lima.
 MF. = Le monde français. París.
 MHisp. = Missionalia hispánica. Madrid.
 MHist. = Museo histórico de Quito.
 MHum. = Medievalia et humanistica. Boulder (USA).
 MIOGF. = Mitteilungen des Instituts fuer Oesterreichische Geschichtsforschung.
 Viena.
 MOHR. = Missouri historical review.
 MOSA. = Mitteilungen de Oesterreichischen Staatsarchiv. Viena.
 MP. = Mercurio Peruano. Lima.
 MRS. = Medieval and Renaissance. Londres.
 MS. = Medieval studies. Toronto.
 MVHR. = The Mississippi Valley historical review. Luisiana,
- NAB. = Nederlands archievenblad. Groninga.
 NAS. = Notizie degli archivi di Stato. Roma.
 NMHR. = New Mexico historical review. Albuquerque.
 NRS. = Nuova rivista storica. Roma.
- O. = Occidente. Santiago de Chile.
- P. = Pirineos. Zaragoza.
 PH. = Provence Historique.
 PITTM. = Publicaciones del Instituto Tello Tellez de Meneses. Palencia.
 PP. = Past and present. Londres.
 PSANA. = Publicaciones del seminario de arqueología y numismática aragonesa.
 Zaragoza.
 PV. = Príncipe de Viana. Pamplona.
- R. = Romania. París.
 RA. = Revue archeologique. París.
 RABM. = Revista de archivos, bibliotecas y museos. Madrid.
 RABN. = Revista de archivos y bibliotecas nacionales. Tegucigalpa.
 RAC. = Rivista di archeologia cristiana. Roma.
 RAGHN. = Revista de la academia de geografía e historia de Nicaragua. Managua.
 RAHC. = Revista del archivo histórico del Cuzco. Lima.
 RAMSP. = Revista do arquivo municipal. San Pablo.
 RANCR. = Revista de los archivos nacionales de Costa Rica. San José.
 RB. = Revue biblique. París y Jerusalén.
 RBen. = Revue benedictine Maredsous.
 RBC. = Revista bimestre cubana. La Habana.
 RBPH. = Revue belge de philosophie et d'histoire. Bruselas.
 RC = Revue de Comminges.
 RCHG. = Revista chilena de historia y geografía. Santiago de Chile.
 RDDM. = Revue des Deux Mondes. París.
 RDF. = Rivista di filologia e d'istruzione classica. Turín.
 RDLI. = Revista de las Indias. Bogotá.
 RDN. = Revue de defense nationale. París.
 RDP. = Revue de París. París.
 RDPh. = Revue de philologie, de litterature et d'histoire anciennes. París.
 REA. = Revue d'etudes anciennes. Burdeos.
 RDEC. = Revista española de derecho canónico. Madrid.
 REG. = Revue des etudes grecques. París.

- REP. = Revista de Estudios Políticos. Madrid.
 RESL. = Revue d'études slaves. París.
 RESt. = Review of english studies. Oxford.
 RF. = Razón y Fe. Madrid.
 RFDCS = Revista de la facultad de derecho y ciencias sociales. Buenos Aires.
 RFE. = Revista de Filología Española. Madrid.
 RGA. = Revista geográfica americana. Buenos Aires.
 RH. = Revue historique. París.
 RHAF. = Revue de l'histoire de l'Amérique française. París.
 RHD. = Revue d'histoire du droit. La Haya.
 RHE. = Revue d'histoire ecclésiastique. Lovaina.
 RHES. = Revue d'histoire économique et sociale. París.
 RHR. = Revue d'histoire des religions. París.
 RHM. = Revista hispánica moderna. Nueva York.
 RHPR. = Revue d'histoire et de philologie religieuses. Estrasburgo.
 RHSP. = Revista de historia. San Paulo.
 RH2GM. = Revue d'histoire de la 2e. guerre mondiale. París.
 RI. = Revista de Indias. Madrid.
 RIA. = Revista Ibero americana. Méjico.
 RIB. = Revista interamericana de bibliografía. Wáshington.
 RIHD. = Revista del instituto de Historia del Derecho. Buenos Aires.
 RIHPC. = Revue internationale d'histoire politique et constitutionnelle. París.
 RJ. = Romanische Jahrbuch. Hamburgo.
 RM. = Revue de la Méditerranée. París.
 RMab. = Revue Mabillon. Ligugé.
 RMAL. = Revue du moyen age latin. Estrasburgo.
 RN. = Revue du Nord. Lila.
 RNC. = Revista Nacional de Cultura. Caracas.
 ROF. = Romanische Forschungen. Francfort del Meno.
 RP. = Review of Politics. Londres.
 RPH. = Revista portuguesa de historia. Coimbra.
 RR. = The romanic review. Nueva York.
 RSB. = Rivista storica mediterranea. Roma.
 RSRU. = Revista de la sociedad bolivariana de Venezuela. Caracas.
 RSF. = Rivista critica di storia della filosofia. Milán.
 RSH. = Revue des sciences humaines. Lila.
 RSO. = Rivista degli studi orientali. Roma.
 RSR. = Recherches de science religieuse. París.
 RU. = Revista Universitaria. Cuzco.
 RUR. = Revue de l'université de Bruxelles. Bruselas.
 RUBA. = Revista de la Universidad. Buenos Aires.
 RUH. = Revista de la Universidad de Honduras. Tegucigalpa.
 RUNC. = Revista de la Universidad Nacional de Córdoba.
 RUO. = Revue de l'université d'Ottawa.
- S. = Saitabi. Valencia.
 Sa. = Saeculum. Jahrbuch fuer Universalgeschichte. Friburgo de Brisgovia y Munich.
 SBAC. = Schweizer Beitráge zur allgemeinen Geschichte. Auran.
 Scrip. = Scriptorium. Bruselas.
 Sc. = Sciences ecclésiastiques. Montreal.
 Sef. = Sefarad. Madrid.
 SHR. = Scottish historical review. Edimburgo.
 ST. = San Jorge. Barcelona.
 SM. = Studi Medievali. Turín.
 SMGBOZ. = Studien und Mitteilungen zur Geschichte des Benediktiner Ordnung
 und seine Zweige. Munich.

Spec. = Speculum. A journal of medieval studies. Cambridge. USA.
SU. = Studi Urbinati di storia, filosofia e letteratura. Urbino.
SZG. = Schweizerische Zeitschrift fuer Geschichte. Zurich.

T. = Teruel. Teruel.
TA. = Tamuda. Tetuán.
TDN. = Tres de noviembre. Cuenca.
TG. = Tijdschrift voor geschiedenis. Groninga.
TI. = Tribuna Israelita. Méjico.
TRAPA. = Transactions and proceedings of the american philological association.
Lancaster (USA).
TR. = Traditio. Studies in ancient and medievel history, thought and religion. Nueva
York.
TRHS. = Transactions of the Royal historical society. Londres.

U. = Universidad. Zaragoza.
UA. = Universidad. Antioquia.
UBHJ. = University of Birmigham historical journal. Birmigham.
UN. = Unitas. Universidad de Santo Tomás. Manila.
UNL. = Universidad. Nuevo León, Monterrey.
UO. = Universidad. Oviedo.
UPB. = Universidad pontificia bolivariana. Medellín.
USC. = Universidad de San Carlos. Guatemala.
USFJ. = Universidad de San Francisco Javier. Sucre.
UUA. = Upsala universitets arskrift. Upsala.
UV. = Uní Ver. Jalapa.

VDI. = Vestnik drevnij istorij (Revista de Historia antigua). Moscú.
VL. = Virtud y Letras. Manizales de Colombia.
VP. = Vita e Pensiero. Milano.
VSWG. = Vierteljahresschrift fuer sozial— und Wirtschaftsgeschichte. Wiesbaden.
VV. = Verdad y Vida. Madrid.

WG. = Die Welt als Geschichte. Stuttgart.
WR. = World Review. Londres.

Z. = Zumárraga. Revista de Estudios Vascos. Bilbao.
ZAGV. = Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins. Aquisgran.
ZBW. = Zentralblatt fuer Bibliothekswesen. Leipzig.
ZDADL. = Zeitschrift fuer deutsches Altertum und deutsche Literatur. Wiesbaden.
ZGOR. = Zeitschrift fuer die Geschichte des Oberrhein. Karlsruhe.
ZKG. = Zeitschrift fuer Kirchengeschichte. Stuttgart.
ZRG. = Zeitschrift fuer Religions— und Geistesgeschichte. Heidelberg.
ZSSRCrom. = Zeitschrift der Savigny Stiftung fuer Rechtsgeschichte. Romanistis-
chen Abteilung. Weimar.

INDICE ANALITICO (*)

Temático

A LJAFERÍA, 35.
Alamanes, 9.
Almirante de Castilla, 158.
América y Fernando el Católico, 48.
Antártida, 155.
Aragón antiguo, 131.
Aragón medieval, 132.

Baile de Aragón, 57.
Bandos aragoneses, siglo xv, 20.
Basilicas de Tréveris, 112 y ss.
Biblioteca Ambrosiana, 121.
Brújula, 82.

Calendario franco-hispánico siglo xii,
155.
Cantón de Vaud, 154.
Carmina Burana, 160.
Carnecerías Aragonesas, 60.
Cartografía de Aragón, 121.
Castellanismo de Fernando el Cató-
lico, 45.
Circulación de metales, 65.
Compañía de Jesús, 165.
Compañías de Gascuña, 33.
Congreso historia Corona de Aragón,
177.

Ciudades de Aragón, 136.
Cortes Alcañiz 1411, 26.
Cortes Calatayud 1411, 23.
Cortes de Zaragoza 1411, 26.
Cortes de Zaragoza 1412, 32.
Cortes de Zaragoza 1414, 35.
Cosmografía, 81.
Cultura aragonesa medieval, 134.
Cultura aragonesa moderna, 138.
Curia regia navarra, 114 ss.
Chattos, 9.
Cheruscos, 8.

Derechos feudales, 154.
Desierto sumerio, 149.

Edad Media, 150.
Erudición aragonesa, siglo xii, 137.
Escribanías aragonesas, 60.
Escuela de Sagres, 82.
Etnología, 146.
Excavaciones de Renania, 15.

Fernando II el Católico, 177 y ss.
Florín aragonés, 67.

(*) No se incluyen los datos de la Revista de Libros, de Revistas ni de las publicaciones recibidas.

Indices

- Guerra Liberación, 176.
Guerra de la Navarrería, 157.
- Heredías de Aragón, 26.
Historiografía aragonesa, 131 y ss.
Historiografía y Antiguo Testamento, 144.
- Iglesia de Aragón, 135.
Institución Fernando el Católico, 175.
Interregno de Aragón, 19.
- Jardín del Edén, 148.
Juramento real, 151.
- Linces germánico, 9.
Liñanes y Sayas, 21.
Lunarios, 87.
Lunas y Urreas, 20.
- Marca Hispánica, 159.
Marcomanos, 9.
Misterios orientales, 11.
Museos, administración, 15.
Museos de Rhenania, 117.
Museo popular, 16.
- Parlamento de Alcañiz, 25, 28.
Parlamento de Mequinenza, 25.
Parroquia de la Magdalena de Zaragoza, 124 y ss.
Partido popular italiano, 154.
Periodización de la Historia, 145.
Plan quinquenal e historia, 177.
Política de Carlos V, 159.
Porta Nigra de Tréveris, 13, 111.
Principado de Gerona, 35.
Protector de Indios, 163.
- Regalía monetaria, 55, 60 y ss.
Regalía peso y medidas, 59.
Regalías aragonesas, 58 y ss.
- Renacimiento, 145.
Repartimiento de Sevilla, 156.
Romanización de Germania, 11.
Salinas de Zaragoza, 56.
Sociología religiosa, 143.
- Tablas astronómicas, 83.
Terra sigillata, 11.
Teotoburgo, batalla, 8.
Titulación Fernando el Católico, 45.
Tratado Godoy-Pinkney, 93.
- Unidad española, 52 y ss.
Valle Ebro, 160.
Vidrios germánicos, 11.

Toponímico

- Agón, 25.
Albarracín, 25.
Alcaíne, 28.
Alcalá, 25, 26.
Alcañiz, 28.
Almonacid, 25.
Almunia de Doña Godina, 22.
- Almuniente, 25.
Ampurias, 155.
Ansó, 33, 34.
Apies, 25.
Aragón, 19, 176.
Ariza, 25.
Averbe, 34.

Índices

Balaguer, 34, 35, 36.
Ballobar, 25.
Barbués, 25.
Basa, 34.
Belchite, 26.
Biniés, 33.
Bitbourg, 10.
Bolea, 25.
Bonn, 9.

Colonia, 9.

Danubio, 7.
Deutz, 9.

Ebro, 160.
El Frago, 25.
Elba, 7.
Epila, 27.
Erla, 34.
Estrasburgo, 10.

Fraga, 28.

Galias, 7.
Germania, 7.

Hecho, 34.
Holanda, 162.
Holterschausen, 10.
Huesca, 33, 34, 176.

Jaca, 34.
Javierre, 34.

La Peña, 33.
Larrés, 34.

Lérida, 33.
Loarre, 25, 33, 34, 36.
Luisiana, 91 y ss., 166.

Maguncia, 8.
Marcuello, 33.
Mequinenza, 25.
Mississipi, 92.
Montalbán, 25.
Montearagón, 34, 36.
Morella, 28.
Morés, 25, 26.
Mosela, 13.
Muniesa, 28.

Neumassen, 10.
Neuss, 9.
Nuevo Madrid, 91 y ss.

Pachten, 10.
Panonia, 8.
Pequera, 25.
Perú, 165.
Plasencia, 25.
Plenas, 25.
Poblet, 45.
Pola, 25, 26.
Pradilla, 25.
Puisec, 25.
Purroy, 25.

Retia, 8, 9.
Rhin, 7.

Sabián, 25.
Sangarrén, 25.
San Fernando de las Barracas, 92.
San Juan de la Peña, 41.
Sarrablo, 34.
Sarsa, 34.
Sevilla, 156.
Sobradiel, 25.
Suenkerath, 10.

Indices

Teruel, 176.
Torres, 25.
Torres de Galindo, 25.
Trasmoz, 36.
Tréveris, 7 y ss., 111 y ss.

Weser, 8.

Urueña, 35.

Xanten, 7.

Vindelicia, 8.

Zaragoza, 22, 25, 32, 176.

Onomástico

Abascal Sousa, J. F., 168.
Acele, 150, 154, 155, 160, 161, 162.
Adriano, 150.
Agramonte. Gracián de, 33.
Alagón. Francés de, 25.
Alagón. Pedro de, 25.
Alfonso. Pedro, 81.
Almagro. Martín, 155.
Almela. F., 162.
Alvarez de la Braña. R., 33.
Angelot, 33.
Antequera, Fernando de, 26 y ss., 30.
Aragón. Fadrique de, 24.
Aranda. Francés de, 27, 28, 36.
Araujo. Luis, 29.
Arco. R. del, 29, 42.
Arminio, 8.
Augusto, 7.
Ausonio, 13.
Aznar. Jimeno, 23.

Cabrerizo. Mariano de, 162.
Calabria. Luis de, 25.
Calvet. Elisa, 124 y ss.
Canellas. Angel, 19 y ss., 131 y ss., 143,
144, 149, 150, 151, 162, 163.
Canovas, del Castillo, A., 42, 48.
Caracalla, 9.
Carlos I de España, 159.
Caro Baroja. J., 146.
Cerdán. Pedro, 25.
Clark. Daniel, 97.
Colón. Cristóbal, 49, 162.
Colón. Diego, 51.
Connolly. Juan, 93.
Constancio Cloro, 10.
Constantino, 10.
Corona Baratech. Carlos, 43.
Cresques. Abrahám, 82.

Chamorel. G. D., 154.

Ballesteros. A., 42.
Bar. Violante de, 25.
Bardají, Berenguer de, 22, 36.
Bayle. C., 163.
Beltrán. A., 111 y ss.
Benedicto XIII, 27, 29, 38.
Bennet. Benjamín, 102.
Berwick. Duque de, 152.
Bierck. H. A., 169.
Branchat. Vicente, 55.
Buil. Pilar, 165.
Bulton, 101.

David. M., 151.
Delbouillé. M., 160.
Delluc. L., 161.
Díez de Aux. Martín, 23.
Doménech. Ll., 29.
Domiciano, 9.
Doussinague. J. M., 42, 47, 157.

Indices

Druso, 7.
Dualde. M., 27, 30.

Eisenhower. D. D., 170.
Elena. Flavia, 14, 113.
Esplugues. M. de, 29.

Favars. Menaut de, 33.
Fábregues. Salvador M., 29.
Felipe IV de España, 40.
Fernando I de Aragón, 37 y ss., 84.
Fernando II de Aragón 39 y ss., 81.
Fernández de Heredia. García, 22.
Fernández de Heredia. Blasco, 23, 32, 34.
Fernández de Híjar. Pedro, 28, 37.
Ferrer. Jaime, 54.
Ferrer de Blanes. Jaime, 84.
Feuchere. P., 159.
Flórez, 40.
Foucher. Pedro, 106.
Fuensalida. Diego de, obispo de Zamora, 36.
Funes. Juan de, 37.

Gaiffier. B. de, 155.
Gall. A., 145, 146, 154, 156, 159, 168, 171.
Gandía. Alfonso de, 28.
Gardoqui. Diego, 93, 100.
Genicot. L., 150.
Génova. Basilio de, 33.
Germánico, 8.
Giménez. María Rosa, 165.
Giménez Soler. A., 24, 48.
Giraud. Marcel, 166.
Girona. D, 29.
Gómez del Campillo. M., 39 y ss.
González. J., 156.
González Miranda, M., 157.
Gracián, 39.
Granollach. Bernardo de, 87.
Gual. Pedro, 169.

Haldar. A., 149.
Harrison. Benjamín, 106.
Hatch. A., 160.
Hernández de Alba, G., 167.

Híjar. Juan de, 25.
Hunter Christie. E. W., 155.
Hurus. Juan, 88.
Hutckins. Thomas, 97.

Ibarra. E., 42, 48.
Isabel I de Castilla, 40.

Jasa. Pelegrín de, 37.
Jacini, 3. 154.
Janer. Florencio, 29.
Jiménez Cerdán. Juan, 22, 36.
Jiménez de Uguet. Juan, 43.
Jiménez de Embún, Juan, 35.
Jiménez Fayos. Luis, 29.
Juan I de Castilla, 36.
Juan II de Castilla, 38.
Juan II de Aragón, 161.
Julio César, 7.

Kempf, Th., 113.

La Carra, Los, 37.
Lacarra. J. M., 160.
Lactancio, 13.
Laguna Mallén. F., 114 y ss.
Lanaja. Domingo, 33.
Lanuza. Juan de, 83.
Ledesma. María Luisa, 169.
Leonor, reina de Aragón, 31.
Li. Andrés de, 88.
López. A., 151.
López de Cabañas. García, 33.
López de Luna. Fernando, 25.
López de Sesé. García, 25.
Lucas. H. S., 145.
Lull. Ramón, 81.
Luna. Antonio de, 11, 23, 33.
Luna. Artal de, 25.
Luna. Fadrique de, 28.

Madurell. J. M., 25.
Marbodio, 9.
Martín I, 11.
Martín de Abadía. Juan, 23.

Indices

Martín de la Torre. Antonio, 23.
Más Ferrer. José, 29.
Mateu Llopis. F., 55.
Mensching. G., 143.
Millás. J. M., 81 y ss.
Miró, 102 y ss.
Mittler. M., 159.
Moncayo. Juan de, 37.
Morgan. Jorge, 91.
Mutis. José Celestino, 167.

Navarro Latorre. J., 167.

Oestborno. G., 144.
Olivares, 40.

Palafox. Guillén de, 25.
Pérez. Manuel, 108.
Pérez Embid. F., 158.
Pérez Urbel. J., 116.
Perigus. Jeroni de, 161.
Petrie. Ch., 152.
Póstumo, 9, 12.
Pot. J. H. van der, 145.
Pradera. V., 42

Quintilio Vero. P., 8.

Ram. Domingo, 30, 37.
Ramos. J. M., 16.
Ramón de Moncada. Guillén, 25.
Reusch. Wilhelm, 7.
Revelli. P., 121 y ss.
Rojas. Sancho de, obispo de Palencia,
28.
Ruiz de Lihori. Gil, 21, 34, 36.
Ruiz de Luna. Juan, 28.
Ruiz de Moros. Pedro, 22, 25.

Saavedra Fajardo. D, 40.
Sanchaznar. Antonio de, 23.
Sancho Izquierdo, M., 33.
Sancho el Mayor, 116.
Segesto, 8.
Segimer, 8.
Sesé. Juan de, 35.
Sicilia. Martín de, 34.
Sicilia. Violante de, 37.
Sierra. G., 147, 170.
Sobirats. Juan, 32.
Solano. Fernando, 91 y ss., 155.
Soler. Cayetano, 29.

Tarba. Galacián de, 35.
Terlingen. G., 162.
Tiberio, 7 y ss.
Torrellas. Ramón de, 37.

Uña. F. de, 158, 160.
Urgell. Jaime de, 21, 35.

Valtierra. Juan, obispo de Tarazona,
23.
Vallseca. Guillén de, 82.
Viana, Carlos de, 161.
Vicens. J., 44, 161.

Wara. Juan, 106.
Windengren. G., 148.
Withe. Diego, 95.

Yourcenar. M., 150.

Zarzuela. Francisco, 32.
Zurita. J. de, 20 y ss., 39.